

Université du Québec
INRS – Urbanisation, culture et société

**DES BANLIEUES QUI SE DISTINGUENT :
GOUVERNER WESTMOUNT, POINTE-CLAIRE ET MONT-ROYAL
(1880-1939)**

par
Harold Bérubé

Thèse présentée pour l'obtention du grade de
Philosophiae doctor (Ph.D.) en Études urbaines

Jury d'évaluation

Présidente du jury et examinatrice interne		Claire Poitras INRS – Urbanisation, culture et société
Examineur externe	Serge	Jaumain Université libre de Bruxelles
Examinatrice externe	Andrée	Fortin Université Laval
Examineur interne	David	Hanna Université du Québec à Montréal
Directeur de recherche	Jean-Pierre	Collin INRS – Urbanisation, culture et société

Thèse soutenue le 3 juillet 2008

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier ceux et celles qui m'ont appuyé dans la recherche et la rédaction de cette thèse.

Ma reconnaissance va d'abord à mon directeur de recherche, Jean-Pierre Collin. Il m'a accompagné tout au long du parcours et je ne serais pas arrivé à bon port sans ses précieux conseils, sa générosité, sa disponibilité, sa patience et ses encouragements. Je remercie également Michèle Dagenais. Ce fut un plaisir de l'avoir comme directrice de recherche à la maîtrise, c'est un plus grand plaisir encore de pouvoir compter sur son amitié. Elle a bien voulu lire certains des chapitres de cette thèse et ses judicieux conseils furent d'un grand secours.

À un moment ou à un autre de ces années passées au doctorat, j'ai également pu bénéficier des lumières de nombreux autres chercheurs. Je n'essaierai pas d'en dresser la liste, de peur d'en oublier quelques-uns, mais je leur exprime toute ma reconnaissance. Je tiens tout de même à souligner la générosité dont ont fait preuve Joseph Rodriguez et Harold Platt, qui ont su donner de leur temps à un étudiant québécois en exil à Milwaukee!

De même, mon exploration des archives municipales n'aurait pas été possible sans l'assistance d'archivistes et d'employés municipaux qui les relayaient durant une bonne partie de la période estivale. Leur flexibilité, leur courtoisie et leur efficacité ont été grandement appréciées.

Cette recherche n'aurait pas pu se réaliser sans le soutien financier de l'Institut national de la recherche scientifique, du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture et du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Je les remercie de leur appui.

Je salue par la même occasion mes collègues doctorants, toutes disciplines confondues. Au gré des cours, des colloques, des conférences ou de discussions impromptues, ils m'ont apporté un appui intellectuel et surtout moral dont je n'aurais pu me passer. De même, ma famille et mes amis m'ont apporté des encouragements.

Enfin, et surtout, je souhaite remercier de tout cœur mon épouse, Amélie. Elle a su partager avec moi les meilleurs et les pires moments de la vie de doctorant. Elle m'a appuyé de manière indéfectible durant cette longue démarche de recherche à travers d'intenses discussions, de nombreuses lectures et relectures de chapitre, mais surtout par sa présence et son amour. Cette fin de parcours doctoral aurait-elle été la même sans la présence de notre fils Jules? S'il n'a pas eu l'occasion d'exprimer son opinion sur la qualité de mes recherches, il a enrichi ma vie comme je ne l'aurais pas cru possible.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES FIGURES	vii
LISTE DES CARTES	viii
LISTE DES TABLEAUX	ix
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	x
RÉSUMÉ	xi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LA BANLIEUE, UTOPIE BOURGEOISE?	
OBJET DE RECHERCHE, PROBLÉMATIQUE ET CADRE D'ANALYSE	6
1.1 Le milieu, ceux qui l'habitent et ce qu'ils y cherchent	7
1.1.1 Les banlieues, à rebours	8
1.1.2 La bourgeoisie et son rapport à l'espace	23
1.1.3 La communauté, ou la recherche de l'entre-soi	27
1.2 Problématique, hypothèses et questions de recherche	38
1.2.1 Problématique : la singularité des banlieues bourgeoises	38
1.2.2 Hypothèses : le gouvernement local, outil de construction communautaire	40
1.2.3 Questions de recherche : interroger le passé des banlieues bourgeoises	42
1.3 Cadre d'analyse	44
1.3.1 Le politique : institutions et acteurs	44
1.3.2 Le social : normes et nuisances	47
1.3.3 Le culturel : identité et altérité	50
Conclusion	53
CHAPITRE II	
MONTRÉAL ET SES BANLIEUES	
HISTORIOGRAPHIE ET CONTEXTE, SOURCES ET MÉTHODOLOGIE	54
2.1 Historiographie	55
2.1.1 Les banlieues canadiennes et montréalaises	55
2.1.2 La communauté anglophone de Montréal	60
2.1.3 Montréal : métropole	63

2.2	Contexte	67
2.2.1	Périodisation et structuration de l'espace montréalais	68
2.2.2	Les banlieues de Montréal : un tour d'horizon	70
2.2.3	Trois histoires locales	72
2.3	Sources et méthodologie	87
2.3.1	Les archives municipales	87
2.3.2	Les journaux locaux et autres sources	89
2.3.3	La méthodologie	91
	Conclusion	92

CHAPITRE III

CULTURE ET PRATIQUES POLITIQUES

3.1	Développement, municipalisation et administration	95
3.1.1	La corporation municipale : origine et caractéristiques	95
3.1.2	Particularités du gouvernement suburbain	98
3.1.3	Variations sur un même thème	100
3.2	Le personnel politique et le processus électoral	105
3.2.1	Démocratie, réformisme et bourgeoisie	106
3.2.2	Le processus électoral	109
3.2.3	« Fit and Proper Persons » : maires et échevins	127
3.3	Les autres acteurs de la gouvernance suburbaine	140
3.3.1	Les associations de citoyens	140
3.3.2	Les journaux locaux	146
3.3.3	Le « simple » citoyen	148
	Conclusion	151

CHAPITRE IV

L'ORDRE DES CHOSES : RÉGLEMENTER LE MILIEU

4.1	La réglementation municipale, en théorie et en pratique	155
4.1.1	La fabrique à règlements	155
4.1.2	La réglementation à Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal : vue d'ensemble	158
4.2	Agir sur le milieu	162
4.2.1	Le milieu administratif	163
4.2.2	Le milieu physique	171

Conclusion	198
-------------------------	------------

CHAPITRE V

L'ORDRE SOCIAL : RÉGLEMENTER LA POPULATION	202
---	------------

5.1 Agir sur la population	203
5.1.1 Taxes et licences	203
5.1.2 Comportements appropriés et inappropriés, normes et nuisances	207
5.1.3 Au service de la communauté	215

5.2 La banlieue en temps de crise	221
5.2.1 <i>Trouble in paradise</i>	223
5.2.2 La misère des riches, ou l'assistance en milieu favorisé	225

Conclusion	235
-------------------------	------------

CHAPITRE VI

IDENTITÉ ET MÉTROPOLISATION	237
--	------------

6.1 Des identités construites, des communautés imaginées	238
6.1.1 Le local et le municipal	238
6.1.2 Ethnie, classe, genre	247

6.2 Le miroir de l'autre	257
6.2.1 Dans l'ombre de Montréal	258
6.2.2 La métropole du Canada	261
6.2.3 Entre annexion et métropolisation	263

Conclusion	273
-------------------------	------------

CONCLUSION	275
-------------------------	------------

APPENDICE A	290
--------------------------	------------

APPENDICE B	291
--------------------------	------------

SOURCES DOCUMENTAIRES	294
------------------------------------	------------

RÉFÉRENCES	297
-------------------------	------------

LISTE DES FIGURES

Figure 2.1	
Vue de Montréal depuis Westmount.....	75
Figure 2.2	
Le village de Pointe-Claire à la fin du XIXe siècle	80
Figure 2.3	
Vue aérienne de Mont-Royal en 1924	85
Figure 3.1	
Publicité électorale à Westmount (1913).....	115
Figure 3.2	
Le siège du pouvoir : l'Hôtel de Ville de Westmount	118
Figure 3.3	
Le siège du pouvoir : l'Hôtel de Ville de Pointe-Claire	123
Figure 3.4	
Le siège du pouvoir : l'Hôtel de Ville de Mont-Royal (inauguré en 1948).....	126
Figure 3.5	
« Fit and proper persons » : le conseil municipal de Westmount en 1927	128
Figure 4.1	
Un milieu urbanisé : l'avenue Green à Westmount	185
Figure 4.2	
Rue principale de Pointe-Claire vers 1910	186
Figure 4.3	
Entrée du parc Larocque, à Pointe-Claire	193
Figure 5.1	
Le service de police de Westmount en 1909.....	209
Figure 5.2	
Bibliothèque publique de Westmount vers 1910	216
Figure 5.3	
Victoria Hall	217
Figure 6.1	
Vue aérienne de Mont-Royal en 1938	272

LISTE DES CARTES

Carte 2.1	
Carte de l'île de Montréal en 1879.....	71
Carte 2.2	
Carte de l'île de Montréal au moment de la mise sur pied de la Commission métropolitaine de Montréal (CMM).....	73
Carte 4.1	
Le plan de Frederick Todd pour Mont-Royal	195

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1	
Nombre de règlements municipaux adoptés dans les municipalités de Westmount, Pointe-Claire et Ville de Mont-Royal entre l'année de leur création et 1939.....	88
Tableau 3.1	
Nombre d'élus étudiés par localité et période couverte dans chaque cas	129
Tableau 3.2	
Durée moyenne de la carrière politique des élus par localité (en années)	134
Tableau 3.3	
Répartition linguistique des élus par municipalité (en pourcentage)	135
Tableau 3.4	
Classement socioprofessionnel des élus selon la localité (en pourcentage)	136
Tableau 4.1	
Nombre total et moyenne annuelle de règlements adoptés entre l'incorporation et 1939 à Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal	159
Tableau 4.2	
Répartition des règlements adoptés à Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal, entre le moment de leur incorporation et 1939, selon leur champ d'action (N).....	160
Tableau 4.3	
Répartition proportionnelle des règlements adoptés à Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal, entre le moment de leur incorporation et 1939, selon leur champ d'action (%)	160

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ANQ-M	Archives nationales du Québec - Montréal
APC	Archives de Pointe-Claire
AVMR	Archives de Ville de Mont-Royal
AWM	Archives de Westmount
CMM	Commission métropolitaine de Montréal
LCA	<i>Lakeside Citizens' Association</i>
MLH&P	<i>Montreal Light, Heat & Power</i>
NDG	Notre-Dame de Grâce
PCCA	<i>Pointe Claire Citizens' Association</i>
PCSWC	<i>Pointe Claire Social Welfare Council</i>
UMQ	Union des municipalités du Québec
WMA	<i>Westmount Municipal Association</i>
VCA	<i>Valois Citizens' Association</i>
VON	<i>Victorian Order of Nurses</i>
YMCA	<i>Young Men's Christian Association</i>

RÉSUMÉ

Cette thèse analyse les démarches et réalisations des gouvernements municipaux de trois banlieues bourgeoises de l'île de Montréal, Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal, entre 1880 et 1939, en s'appuyant sur les concepts de banlieue, de communauté et de bourgeoisie pour mieux cerner le projet de construction identitaire et de milieu de vie qui encadre l'action des gouvernants de ces trois municipalités.

À un moment où l'historiographie semble avoir délaissé cet objet d'étude et où, au contraire, les banlieues cossues de Montréal se sont bruyamment opposées à la réforme municipale provinciale de 2001, il convient de retourner aux origines du processus de suburbanisation à Montréal, pour mieux comprendre les idéaux qui ont contribué à la création et au maintien d'enclaves indépendantes dans le tissu urbain métropolitain.

Notre démarche de recherche s'appuie sur deux hypothèses : d'abord, que ces banlieues se caractérisent par l'ampleur de l'effort de construction communautaire qui y est déployé; ensuite, que le gouvernement municipal joue un rôle central dans ce processus. Pour vérifier ces hypothèses, nous nous sommes appuyé sur deux principaux ensembles de sources, soit les archives municipales des trois villes à l'étude et les journaux locaux. La plus grande partie de ces corpus n'a jamais été utilisée par des chercheurs jusqu'à ce jour, ce qui constitue une première innovation de cette recherche. Une autre facette novatrice touche à l'insertion de ces trois banlieues dans un contexte nord-américain, à l'aide de la riche historiographie étasunienne et canadienne sur le sujet. Finalement, en analysant le parcours de ces trois villes à l'aide d'un cadre conceptuel rigoureux, qui interroge le projet suburbain, bourgeois et communautaire à travers les concepts de démocratie, de gouvernance et d'identité, cette thèse contribue résolument à l'historiographie québécoise et nord-américaine sur les banlieues.

Ainsi, nous nous sommes d'abord penché sur la création politique des communautés suburbaines étudiées, en les inscrivant dans le contexte légal canadien et québécois. Ensuite, par une étude de la mise en œuvre de ce cadre légal, nous avons analysé le fonctionnement de la démocratie locale, à travers le processus électoral et la composition des différents groupes participant, de près et de loin, au gouvernement local : membres des conseils municipaux, associations citoyennes, journaux et individus. Nous avons ainsi démontré que ces démocraties suburbaines privilégiaient une approche consensuelle du pouvoir, tournée vers l'efficacité, la transparence et l'accessibilité, et engageant d'importants acteurs autres que le gouvernement municipal.

Nous avons ensuite étudié le principal moyen d'action des gouvernements municipaux pour agir sur leurs milieux physique, social et moral, la réglementation. Dans un premier temps, nous avons dressé un portrait général de la productivité des banlieues à l'étude en ce domaine, de même que la variété des domaines touchés par la réglementation. Puis, nous avons étudié un premier groupe de règlements, concernant l'administration et le milieu physique. Dans un deuxième temps, nous avons analysé la réglementation encadrant les activités commerciales, les loisirs et la moralité de la population et des visiteurs des banlieues, avant de nous pencher de plus près sur un épisode important de la gouvernance

locale, la grande dépression des années 1930. Nous avons ainsi démontré que le gouvernement de ces banlieues utilisait les outils à sa disposition pour ériger autour d'elles des frontières matérielles, politiques, sociales et culturelles, et pour agir sur le milieu physique et social de manière à favoriser la création d'un entre-soi bourgeois.

Finalement, nous avons étudié la construction identitaire de ces trois communautés bourgeoises suburbaines, à travers des catégories familières, dont l'appartenance de classe, de genre et d'ethnie, mais aussi – et surtout – à travers la relation ambiguë d'altérité qui est entretenue avec le centre métropolitain qui unit les trois banlieues étudiées, Montréal. Nous avons ainsi démontré que les gestes posés par les gouvernements municipaux servent de fondations à des discours identitaires qui contribuent à définir le caractère distinct des banlieues étudiées et, plus largement, l'idéal suburbain. Nous avons également démontré qu'elles entretiennent une relation symbolique et politique ambivalente face à la ville centrale, dont elles admirent les réalisations politiques et dont elles craignent les ambitions politiques. Mais également, qu'elles sont disposées à participer à une métropolisation qui serait respectueuse de l'autonomie politique qui leur a permis de se construire comme communautés bourgeoises. Et c'est ce projet et sa réalisation, ou du moins les efforts faits en ce sens, qui distinguent les banlieues bourgeoises.

INTRODUCTION

Qu'est-ce qui singularise les banlieues bourgeoises? Pourquoi attachent-elles autant d'importance à leur autonomie politique? Qu'est-ce que le passé peut nous apprendre de leur rôle dans le processus de métropolisation de la région montréalaise? Enfin, que nous disent-elles des modes d'insertion des élites dans l'espace urbain? C'est en étudiant trois banlieues bourgeoises de l'île de Montréal – Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal – et leur gouvernement, entre 1880 et 1939, que nous avons tâché de répondre à ces questions.

Bien qu'elle s'inscrive dans le champ des études urbaines par son objet d'étude et son approche pluridisciplinaire, cette thèse représente d'abord une contribution à l'histoire de la région de Montréal. Notre apport aux connaissances est triple. Dans un premier temps, nous éclairons des facettes méconnues de l'histoire des banlieues bourgeoises de la métropole, notamment leur mode de gouvernance singulier et le rôle clé qu'y jouent d'autres acteurs de la gouvernance comme les associations de citoyens. Dans un deuxième temps, nous démontrons le rôle central que jouent les gouvernements municipaux suburbains dans la création et la persistance de milieux physique et social conformes aux valeurs de la bourgeoisie et à sa recherche de l'agrégation. Ce projet de construction communautaire ressort comme un des modes d'insertion dans l'espace urbain favorisé par les élites urbaines nord-américaines. Enfin, dans un troisième et dernier temps, notre thèse permet de jeter un regard neuf sur le rôle joué par ces banlieues dans le processus de métropolisation de la région de Montréal. Alors qu'elles sont généralement dépeintes comme des adversaires acharnés de toute consolidation de ce territoire et de son gouvernement – une opposition souvent expliquée par leur statut de bastions fiscaux ou linguistiques –, elles apparaissent ici plutôt comme ambivalentes face à leur place dans l'ensemble montréalais, à la fois soucieuses de défendre, non pas une langue ou une fiscalité, mais une culture politique.

particulière, et à la fois déterminées à contribuer au développement et à la prospérité de la ville centrale autour de laquelle elles orbitent.

* * *

Depuis les années 1990, l'étude des banlieues passées et présentes est traversée par d'importantes remises en question. Des chercheurs s'interrogent sur la pertinence même de la distinction qui est faite entre la ville centre et celles qui se trouvent à sa périphérie, et de la terminologie qui est utilisée pour la décrire. Il est indéniable que la structure des grandes villes nord-américaines subit actuellement de profondes mutations, même si l'intensité de ces transformations varie énormément d'une région à l'autre. Il est également certain que les rapports entre le centre et la périphérie se sont complexifiés, si tant est qu'ils aient déjà été simples! Ces remises en question ont eu des répercussions sur la lecture qui est faite de l'histoire du processus de suburbanisation. Longtemps défini par rapport à l'idéal bourgeois d'un espace privilégié alliant harmonieusement ville et nature, ce processus en est venu à englober différentes manifestations de la décentralisation des industries et des populations qui commence dans les villes d'Amérique du Nord dès le milieu du XIX^e siècle (Lewis, 2000) et à inclure une variété de localités s'écartant considérablement de la définition traditionnelle de la banlieue. Ses horizons élargis, cette nouvelle histoire suburbaine n'a su que faire des banlieues bourgeoises dans ce contexte, se contentant de rejeter l'emprise qu'elles exerçaient sur ce champ d'études.

C'est en prenant acte de ces développements que nous nous proposons de revisiter l'histoire des banlieues bourgeoises et de la ré-insérer dans cette nouvelle historiographie. Si l'idéal suburbain dont elles sont porteuses ne doit plus être conçu comme définissant a priori ce qu'est la banlieue, l'étude de la façon dont se construit et s'incarne cet idéal nous permet de comprendre en quoi elles se distinguent des autres localités auxquelles donne naissance le processus de suburbanisation durant les dernières décennies du XIX^e siècle et les premières du suivant, et de quelle manière elles s'insèrent dans les agglomérations dont elles dépendent.

Car, qu'est-ce qui distingue les banlieues bourgeoises, sinon la présence de ce projet qui la sous-tend, mélange de valeurs élitaires et protestantes, croisement des cultures britannique et étatsunienne, que certains vont jusqu'à qualifier d'utopie (Fishman : 1987)? Nous postulons donc que ces localités sont la réponse des élites urbaines nord-américaines aux transformations occasionnées par l'industrialisation et l'urbanisation, qu'elles constituent pour elle un nouveau mode d'insertion dans l'espace urbain. Plus encore, nous postulons que ce projet de construction communautaire se traduit par un mode de gouvernance particulier, par une utilisation créative et élaborée de l'administration municipale pour élever des frontières matérielles et symboliques autour de ces banlieues et, parallèlement, agir sur le milieu ainsi délimité pour en faire un espace différent de celui qui l'environne et doté d'un certain prestige – des milieux distincts et distingués. En d'autres mots, les banlieues bourgeoises sont le théâtre de la construction d'un idéal suburbain dont la première fonction est de faire de ces localités un outil de promotion sociale pour ceux qui l'habitent.

Notre thèse compte six chapitres. Le premier est consacré à la problématisation des trois notions qui sont au cœur de notre démarche – banlieue, bourgeoisie et communauté – et à une revue de la recherche qui s'y rapporte. Nous y présentons plus en détail notre problématique, nos hypothèses et les questions de recherches qui en découlent, ainsi que le cadre d'analyse que nous avons utilisé.

L'historiographie canadienne et le contexte montréalais sont abordés dans le chapitre suivant. Nous tâchons d'y situer notre propre démarche et les trois localités que nous avons choisi d'étudier. Nous y traitons également des sources auxquelles nous avons eu recours et de la méthodologie que nous avons privilégiée pour les traiter.

Le chapitre 3 nous donne l'occasion d'examiner de plus près les gouvernements étudiés, avant de nous intéresser aux mesures qu'ils adoptent. Dans un premier temps, nous approfondissons notre réflexion sur les origines et la nature du régime municipal au Canada pour montrer quel est le degré d'autonomie dont disposent, en théorie et en pratique, ces municipalités. Nous nous penchons également sur ce qui caractérise, dans ce contexte, les municipalités suburbaines. Dans un deuxième temps, nous nous intéressons aux hommes qui

oeuvrent dans les conseils municipaux des banlieues étudiées et, surtout, sur le processus électoral qui les y mène et sur ce qu'il nous dit de ces régimes. Le gouvernement municipal n'agissant pas en vase clos, nous nous penchons, dans un troisième temps, sur les autres acteurs importants de la gouvernance suburbaine.

L'influence de ces administrations sur le milieu est le sujet des deux chapitres suivants. Le chapitre 4 s'ouvre sur une réflexion plus approfondie sur le principal outil utilisé pour exercer cette influence : la réglementation municipale. Elle nous permet d'apporter quelques précisions sur l'utilisation que nous en avons faite, ainsi que sur ce qui se dégage, en termes quantitatifs, des trois séries de règlements dépouillées. Le reste du chapitre est consacré au travail que font, à travers cette réglementation, les gouvernements municipaux sur eux-mêmes, puis sur le milieu physique des banlieues étudiées.

Le chapitre suivant nous permet de faire porter notre analyse sur les mesures adoptées à Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal pour agir sur leurs populations. À travers la définition de normes et de nuisances, l'imposition de taxes et de permis, ainsi que l'offre de services qui, particulièrement dans le contexte de la crise économique des années 1930, dépassent le mandat traditionnel des municipalités de l'époque, les gouvernements étudiés tâchent de prolonger le travail amorcé sur l'environnement physique. C'est-à-dire qu'à travers toutes ces mesures, ils s'efforcent, avec des degrés de succès variables d'une municipalité et d'une époque à l'autre, de créer des communautés qui se différencient de celles qui les environnent.

Le dernier chapitre de notre thèse nous permet de voir que cette volonté de distinction ne ressort pas seulement dans les pratiques observées, mais également dans les discours émanant de ces municipalités. À travers eux, cette différence est explicitée et mise en forme. Elle sert de base à des cadres identitaires qui se construisent également en grande partie en rapport avec la ville centrale. Montréal y apparaît tantôt comme un puissant repoussoir, tantôt comme une importante source de fierté. En tous les cas, elle est une présence incontournable dans l'imaginaire suburbain, mais également dans les rapports de ces banlieues avec leur région. Au cours de la période étudiée, les premières structures de gouvernement

métropolitain se mettent en place sur l'île de Montréal et les banlieues bourgeoises jouent un rôle ambivalent, mais déterminant dans ce processus, rôle qui préfigure celui qu'elles continueront à jouer au-delà de la Deuxième Guerre mondiale.

En conclusion de cette thèse, nous serons en mesure de démontrer que le rôle joué par ces banlieues dans ces débats s'explique par ce qui les caractérise plus largement à l'échelle suburbaine : le rôle central joué par l'institution municipale. Alors que dans des banlieues ouvrières, le gouvernement local joue un rôle limité et que son autonomie est aisément (ou intentionnellement) sacrifiée, dans les banlieues bourgeoises, les conseils municipaux interviennent de multiples façons pour façonner des milieux physiques et sociaux qui se distinguent et qui distinguent ceux qui y habitent. Ils favorisent ainsi la création d'entre-soi bourgeois, de communautés où se retrouvent et se rassemblent les membres de ce groupe social qui recherche l'agrégation. L'autonomie municipale, ou du moins le contrôle des champs d'action dont dépendent les milieux physique et social, deviennent garants de la persistance de ces espaces privilégiés dans le temps.

CHAPITRE 1

LA BANLIEUE, UTOPIE BOURGEOISE? OBJET DE RECHERCHE, PROBLÉMATIQUE ET CADRE D'ANALYSE

Suburbia is more than a collection of residential buildings; it expresses values so deeply embedded in bourgeois culture that it might also be called the bourgeois utopia.

Robert Fishman (1987: 4)

Ce premier chapitre est consacré aux principales composantes de notre objet de recherche, à la problématique qui guide notre démarche et au cadre d'analyse que nous utilisons pour vérifier nos hypothèses. Une première section porte donc sur trois facettes de l'insertion des élites dans l'espace suburbain : la *banlieue*, conçue comme milieu et comme projet; la *bourgeoisie*, groupe social qui lui est souvent rattaché; et la notion qui les rattache, celle de *communauté*. Nous évoquons l'utilisation qui a été faite de ces concepts dans le passé, nous soulevons les principales difficultés qu'ils posent au chercheur et nous tâchons de dépasser ces obstacles en expliquant comment nous les avons opérationnalisés. La section suivante traite de la problématique qui nous a servi de point de départ, des questions de recherche qui en découlent et des hypothèses que nous allons vérifier. Enfin, la dernière section explore le cadre d'analyse qui structure notre démarche.

1.1 LE MILIEU, CEUX QUI L'HABITENT ET CE QU'ILS Y CHERCHENT

Notre thèse traite du rapport entre un groupe, la bourgeoisie, et un espace, la banlieue. L'historien Robert Fishman (1987) les a étroitement associés en qualifiant la banlieue d'*utopie bourgeoise*. Il y a différentes façons d'interpréter ce rapport. Nous y voyons un nouveau mode d'insertion des élites dans l'espace urbain : un effort de construction communautaire aux dimensions politique, sociale et culturelle, qui répond aux transformations profondes que connaissent, à partir du XIX^e siècle, les villes nord-américaines.

Ces trois notions – banlieue, bourgeoisie et communauté – sont étroitement liées à l'avènement de la modernité. La bourgeoisie est le moteur du triomphe du libéralisme et de la civilisation capitaliste et industrielle des XIX^e et XX^e siècles. Avec la diffusion des travaux d'Engels et Marx, elle devient également la principale antagoniste dans l'imaginaire idéologique de ceux qui contestent cette idéologie ou cette civilisation. La banlieue, pour sa part, est synonyme d'éclatement de la ville ancienne, puis de son étalement au rythme des nouvelles technologies de transport et de communication. Plus que tout autre phénomène du XX^e siècle, la suburbanisation a remodelé la forme et le fonctionnement des villes nord-américaines. Enfin, depuis le XIX^e siècle, la notion de communauté est au centre des préoccupations modernes, nourries par l'inquiétude des uns et des autres face à l'anomie que porterait en elle la société urbaine et industrialisée.

Ces notions sont aussi associées au monde urbain. À l'origine, on définit le bourgeois comme étant membre d'une ville libre, d'un bourg, où il n'est ni paysan, ni seigneur. Dans les siècles qui suivent, la fortune de la bourgeoisie demeure intimement liée à celle des villes. Le lien de la banlieue à la ville va de soi, même si la nature de ce rapport est objet de débats. Enfin, si le sens de la communauté est souvent présenté comme étranger au monde urbain, c'est le développement rapide des villes industrielles qui va amener plusieurs penseurs à s'interroger sur cette notion et sur son avenir. On ne sera donc pas surpris de constater que ces trois objets ont attiré l'attention de chercheurs de tous les horizons disciplinaires et

idéologiques, et qu’ils nourrissent encore aujourd’hui un grand nombre de débats et de travaux.

1.1.1 Les banlieues, à rebours

It would seem there could be little more about the suburbs to be said.

Samuel D. Clark (1966 : 3)

Lorsque Samuel D. Clark écrit ces mots en 1966, c’est pour mieux les réfuter quelques paragraphes plus loin. Malgré le grand nombre d’articles et de monographies déjà consacrés à la banlieue en son temps, le sociologue est convaincu qu’il y a encore beaucoup à dire sur le sujet. Presque quarante ans plus tard, la banlieue alimente toujours l’actualité et la recherche.

Commençons par définir succinctement les concepts de banlieue et de suburbanisation. Littéralement, « ‘sub-urb’ means outside, beyond or below the ‘urb’ » (Bourne, 1996 : 163). On peut facilement faire remonter à l’Antiquité l’existence, en marge des grands centres, de faubourgs. En Amérique du Nord, on en relève la présence dès le XVIII^e siècle (Linteau, 1987 : 253). Ces marges urbaines sont habituellement décrites de manière péjorative, servant de refuge aux classes défavorisées, aux entreprises bruyantes ou nauséabondes, bref à tout ce qui n’est pas bienvenu au centre. À partir du XIX^e siècle, ce rapport s’inverse. À mesure que les conditions de vie se dégradent dans les agglomérations industrielles, la périphérie devient plus attrayante. Commence alors le processus de suburbanisation, qui donne naissance à la banlieue moderne, distincte du faubourg d’antan.

Considérons la suburbanisation comme une extension de l’urbanisation décrite et conceptualisée par Kingsley Davis (1965), c’est-à-dire comme un processus fini au cours duquel une majorité de la population urbaine et des activités qui lui sont liées quittent le centre pour s’établir en périphérie. La résultante de ce processus, la banlieue, ne constitue pas un objet d’étude statique. Au cours de son développement, cette forme urbaine – tout comme l’idéal qui la sous-tend – évolue et emprunte différents visages. On peut toutefois la réduire à quelques caractéristiques fondamentales. Les banlieues sont des excroissances urbaines,

c'est-à-dire qu'elles sont issues de la ville, qu'elles coexistent avec elle et se situent à sa périphérie. Même si ses habitants y cherchent les bienfaits de la campagne, l'espace suburbain reste avant tout tributaire de la ville. Ajoutons que les banlieues se caractérisent par une plus faible densité de population et du bâti, et par la possibilité de circuler aisément du centre à la périphérie¹.

Ces éléments forment une base sur laquelle la majorité des chercheurs s'entendent. Au-delà, les choses se compliquent.

Influenced by individual as well as disciplinary biases, scholars have classified suburbs on many bases: political status (independent municipalities outlying a larger urban center); economic and social function (dependence on a central city, especially dormitory communities of urban commuters); landscape and the built environment (the predominance of single-family homes with lawns, curvilinear streets, and other aesthetic symbols of harmony with nature); ideology and way of life (places shaped by elevated values for homeownership, secluded nuclear families, privacy, a distinctive, gendered division of labor, social exclusivity, semirural landscapes, dislike of cities, political home-rule, etc.); and process of development (the decentralization of population, jobs and other urban functions from an older city core) (Nicolaides et Wiese, 2006: 7).

Mais aucune définition consensuelle n'a émergé de ces différentes façons d'aborder le même objet. De plus, depuis un peu plus d'une dizaine d'années, les notions mêmes de banlieue et de suburbanisation sont remises en question. Ces débats découlent autant d'avancées des connaissances – des formes suburbaines passées inaperçues jusque-là sont identifiées et étudiées – que de changements sur le terrain – le processus d'urbanisation, dont la suburbanisation est le prolongement, prend des formes et des trajectoires nouvelles.

Pour mieux saisir les deux niveaux de cette évolution – évolution de la recherche et du milieu étudié –, nous avons cru bon de revisiter la banlieue à rebours. Pour ce faire, nous subdivisons la période qui va du milieu du XIX^e siècle à l'aube du XXI^e en trois temps de la

¹ Ces éléments de base d'une définition de la banlieue sont tirés de l'ouvrage *The Suburban Trend*, de Harlan Paul Douglass (1925 : 8), une des premières études scientifiques du phénomène. L'ouvrage a remarquablement bien vieilli, l'auteur évoquant plusieurs pistes empruntées aujourd'hui par les chercheurs.

suburbanisation nord-américaine². Nous commencerons par aborder les recherches sur l'actuelle mutation, décès ou triomphe de cette forme urbaine (1970-...), pour ensuite nous tourner vers son âge d'or, riche en mythes et en stéréotypes (1945-1970). Nous terminerons par ses origines, que la recherche fait remonter toujours un peu plus loin et auxquelles elle donne tour à tour un caractère bourgeois, ouvrier ou industriel (1850-1945). On verra ainsi comment la recherche sur la banlieue passée est informée et influencée par la connaissance qu'ont les chercheurs de la banlieue présente et à venir.

1.1.1.1 *Post-Suburbia* (1970-...) : mort ou triomphe de la banlieue?

En parlant de « post-suburbia » en 1997, Jon C. Teaford n'était pas le premier (ou le dernier) à évoquer la fin du processus de suburbanisation. La majorité des chercheurs s'entendent pour affirmer que, depuis les années 1970, la place des banlieues dans la structure des grandes villes nord-américaines a considérablement changé. Notons d'abord que depuis cette date, la population suburbaine du continent dépasse celle des villes centrales et des régions rurales³. Cette transition s'accompagne d'une transformation en profondeur des relations centre/périphérie. Déjà à la fin des années 1960, Clark note que l'étalement des métropoles a donné naissance à des communautés suburbaines de plus en plus excentrées (Clark, 1966 : 226-227). Particulièrement aux États-Unis, on assiste, dans les décennies qui suivent, à un plafonnement démographique, social et économique des villes centrales au profit de leurs couronnes, qui s'urbanisent rapidement et voient se déplacer sur leur territoire des entreprises de haute technologie et des emplois associés au secteur tertiaire. Ces déplacements sont facilités par le développement de nouvelles technologies dans le domaine des communications (Garreau, 1991 ; Muller, 1997). Bref, cette déconcentration donne naissance à des ensembles métropolitains polycentriques qui remettent en question les notions de centre et de périphérie.

² Pour des raisons pratiques, nous nous sommes limité à une revue de la recherche nord-américaine. Il existe évidemment tout un ensemble de travaux sur la suburbanisation, passée et présente, en Europe, en Australie et ailleurs dans le monde.

³ Fishman (1987) précise : « By 1970 the percentage of Americans living in the suburbs was almost exactly double what it had been in 1940, and more Americans lived in suburban areas (37,6%) than in central cities (31,4%) or in rural areas (31%). » Voir également Larry S. Bourne (1996 : 167-168) et Peter O. Muller (1997 : 45).

La première question que soulèvent ces développements est de savoir si on a affaire à un prolongement du processus de suburbanisation ou à une phase distincte et nouvelle du processus d'urbanisation.

Much hinges on the extent to which the growth of smaller cities and towns is the result of overspill to places that are new appendages of metropolitan territory, as opposed to arising from residents and employers seeking out these places to take advantage of their inherent characteristics, notably their smaller size and associated economic, social, and environmental benefits (Champion, 2001: 150).

En d'autres mots, il s'agit de savoir si ces villes périurbaines sont toujours des excroissances de la ville centrale. Ceux qui estiment que non considèrent qu'il faudrait alors tourner la page sur la suburbanisation et parlent de « counterurbanization » ou encore « d'exurbanisation » (Champion, 2001).

Robert Fishman (1987 : 183), par exemple, considère que l'agonie de la forme suburbaine commence dès 1945 avec la décentralisation massive de population, d'industries, d'emplois et de services qui suit la Deuxième Guerre mondiale. Elle aboutit, dans les années 1980, à l'apparition d'une nouvelle forme urbaine, les *technoburbs*.

By 'technoburb', I mean a peripheral zone, perhaps as large as a county, that has emerged as a viable socioeconomic unit. Spread out along its highway growth corridors are shopping malls, industrial parks, campus-like office complexes, hospitals, schools, and a full range of housing types. Its residents look to their immediate surroundings rather than to the city for their jobs and other needs; and its industries find not only the employees they need but also the specialized services (Fishman, 1987: 184).

En plus de la rupture du lien de coexistence qui unit la périphérie à la ville centrale, cette mort de la forme suburbaine prend chez Fishman la forme d'une désintégration de l'idéologie bourgeoise qui sert de point de départ à la banlieue telle qu'il la définit. La banlieue disparaît-elle donc au moment de son apparent triomphe?

C'est une vision que ne partage pas Teaford, qui s'est intéressé à l'aspect politique de la problématique postsuburbaine. Le politologue ne nie pas la multiplication récente des *edge*

cities, ces villes périphériques postsuburbaines, mais il rappelle que les banlieues traditionnelles existent toujours et que, sur le plan politique, elles recherchent et défendent un équilibre entre ces nouvelles tendances et un idéal suburbain élaboré au début du XX^e siècle (Teaford, 1997 : 45-46). Ces communautés rejettent une métropolisation centralisatrice au profit de structures régionales organisées autour du comté (Teaford, 1997 : 209). Parallèlement, elles accueillent les commerces et les entreprises de la nouvelle économie, porteuses d'avantages économiques et fiscaux considérables. Toutefois, si l'autonomie politique de la localité est menacée ou si le développement commercial et industriel dépasse certaines bornes, l'électorat réagit vivement pour défendre un idéal suburbain toujours autonomiste et résidentiel. Il ne s'agit pas d'une situation stable ou idyllique, mais d'un compromis entre les idéaux et la réalité. En somme : « [the] people of post-suburban America remained resolutely anti-urban even as their world became increasingly urbanized » (Teaford, 1997 : 5).

Donc, si les transformations de la structure métropolitaine sont indéniables, leur nouveauté et leur ampleur sont discutables. Comme on le verra plus loin, plusieurs de ces tendances – décentralisation des emplois et des commerces, diversification des populations suburbaines, brouillage des frontières entre centre et périphérie – se font sentir dès la fin du XIX^e siècle et s'intensifient durant les premières décennies du suivant. De même, ce ne sont pas toutes les villes d'Amérique du Nord qui connaissent avec la même force le processus d'exurbanisation décrit plus haut – ce n'est notamment pas le cas des villes canadiennes. De même, l'apparition des *edge cities* n'empêche pas, comme le souligne Teaford, les banlieues traditionnelles de continuer à se répandre et à se multiplier. Le constat de décès de la banlieue comme forme urbaine ou comme projet politique est donc prématuré. La majorité de la population nord-américaine habite maintenant dans un espace qu'on qualifie de suburbain et se reconnaît dans la culture qui sous-tend cette forme urbaine. De plus, comme le démontre Peter O. Muller, si cet espace est appelé à jouer un rôle économique de plus en plus important, c'est probablement toujours au sein de l'ensemble métropolitain (Muller, 1997 : 57).

Le désir qu'expriment plusieurs chercheurs de créer un nouveau vocabulaire conceptuel pour remplacer les termes « ville » et « banlieue » est tout aussi prématuré et invite à une multiplication des néologismes qui ne clarifient en rien la recherche⁴. S'il est vrai que la frontière entre le centre et la périphérie est actuellement floue et changeante, il n'est pas certain qu'il y ait eu un moment où elle ne l'était pas. Des chevauchements entre villes et banlieues sont observables tout au long du XX^e siècle⁵, et l'interpénétration observée ces dernières décennies ne remet pas sérieusement en question l'existence de l'une ou de l'autre. Comme on le verra, la tension entre urbanité et suburbanité est loin d'être caractéristique de la fin du XX^e siècle ou du début du suivant, même si cette période est sans conteste marquée par d'importantes mutations des structures métropolitaines.

1.1.1.2 La banlieue conquérante (1945-1970) : mythes et réalité

Durant les décennies qui suivent immédiatement la Deuxième Guerre mondiale, la suburbanisation prend la forme d'un raz-de-marée en Amérique du Nord. Le continent bénéficie de la prospérité d'après-guerre, du développement du réseau autoroutier et de la multiplication des automobiles. De plus, et c'est particulièrement vrai aux États-Unis, de généreux programmes gouvernementaux supportent le développement des banlieues aux dépens des villes centres et font du pays la première véritable nation suburbaine (Jackson, 1985: 190-230). C'est d'abord l'importante homogénéité socioéconomique et raciale de ces banlieues qui alimente la recherche à partir des années 1960.

Généralement critiques, ces études opposent des communautés suburbaines oppressantes et homogènes à une ville centrale dont l'hétérogénéité serait gage de tolérance, de démocratie et d'engagement civique⁶. La suburbanisation est aussi interprétée comme un recul important pour les femmes qui s'y retrouvent confinées. C'est, par exemple, le cas dans le manifeste féministe de Betty Friedan (2001 [1963]), mais aussi dans des travaux plus

⁴ Larry S. Bourne suggère, par exemple, l'expression « new social spaces on the urban fringe » (Bourne, 1996: 165).

⁵ Voir par exemple les travaux de Zane L. Miller (2001) et de Marian J. Morton (2002).

⁶ Une approche qui a continué à avoir des échos comme en témoigne la violente critique de la banlieue d'après-guerre de William Sharpe et Leonard Wallock (1994) et la réponse que leur adresse Robert Bruegmann (1994).

académiques où « the suburb emerged as the residential and female expression of the moral bankruptcy of the modern age, otherwise exemplified by giant corporations, big governments, and grey-clad 'organization man' » (Strong-Boag, 1995 : 47). On notera, à l'instar de Clark, l'ironie de la chose.

A generation ago, the student of American society, then in background truly a man of the country, could find in the big city all that was evil, depraved and corrupt in the American way of life. A highly romantic picture of rural society, the product of not a little nostalgia, served to bring into sharp relief the undesirable qualities of urban society. In the quarter century or so that has since passed, the student of American society has learned to love the city in the manner that he has long loved the country, and now it is suburbia, portrayed in terms of a slavish conformity, fetish of togetherness, and craze for organization, which is set over against a romantic image of the city with its narrow and cluttered streets, its quaint shops and picturesque tenements, its strange and ever changing assortment of people of many colors, nationalities, and languages, producing a way of life which seemingly brings out all that is best in man (Clark, 1966: 4-5)⁷.

Depuis, plusieurs chercheurs ont appelé à un dépassement de cette vision normative et à une meilleure compréhension de l'explosion suburbaine d'après 1945. Par exemple, Sylvie Murray (2004) a démontré que la vie en banlieue ne prévenait pas nécessairement l'engagement civique des femmes. Pour sa part, Andrew Wiese (2004) a retracé l'histoire de la suburbanisation afro-américaine tout au long du XX^e siècle, démontrant qu'après 1945 la bourgeoisie noire a également choisi la banlieue, même si elle n'y a pas échappé à la ségrégation raciale. Plus largement, cette révision de l'histoire suburbaine doit composer avec le même dilemme conceptuel que ceux qui étudient la banlieue contemporaine :

How might scholars contribute to a richer and more multifaceted synthesis in this now firmly established subfield while acknowledging the desirability of anchoring both urban and suburban history within a broader metropolitan framework (Lassiter, 2005: 76)?

⁷ Dans le même esprit, voir le texte plus récent et plus fouillé de Nicolaidis (2006).

Car si la problématique de la gestion de l'ensemble métropolitain ne caractérise pas seulement cette période, c'est surtout à partir de 1945 qu'elle se pose avec acuité dans la majorité des grandes et moyennes villes du continent⁸.

Dans ce contexte, « [one] must be wary [...] of the simplistic approach to the suburbs which puts them into neat opposition with the city : white-black, rich-poor, car-bus, safety-violence » (Wunsch, 1995 : 644). Une sensibilité envers la dynamique métropolitaine permet de dépasser ces oppositions sans perdre de vue les spécificités de la ville centrale et des communautés qui la ceinturent. Comme le suggère James L. Wunsch, il faut distinguer ville et banlieues par degrés plutôt que comme des catégories étanches⁹. Il s'agit évidemment d'une perspective qui vaut pour l'étude de la ville en général¹⁰. Bref, s'il nous semble inopportun de délaisser les concepts de ville et de banlieue, il nous semble tout aussi inopportun de se laisser piéger par l'opposition qui leur est souvent associée et qui est entretenue par un certain nombre de discours que nous aurons l'occasion d'étudier plus loin.

Un autre aspect de l'étude des banlieues d'après-guerre sur lequel nous voulons nous arrêter est la question de la singularité ou de l'exemplarité du cas étatsunien. D'une part, Kenneth T. Jackson et ses émules voient dans les États-Unis la nation suburbaine par excellence. Ils considèrent que ce pays offre au développement de la banlieue les conditions économiques, géographiques, politiques et sociales optimales. D'autre part, Jackson considère que les autres sociétés industrialisées d'Occident sont ou seront appelées à suivre un schéma similaire¹¹. S'il est indéniable que les États-Unis ont été, au XX^e siècle, le théâtre de la suburbanisation la plus étendue qu'ait connue la planète, la nature exemplaire ou singulière de ce développement est discutable. De fait, une comparaison du cas étatsunien

⁸ Voir par exemple Edward K. Muller (1989).

⁹ « Suburbs cannot [...] be examined in isolation. » (Bourne, 1996 : 171). Voir également le plus récent ouvrage de Teaford sur la révolution métropolitaine (2006).

¹⁰ On consultera notamment Raymond A. Mohl (1998) ; ainsi que Jean-Pierre Collin, Michèle Dagenais et Claire Poitras (2003).

¹¹ « Thus, American cities are not so much different from those of other countries as ahead of them, and we might expect cities elsewhere to follow the « North American » pattern just as soon as they have enough automobiles, highways, and disposable wealth to make it work. » (Jackson, 1985 : 303).

avec d'autres nations permet d'envisager un certain nombre de trajectoires suburbaines alternatives¹².

La banlieue d'après-guerre constitue le noyau dur des études suburbaines. Elle occupe toujours une place importante dans l'imaginaire populaire, mais aussi académique. C'est elle qui a inspiré la définition classique de la banlieue évoquée plus haut et c'est parce que la réalité ne colle pas exactement à cette définition que certains chercheurs se tournent actuellement vers de nouveaux cadres. Enfin, c'est à la recherche de ses origines que les historiens se sont tournés vers la période qui précède la Deuxième Guerre mondiale. Mais comme le suggère Wunsch, « by investing so much in the quest for the origins of the suburbs, the historians have difficulty connecting the trickle they have uncovered deep in the thicket of history to the vast flood which suburbanization has become in the last 50 years » (1995 : 645). Comme l'avait aussi deviné Fishman, il y a plus qu'une différence quantitative entre les banlieues d'avant et d'après 1945. La suburbanisation massive d'après-guerre s'explique en grande partie par des facteurs propres à la période des Trente Glorieuses, même si elle tire plusieurs de ses traits de celle qui l'a précédée.

1.1.1.3 Aux origines de la banlieue (1850-1945) : un projet bourgeois?

Dans les années 1960, une première série d'ouvrages à caractère historique ouvre la voie à une étude des origines du processus de suburbanisation, notamment ceux de Harold J. Dyos (1961) sur la banlieue victorienne de Camberwell et de Sam Bass Warner (1962) sur la région de Boston. Lewis Mumford (1961), dans son énorme ouvrage sur l'histoire de la ville, consacre également un chapitre à la question. Mais c'est surtout à partir des années 1980 que cette histoire suburbaine prend son envol avec la publication de toute une série d'ouvrages importants¹³. Deux d'entre eux se détachent du lot et deviennent les ouvrages fondateurs de

¹² On se référera par exemple à Graeme Davison (1995), qui propose une lecture australienne du phénomène suburbain.

¹³ Voir notamment ceux de Zane L. Miller (1981), Henry C. Binford (1985), Ann Durkin Keating (1988), Michael H. Ebner (1988) et John R. Stilgoe (1988).

cette « old suburban history »¹⁴ : la synthèse de Kenneth T. Jackson (1985) sur la suburbanisation américaine et la monographie de Robert Fishman (1987) sur les origines bourgeoises du processus.

Dans *Crabgrass Frontier*, Jackson retrace l'histoire de la banlieue américaine de ses origines jusqu'à la fin du XX^e siècle. Si le développement des technologies de transport joue un rôle central dans l'ouvrage, il estime que l'exceptionnelle croissance suburbaine des États-Unis a également des causes culturelles (Jackson, 1985 : 44). Il fait surtout référence à l'émergence de la division entre les sphères publique et privée, et à une préférence grandissante des élites américaines, au cours du XIX^e siècle, pour des maisons en périphérie, dans un cadre jugé plus naturel (Jackson, 1985 : 45-72). Les dernières décennies du XIX^e siècle et la première du suivant représentent l'âge d'or de ces banlieues bourgeoises, et cette influente minorité fixe, selon Jackson, un exemple que suivront plus tard les membres de la classe moyenne (Jackson, 1985 : 89).

C'est une analyse à laquelle Robert Fishman fait écho. Même si, dans *Bourgeois Utopias*, il situe l'origine de la banlieue un peu plus loin dans le temps – au XVIII^e siècle – et dans l'espace – en Grande-Bretagne –, il croit lui aussi qu'elle a des origines essentiellement culturelles. Selon lui, la banlieue doit être conceptualisée et approchée comme une utopie bourgeoise. Il considère que la banlieue n'est pas l'aboutissement logique ou prédéterminé de l'évolution du monde urbain, mais qu'elle résulte d'une série de choix et d'une transformation des valeurs des élites : renversement des rôles accordés au centre et à la périphérie, séparation du travail et de la vie familiale (Fishman, 1987 : 8). Il importe de souligner que, pour lui, la répulsion qu'exerce la ville sur ces bourgeois n'est pas tant le fait d'une dégradation des conditions qui y règnent, mais d'une évolution de leur perception du milieu urbain. Pour ces bourgeois « [the] city was not just crowded, dirty and unhealthy; it was immoral » (Fishman, 1987 : 38). L'idéal suburbain trouve aux États-Unis son expression la plus achevée, les banlieues ferroviaires du début du XX^e siècle, puis s'ouvre à la classe

¹⁴ Nous reprenons ici et dans les pages qui suivent la périodisation élaborée par Amanda I. Seligman (2003) pour découper l'histoire suburbaine.

moyenne après la Deuxième Guerre mondiale, annonçant, comme nous l'avons mentionné plus haut, le déclin et la mort de la banlieue telle qu'envisagée par Fishman.

À partir des années 1990, ces ouvrages et les travaux qu'ils ont inspirés¹⁵ font l'objet d'assez vives critiques. On leur reproche de ne s'être intéressés qu'aux banlieues élitaires et d'ignorer les autres types de communautés qui apparaissent ou évoluent en périphérie des villes au même moment. Comme le rappelle Wunsch, « whatever the relative emptiness of the metropolitan area, suburbanization did not take place in the forest primeval, but amidst a welter of towns, satellite cities and industrial areas, some as old as the central city itself » (1995 : 647). De plus, comme le démontrent les géographes Richard Harris et Robert Lewis, qui sont probablement les représentants les plus importants de cette « new suburban history »¹⁶, la décentralisation suburbaine affecte également les membres des classes populaires et les entreprises. Harris s'attache ainsi à démontrer que, durant la première moitié du XX^e siècle, la ville de Toronto est ceinturée d'un certain nombre de banlieues ouvrières dont le développement est favorisé par les problèmes de logement de la ville centrale et par l'absence de réglementation immobilière stricte dans certaines municipalités périphériques. Plus que des bidonvilles, ces communautés constituent un effort fragile, mais distinct, des classes moins favorisées pour atteindre l'idéal suburbain (Harris, 1996). Cette suburbanisation ouvrière répond également à la décentralisation de certaines activités industrielles à partir du milieu du XIX^e siècle, décentralisation étudiée par Lewis (2000)¹⁷. Il laisse la question résidentielle en second plan et remet plutôt en question la thèse selon laquelle la déconcentration industrielle commence dans les années 1920 avec l'introduction du transport par camion. Il fait remonter cette déconcentration, preuves à l'appui, au milieu du XIX^e siècle. Plus largement, Harris et Lewis ouvrent la porte à une diversité suburbaine à laquelle Jackson et Fishman avaient fait allusion, mais à laquelle ils ne s'étaient pas intéressés outre mesure (Jackson, 1985 : 5 ; Fishman, 1987 : 23).

¹⁵ Mentionnons par exemple Archer (1988) et Corbin Sies (1987).

¹⁶ Voir, entre autres, Richard Harris (1996, 1999, 2004), Robert Lewis (1999, 2000, 2001), ainsi que les articles qu'ils ont publiés ensemble (Harris et Lewis, 2001, 1998).

¹⁷ Harris reconnaît d'ailleurs que « industry leads the way » dans plusieurs cas. Il démontre également que dans d'autres situations, les ouvriers précèdent les entreprises ou n'en font pas de cas (Harris, 1996 : 51-85).

Le principal problème que pose cette ouverture à la diversité suburbaine d'avant-guerre, c'est qu'elle se fait en partie aux dépens des banlieues bourgeoises. Mary Corbin Sies est probablement celle qui a le mieux critiqué cette tendance.

These studies of ethnic and working-class suburbs are imaginatively researched and well documented; they offer insightful glimpses of working-class life ways and strategies for economic advancement and community building. For the most part, they avoid stereotypes of working-class culture, but they consistently invoke stereotypes of the suburban middle class (Corbin Sies, 2001 : 317).

C'est une tendance que l'on retrouvera plus loin, à propos de l'étude de la bourgeoisie comme groupe social. Sur le plan suburbain, on notera, à l'instar de Corbin Sies, que plusieurs des chercheurs qui se penchent sur les banlieues ouvrières ou immigrantes assument que ces communautés vont différer radicalement des banlieues bourgeoises. En conséquence,

[scholars] concerned about the lack of attention to blue-collar or ethnically diverse suburbs, African American suburbs, satellite suburbs, or suburbs housing recent immigrant populations sometimes set white affluent suburbs up as the enemy, caricaturing their residents as the oppressors and rooting for any signs of subversive or autonomous meaning systems discernible in the more diverse suburbs they favour (Corbin Sies, 2001: 318).

C'est que, trop souvent, ces chercheurs mettent en rapport leurs cas d'études, qu'ils ont analysés de manière détaillée, et les banlieues bourgeoises, qu'ils n'ont abordées que par l'entremise de la littérature normative élaborée par les promoteurs de cette forme urbaine (Corbin Sies, 2001 : 317). De plus, plusieurs chercheurs ont tendance à amalgamer les banlieues bourgeoises en une seule catégorie vague, homogène, sans se donner la peine de creuser plus avant pour mesurer quelle distance sépare le discours de la pratique, et les différents cas les uns des autres. Corbin Sies propose donc de revisiter les banlieues bourgeoises à la lumière des avancées de la « new suburban history ».

Signalons tout de même deux ouvrages qui, avant les remises en question proposées par Harris et Lewis, ou les réserves soulevées par Corbin Sies, s'étaient distingués en offrant des pistes qui invitent à poser un regard neuf sur les banlieues bourgeoises. Dans *Suburban Lives*, Margaret Marsh propose un « essay on the meanings of suburban life for the families who have lived there » (1990 : 7). S'intéressant aux vies des femmes et des hommes de la

bourgeoisie qui choisissent la banlieue à la fin du XIX^e siècle et au début du suivant, elle explique comment les premières, malgré leur attachement à la ville, choisissent éventuellement le retrait en périphérie, et comment les seconds s'y consacrent à une domesticité masculine, c'est-à-dire à un intérêt grandissant, mais pas absolu, pour certains aspects de la vie domestique (Marsh, 1990 : 75-76). La banlieue devient le milieu où va s'épanouir cette vie domestique, mais également le théâtre d'un effort pour renouer avec la démocratie villageoise, avec un milieu civique et associatif dans lequel les femmes pourraient investir leurs énergies (Marsh, 1990: 83). Nous retenons surtout de Marsh son intérêt pour ceux et celles qui habitent les banlieues, qui les choisissent comme milieu de vie. En tournant son attention vers ces individus, Marsh brosse un portrait plus complexe et nuancé de la vie suburbaine, de la distance qui sépare l'idéal suburbain de sa réalisation. Soulignons également qu'elle justifie son intérêt pour les banlieues bourgeoises en expliquant qu'elles permettent de mieux comprendre l'explosion suburbaine d'après-guerre (Marsh, 1990 : xvi).

Le dernier ouvrage sur lequel nous voulons nous arrêter ici est celui d'Ann Durkin Keating sur le développement des gouvernements suburbains dans la région métropolitaine de Chicago, durant la deuxième moitié du XIX^e siècle (1988). Étudiant la période durant laquelle les banlieues prennent forme physiquement et politiquement, elle démontre que leurs gouvernements apparaissent et se développent souvent tardivement dans le sillage du processus de suburbanisation et généralement en réponse aux besoins croissants en infrastructures qu'entraîne le développement de lotissements homogènes sous la houlette de promoteurs privés. Elle souligne toutefois que la mise en place de ces administrations municipales est à la fois le fruit des efforts des résidents et de ces promoteurs. En d'autres mots,

[suburban] government emerged as a new form by the end of the nineteenth century, providing many of the services and functions of chartered urban governments while also being shaped by existing rural governments. It developed over the course of the nineteenth century in response to the demands placed on it by suburban communities which themselves were only just emerging (Keating, 1988: 7).

Le lourd fardeau financier porté par ces gouvernements en forcera plusieurs à se tourner vers l'annexion à la métropole. En conséquence, du moins pour la fin du XIX^e siècle et le début du suivant, l'autonomie politique apparaît comme un indicateur du succès d'une communauté suburbaine ou du moins comme une condition importante de sa persistance comme milieu distinct. L'ouvrage de Keating demeure un rare exemple d'étude du gouvernement suburbain de l'avant-guerre et de son évolution en rapport avec le milieu duquel il émane et qu'il contribue à construire. Elle a également le mérite de mettre l'accent sur l'attitude et le rôle des résidents de ces banlieues, soulignant l'importance de leur apport au développement du gouvernement local (Keating, 1988 : 8).

Dans les chapitres qui suivent, nous inspirant des contributions de la nouvelle histoire suburbaine, mais aussi de celles qui l'ont précédée, nous nous intéressons à la banlieue bourgeoise. Nous la mettons en perspective avec les autres formes prises par la banlieue pour voir en quoi les cas étudiés se distinguent ou s'inspirent du modèle considéré autrefois comme hégémonique. Bref, nous prenons nos distances d'une définition restrictive de la banlieue, tout en assumant que l'idéal suburbain bourgeois demeure un important moteur du processus de suburbanisation et un point de référence incontournable pour en définir les contours et en comprendre l'évolution après 1945. Comme l'explique Corbin Sies :

[if] so much scholarship assumes that white affluent residential suburbs form the reference point for understanding North American suburbs in the twentieth century, it may be because there is merit to that argument. In an era in which white affluent urban and suburban dwellers formed the critical mass of the design professions, social reformers, retail establishments, educators, and advertisers promoting the suburban ideal of living and orienting their product lines and services to profit from it, it seems foolhardy to assume that their ideals and forms did not have a strong influence on the development of suburbs. That would seem to discount the impact of a whole range of economic and cultural power lines that form the nexus of consumption within which suburban communities thrive and with which working-class and ethnic suburbanites, indeed all suburbanites, have had to contend. Recent critics of suburban scholarship, in fact, have complained that the ideology of the suburban ideal is so powerful that suburbs that deviate from the white middle-class norm risk not being recognized as variations on the central theme. For better and for worse, this upper-middle-class constellation of physical forms, values, and lifeways has carried enormous social and cultural power. It may be that the suburban ideal

has functioned to constitute what many North Americans desired, saw, and built for their home communities (2001 : 340-341).

Par banlieue, nous entendons donc tout à la fois un projet et un milieu qui s'en inspire. Cette banlieue est une forme urbaine qui prend naissance d'abord et avant tout en réaction au développement de la ville industrielle moderne. Elle est ainsi à distinguer des faubourgs ou des centres de villégiature.

La banlieue idéaltypique peut donc être définie en quelques grands traits. Premièrement, son tissu se distingue par sa basse densité et par la prédominance de maisons détachées ou semi-détachées. Ces caractéristiques répondent à une double volonté d'échapper à la congestion des centres urbains modernes et de se rapprocher d'une nature idéalisée. Deuxièmement, les banlieues se situent géographiquement en périphérie de la ville, mais elles demeurent liées à cette dernière tant par des moyens de transport que par des liens économiques, politiques, institutionnels, sociaux et culturels. La banlieue est donc urbanisation de la campagne et non ruralisation du monde urbain. Troisièmement, on retrouve en banlieue une majorité de propriétaires. Même si ce n'est pas toujours vrai dans les faits, la banlieue est mise en marché à l'aide de cette promesse d'un accès facile à la propriété. Mentionnons que la propriété est, dans une majorité de cas et pour la plus grande partie des XIX^e et XX^e siècles, une condition sine qua non de la participation à la vie politique municipale. Quatrièmement, les banlieues sont politiquement distinctes ou autonomes. Dans les faits, plusieurs d'entre elles sont éventuellement annexées à la ville centrale à mesure que le tissu urbain les rejoint. Si pour certaines de ces communautés, l'annexion sonne le glas de la suburbanité, pour d'autres cela signifie tout simplement qu'un changement de stratégie politique est nécessaire. Ce qui est indéniable, c'est que les banlieues renoncent rarement de leur propre gré à leur autonomie politique et que cette autonomie leur apparaît comme un outil important pour assurer l'intégrité de leur communauté. En son absence, d'autres moyens d'action politique sont envisagés. Cinquièmement, les banlieues sont habitées par des individus de la bourgeoisie ou de la classe moyenne. S'il est vrai que plusieurs exceptions existent, l'idéal suburbain naît et prospère au sein des classes aisées. Les classes populaires seront portées à s'en inspirer, même si elles l'adaptent à leurs moyens et à leurs besoins. Sixièmement et dernière ment, les banlieues ont un caractère presque

exclusivement résidentiel. Certaines de ces communautés s'écartent de ce principe, par exemple pour élargir leur base fiscale, mais la banlieue demeure largement tributaire d'une vision spécialisée de l'espace urbain. Malgré les nombreux cas qui ne répondent pas à une ou à plusieurs de ces caractéristiques, ce sont elles qui constituent l'idéal suburbain auquel aspirent ceux qui se déplacent vers la périphérie urbaine à partir du milieu du XIX^e siècle.

1.1.2 La bourgeoisie et son rapport à l'espace

La complexité interne des classes en formation reste le fil conducteur des travaux sur les pratiques et les associations. Ayant ceci à l'esprit, les historiens en sont revenus à ce qui était auparavant perçu comme un domaine obscur, les politiques municipales et locales, et ils y ont trouvé un champ important au sein duquel les luttes contribuaient autant à forger les classes que ces classes ne donnaient elles-mêmes leur aspect aux luttes.

Geoffrey Crossick (1998 : 1100)

Historiquement, on peut faire remonter l'apparition de la bourgeoisie au Moyen Âge, mais c'est surtout à partir des XVIII^e et XIX^e siècles que le bourgeois émerge comme membre d'une classe étroitement associée au libéralisme, au capitalisme et à la révolution industrielle (Bell, 1999 : 93 ; Braudel, 1993 [1979] : 584-586 ; Wallerstein, 1988 : 91-93). Néanmoins, il est dès le départ une figure ambiguë. Le bourgeois moderne – dont la figure type est d'ailleurs généralement masculine – est le fer de lance des réformes et des révolutions qui mettent un terme à l'ordre ancien basé sur le privilège et la naissance, qu'il cherche à remplacer par ce qu'il conçoit comme une société plus juste, basée sur le mérite et les droits de l'individu. Rapidement, le bourgeois devient également la personnification de toutes les tares de cette modernité libérale. Pour les critiques du nouvel ordre, le bourgeois fait la promotion de l'individualisme à outrance et affaiblit le tissu social. Nourrissant le matérialisme, l'avarice et l'égoïsme, il contribue à l'appauvrissement de la culture (Furet, 1995 : 19-22 ; Wallerstein, 1988 : 91). À travers les travaux de Karl Marx et de Friedrich Engels, les bourgeois sont amalgamés au sein de la classe bourgeoise et ce groupe prend le visage avec lequel nous sommes probablement le plus familiers : un groupe dominant dans la

société industrielle, détenteur des moyens de production, oppresseur et adversaire de la classe ouvrière (Bell, 1999 : 93-94). L'étude de ce groupe a été en bonne partie guidée et influencée par cette définition centrée sur ses caractéristiques économiques et sur son rôle comme classe dominante, ce qui a donné lieu à un certain nombre de difficultés conceptuelles et historiographiques. Mais avant de nous attaquer à ces problématiques, on nous permettra de nous arrêter brièvement aux problèmes que pose la terminologie utilisée dans le monde anglo-saxon pour décrire ce groupe social.

S'ils utilisent à l'occasion le terme français *bourgeoisie*, ou encore *upper class* ou *elite*, les chercheurs anglo-saxons ont plus couramment recours au terme *middle class* pour désigner le groupe social que nous avons décrit plus haut¹⁸. Puisque nous avons eu fréquemment recours à l'abondante production scientifique anglo-saxonne dans le cadre de notre recherche, tâchons rapidement de voir dans quelle mesure *bourgeoisie* et *middle class* s'y recoupent. Comme l'a démontré l'historien Dror Wahrman, le concept de *middle class* prend forme aux XVIII^e et XIX^e siècles pour décrire la classe montante se situant alors entre l'aristocratie et les classes populaires en Grande-Bretagne. S'il recoupe alors partiellement la notion de bourgeoisie, sans porter le même bagage péjoratif (Kumar, 1999 : 528), « [l']opacité et l'imprécision complètes du terme ont poussé les historiens à rester dans le vague quant aux groupes sociaux englobés par cette classe » (Crossick, 1998 : 1093). De plus, au cours du XX^e siècle, cette notion en est progressivement venue à désigner ce que l'on qualifie également, dans le monde francophone, de *classe moyenne*, c'est-à-dire une catégorie de cols blancs et bleus entre la bourgeoisie et le prolétariat ou la classe ouvrière (Beckert, 2001 : 6-7). Pour ajouter à la confusion, les banlieues bourgeoises, qui nous intéressent ici, se sont progressivement effacées après la Deuxième Guerre mondiale devant les banlieues de masse destinées justement à cette classe moyenne. Nous avons donc favorisé le concept de bourgeoisie, qui est tout de même loin d'être exempt de toute ambiguïté.

¹⁸ Immanuel Wallerstein souligne avec raison qu'il est ironique de constater que la pensée anglo-saxonne, qui chérit traditionnellement l'individualisme, ait donné naissance à cette appellation collective à laquelle ne correspond aucune forme singulière (1988 : 91).

Du point de vue conceptuel, une définition strictement économique ou statique de ce groupe social ne rend pas compte de sa complexité et de son historicité. D'abord, comme l'ont entre autres souligné Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, l'appartenance à la bourgeoisie n'est pas qu'une affaire de fortune économique et le comportement des membres de ce groupe est loin d'être uniquement régi par la rationalité de *l'homo economicus*¹⁹. En cela héritière de l'aristocratie, la bourgeoisie reconnaît les siens non seulement aux ressources économiques dont ils disposent, mais également aux réseaux sociaux auxquels ils appartiennent et au rapport qu'ils entretiennent avec « la culture légitime, celle des lycées et des universités, celle des musées et des salles de concert » (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2003 [2000] : 18). Ces composantes économique, sociale et culturelle de l'identité bourgeoise font système, se renforcent mutuellement et contribuent à la forte cohésion sociale de cette classe. Le comportement du bourgeois n'est donc pas uniquement guidé par l'appât du gain, mais également par une volonté de préserver et d'enrichir ces autres facettes – plus difficilement quantifiables – de son existence.

Ajoutons que la bourgeoisie ne forme pas un corps homogène, monolithique et immobile dans le temps. Qu'on la stratifie en termes de petite ou de grande bourgeoisie, de bourgeoisie marchande, financière ou industrielle (Beckert, 2001), selon les courants idéologiques qui la traversent (Roy, 1988) ou d'après le genre, l'ethnie ou la religion de ceux qui la composent (Westley, 1990), la bourgeoisie constitue un groupe social complexe, fragmenté et dont les frontières sont plus nébuleuses et poreuses que veulent bien le croire ceux qui la composent. Plus fondamentalement, la bourgeoisie n'est pas sortie toute faite de la cuisse de Jupiter. S'il existe un riche corpus sur la formation de la classe ouvrière, l'historicité de la classe bourgeoise, sa construction comme catégorie identitaire, ses mutations successives au rythme des grands bouleversements socioéconomiques et politiques, n'ont pas été étudiées avec la même attention²⁰. Trop souvent, l'existence de la bourgeoisie est considérée comme un donné (Wallerstein, 1988 : 99 ; Wahrman, 1995 : 413). Le groupe social que nous étudions n'est donc ni statique, ni homogène : les critères

¹⁹ Pour une réflexion plus poussée sur les limites de la rationalité économique comme explication historique, on pourra consulter Jeffrey L. McNairn (2004).

²⁰ Les ouvrages de Beckert (2001) et de Wahrman (1995) sont de rares exemples d'études approfondies de la formation de bourgeoisies, new-yorkaise dans le premier cas et britannique dans le second.

économiques, sociaux et culturels qui le définissent changent dans le temps et ses membres ne pensent pas d'une seule volonté.

D'un point de vue historiographique, la position de la bourgeoisie comme classe dominante dans les sociétés industrielles a, paradoxalement, entraîné sa relative marginalisation comme objet d'étude. Car si ce groupe social apparaît fréquemment dans les études historiques produites depuis la Seconde Guerre mondiale, c'est surtout comme antagoniste²¹. Sans être complètement ignoré, il est rarement étudié en lui-même. Différentes explications sont avancées pour expliquer cette singulière absence. Christophe Charle explique que, dans le contexte français, ce n'est qu'avec les *Annales* que la période contemporaine devient un sujet d'étude légitime. Dans ce cadre, les membres de cette école historique ont voulu rompre avec l'histoire traditionnelle pour se tourner vers les masses oubliées, les dominés. D'après Charle, l'appartenance de plusieurs de ces historiens à la mouvance socialiste ne vient que renforcer la tendance à reléguer la bourgeoisie à l'arrière-plan. C'est surtout à partir des années 1970 qu'on voit renaître un intérêt pour l'étude de groupes plus restreints, comme les élites (Charle, 1991 : 123). Sven Beckert ajoute un élément particulier au contexte américain : tout au long des XIX^e et XX^e siècles, la bourgeoisie américaine a fait des efforts considérables pour nier l'existence de classes en Amérique et défendre l'idée d'une société égalitaire et méritocratique, un fondement important de l'identité de la république. Ces efforts ont en partie porté fruit dans l'historiographie du pays. Enfin, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot avancent des causes plus pratiques pour expliquer cette marginalisation : comme classe dominante, la bourgeoisie domine également le chercheur et est en mesure de le remettre à sa place si elle n'apprécie pas la teneur de ses recherches ; de même, la bourgeoisie cultive le secret pour ce qui est de ses privilèges, de sa richesse et soigne sa mémoire et son image, ce qui pose certainement des problèmes lorsque vient le moment d'avoir accès aux sources – quand même abondantes – qu'elle laisse derrière elle (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2003 [2000] : 4-5). Bref, apparaissant la plupart du temps sous la forme de larges généralisations, la bourgeoisie est longtemps demeurée étrangère à une majorité des chercheurs. Qu'elle fascine ou qu'elle

²¹ Selon Dror Wahrman, l'historiographie d'après-guerre a surtout relégué la bourgeoisie au rôle de « necessary backcloth for the development of the working class » (1995 : 418).

inspire le mépris, elle n'en demeure pas moins un groupe clé pour la compréhension de l'évolution des sociétés occidentales.

C'est en tenant compte de ces difficultés et de ces lacunes que nous utilisons le concept de bourgeoisie dans le cadre de notre thèse. En gardant à l'esprit les caractéristiques économiques de ce groupe social, nous tenons également compte de ses facettes sociales et culturelles. En demeurant sensible à son rôle et à sa ténacité comme groupe dominant, nous faisons état de la perméabilité de ses frontières et de son caractère changeant. Plus spécifiquement, nous définissons ce groupe comme celui qui est dominant au sein de la société industrielle et capitaliste. Ses membres possèdent et investissent le capital, lorsqu'ils ne possèdent pas directement les moyens de production. Ils ont souvent des employés à leur charge et ne travaillent pas manuellement. Ajoutons qu'en périphérie de ce noyau se trouvent des sous-groupes qui, sans répondre à tous ces critères, appartiennent néanmoins en partie à l'univers bourgeois : les artisans et les petits commerçants, les professionnels, les experts, les intellectuels, etc. L'ensemble de ces individus constitue un groupe social qui partage des valeurs et une identité. Comme le soulignent Pinçon et Pinçon-Charlot, c'est un groupe qui exerce son pouvoir de bien des manières, mais en particulier sur l'espace (2003 [2000] : 6). Dans le monde anglo-saxon, un de ces espaces est, à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, la banlieue, où la bourgeoisie déploie un vaste effort collectif pour vivre une vie privée²².

1.1.3 La communauté, ou la recherche de l'entre-soi

Every sociologist, it seems, has possessed his own notion of what community consists of, frequently reflecting his ideas of what it should consist of.

Bell et Newby (1971 : 27)

Qu'est-ce que la bourgeoisie recherche exactement en banlieue? On pensera immédiatement à un certain nombre d'apports concrets : la propriété, une fiscalité clémente, un milieu sain d'un point de vue physique et moral, un gouvernement à son image. Plus largement, les

²² L'expression est de Lewis Mumford, tel que cité dans Fishman (1987 : x).

bourgeois recherchent la compagnie de leurs pairs, d'individus avec lesquels ils ont déjà ou veulent tisser des liens de sociabilité, un environnement qui favorise également la reproduction sociale des membres du groupe. Ils ne sont pas les seuls à rechercher un tel cadre, mais ils disposent de moyens plus importants pour atteindre cet objectif. S'il fallait chercher un terme qui décrit ce que cherche un grand nombre de citoyens dans les villes de l'ère industrielle (et encore aujourd'hui), on pourrait avoir recours à celui de communauté.

Cette notion est souvent associée à des formes de sociabilité anciennes. Paradoxalement, elle entre dans le vocabulaire sociologique dans le cadre de réflexions et de recherches sur les sociétés modernes, qui lui semblent antinomiques, et elle demeure un thème important en études urbaines.

Intuitively, [the community's] appeal is not difficult to identify: as a means of counteracting the size and potential alienation of the city, community has typically been interpreted as the means by which the individual is able to develop a sense of belonging and identity with at least part of it (Paddison, 2001: 194).

Malgré tout, elle fait partie de ces concepts difficiles à définir et à opérationnaliser, quand on ne remet pas tout simplement en question sa validité et son utilité (Cohen, 1995 [1985] : 11). En plus des problèmes épistémologiques qu'elle pose et que nous allons explorer plus loin, la notion de communauté ouvre la porte à des dérives idéologiques ou polémiques. D'une part, les politiciens et les intellectuels de gauche et de droite s'en réclament pour des raisons différentes. Pour les premiers, elle représente « mutuality, tolerance, resistance to overbearing political and economic institutions » ; pour les seconds elle est plutôt synonyme de « property and security, connoting a haven from interventionist governments and offering an ideal which [...] combines individualism and reciprocity, autonomy and conformity » (Reilly, 1999 : 144-145). D'autre part, au-delà de cette opposition un peu caricaturale, certains chercheurs, en plus d'utiliser la notion de communauté pour tenter de décrire le réel, la vie sociale et les comportements, l'utilisent – parfois involontairement – comme un outil normatif (Paddison, 2001 : 194-195; Putnam, 1995 : 24). Comme on va le voir, ces glissements sont fréquents et datent des premières utilisations de la notion.

1.1.3.1 Les racines urbaines et sociologiques d'un concept

Durant la deuxième moitié du XIX^e siècle et les premières décennies du suivant, les changements importants qu'entraînent l'urbanisation et l'industrialisation préoccupent les penseurs, les réformistes et les politiciens, mais aussi certains des premiers sociologues. Le nouvel ordre social qui prend forme le fait aux dépens des liens qui ont traditionnellement soudé la société : la famille, la religion, les groupes et les espaces restreints (Forrest et Kearns, 2001 : 2125 ; Bell et Newby, 1971 : 22-23). Deux figures dominent cette première réflexion critique sur les effets de la modernité sur les rapports sociaux : Ferdinand Tönnies et Georg Simmel.

Le premier, observant ces développements dans la société en général, opposera la notion de *gemeinschaft* à celle de *gesellschaft* (Tönnies, 1988 [1883]). Ces deux termes sont généralement traduits par communauté et société. Cette traduction, comme c'est souvent le cas avec l'allemand, est imprécise, mais commode. *Gemeinschaft* décrit une communauté au sens fort du terme, évoquant à la fois les liens géographiques, mentaux et sanguins ; en d'autres termes, les relations familiales, amicales et de voisinage. La communauté ainsi décrite est un ordre social où les interactions sont intenses et personnelles, où la solidarité sociale prime, où l'individu est intimement intégré à la collectivité (Bell et Newby, 1971 : 23-25). À l'opposé, *gesellschaft* désigne la société, un ordre social où les relations sont éphémères, où, malgré l'interdépendance des individus dans le cadre du système capitaliste, les interactions sont réduites au plus simple utilitarisme. Tönnies croit percevoir, au moment où il écrit, une transition d'un type de sociabilité à l'autre. Cette opposition entre communauté et société demeure la contribution la plus importante de Tönnies à la sociologie et, plus largement, aux sciences sociales. Et si lui ne s'intéressait pas seulement ou spécialement aux villes, ses continuateurs vont souvent appliquer la dichotomie *gemeinschaft* / *gesellschaft* au continuum rural / urbain. De même, la majorité des praticiens des « community studies » vont faire référence directement ou indirectement à ce schéma (Bell et Newby, 1971 : 25).

Georg Simmel s'intéresse plus spécifiquement aux grandes villes modernes et à leur effet sur les rapports sociaux. Il estime qu'à l'instar du capitalisme, qu'il a longuement étudié ailleurs (Simmel, 1987 [1900]), le milieu urbain rend l'homme calculateur, insensible et rationnel à l'excès. Dans une conférence prononcée en 1903 – probablement son texte le plus célèbre –, il oppose la grande ville aux petites communautés rurales. Sans diaboliser la première et encenser les secondes, il en vient à la conclusion que la ville, en minant les rapports sociaux, atomise les communautés, en prévient la formation (Simmel, 1992 [1903] : 305). Tönnies et Simmel sont donc à la source d'une longue tradition en études urbaines : celle voulant que les processus d'urbanisation et d'industrialisation aient eu un impact généralement négatif sur les relations sociales et qu'un certain sens de la communauté ait été perdu au change (Paddison, 2001 : 196). C'est une tradition qui aura beaucoup d'échos. Entre autres, Louis Wirth s'en fera le porteur au sein de l'école de Chicago, spécialement dans le cadre de sa « social disorganization thesis » (Gottdiener et Hutchison, 2006 : 182).

Ces penseurs et ceux qui les suivent établissent un déterminisme fort entre l'environnement urbain et le comportement des individus (Cohen, 1995 [1985] : 26-27). Ce sont la densité et l'hétérogénéité des grandes villes qui agissent comme des solvants sociaux sur les individus qui les habitent. Ces chercheurs ne perçoivent pas le processus de spécialisation qui suit ou accompagne l'urbanisation et qui donne naissance à des regroupements sociaux au sein des métropoles. Ou alors, ils jugent que ces regroupements ne sont pas à la hauteur des communautés préindustrielles. Même s'il est vrai que la nature des rapports sociaux change en milieu urbain, les recherches plus récentes tendent à démontrer que les individus fonctionnent généralement dans une partie assez restreinte de l'ensemble (Paddison, 2001 : 197). Malgré la mobilité accrue des acteurs urbains, leurs activités demeurent profondément ancrées dans un nombre restreint d'espaces. Se forment ainsi des communautés qui, si elles ont peu à voir avec le village rural, n'en sont pas moins généralement défendues bec et ongle par ceux qui y appartiennent (Paddison, 2001 : 198). Comme le souligne Raymond E. Pahl : « [most] people live in narrow *gemeinschaftlich* worlds of neighborhood and kin. Cosmopolitan intellectuals seem all too ready to forget or to deny the small scale domesticity of most people's lives » (Pahl, cité dans Forrest et Kearns, 2001 : 2127).

De plus, l'approche favorisée par ces sociologues et reprise par l'école de Chicago colporte une vision romantique de la communauté rurale et quelques mythes qui posent problème. Comme l'ont démontré nombre d'anthropologues et d'ethnologues, l'opposition entre une société rurale si simple, authentique et à échelle humaine, et une société urbaine qui en est l'exacte opposée est trompeuse. Certes, les milieux ruraux et urbains, peu importe l'époque étudiée, présentent des différences marquées, mais les petites communautés offrent leur lot de relations interpersonnelles complexes. Elles sont différentes, mais en rien plus simples. De même, rien n'indique que l'habitant des petites villes soit plus complet ou authentique dans ses relations interpersonnelles (Cohen, 1995 [1985] : 28-29). Bref, si la communauté existe comme réalité sociologique, elle n'est pas propre au milieu rural ou à la société préindustrielle et ne s'y manifeste pas sous une forme plus achevée.

C'est un constat que vont partager et mettre à l'épreuve de nombreux chercheurs dans les décennies 1940 à 1960 en se penchant sur différents secteurs urbains et ceux qui les habitent. Il est intéressant de noter, dans le sillage de nos réflexions précédentes sur la banlieue, que « while city-based analyses tended to focus on the working classes or "ethnics" with extended familial ties to kin and neighbors who lived in close proximity, suburban studies concentrated on the middle-class nuclear family and its communal relations among friends » (Gottdiener et Hutchison, 2006 : 183). La plupart du temps, les recherches visant des communautés urbaines ouvrières ou défavorisées vont y découvrir des communautés urbaines où existent des liens sociaux forts et soutenus (Gottdiener et Hutchison, 2006 : 182). L'étude de quartiers bourgeois ou de la classe moyenne va également révéler des cas où une sociabilité intense existe. Nous explorerons des exemples de ces recherches plus loin. Contrairement à ce que craignaient les pères spirituels des « community studies », la ville moderne n'est pas le tombeau de la communauté, même s'il est clair que l'urbanisation a transformé de manière significative les règles du jeu à cet égard.

1.1.3.2 Des liens qui rassemblent, des liens qui divisent

Si les « community studies » ont connu une popularité moindre dans les années 1980, elles ne sont pas entièrement disparues du champ des études urbaines et, à l'aube du XXI^e siècle, il est possible de se référer à un certain nombre de chercheurs qui ont contribué tant à un regain de popularité du concept, qu'à une réflexion critique quant à son utilisation en sciences sociales.

Du côté des États-Unis, un des responsables du retour de la communauté au centre des débats politiques et de recherche est le politologue Robert D. Putnam. Malgré des recherches menées en Italie sur l'engagement civique et communautaire (1993), c'est surtout dans un article publié en 1995 qu'il a attiré l'attention sur l'important déclin de la vie associative et communautaire qu'il croit percevoir depuis les années 1960-1970 aux États-Unis. C'est une réflexion qu'il a approfondie et abondamment étayée dans un ouvrage publié cinq ans plus tard, *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community* (2000).

Le politologue prend pour point de départ deux données en apparence contradictoire : le déclin marqué des ligues de quilles dans les dernières décennies et, parallèlement, le nombre croissant de joueurs durant la même période. Y voyant un indice du déclin de la vie associative aux États-Unis et liant intimement cette vie associative à la santé de la démocratie américaine, Putnam a étudié dans le détail l'essoufflement et le déclin d'un ensemble de formes de sociabilité qui avaient connu une grande popularité dans les décennies d'après-guerre : les ligues de quilles, mais également les clubs d'ornithologie, d'horticulture, etc. Les années 1950-1960 auraient été une période favorable à la participation civique, suivie d'un déclin que Putnam tâche d'expliquer pour mieux y remédier (Putnam, 2000 : 18).

Pour mesurer le degré d'engagement social, Putnam a recours au concept de capital social. C'est une notion dont il ne réclame pas la paternité, même s'il l'utilise de façon assez différente que James C. Coleman (1988) ou Pierre Bourdieu (1986). Pour Putnam, ce capital « refers to features of social organization such as networks, norms and social trust that facilitate co-ordination and co-operation for mutual benefit » (Putnam, 1995 : 67). Dans ce

contexte, il postule que la participation des individus à différents aspects de la vie associative produit le capital social, qui détermine la santé civique et politique d'une société et des communautés qui la composent. Putnam est d'avis que ces associations permettent aux individus d'acquérir une confiance en leurs pairs et de développer un sens de la réciprocité qui se répercute ensuite dans leur comportement politique, dans leur confiance en leurs gouvernants. Il admet tout de même que le capital social n'est pas une panacée et que certaines formes de cohésion sociale impliquent des exclusions qui ne sont évidemment pas souhaitables (Putnam, 2000 : 21). Il n'en demeure pas moins que, pour lui, le capital social constitue une des clés de l'assainissement de la vie politique et communautaire étatsunienne, un programme auquel il se consacre maintenant dans la sphère publique²³.

On s'en doutera, ses travaux ont été la cible d'un certain nombre de critiques qui illustrent les problèmes que pose l'utilisation des concepts de communauté et de capital social. Sur le plan scientifique, trois problèmes importants retiennent notre attention. Premièrement, sa conception quantitative, voire utilitariste, des relations sociales est réductrice, et l'utilisation massive de données statistiques en l'absence d'un cadre explicatif élaboré ne vient pas arranger les choses. Sa démonstration révèle indéniablement le déclin d'une certaine vie associative aux États-Unis, mais elle est loin de démontrer que cette vie ne se manifeste pas ailleurs, sous d'autres formes, ou même que son existence est particulièrement souhaitable. Deuxièmement, la place qu'il réserve au gouvernement dans son analyse est limitée. Putnam perçoit l'État, quelle que soit la forme de son intervention, comme un élément exogène ou une simple variable dépendante face à la vitalité de la société civile. Il est néanmoins difficile de nier que le gouvernement peut jouer un rôle en modifiant le contexte dans lequel les activités associatives se déroulent (Maloney, Smith et Stoker, 2000 : 803). Troisièmement, même si l'idée est séduisante, le lien qu'établit Putnam entre la vitalité de la vie associative et la qualité de la gouvernance demeure nébuleux. En caricaturant un peu sa position, on peut se demander ce que la vitalité de la troupe de scouts locale a à voir avec l'intérêt des électeurs pour la politique locale ou leur confiance envers leurs gouvernants. De

²³ Il a, par exemple, coécrit un ouvrage intitulé *Better Together. Restoring the American Community* (2003) et s'est engagé dans différentes initiatives destinées à reconnecter les Américains les uns avec les autres (President and Fellows of Harvard College, 2007).

même, la simple mesure du capital social ne nous dit rien sur l' utilisation qui en est faite, ni sur sa distribution dans la communauté (Maloney, Smith et Stoker, 2000 : 803-804; Levi, 1996 : 46).

À l'instar de Margaret Levi, on accusera également Putnam de succomber à une conception romantique – ou du moins normative – de la notion de communauté (Levi, 1996 : 51). Un peu comme Tönnies et Simmel, qui se référaient à une définition rurale de la communauté pour juger de l'environnement urbain, Putnam utilise comme modèle l'Amérique des années 1950-1960 pour déterminer ce que devrait être le degré et la forme de la vie associative de ses concitoyens, au risque de ne pas être en mesure de détecter d'éventuelles transformations de cette sociabilité ou de bien mesurer les effets de sa disparition. Laissons donc de côté pour le moment la notion de capital social. Malgré l'échec relatif de Putnam, est-il possible de définir la notion de communauté en termes empiriques?

En 1955, le sociologue George A. Hillery Jr. a tenté de répondre à la question en analysant pas moins de 94 définitions du terme (Bell et Newby, 1971 : 27-29). Son analyse, en plus de donner une idée du nombre élevé de définitions, a permis de dégager certains éléments qui font consensus : la présence de normes, de fins et de moyens communs, un territoire bien défini et des interactions sociales relativement intenses. Plus pragmatique, Paddison indique que : « [the] recognition that communities do exist, and are empirically identifiable, in cities needs to be accompanied by an acceptance that the form they assume, and the processes which underpin them will vary. It would be naive to assume that cities are subdivided neatly into discrete communities » (Paddison, 2001 : 198). Lorsqu'on parle de communauté, on ne parle donc pas seulement d'un territoire, mais de liens entre individus partageant des intérêts communs au sein d'un réseau social dense. Dans ce contexte, la communauté occupe une position intermédiaire entre les grandes institutions sociales et celles, plus immédiates, que sont la famille ou les amis (Paddison, 2001 : 198). Elle s'accompagne d'une rhétorique de l'inclusion qui contribue à masquer d'éventuelles divisions internes. « In short, then, community is a totalizing construct which assumes a degree of internal coherence which is rarely the case, and is in all likelihood unattainable. » (Paddison, 2001 : 201). Même dans les meilleures circonstances, elle demeure donc un projet

à construire, un idéal à atteindre et à conserver. On pourrait ajouter, comme nous allons le voir sous peu, que même les communautés de petite taille sont imaginées, pour reprendre les propos de Benedict Anderson (1983). C'est-à-dire qu'elles sont dépendantes de frontières et de liens symboliques qui servent à masquer les différences, à rassembler les identités fragmentées.

En l'absence d'une définition empirique globale et finale que nous tâcherions d'appliquer aux acteurs que nous étudions, nous porterons plutôt notre attention sur leur idée de communauté, sur leur projet et sur comment ils entendent le mettre sur pied. Deux pistes s'offrent à nous dans ce contexte. Une première, d'origine anthropologique, propose de comprendre la construction de la communauté à travers l'érection de frontières réelles et symboliques. La seconde, d'origine sociologique, explore plutôt la communauté par rapport à la dualité ségrégation / agrégation, avec un accent sur les particularités du cas bourgeois.

Admettant les difficultés que pose la définition empirique du terme communauté, l'anthropologue Anthony P. Cohen part de deux propositions simples: la communauté est un ensemble d'individus qui ont des choses en commun et ces choses les distinguent d'autres groupes (1995 [1985] : 12). Dans ce contexte, il s'intéresse à un élément fondamental : la frontière qui distingue le groupe d'un autre, qui encapsule son identité et témoigne de son interaction avec l'autre. Cette frontière se manifeste concrètement, matériellement, mais aussi et surtout symboliquement. Pour Cohen, la communauté est d'abord l'endroit où l'on socialise, où l'on acquiert sa culture (1995 [1985] : 15), mais cette culture ne sert pas à uniformiser le groupe, au contraire. Les symboles qui constituent les fondations culturelles et identitaires de la communauté sont les véhicules d'une subjectivité qui permet d'atténuer ou de masquer les divisions, de créer un consensus relatif (Cohen, 1995 [1985] : 18). La communauté est donc un mécanisme *d'agrégation*, non *d'intégration*. En d'autres mots, « commonality is not uniformity » (Cohen, 1995 [1985] : 20).

Cette idée d'agrégation est importante pour comprendre le sens et l'importance que prend la communauté pour les individus qui la composent. Lorsqu'on parle de communauté, on parle souvent de ségrégation, que l'on pense aux « gated communities » ou aux ghettos. Et

cette ségrégation est une réalité que nous n'avons pas l'intention de nier. Toutefois, comme le suggère Henri Raymond:

il me semble [...] qu'une sorte de réhabilitation de l'agrégation doive être mise en route pour mieux comprendre la manière dont les communautés sont en relation les unes avec les autres dans l'espace urbain. [...] Ces mouvements plus ou moins lents, mais plutôt lents, font la ville. Ils la font comme société urbaine qui, entre autres, est formée de communautés (Raymond, 1996 : 9).

Raymond note que la notion de « communauté » n'a pas manqué de mener aux plus fâcheuses confusions et il souligne l'importance de faire sortir la communauté de son « halo romantique » pour mieux faire ressortir le fait qu'elle est un phénomène social concret (Raymond, 1996 : 9). Deux axes facilitent, selon lui, cette sortie: l'étude des organisations qui sous-tendent, par leur réseau d'existence, cette communauté dans la ville, et l'étude des institutions qui sont préalables à son organisation (Raymond, 1996 : 9-10). Plus largement, lui et d'autres chercheurs nous invitent à repenser la communauté à la lumière de la dualité agrégation / ségrégation.

Il est indéniable que les populations pauvres et défavorisées sont souvent captives de leur résidence ou de leur quartier, leurs moyens ne leur permettant pas de choisir l'espace dans lequel se déploie leur sociabilité. Mais il est aussi vrai que, malgré les efforts faits pour promouvoir la mixité sociale, les groupes sociaux recherchent presque systématiquement l'agrégation, c'est-à-dire la compagnie de leurs semblables. Le couple agrégation / ségrégation rend donc compte, en grande partie, des mouvements de population dans l'espace urbain (Raymond, 1996 : 11). Parler de ségrégation sans faire référence à l'agrégation, c'est assumer à tort que la majorité des urbains recherchent la mixité sociale.

Cette recherche des pareils, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot la qualifient de recherche de l'entre-soi (2003 [2000] : 53-54). Michel Pinçon précise que si la ségrégation est un entre-soi subi plutôt que désiré, dans les beaux quartiers « la ségrégation n'est pas toujours vécue comme un processus négatif, d'exclusion ou d'élimination. Elle est aussi agrégation des semblables, agrégation volontaire et délibérée » (Pinçon, 1996 : 55). En

Amérique du Nord, à première vue, la banlieue apparaît comme le site parfait pour une telle recherche de l'entre-soi bourgeois.

1.1.3.3 La banlieue, tombe ou paradis de la communauté?

A suburb would seem, by definition, to be less than urban and less than a community.

Bell et Newby (1971 : 121)

« Whether it is the shape of their houses, the designs of their neighborhoods or their absence of public spaces, suburbs are routinely accused of stifling the social interaction, sense of membership, and democratic engagement that once existed in America's cities and towns. » (Oliver, 2001 : 2) Ces critiques ont été particulièrement soutenues dans les années 1950-1970, mais, durant la même période, d'autres chercheurs sont venus remettre en question l'idée selon laquelle la banlieue serait la tombe de la communauté.

Dans *Crestwood Heights*, John R. Seeley, R. Alexander Sim et Elizabeth W. Loosley ont observé une vie communautaire qui, si elle ne répond pas à l'exigeante idée de *gemeinschaft*, n'en est pas moins réelle. Comme toute banlieue, elle présente une communauté incomplète, en partie dépendante de la ville sur les plans économique, social et culturel. Il s'agit également d'une communauté marquée par un certain individualisme, renforcé par des rapports sociaux parfois dispersés dans l'espace métropolitain, mais aussi par un sentiment d'appartenance fort, doublé d'une fierté d'appartenir à une communauté prestigieuse et par des valeurs centrées sur la famille, sur l'éducation des enfants. Selon les auteurs :

We sense that [Creswood Height] represents what life is coming to be more and more like in North America – at least in the middle class. If this is true, the community is normative, or « typical », not in the sense of the average of an aggregate of such communities, but in the sense of representing the norm to which middle-class community life tends now to move (Seeley, Sim et Loosley, 1956 : 20).

William H. Whyte, dans *The Organization Man*, confirme ce constat en décrivant l'homme moderne comme un être mobile, qui s'est adapté à son nouvel environnement et est capable de tisser rapidement des liens sociaux, même s'ils sont éphémères (Whyte, 1956).

Bref, même si elle a très peu à voir avec le village, la banlieue apparaît à bien des égards comme une des incarnations de la communauté à l'ère moderne. Comme l'indique Ronan Paddison, « the suburbs provided the means of withdrawing into the more private spheres of home and the local community as coping strategies to the alienation of the city » (2001 : 197). Comme l'illustrent plus largement les banlieues bourgeoises, la notion de communauté peut être utilisée pour protéger les intérêts des privilégiés aux dépens de la ville (Paddison, 2001 : 204). C'est en quelque sorte une question d'échelle, la cohésion sociale à un niveau pouvant avoir l'effet opposé à un autre (Forrest et Kearns, 2001 : 2128). Ajoutons qu'en banlieue, la communauté est parfois réduite au rang de produit mis en marché : « people are being sold community as lifestyle, prestige or security or some combination of all three » (Forrest et Kearns, 2001 : 2135). Malgré tout, « [community] remains a useful concept by which to understand how urban social life has, and is given, meaning. But only insofar as its limitations and complexities are acknowledged » (Paddison, 2001 : 203).

1.2 PROBLÉMATIQUE, HYPOTHÈSES ET QUESTIONS DE RECHERCHE

Maintenant que nous avons vu, en détail, les trois concepts sur lesquels s'appuie notre problématique de départ et comment nous allons les utiliser, il est temps de se tourner vers ladite problématique, mais également vers les hypothèses et les questions de recherche qui en découlent.

1.2.1 Problématique : la singularité des banlieues bourgeoises

Notre problématique a été modelée à la fois par l'actualité et par l'historiographie récente sur la banlieue. Dans le premier cas, nous faisons référence aux débats qui ont entouré la réforme municipale mise de l'avant par le gouvernement du Québec dans l'ensemble de la province à

partir de 2001. Comme toute réforme de cette ampleur, l'entreprise a rencontré son lot de résistances. Les débats ont porté sur plusieurs aspects du projet, mais surtout sur son efficacité (représente-t-elle une solution aux problèmes visés par le gouvernement provincial?) et sa légitimité (le gouvernement peut-il agir unilatéralement, sans consulter les populations touchées?)²⁴. Sur l'île de Montréal, plusieurs banlieues se sont opposées avec énergie à leur intégration à la nouvelle structure métropolitaine. Ce fut particulièrement le cas des banlieues à majorité anglophone. Au cours du débat, « Anglophone residents repeated over and over that high local participation in their municipalities rested on a sense of community based on a culture of voluntarism » (Boudreau, 2003 : 801) et que cette culture distincte était mise en péril par leur intégration dans la nouvelle entité créée par la réforme. De même, des représentants de ces banlieues soulignèrent qu'elles représentaient les dernières assises institutionnelles importantes de la communauté anglophone à Montréal.

Cet argumentaire de nature identitaire mérite qu'on s'y attarde, même si plusieurs chercheurs n'y voient es sentielllement qu'une façade rhétorique. L'historien Paul-André Linteau, dans un document préparé pour le gouvernement du Québec, souligne avec raison qu'« aucune de ces municipalités ne peut prétendre représenter plus qu'une petite fraction de la minorité d'origine britannique de l'île de Montréal », la majeure partie de ce groupe ayant toujours habité à l'intérieur des frontières de la ville centrale (Linteau, 2001 : 6). De même, le politologue Andrew Sancton, qui s'est pourtant affiché comme un opposant de la réforme (2000), reconnaît que les « municipalités anglophones n'ont jamais été d'une importance capitale pour la protection et la promotion de la vie sociale et culturelle des anglophones du Québec » (Sancton, 2004 : 454)²⁵. Qu'advient-il alors de l'idée que ces municipalités sont porteuses d'une culture politique particulière, d'une identité locale qui ne serait pas anglophone, mais enracinée dans un certain sens de la communauté, dans une forte

²⁴ Pour un bon aperçu de l'argumentaire des opposants montréalais de la réforme, on consultera l'ouvrage de Henry Aubin, *Who's Afraid of Demergers?* qui rassemble certaines des chroniques qu'il a signées à ce sujet dans *The Gazette*, tout au long du débat (2004).

²⁵ Il faut mentionner que Sancton ajoute ensuite : « [mais] elles avaient un certain poids politique, car elles permettaient à des groupes d'anglophones de faire des choix communs en matière de politique pour l'ensemble de leur collectivité » (2004 : 454). L'auteur semble suggérer que la fraction la plus fortunée de la minorité anglo-montréalaise avait le « privilège » d'agir dans l'intérêt et au nom du reste de ce groupe par l'entremise de ses municipalités, une proposition pour le moins discutable.

participation à la vie associative et politique, dans une certaine idée du gouvernement local? Pour creuser ces questions, nous sommes d'avis qu'il ne faut pas considérer ces banlieues d'abord comme *anglophones*, mais comme *bourgeoises*.

Ce qui nous amène à la question historiographique. Comme nous l'avons mentionné plus haut, la nouvelle histoire suburbaine s'est affranchie de la prédominance du modèle bourgeois et a élargi l'horizon du champ de recherche en portant son attention sur les cas de communautés ouvrières, immigrantes ou industrielles du début du XX^e siècle, ou encore en s'intéressant aux cas plus récents des *edge cities*, *technoburbs* et autres avatars de la postsuburbanité. Mais cette ouverture ne devrait pas se traduire par une marginalisation de l'étude des banlieues bourgeoises. Si c'est une erreur d'assumer qu'elles ont dominé le paysage suburbain nord-américain de la fin du XIX^e siècle et du début du suivant, leur rôle dans la construction et la propagation de l'idéal qui sert de moteur au processus de suburbanisation est difficile à contester. De plus, comme le démontre le cas montréalais, même à l'aube du XXI^e siècle, ces banlieues demeurent des acteurs incontournables sur l'échiquier métropolitain.

Différents aspects de l'histoire des banlieues bourgeoises méritent donc d'être revisités à la lumière de ces développements. Dans ce contexte, notre problématique de départ pourrait être réduite à cette question : qu'est-ce qui singularise les banlieues bourgeoises? Les hypothèses que nous proposons en réponse à cette question s'enracinent à la fois dans la notion de communauté, explorée plus haut, et dans les raisons qui expliquent l'importance accordée au gouvernement local par les opposants à la réforme municipale de 2001.

1.2.2 Hypothèses : le gouvernement local, outil de construction communautaire

Nous postulons d'abord que ce qui caractérise les banlieues bourgeoises, ce qui les distingue d'abord et avant tout, est le fait qu'elles sont le théâtre d'un effort conscient et élaboré de construction communautaire. Cet effort se répercute sur tous les aspects de leur développement, qu'il s'agisse de leur forme matérielle ou de leur composition

socioéconomique. Comme nous l'avons expliqué dans la première section de ce chapitre, il faut d'abord envisager l'apparition des banlieues bourgeoises, à la fin du XIX^e siècle, comme un nouveau mode d'insertion des élites dans l'espace urbain. Dans un contexte d'industrialisation et d'urbanisation rapide, certains membres de la bourgeoisie des grandes et moyennes villes d'Amérique du Nord recherchent l'entre-soi, l'agrégation en milieu (sub)urbain, c'est-à-dire un environnement conforme à leurs valeurs, à leur identité et à leur prestige. Comme le résume bien Corbin Sies :

The individuals who developed, designed, and resided in these and similar communities belonged mostly to the new urban professional-managerial class that came to prominence in the major metropolitan areas of Canada and the United States after 1870. These new suburbanites debated, experimented, and gradually worked out how they wished to live in the process of fashioning their own homes and communities. The results were one part built environment, one part imagined landscape, and one part daily life ways that embodied and communicated the experiences and aspirations of a new urban social class. Their suburban ideal achieved three objectives: it formalized their own way of living in a suitable residential setting, it communicated the social ambitions of the new class, and it offered a model for modern living that held some promise of mitigating the worst social and environmental problems members of the new class perceived in turn-of-the-century cities (Corbin Sies, 2001 : 328).

Plus spécifiquement, nous posons l'hypothèse que le gouvernement municipal joue un rôle central dans ce processus, qu'il est le principal outil dont disposent les classes aisées pour faire de leur milieu un instrument d'affirmation sociale, politique et culturelle. Comme nous espérons l'avoir démontré plus haut, ce qui est particulier ici, ce n'est pas que ce groupe cherche l'agrégation, mais que ses membres disposent des moyens de leurs ambitions.

Ces hypothèses appellent quelques précisions. D'abord, comme dans tout projet, la distance est parfois grande entre discours et pratiques. L'étude du processus de construction communautaire des banlieues bourgeoises et du rôle qu'y joue le gouvernement local requiert qu'on pose un double regard sur l'objet d'étude. D'une part, il faut distinguer le projet suburbain tel qu'exprimé par ses promoteurs de la réalité qui est mise en place par ses bâtisseurs. D'autre part, il faut distinguer la réalité vécue au quotidien par les habitants de ces banlieues des représentations identitaires qui en émergent.

Ensuite, comme dans toute typologie, la catégorie « banlieue bourgeoise » sert à simplifier le réel, à en faciliter la compréhension et l'analyse. Au sein de cette catégorie, il y a donc une variété assez étendue de cas d'espèce, réalité que reflètent les cas que nous avons choisi d'étudier. Nous aurons l'occasion de les présenter plus complètement dans le chapitre suivant, mais mentionnons-les dès maintenant : il s'agit des banlieues de Westmount, de Pointe-Claire et de Mont-Royal²⁶, toutes situées sur l'île de Montréal. Par le moment de leur fondation, le rythme de leur développement, leur positionnement dans l'espace métropolitain, leur composition sociale et les choix que font leurs gouvernants, elles présentent autant de trajectoires apparentées, mais distinctes. Dans le même esprit, ajoutons une dernière précision importante : plusieurs cas viennent en apparence contredire notre hypothèse. C'est-à-dire que plusieurs banlieues bourgeoises, en Amérique du Nord, existent et persistent en l'absence d'un gouvernement local autonome, pensons notamment à Notre-Dame-de-Grâce à Montréal, ou à Chestnut Hill à Philadelphie. Nous ne postulons pas qu'un gouvernement local autonome est *essentiel* à la survie et à la prospérité des banlieues bourgeoises, mais qu'il représente un outil important auquel peuvent parfois se substituer, comme dans les cas des exceptions évoquées, des associations et organismes de nature privée qui viennent pallier à l'absence d'un gouvernement autonome.

1.2.3 Questions de recherche : interroger le passé des banlieues bourgeoises

De cette problématique et de ces hypothèses découlent un certain nombre de questions de recherche qui représentent autant de façons d'interroger notre objet d'étude. Mentionnons d'abord que notre démarche est avant tout de nature historique. En conséquence, les trois banlieues que nous avons choisi d'étudier le seront durant une période qui va de 1880 à 1939. Nous aurons l'occasion de justifier ce choix et d'en expliquer les conséquences dans le chapitre suivant.

Faisant écho à nos hypothèses, nous posons d'abord la question du rôle joué par le gouvernement municipal dans le processus de construction des banlieues bourgeoises

²⁶ Signalons que cette municipalité utilise plus fréquemment les noms « Ville de Mont-Royal » et « Ville Mont-Royal », ainsi que « Town of Mount Royal ». Pour alléger le texte, nous avons préféré nous en tenir à une forme plus succincte.

étudiées. Pour y répondre, nous avons développé trois ensembles de questions de recherche, qui correspondent aux trois axes de notre cadre d'analyse. Le premier se rapporte au fonctionnement de l'appareil municipal, levier utilisé par la bourgeoisie pour faire et refaire la banlieue. Qui est à l'origine du développement des trois banlieues étudiées, quel est leur dessein et comment transparaît-il dans les gouvernements qui prennent forme? Ces questions nous amènent à nous intéresser aux principaux acteurs de cette gouvernance. Qui sont les élus qui œuvrent dans ces gouvernements, quelles sont les modalités de leur élection et de quelle culture politique font-ils la promotion? De plus, quels sont les autres acteurs de cette gouvernance, outre le gouvernement municipal?

Un deuxième ensemble de questions de recherche se rapporte à l'action du gouvernement municipal pour altérer le milieu, l'ordre des choses, et les rendre plus conformes à l'idéal suburbain bourgeois. Comment le gouvernement municipal parvient-il à transformer le territoire, le milieu physique, naturel et bâti? Parallèlement, comment fait-il pour modeler l'environnement social, pour inclure et exclure certains groupes, certains individus, certaines activités? À ces questions d'ordre général s'ajoute une question qui est liée au contexte dans lequel s'achève la période étudiée : dans le cadre de la crise économique des années 1930, comment les communautés bourgeoises édifiées au cours des premières décennies du siècle répondent-elles aux effets de cette conjoncture exceptionnelle?

Le dernier ensemble de questions de recherche traite des aspects culturels et identitaires du processus de construction communautaire. À travers l'action du gouvernement municipal, un milieu est créé et préservé. Quel sens donne-t-on à ce milieu? En quoi sert-il d'assise à une communauté, à un cadre identitaire distinct? Quelle est la teneur de cette identité suburbaine? Nous nous tournons ensuite vers les relations qu'entretiennent ces municipalités avec celles qui les entourent, et en particulier avec la ville centrale : Montréal. Quelle est la place occupée, le rôle joué par la métropole dans les discours identitaires observés? Comment le miroir de l'autre contribue-t-il à la construction d'une identité suburbaine distincte? Et enfin, revenant aux sources de notre problématique de départ, nous posons la question de l'impact de ce discours identitaire sur le rôle que jouent ces banlieues dans le processus de métropolisation de la région montréalaise.

1.3 CADRE D'ANALYSE

Suburbs, after all, are intentional spaces, places in which people have sought variously to maximize profit, organize political power and public resources, and achieve deeply felt personal goals.

Nicolaides et Wiese (2006 : 6)

C'est à partir de ces questions de recherche que nous avons mis sur pied notre cadre d'analyse. Il s'agit à la fois d'une problématisation de ces questions et d'une brève revue critique des travaux qui nous ont amené à les poser et qui nous ont aidé à y répondre. Comme la banlieue est un phénomène aux multiples facettes, nous avons élaboré un cadre qui l'aborde sous trois angles : politique, social et culturel. On verra que ces axes thématiques s'emboîtent les uns dans les autres – le politique agissant sur le social, le social se reflétant dans le culturel –, mais également qu'ils se recoupent et interagissent. Bref, il ne faudrait pas voir ces trois composantes de notre cadre d'analyse comme des boîtes fermées.

1.3.1 Le politique : institutions et acteurs

Communities, then, are political, not in the sense of partisan politics, but in the sense of containing within them competing demands and the potential for conflict as well as harmony.

Paddison (2001 : 203)

La première dimension de notre analyse est politique. Même si on peut dire que l'ensemble de notre démarche est axé sur cette dimension – la politique entendue au sens large – nous nous intéressons ici aux aspects plus traditionnels de l'analyse politique, c'est-à-dire aux gouvernements, aux gouvernants et à leurs partenaires.

Le gouvernement municipal, surtout lorsqu'on sort des grandes métropoles, demeure un acteur relativement mineur dans l'historiographie canadienne. Si l'existence de ce palier précède celle des provinces (Tindal et Tindal, 1990 [1979] : 13), pour plusieurs chercheurs,

leur souveraineté ou leur autonomie demeure relative et soumise à la volonté de la législature provinciale (Isin, 1992 : 1). Quant aux fonctions du gouvernement municipal, elles semblent souvent insignifiantes par rapport à celles des autres paliers de gouvernement ou par rapport à ce qui est observé ailleurs dans le monde occidental, notamment aux États-Unis. Ces fonctions sont essentiellement de la catégorie des services publics : mise en place et entretien des routes, des systèmes d'aqueduc et d'égout, collecte des déchets, etc. (Sancton, 2004 : 445). Bref, les municipalités canadiennes de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e – surtout celles des petites et moyennes villes – sont généralement dépeintes comme des acteurs ayant une influence limitée, lorsqu'elles ne sont pas tout simplement présentées comme étant sous la coupe d'autres paliers de gouvernement ou d'intérêts financiers et corporatifs.

S'il y a une part de vérité dans ces propos, ils doivent être nuancés, particulièrement dans le cas des banlieues bourgeoises. Il est vrai que le gouvernement municipal dispose théoriquement de peu d'autonomie face aux paliers de gouvernement fédéral et provincial, et il est souvent vulnérable au lobbying d'acteurs économiques importants (Lewis, 2000 : 122-123). Il est également vrai qu'un grand nombre de petites et moyennes municipalités consacrent le plus gros de leurs ressources à entretenir les infrastructures urbaines couvrant leur territoire. Dans les faits toutefois, le gouvernement municipal est un appareil politique à géométrie variable. Ces institutions, formées sur les mêmes bases législatives, peuvent prendre des trajectoires très différentes, devenir les véhicules de projets socioéconomiques différenciés (Collin, 1984). Plus encore, si, comme l'affirme Linteau, l'institution municipale est théoriquement neutre, publique et au service de tous (Linteau, 2001 : 18), dans les faits, rien ne l'empêche de contribuer à l'édification des frontières symboliques de sa communauté.

Ajoutons que, sur le plan historique, la véracité de ces constats varie dans le temps. Jusqu'à la crise économique des années 1930, c'est-à-dire tout au long de la période étudiée, le palier municipal bénéficie d'un contexte favorable à l'exercice de son influence (Taylor, 1984 : 482-484). En l'absence de gouvernements provincial ou fédéral interventionnistes, et compte tenu de l'étendue de leurs activités et de leurs budgets, les municipalités disposent alors « d'un large éventail de pouvoirs qu'elles peuvent exercer à leur guise [...]. De ce fait,

les administrations municipales jouissent d'une marge de manœuvre bien réelle et sont le lieu d'une certaine autonomie politique » (Collin et Dagenais, 1997 : 195). Cette autonomie municipale subira différents reculs durant la période étudiée (Taylor, 1984), mais il faudra attendre la montée de l'État-providence, après la Deuxième Guerre mondiale, pour que se concrétise une relative marginalisation du municipal, favorisée par ses assises constitutionnelles faibles.

Nous concentrons donc notre attention sur l'institution municipale non pas en la considérant comme une structure formelle, statique, de pouvoir, dont il suffirait d'étudier l'action, mais comme une institution politique malléable, mise au service d'un projet socioéconomique, culturel et politique, projet porté par un groupe, par des individus. Ces individus et le groupe qu'ils représentent doivent être circonscrits et identifiés. Nous les étudierons par l'entremise de la biographie collective. À l'instar de Paul-André Linteau, qui s'intéresse de cette façon aux élites municipales de la ville de Montréal (Linteau, 1998), nous étudions le profil des maires et échevins qui ont gouverné les trois municipalités qui nous intéressent pour voir en quoi leur profil a évolué au cours de la période qui va de leur fondation à 1939. Nous serons particulièrement sensibles à leur origine ethnique, à leur profession et à leur statut social, ainsi qu'à leur éventuel engagement dans d'autres paliers du gouvernement et à la durée de leur présence au niveau municipal. À cet égard, un autre élément important de cet axe d'analyse politique est, justement, le processus qui mène à l'élection de ces individus et ce qu'il nous dit de leur idée de la démocratie.

L'étude de la structure et du fonctionnement des gouvernements étudiés, des acteurs qui y opèrent et du processus électoral qui leur confère une légitimité démocratique, nous permet de dégager les contours de la culture politique qui émane de ces communautés et les anime. Nous verrons comment cette culture s'inscrit dans le contexte de l'époque, qui voit la montée et le déclin relatif du mouvement réformiste. Nous verrons également quels sont le sens et la valeur qu'accordent les acteurs étudiés aux notions de démocratie, d'efficacité, de transparence, bref, quel est leur idée du bon gouvernement.

D'ailleurs, même si notre recherche porte d'abord et avant tout sur le gouvernement des trois banlieues étudiées, nous demeurerons sensible aux autres acteurs importants de la gouvernance locale, de même qu'à la position de ces communautés au sein d'un ensemble métropolitain plus large. La référence à la gouvernance ne devrait pas surprendre. Si cette notion a surtout été associée à la période contemporaine et aux bouleversements occasionnés par le processus de mondialisation, son utilisation dans un contexte d'histoire urbaine « not only brings a series of new questions to this familiar ground but also extends the scope of enquiry for the historian seeking to understand [...] towns and cities [...] in a period of rapid growth and change » (Morris, 2000 : 1). Le gouvernement municipal, s'il occupe une place importante dans le processus de construction politique et culturelle des communautés suburbaines bourgeoises, s'inscrit également dans un schème plus large de gouvernance. On y retrouve d'autres acteurs locaux, ainsi qu'un certain nombre d'acteurs métropolitains ou nationaux. Il n'en demeure pas moins que le gouvernement municipal représente, à nos yeux, un carrefour important où se croisent la majorité de ces acteurs. Bref, notre étude demeure centrée sur l'institution municipale conçue comme un outil utilisé par un groupe social pour mettre de l'avant ses intérêts, son projet, mais elle ne demeure pas repliée sur ce cadre.

1.3.2 Le social : normes et nuisances

In building suburbia, Americans built inequality to last.

Nicolaides et Wiese (2006 : 6)

Nous qualifions le deuxième axe de notre cadre d'analyse de social, en ce qu'il se rapporte à l'action du gouvernement municipal sur la société civile et son milieu. Nous étudions d'abord et avant tout cette action à travers la réglementation municipale. Même si l'influence du gouvernement local ne s'arrête pas là, on peut affirmer, à l'instar de Jean-Pierre Collin, que cette réglementation est le principal produit politique des gouvernements municipaux, son principal outil pour agir sur le milieu (1982 : 118). Nous aurons l'occasion de revenir plus en détail sur les aspects méthodologiques de l'utilisation de cette source documentaire dans le chapitre suivant. Pour l'instant, nous nous contenterons de décrire les dimensions de l'action du gouvernement que nous avons l'intention d'étudier à travers elle. Il faut d'abord placer

cette action dans le contexte du processus de construction communautaire évoqué plus haut. D'un point de vue purement théorique, on rappellera que :

the drawing of boundaries inevitably becomes entwined with community. Boundary demarcation tends to be brutal, notably in defining who is inside and who is outside. That is, community is about similarity, but it is also about difference, about the exclusion of 'others'. Physically, such communities become expressed in the search for the homogenous community (Paddison, 2001 : 201-202).

Cette recherche d'homogénéité suit essentiellement deux axes : recherche de l'homogénéité dans la forme physique de la banlieue, qu'il s'agisse du milieu naturel ou bâti, et recherche de l'homogénéité sociale.

Cet effort vise à créer une communauté, mais aussi un milieu favorable à son épanouissement et à sa durée dans le temps. Et qu'y a-t-il de plus durable, du moins en théorie, que le cadre physique, naturel et bâti? En fait, Corbin Sies a clairement établi un lien entre l'homogénéité physique des banlieues cossues et leur capacité à persister dans le temps (Corbin Sies, 1997). En d'autres mots, les municipalités qui parviennent à maintenir non seulement un certain degré d'harmonie dans l'architecture des bâtiments se trouvant sur leur territoire, mais également à maintenir des normes de zonage assurant une basse densité et la présence de multiples espaces verts, sont plus en mesure de préserver leur cachet, la valeur d'ensemble de leurs propriétés et, par conséquent, l'homogénéité socioéconomique de leur population. On pourrait ajouter au raisonnement de Corbin Sies que la présence et l'entretien d'espaces publics où peuvent se retrouver les membres de la communauté comptent aussi pour beaucoup, comme l'explique Michèle Dagenais :

[la] vie urbaine génère [...] une culture publique, produit du brassage de populations toujours plus nombreuses et diversifiées, de la multiplication des interactions sociales dans les rues et les autres endroits publics, de l'apparition de lieux propices aux rencontres et à la mixité, tels les espaces de culture et de loisir qui se développent rapidement à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle (2006 : 5).

Son raisonnement se trouve toutefois en bonne partie renversé dans le milieu suburbain bourgeois où l'objectif est justement d'échapper à la mixité, au brassage de populations

rencontré dans les villes industrielles de la fin du XIX^e siècle et du début du suivant. Les espaces publics de culture et de loisir mis en place dans les banlieues sont bel et bien des endroits de rencontre, mais dans le cadre d'une mixité sociale bien limitée.

Ces limites sont en bonne partie posées dans le cadre d'une utilisation subtile de la réglementation municipale. À travers elle, les gouvernements suburbains recherchent à maintenir une certaine pureté communautaire, pour reprendre l'expression de Richard Sennett (1970). Cette recherche prend plusieurs formes. Tout d'abord, et c'est la plus évidente, les gouvernants visent l'homogénéité socioéconomique de la communauté, ce qui passe par l'adoption de mesures qui prohibent l'entrée ou l'établissement sur le territoire d'individus ou de groupes jugés indésirables, mais qui visent également la mise en place, à l'intérieur des frontières symboliques du groupe, de normes communes et la suppression de ce qui les enfreint, les nuisances. Ces normes serviront à marquer l'appartenance des résidents au cadre identitaire commun et à entretenir au sein de ce groupe un certain nombre de divisions intérieures, la plus importante étant liée aux relations de genre. Comme l'ont démontré nombre d'auteurs, la banlieue est un espace hautement genré²⁷. Les gouvernants dont nous traitons sont tous des hommes, ce qui en dit déjà long sur le genre du pouvoir municipal formel et ce qui appelle à une recherche des espaces de pouvoirs où se manifeste, ou non, l'influence politique des femmes de la bourgeoisie.

Dernier élément sur lequel nous nous arrêtons dans le cadre de l'étude de la facette sociale de notre problématique : les effets de la crise des années 1930 sur ce cadre, ces normes, mais également ce que ce contexte nous révèle des liens de solidarité qui caractérisent les communautés étudiées. Durant la crise économique, le palier municipal se retrouve sur la ligne de feu. Malgré les contributions importantes des gouvernements provincial et fédéral, c'est lui qui est chargé d'administrer les différentes mesures d'assistance sociale mises de l'avant. Bien entendu, la bourgeoisie vit la crise différemment des membres de la classe ouvrière. L'action du gouvernement municipal évoluera tout de

²⁷ Voir notamment les travaux, mentionnés plus tôt, de Veronica Strong-Boag (1995) et de Margaret Marsh (1990). Plus récemment, la question a été traitée avec brio par Judy Giles (2004).

même en réaction non seulement aux effets socioéconomiques de la crise, mais aussi à ses effets politiques.

1.3.3 Le culturel : identité et altérité

Culture is undeniably a primary player in the urban development process. It can neither be reduced to its social and material bases nor extricated cleanly from them.

Corbin Sies (2001 : 320)

Les deux axes d'analyse précédents se rapportent à la machinerie politique municipale, à ses opérateurs et à leurs efforts pour modeler leurs milieux physique et social. Ce troisième et dernier axe se rapporte à l'impact culturel et identitaire de leur action. Car notre analyse serait incomplète sans cette dimension culturelle. Comme le souligne Corbin Sies : « [cities] and suburbs [...] are partly 'landscapes of the mind' or 'cognitive landscapes' and only partly specific social and physical environments » (2001 : 320).

Arrêtons-nous d'abord aux notions de mémoire et d'identité. Nous avons défini ailleurs l'identité comme :

l'interface ou le lien entre la réalité subjective (la manière dont nous nous percevons individuellement ou collectivement) et la réalité objective (le monde dans lequel nous évoluons). Il y a différents types d'identité coexistant au sein d'un même individu. Le genre, la classe, la citoyenneté, la nationalité n'en sont que quelques exemples. Ils définissent celui qui s'y rattache, ils donnent un sens à son existence et lui permettent de structurer le monde qui l'entoure (Bérubé, 2002a : 21-22).

Ajoutons que l'identité n'est jamais autarcique, qu'elle dépend du regard, de la présence d'autrui. En conséquence, il ne saurait y avoir d'identité individuelle sans identité collective, et ces identités collectives dépendent, à leur tour, d'un rapport d'intersubjectivités avec d'autres sujets. Comme l'identité individuelle, l'identité collective donne un sens au groupe, et le discours portant cette identité collective « tente de caractériser les traits de similitude existants, entre les membres d'un collectif dont on cherche à prouver l'existence, et de montrer la continuité et la spécificité de ces traits » (Saulnier, 1998 : 32). Sur ce plan, les

suburbains font face à différents défis. D'abord, dans la majorité des cas, l'identité suburbaine rivalise avec l'identité urbaine, associée à la ville centrale. Ensuite, les identités collectives, comme le note plus haut Saulnier, sont généralement enracinées, au moins minimalement, dans la durée, donc dans la mémoire. Néanmoins, les banlieues bourgeoises ont rarement une histoire qui remonte à plus d'un siècle, ou à plus de quelques décennies pour ce qui est de la période étudiée ici.

Comme l'identité de l'individu, la « mémoire individuelle dépend d'une communauté affective » (Fijalkow 2004 [2002] : 24) et nécessairement d'une mémoire collective. Pour Maurice Halbwachs, qu'on peut aisément qualifier de père de l'étude sociologique de la mémoire collective, elle permet au groupe de prendre conscience de sa forme. Pour lui, elle s'enracine autant dans le temps que dans l'espace :

Si, entre les maisons, les rues, et les groupes de leurs habitants, il n'y avait qu'une relation toute accidentelle et de courte durée, les hommes pourraient détruire leurs maisons, leur quartier, leur ville, en reconstruire, sur le même emplacement, une autre, suivant un plan différent; mais si les pierres se laissent transporter, il n'est pas aussi facile de modifier les rapports qui se sont établis entre les pierres et les hommes. Lorsqu'un groupe humain vit longtemps en un emplacement adapté à ses habitudes, non seulement ses mouvements, mais ses pensées aussi se règlent sur la succession des images matérielles qui lui représentent les objets extérieurs. Supprimez, maintenant, supprimez partiellement ou modifiez dans leur direction, leur orientation, leur forme, leur aspect, ces maisons, ces rues, ces passages, ou changez seulement la place qu'ils occupent l'un par rapport à l'autre. Les pierres et les matériaux ne vous résisteront pas. Mais les groupes résisteront, et, en eux, c'est à la résistance même sinon des pierres, du moins de leurs arrangements anciens que vous vous heurterez (Halbwachs 1968 [1950] : 135-136).

En l'absence d'une histoire longue et de ces lieux qui l'incarnent, les élites occidentales des XIX^e et XX^e siècles ont fait preuve d'ingéniosité.

C'est à travers la notion de « tradition inventée » que nous interpréterons l'action des gouvernements suburbains dans le domaine identitaire et leur impact sur les collectivités qu'ils gouvernent. Selon l'historien britannique Eric Hobsbawm, principal promoteur de cette notion, confrontées à l'accélération des transformations socioéconomiques résultant de la

modernité industrielle, les élites occidentales se seraient empressées de mettre sur pied des rituels et des spectacles destinés à raffermir leur légitimité et à l'inscrire dans le temps en les drapant d'une ancienneté factice (1999 [1983] : 1). De même, les gouvernements suburbains contribuent à leur manière à la création de ces traditions inventées, de ces symboles de l'identité de leur collectivité. Cet effort prend différentes formes auxquelles nous nous intéressons : choix de la toponymie, choix des armoiries et des autres symboles de la municipalité, érection de monuments, de bâtiments municipaux faisant référence au passé, mise sur pied de festivités à caractère identitaire ou commémoratif. Inventés ou non, ces symboles soudent la communauté ensemble, lui donnent ses racines et son identité, tentent de faire de ces municipalités des lieux de mémoire.

CONCLUSION

Dans ce chapitre, notre but était de poser les fondations théoriques et conceptuelles sur lesquelles s'appuie notre thèse. Dans un premier temps, nous nous sommes penché sur le trio de concepts étroitement associés à la modernité urbaine qui se trouve au cœur de notre démarche : les notions de banlieues, de bourgeoisie et de communauté. À l'aide d'une revue critique de la recherche les concernant, associée de nos propres réflexions, nous avons démontré que même s'ils ne font pas l'objet de définitions consensuelles, il est possible de les opérationnaliser dans le contexte de notre démarche de recherche. Ainsi, nous avons approché la banlieue en fonction de notre intérêt pour celles de type bourgeois, mais en tenant compte des avancées faites par la nouvelle histoire suburbaine, notamment son ouverture à une diversité suburbaine plus grande. La bourgeoisie, comme groupe social, a été explorée dans sa complexité, qui dépasse son simple rôle économique, et dans le cadre de son rapport à l'espace qui se traduit par une recherche élargie de l'agrégation, que nous avons liée à un effort pour ériger les frontières symboliques d'une communauté, notion que nous approchons comme projet plutôt que comme réalité empirique.

Ces réflexions nous ont amené à poser notre problématique de départ, la singularité des banlieues bourgeoises, et à formuler deux hypothèses : qu'elles se distinguent par le processus de construction communautaire qui s'y déploie et par le rôle central qu'y joue le gouvernement municipal. À travers nos questions de recherche et le cadre d'analyse qui en découle, nous avons expliqué comment nous allons interroger les banlieues étudiées sous les angles politique, social et culturel, nous demandant comment fonctionnent les gouvernements locaux, qui les anime, comment ils agissent sur leur milieu et quels sont les effets identitaires de cette action. À l'intersection de ces trois axes de recherche, nous serons à même de saisir quel est le rôle joué, hier et aujourd'hui, par les banlieues bourgeoises dans le processus de métropolisation de la région montréalaise et quelles sont les raisons qui les motivent à jouer ce rôle.

CHAPITRE 2

MONTREAL ET SES BANLIEUES HISTORIOGRAPHIE ET CONTEXTE, SOURCES ET METHODOLOGIE

The true city everywhere for business and traffic and most purposes is not the sections enclosed in an arbitrary territory, or ruled by a particular council, but the Greater City. This may be defined as the group of people living together in an urban manner.

W.D. Lighthall (1928 : 31)

Ce chapitre poursuit, sous les angles historiographique et méthodologique, la réflexion amorcée dans le précédent. Une première section nous donne l'occasion de poser un regard critique sur l'historiographie pertinente à notre démarche. Nous y faisons état des principales caractéristiques de ces recherches, ainsi que de certaines de leurs lacunes, que nous espérons combler. Une deuxième section nous permet d'explorer le contexte historique dans lequel s'inscrivent les municipalités étudiées. Nous y traitons tour à tour de la périodisation que nous avons privilégiée, des principales caractéristiques de la ville de Montréal au début du XX^e siècle et des grandes lignes de l'histoire des trois municipalités étudiées. Enfin, une troisième et dernière section est consacrée aux sources que nous avons utilisées et aux méthodes que nous avons privilégiées pour les organiser et les analyser.

2.1 HISTORIOGRAPHIE

Le chapitre précédent nous a donné l'occasion de nous pencher sur un large éventail de travaux portant sur autant de concepts, de théories et d'approches, et provenant de différents horizons disciplinaires et spatio-temporels. Dans les pages qui suivent, nous allons resserrer considérablement notre perspective et nous concentrer sur les recherches de nature historique se rapportant aux trois principaux champs d'études auxquels touche notre thèse : les banlieues canadiennes et montréalaises, la communauté anglo-québécoise et le Grand Montréal des années 1880-1939. Nous entendons y situer notre propre démarche.

2.1.1 Les banlieues canadiennes et montréalaises

Comparative history is certainly one of the most stimulating areas of the historian's domain. But when it comes to comparisons between Canada and the United States, the venture is not easy: both sides of the road look so similar that one can easily miss the differences.

Paul-André Linteau (1987 : 252)

Jusqu'ici, nous avons traité de l'expérience suburbaine nord-américaine sans tenir compte outre mesure de la frontière qui sépare les États-Unis du Canada¹. Comme se le demandait Linteau (1987), cette frontière fait-elle une différence? Et si oui, comment se reflète-t-elle dans la recherche portant sur l'expérience suburbaine canadienne et, plus particulièrement, montréalaise? Commençons par admettre que le réseau urbain américano-canadien évolue dans un contexte et selon des modalités qui lui confèrent une certaine unité. Au sein de cette matrice continentale, il y a des variations importantes. Certaines d'entre elles suivent le tracé de la frontière, mais elles répondent plus souvent à des logiques régionales ou locales. En conséquence, il n'est pas évident de parler d'une suburbanisation typiquement canadienne (Linteau, 1987 : 267) et d'une histoire de la banlieue qui serait radicalement différente de celle des États-Unis. Tout de même, comme le souligne Lionel Frost (2001), l'étude des

¹ Confessons également que nous avons fait abstraction, comme c'est souvent le cas, du troisième État se trouvant en Amérique du Nord : le Mexique.

différences nationales, aussi minimes soient-elles, permet de relativiser les généralisations qui sont souvent faites à partir du cas étatsunien.

Dans ce contexte, notons d'abord que les cas canadiens et étatsuniens se distinguent surtout sur le plan de l'intensité du processus de suburbanisation. Les principales phases de développement observées aux États-Unis ont aussi lieu au Canada, mais avec un certain retard et avec une ampleur moindre (Bourne, 1996 : 167-168). Par exemple, on n'observe pas, dans les grandes villes canadiennes, un déclin du centre-ville et un étalement urbain aussi prononcés qu'aux États-Unis. De même, malgré une certaine déconcentration des activités économiques, on n'observe pas une prolifération des « edge cities » comparable à celle qui est observée aux États-Unis depuis les années 1990 (Garreau : 1991). Ajoutons trois autres facteurs qui contribuent à distinguer l'expérience suburbaine canadienne de celle de son voisin républicain : la présence au Canada d'une communauté francophone importante, surtout concentrée au Québec (Linteau, 1987 : 265), l'absence d'une question raciale similaire à celle qui a fortement contribué, aux États-Unis, à remodeler les espaces urbains et suburbains (Wiese, 2004), ainsi que la moindre influence au Canada du développement d'un complexe militaro-industriel².

Si elle n'a pas généré une recherche distincte, l'expérience suburbaine canadienne a néanmoins inspiré un volume assez important de travaux de nature historique, comme en témoigne la publication, en 2004, d'une première synthèse sur le sujet : *Creeping Conformity. How Canada Became Suburban, 1900-1960* du géographe Richard Harris. L'ouvrage est important pour plusieurs raisons : il offre un bon portrait d'ensemble de la suburbanisation au Canada et l'éclaire à l'aide d'une thèse pour le moins intéressante. Pour Harris, qui reprend et généralise des conclusions auxquelles il était déjà arrivé dans ses travaux antérieurs, la suburbanisation canadienne s'est d'abord caractérisée, durant les premières décennies du XX^e siècle, par une diversité de communautés individuellement homogènes (Harris, 2004 : 103). Il réduit tout de même cette diversité à quatre grandes catégories, une typologie suburbaine nord-américaine : l'enclave bourgeoise, la banlieue non planifiée, la banlieue industrielle et

² On se référera à l'ouvrage de Hise (1997) qui étudie, entre autres, l'influence déterminante de cette industrie sur le développement de Los Angeles.

les « middle-class subdivisions » ou « corporate suburbs » (Harris, 2004 : 99-103). À partir des années 1930, mais surtout entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et le début des années 1960, cette diversité est étouffée par la montée en force des banlieues de ce dernier type, destinées à la classe moyenne. Cette montée est appuyée par l'intervention de l'État fédéral, qui finance indirectement leur développement, mais aussi par l'évolution de l'industrie de la construction résidentielle, qui s'organise en entreprises de plus grande taille que par le passé. Cette transition se traduit, sur le terrain, par une uniformité qui est à la fois physique et culturelle, touchant tant l'environnement bâti que le style de vie. Les banlieues ouvrières et immigrantes – plus nombreuses au Canada qu'aux États-Unis selon Harris – sont emportées par cette vague suburbaine, mais, fidèle à la tendance observée dans le chapitre précédent, l'auteur de *Creeping Conformity* ne dit rien du sort réservé aux enclaves bourgeoises dans ce contexte (2004 : 153-154).

Malgré ses grandes qualités, l'ouvrage présente donc un certain nombre de lacunes qui reflètent les faiblesses de l'historiographie canadienne dans ce domaine, en commençant par le peu d'espace consacré aux banlieues bourgeoises. En plus des facteurs qui jouent plus généralement dans l'historiographie nord-américaine³, on peut expliquer ce désintérêt, comme le fait Harris, par la relative rareté de telles banlieues au Canada, rareté qu'il explique par des revenus moyens plus bas et un accès à l'automobile plus retreint (2004 : 103). Et pourtant, elles existent : Rosedale, Lawrence Park et Forest Hill à Toronto ; Tuxedo Park à Winnipeg ; Shaughnessy Heights et Point Grey à Vancouver. Mentionnons tout de même le mémoire de maîtrise d'Aman Gill (2005) sur Vancouver et les travaux que prépare Larry McCann sur les banlieues conçues, entre autres dans l'Ouest canadien, par John Olmstead.

Larry McCann soulève d'ailleurs d'autres limites de l'historiographie canadienne sur la banlieue dans son essai critique sur l'ouvrage de Harris : « can a perspective based largely on evidence from Toronto and Hamilton, the two places researched thoroughly by Harris, account for suburbanization elsewhere in Canada » (McCann, 2006 : 32)? Sans remettre en question le schéma proposé par Harris ou la qualité générale de ses travaux, McCann met en évidence le caractère fragmenté de l'historiographie canadienne. Comme dans plusieurs

³ Voir les pages 11 à 18 du chapitre précédent.

autres champs de recherche, peu de ponts ont été bâtis entre les individus et les groupes qui étudient la banlieue en Ontario, dans l'Ouest, dans les Maritimes et au Québec. Et, visiblement, la synthèse de Harris ne parvient pas à rendre compte adéquatement de la diversité des expériences régionales canadiennes. McCann évoque aussi le peu de cas que fait Harris de la diversité *interne* des banlieues qu'il évoque et étudie (2006 : 36). Si l'apparition de la banlieue coïncide avec et s'inscrit dans le processus de spécialisation de l'espace urbain qui caractérise la ville moderne, les processus de ségrégation et d'agrégation à l'œuvre ne respectent pas toujours le découpage territorial mis en place par les gouvernants. De plus, même au sein de municipalités relativement homogènes, on retrouve toujours différentes formes de hiérarchisation, de stratification sociale. On pourrait ajouter que les historiens canadiens ont consacré beaucoup d'énergie à l'étude des promoteurs et des bâtisseurs des banlieues, mais pas à l'étude de leurs gouvernements.

Qu'en est-il, dans cette historiographie, du cas montréalais⁴? La banlieue d'après-guerre a fait l'objet d'un assez grand nombre d'études. Mentionnons les travaux de Gérard Divay et Marcel Gaudreau sur le développement des nouveaux espaces résidentiels dans les années 1970 (Divay, 1981; Divay et Gaudreau, 1984), ceux de Marc H. Choko, Jean-Pierre Collin et Annick Germain sur le logement dans l'ensemble de la région montréalaise pour les décennies 1940-1960 (1986; 1987), ainsi que les travaux de Collin sur les coopératives de Saint-Léonard (1986; 1998). On consultera également son article sur l'espace urbain montréalais depuis 1945 (Collin, 1987) et celui qu'il a écrit avec Claire Poitras sur la suburbanisation de la Rive-Sud de Montréal (Collin et Poitras, 2002). Il faut également souligner les travaux réalisés sur la ville de Québec par les chercheurs du Groupe interdisciplinaire de recherche sur les banlieues (GIRBa), qui traitent des mutations de la périphérie résidentielle de la ville (Fortin, Després et Vachon, 2002).

Pour ce qui est de la période qui va de la fin du XIX^e siècle au début de la Deuxième Guerre mondiale, l'étude pionnière de Maisonneuve par Paul-André Linteau (1981) est incontournable. On peut y suivre le chassé-croisé d'intérêts publics et privés qui donne naissance à cette banlieue industrielle et ouvrière. Comme dans le reste du Canada, la partie

⁴ Voir, plus généralement, les bilans historiographiques préparés par Claire Poitras (2000; 2003).

la plus importante des travaux subséquents a été consacré e à ce type de banlieues. Mentionnons les recherches de Gilles Lauzon (1986) sur Saint-Henri (Village Saint-Augustin), de Guy Mongrain (1998) sur Saint-Louis-du-Mile-End, de Peggy Roquigny (1999) sur Sainte-Cunégonde, ainsi que l'étude plus globale de la suburbanisation industrielle de Montréal proposée par Robert Lewis (2000). Ces recherches portent généralement sur la genèse de ces espaces suburbains ou encore sur leur composition socioéconomique. Lorsque leurs gouvernements sont mis en scène, c'est généralement – et avec raison – comme de simples instruments des intérêts privés qui se profilent derrière leur développement. Linteau, par exemple, consacre plusieurs pages de sa conclusion à démontrer que Maisonneuve est avant tout le produit de promoteurs francophones et que les représentants de ce capital foncier tiraient les ficelles de son gouvernement (1981 : 231-233).

La diversité des trajectoires suburbaines observées dans la région métropolitaine de Montréal apparaît tout de même chez Walter Van Nus (1998), qui en offre un portrait synthétique, ainsi que chez Collin (1982 ; 1984), qui compare l'action politique de banlieues tant bourgeoises qu'ouvrières et industrielles.

Du côté des banlieues bourgeoises, le *Square Mile*, premier secteur suburbain investi par les élites anglo-britanniques (mais se trouvant dans les frontières de la ville de Montréal), a fait l'objet de deux études surtout tournées vers l'architecture des luxueuses résidences s'y trouvant (Rémillard et Merrett, 1986 ; MacKay, 1987). À ces études s'ajoute l'analyse pionnière de David Hanna (1980) qui traite du développement d'une partie de ce quartier, et les recherches de Van Nus sur Notre-Dame-de-Grâce (1984a) et de Larry McCann sur Mont-Royal (1996). Dans ce dernier cas, McCann s'est surtout attardé au processus qui a donné naissance à la « Model City », alors que dans le premier, Van Nus expose avec brio comment le gouvernement municipal de cette banlieue aisée a suivi une trajectoire ressemblant beaucoup plus à celle de Maisonneuve qu'à celle de sa voisine, Westmount. Cette dernière a d'ailleurs fait l'objet du mémoire de John Stephen Bryce (1990). Son étude porte surtout sur son développement géophysique, même s'il consacre quelques pages au processus de construction communautaire qui se faisait parallèlement. Les banlieues aisées se trouvant au-delà de cette première couronne ont surtout été étudiées en tant que centres de villégiature, comme en témoignent les travaux de Michèle Dagenais (2005) et de Caroline Aubin des

Roches (2004). À ces travaux s'ajoute un assez grand nombre d'ouvrages d'histoire locale dont la qualité varie selon les fins des auteurs et la rigueur de leur analyse⁵.

La recherche sur l'histoire des banlieues canadiennes, sans se distinguer radicalement de la recherche étatsunienne, présente donc un certain nombre de traits particuliers. À l'échelle du pays, on note qu'elle est surtout tournée vers les banlieues populaires et vers les activités des acteurs qui leurs donnent forme. Elle est également fragmentée selon des lignes régionales. À Montréal, on note tout de même une présence un peu plus importante de travaux sur les banlieues bourgeoises, pour la période qui précède la Deuxième Guerre mondiale. Dans un cas comme dans l'autre, toutefois, le gouvernement suburbain demeure un objet peu étudié, surtout si on le compare au gouvernement des grandes villes.

2.1.2 La communauté anglophone de Montréal

Workers, women, and a number of ethnic groups have come to occupy a central place in Canadian history, but this elevation in status has not been accorded to the English-speaking Quebecer. When not completely ignored by general texts on Canadian history, he has been presented in the guise of the wealthy businessman living on the flanks of Mt. Royal.

Ronald Rudin (1985 : 17)

À tort *et* à raison, les banlieues bourgeoises montréalaises de la première moitié du XX^e siècle sont associées à la communauté anglophone de la ville. À tort, parce que la grande majorité des membres de ce groupe ethnolinguistique n'a pas les moyens d'y résider et, comme leurs vis-à-vis francophones des classes populaires, ils occupent des quartiers ouvriers comme ceux se trouvant à proximité du canal Lachine (Poitras et Bérubé, 2004 : 20-23). À raison, parce que, durant cette période, la communauté anglophone d'ascendance britannique est surreprésentée au sein de la bourgeoisie montréalaise (Rudin, 1985 : 209-214). En conséquence, étudier l'histoire des banlieues bourgeoises de Montréal, ce n'est pas étudier l'histoire de la communauté anglophone de la ville, qui se décline de bien d'autres

⁵ Voir Matthews (1985) et Gubbay (1998) par exemple.

façons. Il est toutefois nécessaire de maîtriser cette historiographie et d'en prendre compte, et ce, pour deux raisons. Premièrement, pour comprendre comment l'identité anglo-montréalaise d'une majorité des banlieusards étudiés influence leur expérience. Deuxièmement, pour comprendre comment l'évolution subséquente de la dynamique identitaire et linguistique francophone / anglophone est venue colorer notre perception des questions métropolitaines et du rôle qu'y jouent les banlieues étudiées.

Compte tenu de son importance dans l'histoire québécoise, la communauté anglophone a longtemps occupé une place assez marginale dans l'historiographie de la province (Rudin, 1985 : 17-18). D'une part, les historiens canadiens-français de la première moitié du XX^e siècle ont un intérêt bien connu pour la période coloniale et, plus particulièrement, pour le régime français. Lorsqu'ils s'aventurent au-delà de cette période, comme le font par exemple Lionel Groulx et ses successeurs des écoles de Montréal et Québec, ce sera à travers le prisme de l'histoire nationale des Canadiens français, puis des Québécois francophones. La figure de l'Anglophone ne fait que d'assez rares apparitions et généralement dans le rôle de l'autre, de l'adversaire. Les choses changent d'une certaine manière dans les années 1960 et 1970, avec la montée de l'école dite « révisionniste » (Rudin, 1998), qui prend pour cadre d'étude non plus la nation canadienne-française, mais le Québec conçu comme territoire. L'utilisation par ces historiens de méthodes inspirées de l'école française des *Annales* contribue à marginaliser l'étude spécifique des Anglo-québécois, qui tendent à se perdre dans les analyses de type quantitative⁶.

C'est surtout à partir des années 1980 que cette communauté commence à faire l'objet de travaux académiques majeurs, avec la publication de la synthèse historique *The Forgotten Quebecers* de Ronald Rudin (1985) et des différentes recherches plus sociologiques auxquelles participe Gary Caldwell (1974 ; 1980 ; Caldwell et Waddell, 1982). Ces recherches reprennent assez fidèlement les méthodes privilégiées par les autres modernistes et les appliquent à la communauté anglo-québécoise, rendant compte de la

⁶ Sur ces questions de nature historiographique, voir notamment Gagnon (1978) et Rudin (1998), ainsi que l'anthologie dirigée par Bédard et Goyette (2006).

stratification complexe de ce groupe, qui ne se réduit pas à sa bourgeoisie⁷. D'autres travaux, à tendance moderniste, mais aussi inspirés par la nouvelle histoire culturelle, ont suivi. Mentionnons Brian Young, qui a étudié deux institutions de cette communauté et de sa bourgeoisie – le musée McCord (2001) et le ci metière du mont Royal (2003) –, ainsi que Darcy Ingram, qui s'est penché sur les institutions anglophones destinées aux marins (2005). L'identité des Anglo-Montréalais a également fait l'objet des thèses de Gillian Leitch (2007) et Catherine Bourbeau (2008), sur les plans historique et anthropologique.

Ces travaux traitent presque tous de la période qui précède la Deuxième Guerre mondiale, les décennies qui suivent soulevant différents problèmes pour l'étude de la communauté anglo-montréalaise. Avant le second conflit mondial, l'historiographie distingue généralement les Anglo-Britanniques des autres grandes communautés culturelles présentes à Montréal, notamment les communautés italiennes et juives. Avec la diversification du profil ethnique de la communauté anglophone de Montréal après 1945 et l'impact des différents conflits linguistiques qui suivent la Révolution tranquille dans les années 1960 et 1970, les « Anglais », entendus comme les Anglo-Britanniques, laissent peu à peu place aux « Anglais » entendus comme l'ensemble des individus s'exprimant dans cette langue, peu importe leur origine (même si on observe souvent des glissements entre ces deux visions). En conséquence, les recherches traitant de la communauté anglophone après 1945 ne touchent généralement pas exactement au même groupe que celles qui s'attardent aux membres de la communauté anglo-britannique de la fin du XIX^e siècle et du début du suivant.

Mentionnons tout de même les recherches d'Andrew Sancton (1985) et de Marc V. Levine (1990) sur l'impact du bilinguisme sur la vie politique montréalaise, ou encore celle de Garth Stevenson (1999) centrée sur la minorité anglo-qubécoise. Ces auteurs étudient l'évolution des discours et des pratiques politiques et identitaires de ce groupe dans le temps et capturent, selon des angles différents, cette transition d'un groupe se définissant sur une base surtout ethnique à un groupe élargi, englobant l'ensemble des anglophones de la région. L'anthropologue Martha Radice témoigne toutefois du fait que cette transition est loin d'être

⁷ Ou à la région de Montréal, comme en témoignent les travaux de Marie-Ève Harbec (2001) et de Jack Little (2003) sur la région des Cantons-de-l'Est.

complète ou nette dans son ouvrage sur le niveau de « confort » des anglophones à Montréal. Si elle retient une définition traditionnelle, anglo-celtique, de la communauté étudiée, elle admet que « cette définition va à l'encontre de l'actuel sens commun des anglophones de Montréal » (Radice, 2000 : 3), bien qu'elle corresponde à une réalité historique qui a laissé ses traces.

2.1.3 Montréal : métropole

[...] the Metropolis of Canada, the largest, wealthiest and most progressive city of the fair Dominion – the entrepot, par excellence, for the exports and imports of all her broad area.

[s.a.] (1894 : 37)

Exception faite des dernières années de crise économique, la période que nous étudions (1880-1939) ressort dans l'historiographie comme un âge d'or pour Montréal, qui peut se flatter alors d'être la métropole incontestée du *Dominion of Canada*. Compte tenu du rôle central que joue Montréal dans le développement des banlieues étudiées et dans la vie de ceux et celles qui les habitent, nous allons revenir rapidement sur les principales monographies traitant de son histoire en portant une attention particulière à la manière dont évolue, au fil du temps, la façon dont est perçue la cité, sa région métropolitaine et son hinterland, ainsi que les causes et les effets de la prospérité que connaît la ville durant ces décennies.

Une des premières grandes monographies sur Montréal est produite durant cet âge d'or. Il s'agit de l'œuvre en trois tomes de l'Anglo-catholique William H. Atherton (1914 : T2). En homme de son temps, il aborde surtout l'histoire de Montréal d'un point de vue politique et il n'hésite pas à la mêler aux grands mouvements de l'histoire canadienne. Le jeune pays fait alors figure de vaste hinterland montréalais (Atherton, 1914 : T2, 537). Lorsqu'il traite de la cité proprement dite, Atherton définit Montréal comme correspondant aux neuf quartiers inclus dans les limites établies en 1792, auxquels s'ajoutent les « suburban

wards », c'est-à-dire les municipalités annexées depuis 1883 (Atherton 1914 : T2, 183)⁸. Au-delà, il reconnaît déjà l'existence d'un « Greater Montreal », une entité plus abstraite et en expansion englobant les autres centres importants de l'île (Maisonnette, Lachine, Outremont, Saint-Henri, Saint-Louis, Verdun et Westmount), ainsi que les têtes de pont de la Rive-Sud (Atherton, 1914 : T2, 548). En d'autres mots, pour lui, il existe déjà deux Montréal : « the people within the civic boundaries and the community of which Montreal city is the heart » (Atherton, 1914 : T2, 668). L'auteur fait preuve d'un enthousiasme débordant quant aux perspectives d'avenir de la ville et explique son importance sur le plan politique et économique par sa position géographique avantageuse, ainsi que par le développement du transport ferroviaire, qu'il associe d'ailleurs à l'expansion de sa banlieue (Atherton, 1914 : T2, 219, 527, 652). À ce sujet, il insiste non seulement sur la nécessité de mettre éventuellement en place une structure de gouvernement pour toute l'île de Montréal, mais sur celle de procéder rapidement à l'annexion des municipalités récalcitrantes qui s'y trouvent (Atherton, 1914 : T2, 191).

Alors que s'achève l'âge d'or de Montréal, dans les années 1930-1940, nombre de recherches plus ambitieuses sont publiées, notamment celles du géographe français Raoul Blanchard (1992 [1947] ; 1953), le collectif dirigé par l'économiste Esdras Minville (1943) et, dans une moindre mesure, la monographie plus facétieuse qu'académique de Stephen Leacock (1948). Leacock y explique que depuis 1867 : « [Montreal's] history merges more and more into the wider history of the nation » (Leacock, 1948 : 186). Dans les pages de son livre, rien ne laisse présager que les années de crise et de guerre ont affecté le statut de Montréal comme métropole canadienne. Pour leur part, Blanchard, Minville et ses collaborateurs s'interrogent plus longuement sur le développement économique de la ville et sur la relation qu'elle entretient avec sa région.

La cité est ainsi décrite comme assise au centre de la plaine de Montréal, « comme l'araignée au milieu de sa toile » (Blanchard, 1992 [1947] : 47). Par l'attraction qu'exerce son secteur manufacturier, Montréal est décrite comme pratiquant une véritable saignée

⁸ « The history of Greater Montreal now begins in the annexation of the rural municipalities. » Soulignons l'utilisation du qualificatif rural pour décrire les municipalités annexées (Atherton, 1914: 184).

démographique de sa plaine (Blanchard, 1953 : 77). Selon Blanchard, les voies de communication qui permettent à Montréal d'étendre son influence sur le pays assurent également sa domination sur sa région immédiate, lui permettant de monopoliser à son avantage le trafic fluvial ou ferroviaire duquel dépendent plusieurs villes satellites de la métropole (Blanchard, 1953 : 167).

Sur l'île en tant que telle, Blanchard, Minville et ses collègues reconnaissent les signes de la suburbanisation qui commence. Le premier identifie rapidement les trois principaux axes de cette expansion suburbaine : le premier et le plus important longe le canal Lachine vers l'ouest de l'île, le deuxième monte vers le nord le long des rues Saint-Laurent et Saint-Denis et le dernier va vers l'est le long du fleuve Saint-Laurent (Blanchard, 1992 [1947] : 174). De manière plus colorée, Leacock explique que la suburbanisation « came along with, indeed arose out of, the new electric age. Fast urban transport spreads a city out; telephone put the suburbs within talking distance, lighted streets and comfortable streetcars invite movement abroad, and on the heels of all that the motorcar puts anybody anywhere » (Leacock, 1948 : 216). Les lignes de tramway et le téléphone agrandissent donc la superficie sur laquelle l'agglomération peut s'étendre, même si cette expansion dépend d'abord de sa croissance démographique et de sa prospérité économique (Tanghe, 1943 : 105). À cet égard, ces chercheurs se distinguent de leurs prédécesseurs qui voyaient en Montréal d'abord et avant tout une cité commerçante, en reconnaissant la nature surtout industrielle de ses activités économiques⁹.

Mais comme leurs prédécesseurs, ils dénoncent les problèmes administratifs que connaît la région métropolitaine. Blanchard juge ainsi que Montréal grossit trop rapidement et que l'administration est incapable de gérer adéquatement cette croissance¹⁰. Si Leacock salue les effets politiques bénéfiques qu'ont les annexions pour les francophones – elles leur permettent entre autres de prendre contrôle de la mairie – il souligne lui aussi les problèmes

⁹ « C'est bien sur l'industrie que repose désormais l'essentiel de l'activité de Montréal. » (Blanchard, 1992 [1947] : 156)

¹⁰ « Tout autour de la ville bourgeonnent désormais des pousses nouvelles à croissance hâtive, les unes parfaitement spontanées et nées au contact de Montréal, les autres vieilles localités rurales brusquement engorgées d'un flot citadin. » Blanchard, 1992 [1947], 259.

qu'engendre cette expansion rapide et désorganisée : une mauvaise qualité des services municipaux, la persistance d'enclaves autonomes au sein du tissu urbain et la corruption endémique de l'administration municipale (Leacock, 1948 : 236-237).

Dans les décennies qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, les études sur Montréal se multiplient et les méthodologies employées se raffinent. Sur le plan spatial, on y observe un double mouvement. D'une part, les chercheurs sont plus sensibles à la dimension métropolitaine de l'influence de Montréal et conceptualisent l'agglomération comme une entité changeant dans l'espace et dans le temps, désormais définie plus adéquatement par des frontières économiques et sociales plutôt que par des limites politiques ou juridiques ¹¹. D'autre part, ces chercheurs rendent compte du repli de la métropole sur l'espace québécois et accordent beaucoup moins de place au contexte canadien dans l'histoire de Montréal. Parallèlement, des expressions souvent plus prudentes viennent remplacer le titre de métropole du Canada, qui n'est plus utilisé que pour décrire la période 1880-1930. Montréal est une métropole parmi d'autres, ou alors la métropole culturelle du Québec (Linteau, 2000, 250).

Ajoutons que la position géographique avantageuse de Montréal est décrite de manière plus prudente lorsque vient le moment d'expliquer la prospérité du début du XX^e siècle. Certains chercheurs relativisent certains des avantages attribués au site de Montréal ; d'autres constatent que ces avantages sont illusoire ou alors qu'ils se sont lentement transformés en désavantages. Cooper, par exemple, citant les différents problèmes associés à la navigation sur le fleuve (fermeture à la navigation durant l'hiver, variations importantes de profondeur le long de son parcours, présence de rapides), accorde plus d'importance au développement du réseau de chemin de fer qu'au fleuve ou aux installations portuaires de Montréal (Cooper, 1969 : 196). C'est un constat que partagent Linteau, Durocher et Robert qui voient dans l'organisation du réseau ferroviaire la source de la hiérarchisation urbaine qui

¹¹ Voir par exemple Linteau (2000 : 83, 191) ou encore Marsan (1994 [1974] : 310) qui, dans son étude de la géographie historique montréalaise, parle de couvrir tout le territoire défini par le Service d'urbanisme de la ville « comme subissant l'influence du centre montréalais d'activités économiques, sociales et culturelles [...] cette région couvre une superficie de quelques 5 000 kilomètres carrés [...] effleurant à sa périphérie des villes aussi éloignées que Saint-Jérôme au nord, Saint-Hyacinthe à l'est, Saint-Jean-sur-Richelieu au sud et Salaberry-de-Valleyfield à l'ouest. »

s'impose au Québec à la fin du XIX^e siècle et qui avantage Montréal (Linteau, Durocher, Robert, 1989 : 106, 166, 452). Sénécal et Manzagol abondent dans le même sens et décrivent l'avantage géographique de Montréal comme n'ayant duré que le temps de mettre en place des structures de transport plus efficaces¹².

Sur le plan de la suburbanisation, la première vague de développement qui va de 1880 à 1930 est généralement liée à l'électrification des lignes de tramways à la fin du XIX^e siècle, à l'activité des promoteurs (Linteau, Durocher, Robert, 1989 : 209, 473), mais également aux importantes transformations économiques que connaît Montréal durant la même période (Marsan, 1994 [1974] : 26). L'industrialisation dicte le rythme de sa croissance démographique et de son expansion territoriale (Linteau, Durocher, Robert, 1989 [1979] : 153, 401, 472-476). L'amélioration des réseaux de transport urbain, les mesures législatives diverses et l'action des promoteurs privés demeurent tous secondaires par rapport à ce facteur de base et servent surtout à déterminer les modalités exactes – rayon de l'expansion et qualité de la planification – du développement urbain.

2.2 CONTEXTE

Ce survol de l'historiographie montréalaise nous permet déjà de dégager quelques-uns des principaux éléments du contexte dans lequel évoluent les municipalités étudiées. Dans les pages qui suivent, nous complétons ce tableau en traitant de la périodisation choisie, de l'environnement suburbain dans lequel s'inscrivent Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal, et des grandes lignes de l'histoire de chacune de ces trois municipalités.

¹² « Ce rôle de site carrefour se limite peut-être à la période de mise en place des grands réseaux de voies ferrées, bien avant leur expansion, surtout bien avant le redéploiement des nouveaux réseaux ferroviaires, fluviaux puis autoroutiers qui densifient les moyens de transport et multiplient les choix de trajets, faisant perdre du même coup le rôle privilégié que tenait Montréal. » Manzagol et Sénécal, 1993, 352-353.

2.2.1 Périodisation et structuration de l'espace montréalais

Entre deux crises économiques mondiales, mais qui manifestement bornaient la période de prospérité la plus faste que le monde industrialisé ait jamais connue, les 50 années qui vont de 1880 à 1930 furent extraordinairement prospères pour Montréal, même en fonction du contexte nord-américain.

Phyllis Lambert (1998 : 7)

Notre recherche couvre la période 1880-1939. La première date marque la fin d'une dépression économique qui frappe Montréal de plein fouet à partir de 1873 (Linteau, 2000 : 16). Elle correspond également, comme on l'a expliqué, à son décollage comme grand centre industriel nord-américain et comme métropole du Canada. La seconde date correspond à la fin d'une autre importante dépression économique et sonne le glas de la prédominance économique de Montréal sur l'échiquier canadien. C'est entre ces deux dates que prennent forme les premières municipalités suburbaines de la région, même si la majorité d'entre elles ont déjà été absorbées par la ville centrale lors du krach boursier de 1929.

Ainsi, Montréal annexe Hochelaga dès 1883. Cette première annexion et celles qui suivront sont une réaction à la fragmentation croissante des municipalités mises en place en 1855. Sur le territoire de la province, cette fragmentation est surtout le fruit de la séparation des municipalités de village des municipalités de paroisse, mais à Montréal, elle est plutôt le résultat de l'activité des promoteurs, qui apparaissent comme les maîtres d'œuvre du développement urbain sur l'île. Des terrains sont lotis et mis en marché, ces territoires sont incorporés et les conseils municipaux, souvent sous la coupe de ces mêmes promoteurs, empruntent de vastes sommes pour pourvoir à la viabilisation des terrains par la mise en place d'infrastructures urbaines. Lourde ment endettées, ces banlieues se tournent vers l'annexion, espérant que la ville centrale prendra en charge leur dette pendant que les promoteurs vendent à profit leurs lots. Ce modèle, s'il ne vaut pas pour toutes les banlieues de Montréal, s'est reproduit dans la majorité d'entre elles. Les annexions se poursuivront à un rythme soutenu jusqu'en 1918. Après cette date, Montréal n'est plus en mesure d'assumer les coûts de sa politique annexionniste et se tourne vers d'autres solutions. La ville de Montréal

couvre alors un assez vaste territoire au centre de l'île du même nom. Son tissu urbain enserré toutefois un certain nombre de banlieues cossues qui n'ont pas suivi le modèle de développement décrit plus haut et qui ont résisté aux ambitions annexionnistes de la ville centrale. Au-delà de ses frontières juridiques, le développement suburbain se poursuit.

La période étudiée coïncide d'ailleurs avec l'investissement de larges sommes dans le développement d'infrastructures de transport qui contribuent au redémarrage de l'économie canadienne, mise à mal par la crise de 1872, mais également à la structuration de ce développement suburbain. Le réseau routier qui prend forme autour de Montréal au cours du XIX^e siècle transforme peu à peu les rapports entre la ville centrale et sa périphérie, mais la présence de péages et l'état variable des voies ne favorisent pas la suburbanisation comme le fera le chemin de fer (Robert, 1998 : 111-112). Ainsi, la « première ligne ferroviaire établie sur l'île de Montréal est aussi la première desserte de train de banlieue de la région. Il s'agit de la ligne Montréal & Lachine construite en 1847 » (Hanna, 1993 : 9). Elle sera plus tard intégrée au Grand Tronc qui la poursuivra jusqu'à Dorval, Pointe-Claire et Dorion. « Le Canadien Pacifique (CP), compétiteur principal du Grand Tronc, s'active aussi durant cette période puisqu'il est largement responsable de l'extension du service de train de banlieue dans le *West Island*. » (Hanna, 1993 : 10). Le CP contribuera aussi au développement suburbain de Montréal en développant une ligne vers le nord, dans l'axe Montréal – Sainte-Thérèse. Le chemin de fer ouvre deux autres axes au développement suburbain montréalais : un premier est la ligne du New York Central, qui relie Montréal à Huntingdon, Valleyfield et Châteauguay; le second passe par le tunnel qui est creusé sous le mont Royal par la Canadian Northern Railway et qui relie la future Mont-Royal à la ville centrale (Hanna, 1993 : 11).

Si le développement de ce réseau ferroviaire n'explique pas, à lui seul, la suburbanisation montréalaise, il en dicte la forme et l'ampleur. Comme le souligne Hanna, spécialement sur les lignes qui partent vers l'ouest de l'île, la municipalisation du territoire se fait au rythme du développement ferroviaire (Hanna, 1993 : 15). L'apparition du tramway électrique aura aussi un impact important sur l'expansion de l'espace (sub)urbain montréalais (Linteau, 2000 : 131-133). S'il attire une clientèle plus modeste, ce réseau s'étend très rapidement et est presque entièrement mis en service entre 1893 et 1897. Hanna évalue qu'en

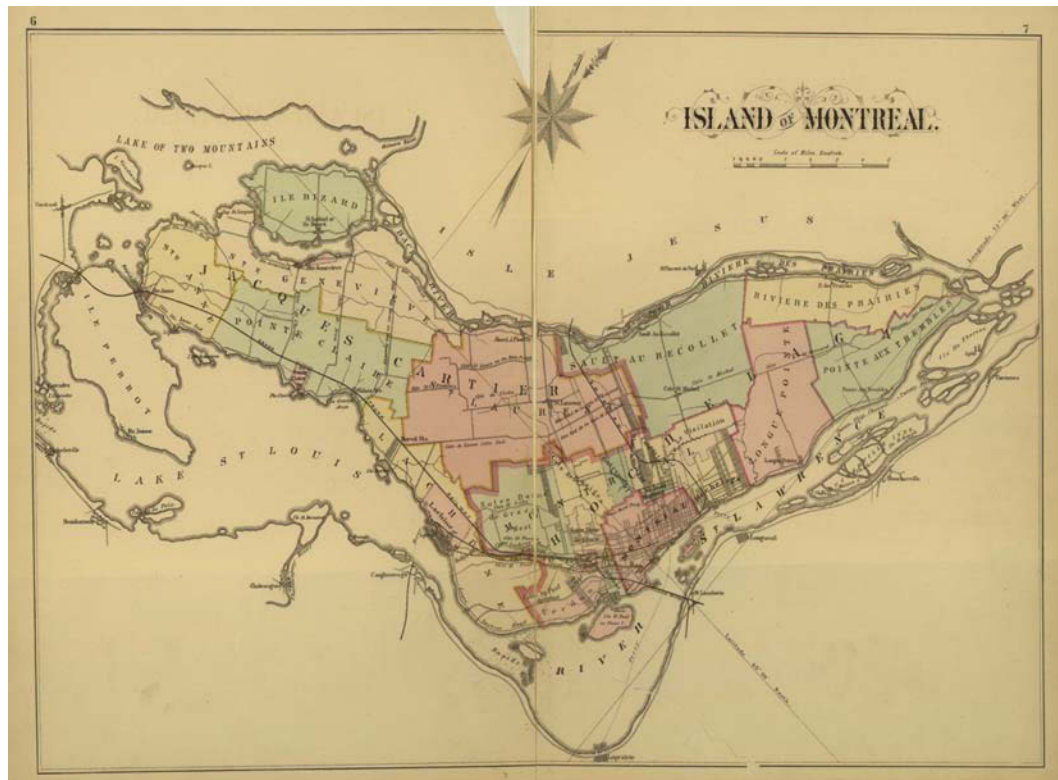
1931, c'est l'équivalent du dixième de la population de la ville de Montréal qui dépend du service ferroviaire pour transiter du centre-ville à une résidence se trouvant hors des limites administratives de Montréal (1993 : 27). À partir des années 1920, le gouvernement provincial commence à investir plus généreusement dans le réseau routier montréalais, mais il faudra attendre après la Deuxième Guerre mondiale pour que ce réseau devienne le nouveau squelette autour duquel se développera la banlieue.

2.2.2 Les banlieues de Montréal : un tour d'horizon

L'environnement suburbain qui prend forme en périphérie de Montréal durant la période étudiée est donc tributaire de la prospérité économique de la métropole, de l'activité des promoteurs qui y oeuvrent et du réseau de transport qui s'y déploie. Mais qu'elles formes prennent ces banlieues?

À l'ouest du centre-ville, mais à l'intérieur des frontières juridiques de Montréal, deux types fort différents de banlieues voient le jour dès le milieu du XIX^e siècle (carte 2.1). On a parlé plus haut du *Square Mile*, mais on mentionnera également les faubourgs industriels qui prennent forme dans le quartier Sainte-Anne (Lewis, 2000 : 104-105). Ces premières excroissances suburbaines de Montréal annoncent les développements *extra-muros* à venir. Ainsi, c'est le long du canal Lachine que se forment les banlieues ouvrières de Saint-Gabriel, Sainte-Cunégonde, Saint-Henri et Côte Saint-Paul, qui prolongent la zone industrielle du quartier Sainte-Anne à la fin du XIX^e siècle. Au-dessus de cette « City Below the Hill » (Ames, 1897), sur les flancs du mont Royal, se prolongent les espaces plus cossus du *Square Mile*. À la fin du XIX^e siècle se forment donc sur ce territoire les banlieues d'Outremont et de Westmount. Au début du XX^e siècle, avec la croissance d'une classe moyenne professionnelle plus importante et la plus grande mobilité que permet le tramway, viennent s'ajouter à ces banlieues Notre-Dame-de-Grâce, Montréal-Ouest, ainsi que certaines parties de Côte-des-Neiges (Van Nus, 1998 : 67).

Carte 2.1 – Carte de l'île de Montréal en 1879



Source : H.W. Hopkins. 1879. *Atlas of the city and island of Montreal, including the counties of Jacques Cartier and Hochelaga*. Québec : Provincial Surveying and Pub. Co.

L'industrialisation ne jou e pas un rôl e majeur dans le développement de l'axe suburbain nord de Montréal, même si des districts industriels font leur apparition dans le Mile-End et au nord d 'Outremont entre 1905 et le début de la Prem ière Guerre mondiale (Lewis, 2000 : 205). La b anlieue planifiée de M ont-Royal se situe dans cet axe, mais s'en distingue puisque la majeure partie de la population qui s 'enracine dans les quartiers suburbains du nord de la ville, dans le prolongement des rues Saint-Laurent et Saint-Denis, est d'origine ouvrière et canadienne-française. On parlera donc pour ce secteur de banlieues résidentielles ouvrières, co mparables à cert ains égards à cel le de Verdu n. Ce sect eur comprend les anciennes villes de Saint-Jean-B aptiste, Saint-Louis-du-Mile-End, Côteau Saint-Louis, De Lorimier et Villeray.

À l'est, le long du fleuve Saint-Laurent, le développement suburbain est en grande partie porté par l'industrialisation plus tardive de ce secteur. Sainte-Marie et Hochelaga sont d'abord touchés durant la deuxième moitié du XIX^e siècle (Lewis, 2000 : 93-94). Avec les années, cette zone s'étendra plus loin à l'est et au nord pour recouvrir les municipalités de Maisonneuve et de Rosemont. S'il ne bénéficie pas de la situation stratégique de la zone du canal Lachine, ce secteur pourra compter sur le développement des infrastructures portuaires de Montréal et l'implantation subséquente de nombreuses industries majeures. Au-delà de ce district s'ajoutera, en 1910, Montréal-Est, fruit des efforts du financier Joseph Versailles et de ses associés.

Ce rapide tour d'horizon permet de voir que la périphérie de Montréal abrite dès le début du XX^e siècle une diversité suburbaine considérable, allant des châteaux du *Square Miles* aux étroits logements ouvriers de Saint-Henri. Entre ces deux extrêmes, on retrouve de nombreuses communautés intermédiaires où se mêlent parfois des membres de différents groupes sociaux, mais où la spécialisation socioéconomique de l'espace fait son oeuvre.

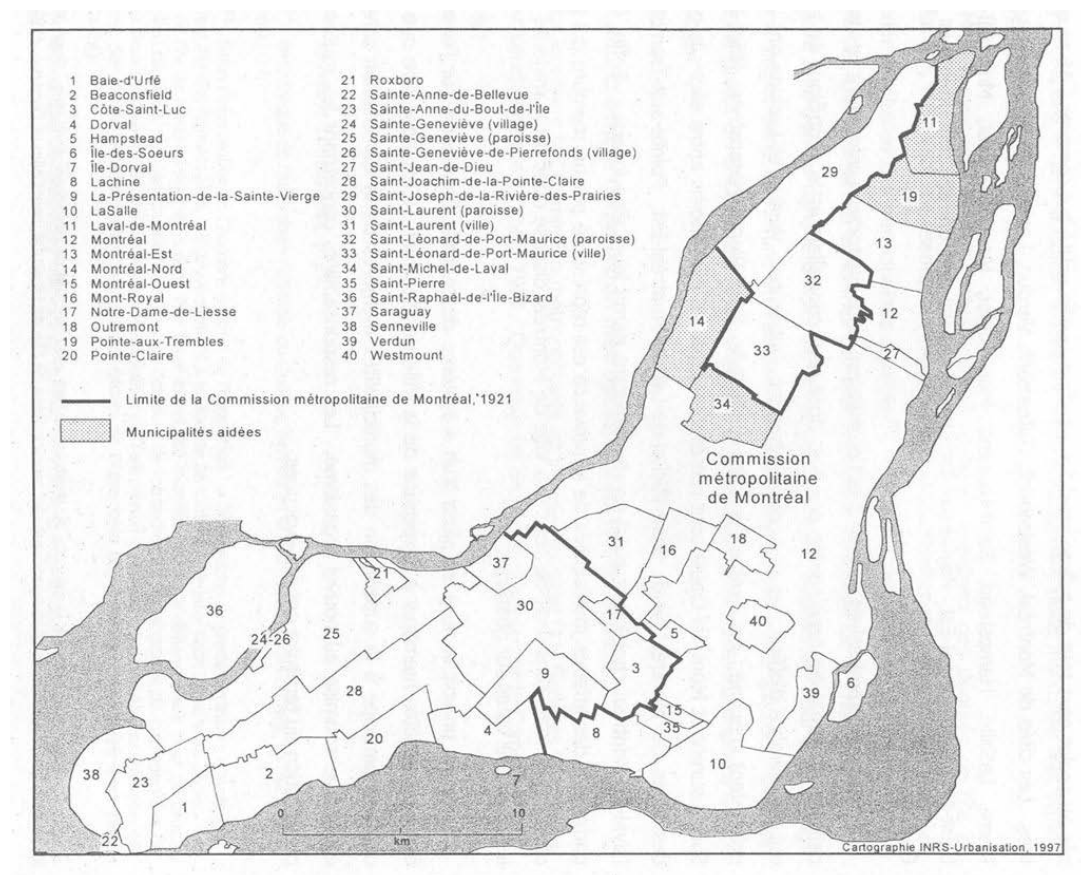
2.2.3 Trois histoires locales

Nous avons évoqué plus haut les trois communautés suburbaines que nous avons choisi d'étudier. Puisque notre ambition est d'étudier ces communautés de façon plus thématique que chronologique, nous avons cru bon de compléter cette section par une synthèse de leur histoire. De cette façon, le lecteur bénéficiera des repères nécessaires lors de la lecture des chapitres qui suivent (carte 2.2).

Débutons par quelques détails supplémentaires sur la métropole autour de laquelle elles gravitent. Montréal compte, en 1881, un peu plus de 140 000 habitants. La plupart d'entre eux appartiennent soit à la majorité d'origine française (56%), soit à la minorité d'origine britannique (41%) (Linteau, 2000 : 45). C'est au sein de ce dernier groupe que l'on retrouve la proportion la plus importante de membres de la haute bourgeoisie qui vit à Montréal, mais dont l'influence se déploie à l'échelle nationale, continentale ou internationale. Ce groupe, somme toute assez restreint, contrôle les grandes institutions qui

orientent le développement du pays, comme la Banque de Montréal, le Canadien Pacifique ou la Compagnie de la Baie d'Hudson. Mais la bourgeoisie montréalaise ne s'arrête pas là. Le plus gros de ses effectifs se trouve en réalité à un autre niveau : celui des entrepreneurs spécialisés dans une activité particulière et dont l'action se limite à l'échelle régionale, ou encore ces cadres qui se multiplient à mesure que se complexifie et se bureaucratise l'administration des grandes entreprises (Linteau, 2000 : 57-58). La communauté anglo-britannique est surreprésentée au sein de cette moyenne ou petite bourgeoisie, mais elle inclut également des membres des communautés francophone, juive, italienne, etc.

Carte 2.2 - Carte de l'île de Montréal au moment de la mise sur pied de la Commission métropolitaine de Montréal (CMM)



Source : Cartographie, INRS – Urbanisation, 1997

À partir du milieu du XIX^e siècle, mais surtout à sa fin, une partie importante de cette bourgeoisie délaisse le centre-ville pour s'établir en périphérie, d'abord de manière saisonnière dans le cadre d'une villégiature surtout estivale (Dagenais, 2005), puis de manière plus permanente dans le contexte de la suburbanisation. Plusieurs raisons les poussent à quitter le centre de la métropole. La prospérité de Montréal, et la leur, a un prix. À mesure que la ville se développe et s'industrialise, la qualité de vie s'y détériore. Mentionnons d'abord les diverses formes de pollution qu'entraîne ou accentue l'activité industrielle : fumée, bruit, saleté. Ajoutons les problèmes sanitaires (entassement, logements insalubres, infrastructures insuffisantes) qui résultent de l'accroissement rapide de la population ouvrière dans une ville mal préparée à une telle croissance. La chaleur estivale ne fait qu'accentuer ces problèmes. Cette classe ouvrière, dont les membres s'entassent dans des quartiers comme Griffintown et Saint-Henri, représente à elle seule un autre facteur qui pousse la bourgeoisie à quitter le centre-ville. Les premiers balbutiements du syndicalisme montréalais sont interprétés par bien des membres de la bourgeoisie comme autant de menaces à l'ordre social qu'ils ont contribué à instaurer (Linteau, 2000 : 64-65).

De nombreuses familles bourgeoises quittent donc le centre pour la périphérie. Ce déplacement dans l'espace urbain se fera progressivement et reproduira la ségrégation socioéconomique et ethnique que l'on observe dans la plupart des grandes villes industrielles d'Amérique du Nord. Ainsi, la bourgeoisie anglophone s'étend vers l'ouest et le nord-ouest de l'île de Montréal, prolongeant plus ou moins le Square Mile, et atteint rapidement la Côte Saint-Antoine, le premier des trois cas étudiés.

Ce site, qui va devenir la ville de Westmount, n'est pas choisi au hasard. Situé sur un des trois sommets du Mont Royal, il surplombe la ville centre et les banlieues ouvrières qui se sont développées le long du Canal Lachine, et s'en distingue géographiquement (figure 2.1). Cette relative altitude et les vents d'ouest dominants l'isolent également de la pollution aérienne créée par l'intense activité industrielle qui caractérise les abords du Canal. Comme l'explique John Stephen Bryce, ce territoire peut à son tour être découpé en quatre zones topographiques :

The first is the highest and steepest part of the mountain slope and its summit, the area above 120 metre altitude. Its southern boundary corresponds roughly with the location of The Boulevard. The second section is the more gradual slope between 60 and 120 metres, leading up from about Sherbrooke Street to The Boulevard. The third area is a fairly flat plateau between 45 and 60 metres, from Sherbrooke Street to the Canadian Pacific Railway tracks below St. Catherine Street in the west and Dorchester Street in the east. Finally, below 60 metres there is a sharp escarpment leading down to the city's southern boundary at St. Antoine Street. Below this, beginning in St. Henri, the low-lying flatlands that stretch down to the river begin. [...] [These] topographical areas correspond closely with a distinct social division of space in Westmount as well (Bryce, 1990 : 10-11).

Figure 2.1 – Vue de Montréal depuis Westmount



Source : Wm. Notman & Son. 1919-1920. *View of Montreal from Westmount, QC, 1919-20* (Musée McCord).

Ce territoire a été occupé périodiquement par des Amérindiens dans les siècles qui précèdent l'arrivée des Européens, comme en témoignent une série de sépultures découvertes accidentellement dans la municipalité à la toute fin du XIX^e siècle. Dans les décennies qui suivent la fondation de Ville-Marie par de Maisonneuve, les Sulpiciens vont y établir le « Fort de la Montagne », ainsi qu'une exploitation agricole. Le secteur, qui au début du XVIII^e siècle prend le nom de Côte Saint-Antoine, se développe autour de l'établissement des Sulpiciens et va demeurer agricole durant les décennies qui suivent. La Conquête de la Nouvelle-France ne viendra pas modifier significativement cet état de fait, même si certaines terres passent entre des mains britanniques à partir des années 1770. De même, dans les années 1830-1840, on y voit apparaître les manoirs de certains notables montréalais anglophones (Bryce, 1990 : 37). Les voies de communication étant encore peu développées et la distance entre la ville centre et la Côte étant assez importante¹³, ces bourgeois sont en majorité des estivants qui ne fréquentent la région que de façon saisonnière et en très petit nombre.

Dans les années 1860, le territoire de la Côte Saint-Antoine est brièvement rattaché à la paroisse de Saint-Henri, qui englobe également le quartier ouvrier du même nom. Cette situation ne persistera pas. En décembre 1873, le « haut » de la montagne retrouve son autonomie et un territoire d'environ 5000 acres est constitué en municipalité sous le nom de Notre-Dame-de-Grâce. Les premières rencontres du conseil municipal ont lieu dans la résidence d'un fermier canadien-français. Cette décennie correspond à un premier cycle de développement, mais ce cycle est plus important en termes de consolidation territoriale et institutionnelle qu'en termes de maisons construites (Bryce, 1990 : 53). Ainsi, dès le départ, le conseil municipal tâche de contrôler ce développement et de lui imposer un caractère exclusivement résidentiel, mais les promoteurs disposent tout de même d'une grande liberté en ce qui a trait à la taille et à l'apparence des maisons construites, à la taille des lots et à la largeur des rues. Il s'agit essentiellement d'un développement animé par la fièvre spéculative qui suit l'extension de la ligne de tramway dans le village en 1872 (Gubbay, 1998 : 28-30). C'est également durant cette période que se met en place l'infrastructure institutionnelle de la municipalité : formation d'une commission scolaire protestante en 1874, ouverture d'une

¹³ Rappelons que le centre-ville de Montréal se situe alors au sud-est du centre-ville actuel.

première église protestante l'année suivante. La croissance du village demeure assez lente jusqu'à la toute fin du XIX^e siècle. En 1881, alors que s'ouvre un second cycle de développement, il compte seulement 884 habitants.

C'est au cours des deux dernières décennies du XIX^e siècle que plusieurs événements contribuent à une accélération du développement de la région, ainsi qu'à une rupture assez nette entre son passé francophone, agricole et villageois de Côte Saint-Antoine et l'avènement d'une municipalité de banlieue, coscuse et majoritairement anglophone. Le développement de la banlieue qui va devenir Westmount est guidé, ici comme ailleurs en Amérique du Nord, par la recherche d'une certaine nature. Les tensions entre nature et campagne se font d'abord sentir : les suburbains se plaignent de la présence d'étables et de vaches sur leur territoire. Parallèlement, ils font pression sur la municipalité pour que soient aménagés les premiers parcs de la ville et pour que le développement résidentiel n'empiète pas sur ces espaces verts (Gubba y, 1998 : 46-47). C'est la nature qu'on désire allier à l'urbanité, pas la campagne (Dagenais, 2005 : 340-343). À cet égard, en 1892, le tramway électrique fait son apparition dans le secteur sud du village et rend le navettage entre le centre-ville et la périphérie moins onéreux, plus rapide et confortable. En 1893, la majeure partie des rues de Notre-Dame-de-Grâce sont pavées, la majeure partie de son territoire est desservi par un réseau d'aqueduc et d'éclairage. La même année, la rue Sherbrooke est complétée et, suite à des négociations entre la municipalité et la *Montreal Street Railway*, le terminus de la ligne de tramway est déplacé plus à l'ouest (Bryce, 1990 : 62). Plus symboliquement, l'année suivante, le conseil municipal change le nom de la municipalité pour Westmount. Dans les vingt années qui suivent ce changement de nom, la municipalité, qui acquiert le titre de ville, connaît sa plus importante phase de développement.

En dix ans, la population de Westmount passe de moins de deux mille personnes à plus de dix mille. En parallèle, l'administration municipale s'empresse de mettre en place les symboles et les services associés à une communauté de qualité. Les routes sont entretenues et déneigées, les trottoirs de bois sont remplacés par des pavés et une petite centrale électrique est construite et discrètement logée dans le fond d'une vallée avoisinante. Des lignes de tramway zigzaguent le territoire de Westmount, permettant de s'y déplacer de plus en plus

facilement et de se rendre au centre-ville de Montréal où œuvre la majeure partie de la population. On observe d'ailleurs une ségrégation croissante au sein de la municipalité entre les membres de la haute bourgeoisie – marchands, financiers, barons de l'industrie –, qui occupent les lots se trouvant en hauteur, et les membres d'une moyenne ou petite bourgeoisie – comptables, courtiers, avocats, ingénieurs – qui habitent surtout le sud de la municipalité (Bryce, 1990 : 62).

Comme pour souligner le caractère non seulement anglophone, mais britannique du quartier, le service de police de Westmount adopte l'uniforme des « bobbies » anglais, avec son couvre-chef caractéristique (Gubbay, 1998 : 50). Plus significativement, en 1897, pour célébrer le jubilé de diamant de la reine Victoria, les résidents de Westmount organisent des fêtes somptueuses et décident de commémorer l'événement en mettant en place la première bibliothèque publique du Québec et un centre municipal destiné à accueillir assemblées publiques et privées, ainsi que diverses activités sportives. L'année 1908 voit Westmount devenir cité – un changement de titre sans grande importance –, mais également la formation d'une autre institution importante : la *Westmount Municipal Association*, une association de citoyens qui se donne comme objectif de faire la promotion d'une saine administration municipale.

C'est également durant les années 1910-1920 que la diversification de la population de Westmount s'accroît. En plus de la présence de bourgeois francophones, on observe la croissance d'une communauté juive qui, bien que présente en petit nombre dès les années 1840, ouvre une première synagogue dans la municipalité en 1911. C'est également durant cette période que la menace d'une éventuelle annexion à la ville de Montréal se précise. La ville centre avait déjà commencé à absorber certaines de ses banlieues dans les années 1880, mais c'est surtout dans les deux premières décennies du XX^e siècle que le mouvement prend de l'ampleur. Entre 1905 et le début de la Première Guerre mondiale, Montréal annexe vingt-six municipalités voisines. Dans la majorité des cas, ces annexions répondent aux souhaits des municipalités annexées. Elles connaissent des difficultés économiques importantes ou désirent des infrastructures qu'elles ne peuvent s'offrir. À cause du coût important qu'occasionnent ces annexions, la ville de Montréal lorgne sérieusement du côté des

banlieues cossues qui lui échappent pour compenser. Le maire William Henry Trenholme va être un des premiers à défendre l'indépendance de la ville, mais il ne sera pas le dernier. Dès le départ, l'argumentaire utilisé ira au-delà des questions fiscales ou financières et fera valoir les bienfaits d'isoler Westmount de la moralité décadente et de la gouvernance irresponsable et corrompue associée à la ville centrale (Gubbay, 1998 : 78).

Les années qui suivent la Première Guerre mondiale voient l'immigration britannique au Canada reprendre plus vigoureusement. Westmount accueille plusieurs de ces nouveaux arrivants. À la fin des années vingt, les derniers terrains libres de la ville disparaissent : le club de golf et les possessions des Sulpiciens sur le territoire sont acquis et développés. Les terres agricoles connaissent le même sort. Lorsqu'advient la crise économique des années 1930, la municipalité a atteint un plateau en termes de développement. La municipalité réagit tout de même à la crise, qui ne l'épargne pas. Elle offre du travail aux chômeurs de la municipalité et entreprend divers travaux d'amélioration. Plus largement, l'Hôtel de Ville se retrouve au centre d'un réseau d'assistance étendu. À l'aube de la Deuxième Guerre mondiale, la municipalité compte un peu plus de vingt-cinq mille habitants et est presque entièrement ceinturée par le tissu urbain montréalais. Banlieue dans la ville, elle se distingue de celles qui se sont développées depuis le début du XX^e siècle à bonne distance de Montréal, l'amélioration des moyens de transport et de communication aidant.

La municipalité de Pointe-Claire est une de ces banlieues. Son cas diffère de celui de Westmount sur deux points majeurs. Premièrement, les bourgeois anglophones qui s'y établissent ne seront jamais majoritaires et vont devoir composer avec une communauté francophone villageoise et agricole d'implantation ancienne (figure 2.2). Deuxièmement, Pointe-Claire se trouve, comme nous l'avons mentionné, à bonne distance du centre-ville de Montréal. Son développement initial sera donc hautement tributaire de celui du réseau de chemin de fer et on peut la qualifier sans se tromper de banlieue ferroviaire.

Figure 2.2 – Le village de Pointe-Claire à la fin du XIX^e siècle



Source : Anonyme. 1869-1884. *Pointe Claire, QC, about 1875* (Musée McCord).

Situé sur les berges du lac Saint-Louis,

[the] actual terrain of Pointe Claire is not uniform. The shoreline is about 70 feet above sea level, and rises by almost a hundred feet not too far inland, in some places quite steeply, in others as a gradual incline. The areas above the bluff naturally became known as the 'heights'. [...] In addition, there is considerable difference in the land types between the east and west parts of the area. In the east, where the incline is more gradual, the soil has a considerable clay content [...] many of the larger and most productive farms in the area were at the east end of the region. To the west, the inclines become steeper and we find the soil changing to a thin veneer over substantial limestone deposits. [...] It is not too difficult to imagine the attraction of this type of countryside to both those who wished to hunt and those who saw their future in opening up farm lands (Matthews, 1985, 17-18).

À l'image de la Côte Saint- Antoine, la région se développe d'abord à la fin du XVII^e siècle avec la concession de terres agricoles par les Sulpiciens, la première allant à un certain Pierre Cabassier en 1684. Quand la région devient paroisse en 1714, on y compte quelque 200 habitants, en majorité des cultivateurs. Au cours du XVIII^e siècle, la Côte de la Pointe-Claire se développe lentement. Un noyau villageois s'y forme progressivement, avec une église, une école et un couvent, donnant à la communauté francophone des assises institutionnelles relativement importantes, même si on retrouve à partir des années 1770 quelques familles anglophones dans la région. Durant les années 1850, le développement du réseau ferroviaire bouleverse ce mode de vie.

La construction de la voie ferroviaire du Grand Tronc requiert l'expropriation de plusieurs terres agricoles de la région et amène certains des promoteurs du projet et plusieurs centaines d'ouvriers à fréquenter la municipalité et, dans certains cas, à s'y établir. Le chemin de fer entre en opération en 1856 et ouvre une voie de communication rapide avec Montréal. Pointe-Claire devient rapidement un fournisseur important de produits agricoles pour la métropole (Matthews, 1985 : 95-98). Le train ouvre également la région aux estivants et aux villégiateurs, qui la fréquentaient déjà en petit nombre. Ces estivants, majoritairement anglophones, et les agriculteurs, majoritairement francophones, entretiennent peu de relations.

The playground became a part of West Island life, and yet, curiously, it remained apart from the day-to-day life of the permanent residents. It could well be viewed as an overlay, in the sense that while it influenced the development of the town and led indirectly to vast later changes, it retained an existence of its own. Largely English-speaking, it was so not by virtue of excluding the local residents or by discriminating against them in any way, but because the permanent residents lived their own lives and followed their own traditional way of life, while the people of the playground were visitors and transients (Matthews, 1985 : 109).

Les deux groupes interagissent toutefois sur le plan économique. Plusieurs agriculteurs francophones font de la villégiature une source de revenus d'appoint, par exemple en louant leur maison aux estivants l'été, habitant pendant ce temps dans des extensions bâties à la hâte, ou en vendant leurs produits aux villégiateurs. L'économie locale s'enrichit également

d'hôtels relativement luxueux, de pensions et de maisons qui peuvent être louées par les visiteurs qui découvrent le secteur ou par les villégiateurs qui attendent la fin de la construction d'une résidence secondaire.

Au début du XX^e siècle, la région de Pointe-Claire commence à avoir bonne réputation comme lieu de villégiature et, avec l'amélioration constante des transports, le voyage de Montréal vers le West Island devient plus abordable et plus court. Ceux qui en ont les moyens ne viennent plus seulement se divertir à Pointe-Claire l'été, mais s'y établir, gardant parfois un pied-à-terre au centre-ville. Des promoteurs tentent rapidement de profiter de cette évolution. Dès 1893, Otto Frederick Lilly acquiert une ferme de Pointe-Claire et y développe Cedar Park, le premier véritable développement résidentiel suburbain cossu de la région. En 1904, c'est au tour de la *Canadian Nursery Company Limited* de préparer le développement, à Pointe-Claire, d'une cité-jardin ambitieuse dont l'architecte paysagiste Frederick Todd¹⁴ est le concepteur : Bowling Green (Matthews, 1985 : 131-137). Les promoteurs de ces premiers projets de suburbanisation du territoire de Pointe-Claire, ainsi que les individus qui y prennent résidence, s'intéressent rapidement à la protection de la valeur de leur propriété et au financement des services urbains de base.

Cette volonté se traduit par la constitution en municipalité de plusieurs de ces lotissements de l'ouest de l'île de Montréal. Sainte-Anne-de-Bellevue, Senneville, Dorval et Beaconsfield sont constitués coup sur coup de 1895 à 1910. Dans le dernier cas, la municipalisation se fait aux dépens de la municipalité de village de Saint-Joachim de la Pointe-Claire qui se voit amputée d'une partie de son territoire. Puis, c'est au tour des habitants de Cedar Park de les imiter. Cette fois, les autorités municipales de Saint-Joachim réagissent pour protéger l'intégrité de leur territoire. Elles font pression pour que soit rejetée la requête de Cedar Park et mettent de l'avant leur propre projet de municipalisation, qui englobera ce lotissement. Ils ont gain de cause au début de 1911 et la ville de Pointe-Claire est constituée en municipalité. Elle compte alors un peu plus d'un millier d'habitants et les banlieusards doivent en partager l'administration avec la communauté villageoise et rurale.

¹⁴ Frederick G. Todd est un des premiers architectes paysagistes canadiens. Formé par Frederick Law Olmsted, il a œuvré à travers le pays et milité en faveur de la planification du développement urbain (Jacobs, 1983).

L'administration municipale de Pointe-Claire prend rapidement plusieurs initiatives pour favoriser le développement suburbain de son territoire. La mise en place des infrastructures urbaines se fait rapidement et une attention particulière est portée aux questions d'urbanisme. La Première Guerre mondiale interrompt brièvement le développement du secteur, qui reprend dans les années 1920 et continue à dépendre largement du réseau ferroviaire. Ainsi, les gares de Valois, Lakeside et Cedar Park demeurent les noyaux d'une suburbanisation éparse et peu ou pas planifiée. La croissance de la population qui en résulte fait rapidement de Pointe-Claire la municipalité, après Lachine, où l'on retrouve la plus importante communauté anglophone dans l'ouest de l'île (Mongrain, 2004 : 49-50). La crise économique des années 1930 affecte la croissance de la municipalité, mais ses effets sur la population sont limités. Elle met toutefois fin à l'âge idyllique du « playground » décrit par Matthews. Après 1945, la région de Pointe-Claire devient la proie de promoteurs plus ambitieux décidés à profiter du développement rapide de la banlieue montréalaise sous l'influence de la prospérité d'après-guerre et de l'extension du réseau routier et autoroutier. Contrairement à Westmount, la région de Pointe-Claire offre alors un potentiel de développement encore très grand. Le paysage local se transforme très rapidement pour ressembler de plus en plus aux autres composantes de la banlieue montréalaise.

Comme dans le cas de Pointe-Claire, le développement de Mont-Royal est tributaire du développement du réseau ferroviaire. À la fin du XIX^e siècle, son futur territoire fait partie de la Côte Saint-Laurent et est essentiellement agricole. On y retrouve « [some of] the Island of Montreal's best agricultural land – gently sloping (35 feet to the mile), with well drained soils, but sufficiently hard panned for construction purposes » (McCann, 1996 : 273). Située sur le versant nord du mont Royal, cette partie de la paroisse de Saint-Laurent demeure relativement isolée du centre-ville de Montréal. On ne peut comprendre la transformation de ce territoire essentiellement rural en banlieue corporative planifiée sans s'intéresser aux manœuvres qui entourent le développement du réseau ferroviaire montréalais.

À l'automne de 1910, un groupe d'hommes d'affaires liés à la *Canadian Northern Railway* cherche à relier leur réseau de chemin de fer, qui passe sur la rive nord du Saint-

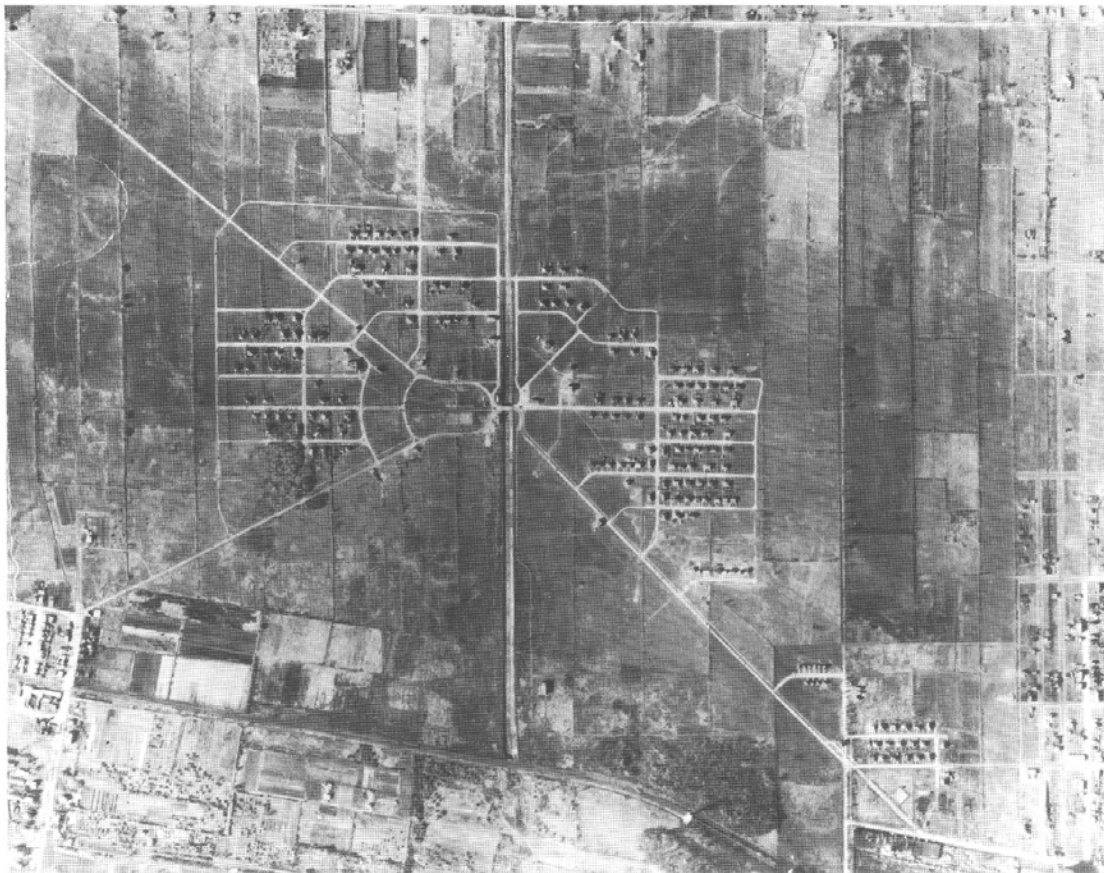
Laurent, à un terminus qui se situerait au centre-ville de Montréal. À l'est comme à l'ouest du mont Royal, le passage est bloqué par leurs concurrents. Ils décident donc de couper en plein centre, perçant un tunnel à travers le mont Royal pour atteindre le centre-ville. L'opération promet d'être coûteuse et ils espèrent financer une partie du projet en développant une banlieue autour de l'entrée nord du tunnel. Dès l'année suivante, des agents oeuvrant pour le groupe se lancent dans l'achat des terres nécessaires au projet. Pour empêcher d'éventuels spéculateurs de profiter de l'occasion, le tout se fait dans le plus grand secret. Ces propriétés passent entre les mains de la *Canadian Northern Montreal Land Company*, formée pour l'occasion et chargée de la vente de lots suburbains. En décembre 1912, pour accroître leur contrôle sur le projet et faciliter la levée de capitaux, les promoteurs du projet demandent et obtiennent la constitution de ce territoire en municipalité (McCann, 1996 : 265). L'administration municipale qui prend forme demeure longtemps difficile à distinguer de l'administration corporative du projet.

Comme l'a souligné Larry D. McCann, les promoteurs de Mont-Royal comprennent rapidement que pour rivaliser avec les autres lotissements suburbains de Montréal, ils doivent vendre le caractère unique de leur projet. Après un certain nombre de tergiversations, les promoteurs de la *Canadian Northern* se tournent vers le populaire modèle des cités-jardins. Mais leur intérêt pour ce modèle est, au mieux, un simple outil de promotion. Certes, l'architecte paysagiste Frederick Todd est associé au projet et on retrouve, dans le plan qu'il a conçu pour la ville, plusieurs éléments importants liés à l'urbanisme des « Garden Cities » : des lots de grande taille, une spécialisation poussée de l'espace, l'intégration du réseau de rues à la voie ferroviaire, une hiérarchisation des types de résidences permises selon les rues et les secteurs, des voies sinueuses qui tranchent avec la géométrie du reste du réseau et qui sont intégrées à un système de parcs, etc. Mais son développement s'écarte rapidement de ce projet.

Même si, dès 1912 et 1913, plusieurs dizaines de lots sont vendus, différents facteurs contribuent à freiner son développement. La construction du tunnel ferroviaire est assez longue. Les travaux commencent en 1912, mais ne se terminent qu'en 1917-1918. Sans ce lien vers le centre-ville de Montréal, l'attrait de Mont-Royal demeure limité. De plus, la

Première Guerre mondiale ne favorise guère la construction domiciliaire. Durant cette période, la population de Mont-Royal stagne donc autour d'une cinquantaine de personnes. Une fois la paix retrouvée et le tunnel ouvert, son décollage devient perceptible (figure 2.3). L'impact de l'ouverture du tunnel demeure discutable. Richard Harris par exemple y voit un échec pour la banlieue ferroviaire, estimant qu'au cours des années 1920, l'automobile prend déjà le relais auprès de ceux qui peuvent se permettre de résider à Mont-Royal (Harris, 2004 : 62-63). Quoiqu'il en soit, durant les années 1920, la population de la municipalité passe de moins d'une centaine d'individus à près de 2 000 personnes. C'est également durant cette décennie que prennent forme les premières institutions de la communauté : services de police et d'incendie, églises, écoles, associations et commerces divers.

Figure 2.3 – Vue aérienne de Mont-Royal en 1924



Source : Axelrad, 1987 : 19.

Un recensement entrepris par la ville en 1937 nous permet d'obtenir des informations détaillées sur sa population à la fin de la période étudiée. On constate premièrement que la crise ne freine pas la croissance régulière de la municipalité qui compte alors 3 382 habitants. Cette population est en très grande partie anglo-protestante (80% anglophone et 73 % protestante). On y remarque toutefois une poignée de familles d'autres origines ethniques que britannique ou française, notamment des Italiens et des Suisses, ainsi que des Juifs, des Belges et des membres de différentes communautés de l'est de l'Europe. On retrouve la même diversité dans le cadre bâti. Les résidences unifamiliales occupent la majeure partie du territoire de la municipalité, mais en son centre on retrouve un certain nombre d'immeubles à logements, ainsi qu'une série de petits commerces.

En 1944, la population de Mont-Royal a plus que doublé par rapport à celle de 1937, atteignant presque 7 000 personnes. La décennie suivante est encore plus favorable à son développement et en 1955 sa population atteint 16 500 habitants et la presque totalité des terrains de la municipalité sont développés. Parallèlement, les résidents de Mont-Royal réalisent bientôt que la montagne n'est plus l'obstacle qu'elle était. Au sud, l'avenue Jean-Talon est de plus en plus fréquentée, à l'ouest et au nord, en plus des entreprises dont la ville a autorisé le développement, on construit le boulevard métropolitain et l'autoroute des Laurentides, enfin, à l'est, le boulevard de l'Acadie est considérablement élargi et on commence à construire des maisons dans ce qui deviendra Parc-Extension (Axelrad, 1987 : 46). La population et le développement de Mont-Royal atteignent leur plafond avec les années 1960, soit au-delà de la période qui nous intéresse. À partir de cette date, la ville perd progressivement son caractère anglo-protestant.

Voilà donc les grandes lignes de l'histoire des trois communautés suburbaines qui nous intéressent. Ce sont toutes trois des banlieues de la ville de Montréal dont le développement précède, à des degrés divers, le boom suburbain d'après-1945 et dont le développement s'inspire de l'idéal suburbain bourgeois. Une partie importante, sinon écrasante, de leur population est d'origine britannique, s'exprime en anglais et se reconnaît dans les différentes dénominations de l'Église protestante. Une majorité encore plus importante de ces banlieusards appartient à la bourgeoisie, grande ou petite. Au-delà de ces

caractéristiques générales, quelques éléments les différencient. Dans les cas de Westmount et de Mont-Royal, on note l'importante homogénéité ethnolinguistique de leurs populations durant la majeure partie de leur histoire et leur proximité à la ville de Montréal, qui finit par les rejoindre. Dans ce contexte, les deux municipalités doivent maintenir un difficile équilibre entre leur participation à la vie métropolitaine et la protection de leur caractère suburbain. Alors que Westmount et Mont-Royal se développent dans l'ombre de la métropole, Pointe-Claire va évoluer à bonne distance du centre et n'aura pas à composer avec le même genre de pressions.

2.3 SOURCES ET MÉTHODOLOGIE

Pour compléter cette entrée en matière, il ne reste plus qu'à dire quelques mots sur les sources et la méthodologie que nous avons utilisées dans les chapitres à venir.

2.3.1 Les archives municipales

Le premier ensemble de sources utilisé dans le cadre de notre recherche est constitué des archives municipales des trois banlieues étudiées au cours des années 1880-1939, et plus particulièrement des règlements municipaux adoptés durant cette période (voir tableau 2.1). C'est à travers eux que s'exprime le pouvoir législatif de ces gouvernements et ils permettent de suivre assez finement les activités de l'administration municipale dans une foule de domaines. On peut, en suivant le modèle proposé par Collin, répartir ce vaste éventail selon sept catégories (1982 : 125).

Tableau 2.1 – Nombre de règlements municipaux adoptés dans les municipalités de Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal entre l'année de leur création et 1939¹⁵

Municipalité	Année d'incorporation en ville	Nombre de règlements adoptés
Westmount	1890	505
Pointe-Claire	1911	159
Mont-Royal	1913	123

Sources : Archives de Westmount (AWM), *Municipal By-laws* ; Archives de Pointe-Claire (APC), *Règlements de la Ville de Pointe-Claire* ; Archives de Ville de Mont-Royal (AVMR), *Municipal By-Laws*.

La première rassemble ceux qui se rapportent au régime politique et administratif. On y retrouve, par exemple, les règlements régissant le fonctionnement du conseil municipal et des autres composantes de l'administration locale comme la cour du recorder ou le service de police. Une seconde catégorie porte sur la fiscalité, soit sur les règlements fixant le taux de taxation général, ainsi que le prix des licences et permis. La troisième porte sur les services aux terrains et englobe les règlements pour voyant au développement des principales infrastructures urbaines : les routes, les trottoirs, les égouts, les aqueducs, etc. Les services aux personnes représentent une quatrième catégorie qui rassemblent ceux qui touchent à l'offre, par la municipalité, de services communaux, comme l'approvisionnement en eau ou en électricité ou l'ouverture d'une bibliothèque publique. La cinquième rassemble les règlements qui concernent l'urbanisme, soit principalement le zonage du territoire et l'encadrement de la construction de bâtiments. Les activités judiciaires représentent une sixième catégorie de règlements. On y retrouve ceux qui ont pour but d'assurer la paix et l'ordre dans la communauté, entre autres en définissant normes et nuisances. Une septième et dernière catégorie comprend les règlements touchant à la promotion économique et industrielle, un type de règlement qui n'est pas utilisé dans les banlieues étudiées, et pour cause¹⁶.

Ces règlements municipaux se présentent généralement sous la forme d'un texte répondant à des normes assez uniformes d'une municipalité à l'autre. Plusieurs d'entre eux, comme ceux touchant à la fiscalité et aux services aux terrains, sont littéralement des modèles

¹⁵ Une analyse quantitative plus détaillée de ces règlements se trouve dans le chapitre 4.

¹⁶ Ce cadre d'analyse est tiré de Collin (1982 : 130-144). Pour plus de détails, voir l'appendice A.

que l'on reproduit en y changeant, par exemple, le nom des rues affectées par tels travaux ou le taux de taxation annuel. Dans d'autres cas, moins nombreux, mais plus éclairants, on a affaire à de longs documents détaillés, comme c'est le cas pour les codes de construction ou les règles de conduite des membres du service de police. Ce sont surtout ces derniers qui ont retenu notre attention. Ajoutons qu'en plus du texte du règlement, dépendamment des municipalités et des époques, on retrouve de la correspondance, des plans ou les règlements d'autres municipalités ayant servi d'inspiration. La présence de ces dossiers élargis n'est pas systématique, mais elle permet d'aller au-delà des textes des règlements, qui sont souvent très formels.

À ces règlements s'ajoutent des documents comme les procès-verbaux des conseils municipaux. Ces documents permettent, dans une certaine mesure, de reconstituer le processus décisionnel qui mène à la proposition et à l'adoption des différents règlements. Plus généralement, ils représentent une importante fenêtre sur le fonctionnement des gouvernements municipaux étudiés. S'y ajoutent des rapports annuels ou ponctuels produits dans certaines des municipalités étudiées.

2.3.2 Les journaux locaux et autres sources

L'autre grand ensemble de sources que nous avons retenu est constitué des journaux locaux et métropolitains. Dans une large mesure, cet ensemble fait contrepoids aux archives municipales en offrant un point de vue extérieur à l'appareil municipal. Évidemment, cette extériorité est toute relative. Si les propriétaires de ces journaux comme les journalistes qui y oeuvrent ont leur propre point de vue, ils sont également vulnérables à l'influence des autorités locales, lorsqu'ils ne contribuent pas eux-mêmes à la gouvernance de la communauté comme lobby ou comme tribune citoyenne. Tout de même, on retrouve dans les pages de ces journaux l'image publique qui se dégage de l'administration municipale et de ses activités, ainsi que les opinions et les valeurs du lectorat. Car les lecteurs de ces journaux y interviennent assez régulièrement sous la forme de lettres à l'éditeur qui touchent souvent à des questions de politique locale. Nous avons eu recours à ces précieuses fenêtres ouvertes

sur les idées et les opinions de ceux qui habitent les banlieues étudiées.

Nous avons dépouillé la presse locale des trois communautés étudiées. Dans chacun des cas, notre période de recherche n'est pas entièrement couverte par cette presse généralement hebdomadaire et souvent éphémère. La qualité et la richesse des informations qu'on y retrouve sont toutefois surprenantes et témoignent des goûts particuliers de la bourgeoisie des premières décennies du XX^e siècle pour une presse traitant autant des mondanités et des activités socioculturelles locales, que des grands courants urbanistiques et des actualités européennes, impériales et nationales.

Dans le cas de Westmount, les premiers journaux à paraître dans la municipalité sont le *West End News* et le *Westmount News*. Dans une large mesure, le premier – qui semble avoir eu une vocation plus régionale – incorpore le contenu du second. Nous nous sommes donc concentré sur le second qui paraît hebdomadairement de 1907 à 1921. Après cette année-là, il faut attendre 1935 pour que paraisse un nouveau journal local. Il s'agit du *Westmount Examiner*, qui est toujours en circulation. Du côté de Pointe-Claire, le premier journal local ne paraît qu'en 1924 sous le nom de *Pointe Claire Record*, qui devient l'année suivante le *Lakeshore Press=Record*¹⁷, puis encore une année plus tard le *Lakeshore Press*. Enfin, du côté de Mont-Royal, le premier journal local est le *Weekly Examiner* qui commence à paraître en 1931 (il sera connu sous le nom d'*Examiner-Courrier* pendant un brève période en 1933-1934) et a une vocation régionale, couvrant les municipalités de Mont-Royal, Outremont, Saint-Laurent et le quartier de Parc-Extension. L'hebdomadaire se déplace vers Westmount en 1935 pour devenir le *Westmount Examiner* mentionné plus haut.

Pour bénéficier d'un regard métropolitain sur plusieurs des dossiers touchant ces communautés suburbaines et pour compléter les tableaux parfois lacunaires offerts par les journaux locaux, nous avons doublé notre dépouillement d'une fouille plus ciblée des principaux journaux anglophones de la ville de Montréal, soit le *Montreal Daily Star* et *The Gazette*, en plus de nous référer occasionnellement à *La Patrie*.

¹⁷ La présence du « = » dans le titre de ce journal n'est pas une erreur, mais fait bien partie de son nom.

Pour étudier les membres du personnel politique des différentes municipalités, nous avons également fait appel à un certain nombre de sources : les annuaires *Lovell's*, les listes nominatives des recensements de 1881, 1901 et 1911, le volume biographique de l'ouvrage d'Atherton sur la ville de Montréal (1914, T3), l'*History and Biographical Gazetteer of Montreal* (1892).

2.3.3 La méthodologie

Au niveau méthodologique, nous avons fait appel à l'analyse critique de sources, méthode privilégiée par la discipline historique. Plus spécifiquement, le traitement de ces sources s'est fait selon quatre axes.

Premièrement, nous avons fait appel à la recherche existante pour, d'une part, avoir un aperçu de ce que révèle l'étude d'autres banlieues bourgeoises nord-américaines et, d'autre part, élaborer de brèves monographies historiques générales sur nos trois cas d'étude. Deuxièmement, nous nous sommes attaqués aux archives municipales en ciblant les ensembles cités plus haut. L'analyse critique de ces sources d'information a pris la forme de fiches et de fichiers créés à l'aide du logiciel *FileMaker*, et facilitant le traitement et le croisement des données obtenues. Troisièmement, nous avons repéré les principaux acteurs politiques pour chacun des cas étudiés et nous avons produit de brèves biographies de ces personnages, qui ont aussi été traitées à l'aide de fiches informatiques pour obtenir un portrait plus général de ce groupe. Enfin, nous avons procédé à un dépouillement sélectif des principaux journaux métropolitains et à un dépouillement exhaustif des journaux locaux. Les informations ainsi colligées sont allées rejoindre les autres par l'entremise du même outil informatique.

Conclusion

Une revue critique de l'historiographie traitant de la banlieue canadienne permet de constater que le processus de suburbanisation et la recherche qui en traite sont assez peu marqués par la frontière canado-étatsunienne. Dans l'ensemble, l'historiographie canadienne s'inscrit dans la matrice nord-américaine et, en ce qui a trait aux banlieues bourgeoises, reproduit certaines des lacunes observées dans le chapitre précédent. Des chercheurs canadiens, comme Richard Harris et Robert Lewis, ont joué un rôle important dans le développement d'une nouvelle histoire suburbaine, plus attentive au rôle joué par les banlieues ouvrières, immigrantes et industrielles, mais ils n'ont pas plus été en mesure que les chercheurs américains de revoir le cas des banlieues bourgeoises à la lumière de ces nouvelles interprétations.

À Montréal, les recherches traitant des banlieues bourgeoises demeurent d'ailleurs peu nombreuses, surtout par rapport à la production plus abondante portant sur les banlieues populaires. Cette situation est renforcée par l'importante présence, dans les banlieues cossues, de membres de la communauté anglophone de Montréal qui, malgré le rôle important qu'elle a joué dans l'histoire du Québec, demeure sous-étudiée. Un survol des recherches qui en traitent permet néanmoins de constater que le lien entre ces municipalités et la communauté anglophone ne doit pas être surestimé. D'une part, la bourgeoisie, même prise au sens large, ne demeure qu'une fraction de cette communauté de langue anglaise. D'autre part, la communauté anglo-montréalaise d'avant-guerre et majoritairement d'origine britannique est à distinguer de celle qui, dans les décennies qui suivent, vient à inclure cette communauté, mais également l'ensemble des résidents de langue anglaise de la ville, quel que soit leur pays d'origine.

Ce Montréal d'avant-guerre se distingue d'ailleurs lui aussi dans l'historiographie, car la période que nous étudions (1880-1939) correspond, à quelques années de crise économique près, à son âge d'or. Sur le plan économique, mais également démographique et géographique, la ville connaît sa plus importante période de croissance et s'impose comme métropole du Canada. Les études qui en traitent prennent peu à peu acte de son expansion territoriale et de l'émergence, puis de la consolidation d'un Grand Montréal. Nous avons

d'ailleurs expliqué comment, au cours de la période étudiée, cette structuration du territoire montréalais est dictée par l'activité des promoteurs, mais aussi par l'expansion du réseau de transport ferroviaire dont dépend en partie l'extraordinaire vitalité économique de la ville.

Nous avons décrit le milieu suburbain riche et divers qui se développe durant ces décennies dans les principaux axes de développement de l'agglomération : banlieues ouvrières et bourgeoises, francophones et anglophones, résidentielles et industrielles, développées à la pièce et planifiées, autonomes et annexées. Les trois banlieues que nous avons choisi d'étudier s'inscrivent dans ce milieu dynamique et y illustrent la diversité qui existe au sein même de la catégorie « banlieues bourgeoises ». Westmount, la plus ancienne des trois, est également la plus homogène sur les plans ethnolinguistique et socioéconomique. Elle incarne la banlieue dans la ville, une municipalité rapidement enserrée dans le tissu urbain de la ville centrale. Pointe-Claire, au contraire, est à bonne distance de Montréal, mais doit composer avec un développement dispersé et inégal, ainsi qu'avec une population beaucoup plus hétérogène. Elle est une banlieue ferroviaire, comme Mont-Royal. Le développement de cette dernière est toutefois plus tardif et difficile, mais, contrairement aux deux autres, la municipalité bénéficie, du moins initialement, d'une planification beaucoup plus poussée.

Enfin, nous avons décrit les sources et la méthodologie que nous allons employer pour étudier ces trois cas. Nous favorisons une méthode employée de longue date par les historiens – l'analyse critique de source –, tout en favorisant les outils informatiques qui permettent d'interroger et de croiser ces données avec efficacité. Les documents en question sont surtout d'origine publique, provenant des gouvernements étudiés, mais sont complétés par des sources imprimées permettant non seulement de suivre, de l'extérieur, les activités de ces municipalités, mais également des autres acteurs de la gouvernance locale. Si les journaux locaux suburbains ont été utilisés à quelques occasions par des chercheurs, ils n'ont pas été dépouillés systématiquement jusqu'ici.

CHAPITRE 3

CULTURE ET PRATIQUES POLITIQUES

*There is no doubt that municipal government is the dead end,
the blind alley of democracy.*

Stephen Leacock (1948 : 226)

Le gouvernement municipal comme assise démocratique d'une communauté? Comme le suggère Stephen Leacock, la chose ne va pas de soi. C'est vrai aujourd'hui, alors qu'on continue à déplorer le faible taux de participation aux élections municipales; c'était vrai hier, alors que s'affrontaient dans l'arène politique montréalaise les partis réformiste et populiste, avec pour enjeu l'assainissement d'une culture politique municipale jugée inefficace et corrompue par le premier.

Ce troisième chapitre nous donne l'occasion d'étudier les régimes qui se mettent en place à Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal à la fin du XIX^e siècle et au début du suivant, et la culture politique qui y prend forme. Nous nous arrêtons d'abord au contexte dans lequel prennent forme ces institutions et au rapport qu'elles entretiennent à la démocratie. Nous nous interrogeons ensuite sur ceux qui y œuvrent et sur le processus électoral qui leur donne accès au pouvoir. Enfin, le gouvernement municipal étant également un carrefour politique, nous portons attention aux acteurs avec qui les élus doivent partager la gouvernance des banlieues étudiées.

3.1 DÉVELOPPEMENT, MUNICIPALISATION ET ADMINISTRATION

Once patterns have been established and local government organized, the status quo generally has an advantage over any proposed changes.

Ann Durkin Keating (1988 : 8)

Une fois qu'un gouvernement est organisé et mis en place, il est difficile d'en modifier en profondeur la teneur ou la structure. En conséquence, les circonstances dans lesquelles prennent forme les gouvernements ont une influence considérable sur leurs caractéristiques et leur développement subséquents. C'est cette matrice que nous allons d'abord explorer en poursuivant notre réflexion sur l'histoire du gouvernement municipal canadien, en nous penchant sur les particularités du gouvernement des banlieues nord-américaines et en nous arrêtant aux circonstances dans lesquelles ont pris naissance les institutions étudiées.

3.1.1 La municipalité : origine et caractéristiques

Les gouvernements de Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal sont d'abord les héritiers d'un système mis en place au milieu du XIX^e siècle. Cet héritage fixe une première série de bornes en ce qui a trait à leurs caractéristiques, à leur fonctionnement et, surtout, à leur autonomie.

D'un point de vue strictement légal et constitutionnel, les municipalités canadiennes sont, pour reprendre l'expression consacrée, les créatures des provinces. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique, adopté en 1867, accorde aux gouvernements provinciaux la responsabilité de gérer les affaires municipales et, plus spécifiquement, le pouvoir de décréter la création de municipalités, avec ou sans le consentement des populations touchées. Ces gouvernements sont chargés d'administrer les affaires locales, mais également d'appliquer les décrets provinciaux sur leur territoire. En d'autres mots, contrairement aux paliers fédéral et provincial, le municipal ne s'est pas vu octroyer de champs de compétence exclusifs ou d'autonomie politique.

Ceci étant dit, quelques nuances s'imposent. Rappelons d'abord que la mise en place du régime municipal, en Amérique du Nord britannique, précède celle du Canada et de ses provinces, mais aussi qu'elle fait suite à un certain nombre de pressions plus élitaires que populaires. Durant la période coloniale, que ce soit sous le régime français, fort centralisateur, ou sous le régime anglais, plus libéral, mais échaudé par la révolution américaine, le gouvernement local est d'abord vu avec méfiance et son développement, découragé. L'urbanisation croissante des colonies et l'afflux important d'immigrants britanniques s'attendant à disposer, comme dans la métropole, d'un gouvernement municipal forcent le gouvernement central à mettre sur pied une forme d'administration locale.

Au Bas-Canada, il faut attendre les années 1830 pour que les villes de Montréal et Québec se voient attribuer des chartes. Suspendues à la suite des rébellions qui marquent la fin de cette décennie, elles sont remplacées en 1840 par un système de districts qui couvre toute la colonie. Ce premier régime est très centralisateur, les structures locales étant entièrement soumises à l'autorité de l'État colonial. Impopulaire, il est remplacé cinq ans plus tard par une loi qui prévoit l'incorporation des paroisses et cantons du Bas-Canada. Prévoyant une plus grande décentralisation des pouvoirs et de plus petites unités territoriales, cette législation est néanmoins rapidement affaiblie par une nouvelle réforme en 1847. On revient alors à un système de comtés qui ressemble beaucoup à celui de 1840. Finalement, c'est en 1855 qu'une synthèse est effectuée entre ces différents modèles. La loi adoptée, l'Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada, fixe les termes d'un compromis toujours opérant de nos jours¹. En 1867, la province de Québec hérite donc d'un système de gouvernement local mis en place à tâtons, par un gouvernement colonial réticent à laisser trop de pouvoir lui filer entre les doigts, mais soumis à des impératifs pratiques et à des pressions provenant des élites locales.

Sur le plan historiographique, la mise en place de ce régime fait l'objet d'interprétations divergentes. Au départ, une vision progressiste ou *whig* de l'histoire canadienne interprète cette réforme politique comme une victoire importante de la colonie sur

¹ Pour une synthèse plus détaillée de ses grandes étapes de ce processus, on consultera C. R. Tindal et S. Nobes Tindal (1990 : 13-42).

le pouvoir de la métropole, comme un symbole de son progrès vers la modernité démocratique et vers un certain affranchissement. Cette interprétation a été critiquée pour son absence de distance critique et son simplisme par des chercheurs comme Engin F. Isin. Ce dernier, dans une analyse fouillée des origines intellectuelles du gouvernement municipal canadien, croit qu'il faut réinterpréter la naissance de ce régime comme l'assujettissement des villes comme communautés, leur intégration à un système de gouvernance moderne centré sur l'État-nation. Le régime municipal serait un outil d'administration du territoire et de contrôle de la population imposé d'en haut. Ni spontané, ni populaire, ni à proprement parler autonome, il aurait pour but premier d'accroître l'efficacité et l'emprise des gouvernements coloniaux, puis provinciaux (Isin, 1992 : 174).

Si Isin a raison lorsqu'il affirme que le régime municipal est avant tout, dans la loi et dans l'esprit du législateur, un outil d'administration du territoire et non le fruit de « some abstract affection for citizenship nor [the] result of a popular, grassroots movement that agitated for local self-government » (Isin, 1992 : 174), lui et ceux qui partagent sa vision accordent trop de poids et d'influence aux décisions prises par le gouvernement central². À l'opposé, ils ignorent ou minimisent la marge de manœuvre dont disposent les acteurs locaux dans la mise en œuvre des initiatives émanant du gouvernement central³. Un troisième groupe de chercheurs a permis d'enrichir et de raffiner ce cadre d'analyse en démontrant que

les changements politiques survenus dans la foulée de l'émergence de l'État moderne ne résultent pas uniquement de réformes émanant des élites métropolitaines et coloniales. Ils ont aussi été portés par des demandes en provenance des populations et, en particulier, des élites locales, et découleraient tout autant de dynamiques à cette échelle (Dagenais, 2008 : 5).

² Warren Magnusson n'hésite pas à parler d'un contrôle *totalitaire* des provinces sur les villes et les municipalités (2005 : 6).

³ Sans parler de la façon dont ils idéalisent parfois les cités du passé. Par exemple, lorsque Isin explique que « [cities] and citizens emerged as an antithesis of feudal lordships and kingships that were simultaneously emerging with cities, and stood for the supremacy of law rather than the supremacy of will – for association rather than subjugation » (Isin, 1992 : 16), il semble s'adonner à une idéalisation de la cité médiévale qui n'est pas sans rappeler celle de Lewis Mumford, qu'Isin salue d'ailleurs comme un des rares gardiens de la mémoire de ces cités médiévales.

Les acteurs du palier local disposent donc d'une certaine influence sur la façon dont se mettent en place et évoluent les institutions locales, même si celles-ci émanent constitutionnellement d'en haut⁴. Ajoutons, comme l'avait déjà noté John H. Taylor, que si les municipalités sont constitutionnellement les créatures des provinces, ces dernières ne sont pas des maîtres particulièrement actifs durant la deuxième moitié du XIX^e siècle. C'est seulement à partir de la Première Guerre mondiale qu'elles commencent à porter plus d'attention aux activités des municipalités et les quelques lois provinciales adoptées pour les encadrer visent surtout à éviter les abus financiers, même au Québec où ces mesures sont les plus élaborées (Taylor, 1984 : 482).

Bref, le régime mis en place par les autorités coloniales au milieu du XIX^e siècle dans ce qui deviendra le Québec n'est ni une chape de plomb autoritaire, ni le triomphe démocratique d'un pouvoir local souverain ou populaire. Lorsqu'on la replace dans le contexte plus restreint de l'évolution des structures politiques des colonies d'Amérique du Nord britannique, la mise sur pied du régime municipal dans les années 1840 et 1850 s'inscrit dans un mouvement de réforme et de modernisation des structures politiques canadiennes, et ce, dans le sens d'un affranchissement grandissant face au système et au pouvoir impériaux (Dickinson et Young, 2003 : 133). Ce gouvernement local, malgré son assujettissement constitutionnel, occupe une position stratégique, héritant de compétences qui touchent directement les citoyens à un moment de l'histoire où les gouvernements provincial et fédéral sont peu actifs.

3.1.2 Particularités du gouvernement suburbain

L'Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada n'instaure pas un régime municipal uniforme. En plus des grandes villes, comme Montréal, qui sont gérées à part, la loi prévoit différents types de municipalités – paroisse, village, ville, comté – dont les caractéristiques et les pouvoirs varient. Lorsque la loi est adoptée en 1855, ces cadres sont appliqués sur des communautés, des ensembles territoriaux, qui existaient déjà pour la plupart sous une forme

⁴ On se référera par exemple aux travaux de Jack Little qui portent sur l'influence exercée par les acteurs locaux sur la forme des institutions municipales dans les Cantons-de-l'Est (1981, 1997).

ou une autre. Avec l'accélération du processus de suburbanisation, ce régime est confronté à une nouvelle réalité, puisque la « plupart des nouveaux découpages municipaux ne font que répondre aux impératifs des projets de promotion foncière et immobilière, sans véritable référence à des communautés locales préexistantes, contrairement à ce qui se passait au cours de la période précédente » (Collin et Dagenais, 1997 : 199).

Qu'est-ce qui caractérise, dans ce contexte, les municipalités suburbaines? Soulignons d'abord que, jusqu'à la Première Guerre mondiale, les promoteurs apparaissent comme les principaux planificateurs du développement urbain montréalais⁵. Ce développement nécessitant des moyens financiers considérables pour mettre en place les services urbains de base (route, aqueduc, égout, éclairage), l'incorporation représente une solution idéale pour les promoteurs, qui peuvent ainsi investir ces gouvernements et les utiliser pour faire les emprunts et les travaux nécessaires sans mettre en péril leur propre capital. À cette influence des promoteurs sur la municipalité peut s'opposer celle de « forces collectives » émanant de la communauté, mais leur influence est rarement déterminante face à celle des promoteurs selon Linteau (1981 : 39).

Plusieurs de ces gouvernements suburbains voient le jour dans la région de Montréal à partir de la fin du XIX^e siècle. Dans la majorité des cas, ils suivent un modèle de développement apparenté à celui étudié à Maisonneuve et qu'on peut résumer de la sorte : achat et lotissement de terres agricoles par les promoteurs, incorporation du territoire à leur demande, endettement de la municipalité dans le cadre de la mise en place des services urbains qui permettent le développement et la rentabilisation des lots, et finalement, annexion à la ville centrale une fois la vente des lots bien entamée et le niveau d'endettement de la municipalité devenu intenable. Ce schéma s'applique à plusieurs des banlieues montréalaises d'avant 1945, en particulier aux communautés ouvrières et industrielles qui ont retenu l'attention des historiens de la métropole. Mais qu'en est-il des banlieues bourgeoises, où l'influence des « forces collectives » évoquées par Linteau a de meilleures chances de contrebalancer celle des promoteurs et, éventuellement, de s'y substituer?

⁵ Dans son étude de la municipalité de Maisonneuve, l'historien Paul-André Linteau a bien démontré quel était le rôle joué par ces acteurs (Linteau, 1981 : 37-38).

L'historienne Ann Durkin Keating offre quelques pistes de réponse à cette question. À l'instar de Linteau, elle note le rôle de premier plan joué par les promoteurs dans la fragmentation du territoire de Chicago et dans la formation d'une pléiade de gouvernements autonomes. Elle souligne toutefois que, dans plus d'un cas, ce ne sont pas les promoteurs, mais les premiers habitants d'un secteur qui en demandent l'incorporation, justement pour pallier aux insuffisances des promoteurs ou encore parer à certains de leurs abus. Dans plusieurs cas, ce sont ces intérêts citoyens qui finissent d'ailleurs par prendre le pas sur ceux des promoteurs dans l'administration municipale (Keating, 1988 : 88-89). Dans ces cas, l'annexion devient moins probable (et souhaitable) et ces banlieues se retranchent dans une autonomie qui devient en partie garante de la qualité des services qu'ils ont été en mesure d'obtenir et, plus largement, du mode de gouvernance qu'ils se sont donnés (Keating, 1988 : 118-119).

En se basant sur l'étude de Keating, on peut donc présumer que le scénario observé dans le cas de Maisonneuve et dans une majorité de banlieues de l'île de Montréal n'est pas le seul possible. Plus largement, on peut également présumer que la classe joue ici un rôle important, voire déterminant, dans la façon dont se mettent en place et se développent les gouvernements municipaux suburbains. Là où une population ouvrière, majoritairement locataire, dispose de moyens politiques limités face au contrôle exercé par les promoteurs sur le conseil municipal et, par conséquent, sur le développement du territoire, il en ira autrement dans le cas de banlieues plus cossues où se concentre une population de propriétaires bien nantis et plus familiers avec les rouages de l'administration privée et publique.

3.1.3 Variations sur un même thème

Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal présentent trois exemples de telles banlieues. Elles n'ont pas été annexées durant la période étudiée (ou durant les décennies qui ont suivi), mais quel rôle est-ce que les promoteurs ont joué dans leur incorporation ? Dans quelles circonstances ont-elles été créées ? Dans les trois cas, le secteur qu'elles occupent aujourd'hui a d'abord eu une vocation agricole et a été subdivisé et organisé selon le système des côtes

(Beauregard, 1984). Pointe-Claire se distingue tout de même par la présence d'un noyau villageois ancien et relativement développé⁶. Alors que les deux autres municipalités étudiées prennent forme dans un contexte institutionnel assez faible, les villégiateurs et les banlieusards de Pointe-Claire doivent composer avec des fondations institutionnelles bien ancrées et une élite locale dont les intérêts ne concordent pas nécessairement avec les leurs.

Ajoutons que dans deux cas, ceux de Westmount et de Pointe-Claire, ces territoires connaissent, avant l'incorporation, une activité de villégiature assez importante et constituent des sites géographiques pour le moins avantageux. Les promoteurs font d'ailleurs leur apparition tant à Westmount qu'à Pointe-Claire durant la deuxième moitié du XIX^e siècle, dans certains cas d'abord en tant que villégiateurs. Dans les deux cas, on observe un modèle de développement assez classique et des lotissements d'une ampleur limitée. Un ou des individus achètent des territoires agricoles, les subdivisent et tentent de les revendre à profit à des villégiateurs, à des banlieusards ou à des spéculateurs. Ici, ce sont William Weir ou William Curry qui se brûlent les mains à Westmount, durant la fièvre spéculative des années 1870 (Gubbay, 1998 : 29-30) ; là, l'immigrant suédois Otto Frederick Lilly met en vente avec un certain succès de vastes lots à Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire dans les années 1890, sous l'étiquette de Cedar Park⁷.

Cette vague initiale d'activité se double d'une volonté de contribuer au développement du territoire et des services qui y sont disponibles. Par exemple, certains des promoteurs engagés dans le premier boom immobilier de Westmount, par l'entremise d'une société appelée la *Western Avenue Road Company*, tentent d'améliorer sans succès le réseau de transport local en construisant une artère est-ouest (la future avenue Maisonneuve) (Bryce, 1998 : 57). Il est important de noter que ces acteurs ne se substituent pas à des

⁶ Il compte un peu plus de trois cents habitants lors du recensement canadien de 1851, face à une population rurale de 1 200 individus (Mongrain, 2004 : 26).

⁷ Lilly impose d'ailleurs à ses acheteurs des contraintes que l'on retrouvera plus tard dans la réglementation municipale des communautés étudiées, notamment « to have the said lot fenced around and to have trees planted in front of the lot between the avenue and the sidewalk [...]. No tavern, saloon, slaughter house, tannery factory or other premises that may be a nuisance to be erected on said sold lot, and no intoxicating liquors to be sold thereon » Archives nationales du Québec à Montréal (ANQM), greffe du notaire R. A. Dunton, *Deed of Sale from Otto Frederick Lilly to Hugh Vallance*, 5 septembre 1893.

gouvernements municipaux absents – des administrations rurales sont présentes sur ces territoires –, mais qu’au contraire, par leurs actions, ils contribuent involontairement à accélérer la formalisation et la consolidation de ces autorités municipales. En d’autres mots, à Westmount et à Pointe-Claire, la constitution en municipalité se fait en réaction à l’activité des promoteurs, non grâce à elle.

Dans le cas de Westmount, l’initiative provient d’abord des banlieusards qui ont commencé assez tôt à investir le secteur. Un premier découpage territorial, en 1874, permet à une partie de la paroisse de Saint-Henri de se détacher pour devenir le village de Notre-Dame-de-Grâce. Ce découpage est d’abord motivé par une volonté citoyenne (et par là, nous entendons bien sûr les propriétaires) de se donner les moyens financiers et institutionnels de se procurer les services urbains de base (Gubbay, 1998 : 26)⁸. En 1879, la section est de cette municipalité, dont le territoire correspond à celui du Westmount actuel, devient le village de Côte Saint-Antoine. L’initiative émane encore des propriétaires, mais cette fois, c’est une communauté anglophone et protestante grandissante qui est d’abord motivée par une volonté d’agrégation (Gubbay, 1998 : 31). Il y a dès lors une volonté d’encadrer l’activité des promoteurs par la mise en place d’un certain nombre de mesures urbanistiques restrictives, mais l’entreprise est jugée trop coûteuse. En 1890, lorsque le village devient ville, c’est le conseil municipal qui initie ce changement administratif de statut. Comme l’explique Aline Gubbay, sans tambour ni trompette : « A petition was forwarded, the necessary formalities posted, and in due course, letters patent confirmed the new status of the village. » (1998 : 39)

Du côté de Pointe-Claire, lorsque l’Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada (1855) est adopté, la paroisse de Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire est partagée entre une municipalité de village et une municipalité de paroisse qui englobe un vaste territoire agricole. Au début du XX^e siècle, la municipalité de village est confrontée aux conséquences territoriales et politiques de l’activité croissante des promoteurs, qui lancent des entreprises de plus en plus ambitieuses de développement dans toute la région et misent sur l’incorporation de ces secteurs.

⁸ L’acte de constitution en municipalité précise que deux tiers des propriétaires se sont prononcés en ce sens (Bell, [1927] : 1).

Le conseil de village de Saint-Joachim-de-la-Pointe-Claire ne parvient pas, malgré des efforts importants⁹, à bloquer l'incorporation de Beaconsfield en 1910, incorporation qui lui coûte une partie de son territoire. Lorsque Cedar Park menace de faire de même l'année suivante, le conseil municipal exerce de nouveau des pressions pour bloquer l'incorporation et, de plus, reprend l'initiative avec son propre projet : incorporer en ville la municipalité de village de Pointe-Claire et une partie de la municipalité de paroisse¹⁰. C'est chose faite au début de 1911. Dans les mois qui suivent, les développements suburbains de Valois et Lakeside, qui se trouvent toujours rattachés à la municipalité de paroisse, demandent leur rattachement à la nouvelle ville en échange de conduites d'eau, conditions qui sont acceptées en septembre 1912 (Mongrain, 2004 : 49). Les élites villageoises de Saint-Joachim héritent donc d'un vaste territoire en majeure partie rural, mais où sont dispersés un certain nombre de lotissements suburbains.

À Westmount comme à Pointe-Claire, l'activité des promoteurs joue donc un rôle décisif dans la mise en place et le développement du gouvernement municipal, mais l'initiative appartient aux acteurs locaux : des banlieusards désirant de meilleurs services ou des élites municipales cherchant à encadrer ou à profiter de l'activité des promoteurs.

Le développement du territoire de Mont-Royal nous ramène plus près de celui de Maisonneuve, tout en s'en distinguant sur quelques points importants. Comme le résume Larry McCann :

Mount Royal was conceived in the fall of 1910 by the railroad contracting firm of Mackenzie, Mann and Company (Mackenzie, Mann), the proprietors of the Canadian Northern Railway (CNoR), as a real estate venture to finance, in part, the construction of a costly, three-mile tunnel under its mountain namesake that would give the railway essential access to downtown Montreal (1996 : 263).

⁹ Le conseil municipal retient ainsi les services d'un avocat pour défendre ses intérêts à Québec, puis réclame par écrit le support du député provincial de Jacques-Cartier, Philémon Cousineau. APC, *Minutes du Conseil municipal du village de Saint-Joachim de la Pointe-Claire*, 28 février et 4 avril 1910.

¹⁰ APC, *Minutes du Conseil municipal du village...*, 11 janvier 1911.

C'est donc la firme de Mann et Mackenzie qui entreprend les démarches nécessaires à l'incorporation des terres achetées dans la Côte Saint-Laurent. En plus de bénéficier des avantages financiers évoqués plus haut (pouvoir de taxation et d'emprunt), l'entreprise a la possibilité de se confondre littéralement avec l'administration municipale et de l'utiliser pour s'assurer un contrôle complet sur la planification physique de la banlieue. Cette volonté se traduit par un conseil municipal formé, au départ, par une majorité d'individus associés à Mackenzie et Mann, et en particulier, le premier maire de la ville, Stephen Darling, dont nous discuterons plus loin. Elle se traduit également par un conseil municipal qui opère, durant la majeure partie de la période étudiée (de 1912 à 1927) depuis des bureaux sur la rue Saint-Jacques, à Montréal, loués à la *Canadian Northern Montreal Land Company*, la filiale créée pour administrer les terrains. Bref, la constitution en municipalité de Mont-Royal est non seulement le fait de promoteurs, ce sont ces derniers qui contrôleront aussi directement que possible ce gouvernement durant les premières décennies de son histoire.

Les gouvernements municipaux de Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal prennent donc forme à l'intérieur d'un même cadre général : l'Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada. L'influence des promoteurs n'est toutefois pas aussi grande ici qu'ailleurs sur l'île de Montréal. À Westmount, comme à Pointe-Claire, il y a une volonté locale d'encadrer l'activité des promoteurs tant sur le plan économique qu'urbanistique. Cette volonté est portée par les villégiateurs et les banlieusards, qui souhaitent créer un milieu de vie distinct, mais également, dans le cas de Pointe-Claire, par des élites municipales soucieuses de préserver l'intégrité de leur territoire (et de leur influence sur ce territoire). Ces acteurs sont absents dans le cas de Mont-Royal, où le promoteur se confond littéralement avec le gouvernement municipal mis en place. Ajoutons, pour conclure cette section, que dans ce contexte, les villes de Westmount et de Pointe-Claire se distinguent l'une de l'autre sur certains points importants. Alors que la première peut compter sur un territoire qui se développe de manière relativement uniforme, pour une clientèle assez homogène de bourgeois anglophones et protestants qui se retrouvent au sein d'un même gouvernement municipal, Pointe-Claire devra accommoder un noyau villageois francophone et son élite, ainsi que plusieurs groupes de villégiateurs et de banlieusards dispersés sur un territoire très peu développé. La culture et les pratiques politiques qui se développeront dans ces

communautés s'adapteront à ces contextes forts différents et contribueront, par la suite, à les modeler.

3.2 LE PERSONNEL POLITIQUE ET LE PROCESSUS ELECTORAL

In North America, 'local democracy' connotes a sense of place, concreteness, familiarity, boundedness, and images of active citizenship. But as [Brodie] concludes, 'there is no necessary or obvious linkage between the local and the democratic'.

Julie-Anne Boudreau (2003 : 793)

Pour bien saisir la nature et le fonctionnement des institutions politiques que nous étudions dans le chapitre suivant, nous avons choisi de nous concentrer d'abord sur le personnel politique élu. Certes, selon les municipalités, d'autres acteurs ont une grande importance dans le fonctionnement du gouvernement local, notamment ces fonctionnaires dont le poste ne dépend pas du caprice des électeurs. Mais si nous avons choisi de nous concentrer sur les élus, c'est d'abord parce qu'ils détiennent une grande partie du pouvoir politique sur le plan formel et symbolique. Si d'autres acteurs ou groupes d'acteurs ont une influence sur leur conduite et leurs décisions, il n'en demeure pas moins que c'est à travers eux que les décisions sont prises, ce sont eux qui doivent les défendre ou les justifier en public. Dans ce cadre, ils représentent également la volonté politique des communautés étudiées.

La seconde raison pour laquelle nous avons choisi de nous pencher sur ce groupe, c'est pour avoir l'occasion d'étudier le processus électoral. Nous allons ainsi évaluer dans quelle mesure ces élus sont les représentants de leur communauté et nous interroger sur *qui* constitue cette communauté et quels sont les chefs qu'elle souhaite se donner. Par la même occasion, nous réfléchissons à ce qu'il faut entendre par démocratie dans ce cas-ci. Car si les banlieues étudiées sont loin d'être à la hauteur des idéaux démocratiques en vigueur de nos jours, elles n'en représentent pas moins des gouvernements représentatifs dont nous mettrons en lumière les caractéristiques. Cette section s'ouvre donc sur une réflexion générale sur la

démocratie municipale, pour ensuite se pencher sur les élections et les élus dans les trois banlieues étudiées.

3.2.1 Démocratie, réformisme et bourgeoisie

Pour plusieurs penseurs, le lien entre le démocratique et le local va de soi. L'incontournable Alexis de Tocqueville n'a-t-il pas écrit dans *De la démocratie en Amérique* que le gouvernement local est à la politique ce que l'école est à la science, qu'il est une des fondations les plus importantes des nations libres? Plus pragmatiquement, le niveau local paraît être celui où il est le plus facile d'appliquer les principes démocratiques.

The citizen is more likely to understand the issue under consideration locally than the increasingly complex, technical matters that predominate at the senior levels of government. Moreover, because the results of local decisions (or indecision) are readily apparent in the local community, citizens should be able to evaluate the effectiveness of their municipal government and the degree to which elected representatives have fulfilled their campaign pledges (Tindal et Tindal, 1990 : 160).

L'histoire du gouvernement municipal au Canada suggère une situation plus complexe, une distance plus importante et plus difficile à franchir entre l'idéal démocratique et la réalité municipale.

Arrêtons-nous d'abord sur cet idéal démocratique tel qu'il est formulé de nos jours : pleine participation des membres au processus de décision, égalité des voix exprimées, possibilité de s'informer et de comprendre les enjeux en présence, droit de regard sur les questions qui font l'objet du processus décisionnel et, enfin, inclusion de l'ensemble des membres majeurs de la collectivité dans ce processus (Dahl, 1998 : 38). Robert A. Dahl, à qui nous avons emprunté ces critères, rappelle qu'aucun régime n'a incarné parfaitement, à ce jour, cet idéal, que les démocraties observées dans l'espace et le temps offrent une variété de cas d'espèce qui s'éloignent plus ou moins de cette base (Dahl, 1998 : 42). On ajoutera d'un point de vue épistémologique qu'il est évidemment anachronique de mesurer ou d'évaluer le

caractère démocratique des institutions étudiées à la lumière de ces critères qui sont d'abord offerts comme points de référence.

La démocratie municipale, telle qu'elle se présente dans les grandes villes des dernières années du XIX^e siècle, en Amérique du Nord, est assez éloignée de l'idéal formulé par Dahl, mais elle n'est pas non plus à l'image de ses critiques de l'époque. Elle a, certes, de la difficulté à faire face à l'expansion et à la diversification de la population, ainsi qu'aux besoins créés par l'industrialisation de la deuxième moitié du siècle. Durant cette période et les premières décennies du XX^e siècle, des acteurs provenant en majorité du monde des affaires et de la bourgeoisie se rassemblent plus ou moins formellement sous la bannière réformiste pour lutter contre des gouvernements municipaux qu'ils décrivent comme archaïques et corrompus, et contre une population soi-disant embrigadée par des « machines » politiques mises au service de « bosses » populistes. Cette opposition entre réformistes et populistes sera rapidement reprise dans la recherche, de même que les critiques formulées à l'endroit des gouvernements municipaux de l'époque, et domineront pendant un temps les analyses. Un ensemble important de nuances sera toutefois apporté à ce tableau, notamment l'apport de plusieurs politiciens considérés comme populistes au développement et à la modernisation des services publics et des gouvernements municipaux. À l'opposé, le mouvement réformiste sera critiqué pour l'inefficacité de plusieurs de ses politiques et de ses projets. De même, le caractère étroitement bourgeois des valeurs qu'il cherchait à imposer sur le plan social sera dénoncé. Plus globalement, la polarisation entre populisme et réformisme apparaîtra pour ce qu'elle est, un instrument rhétorique qui ne reflète pas des lignes de parti tranchées.

À Montréal, la mouvance réformiste fait son apparition en 1886, avec la formation par des membres de la bourgeoisie anglo-protestante de la *Municipal Reform Association*. Le mouvement vise d'abord le maire Raymond Préfontaine, qu'on affuble de l'étiquette populiste et qu'on accuse de dépenser des sommes faramineuses dans l'est de la ville, francophone, à des fins électorales. Réorganisé par le célèbre réformiste H.B. Ames sous le nom de *Volunteer Electoral League*, le mouvement prend de l'ampleur et parvient à attirer un certain nombre de francophones. Son candidat, James John Edmund Guerin, prend le pouvoir

en 1910, mais après quatre années, le bilan de ce premier gouvernement réformiste est pour le moins mitigé. Cet échec s'explique en partie par l'opposition menée efficacement par le candidat à la mairie Médéric Martin. Ce dernier fait campagne avec succès en dépeignant le mouvement réformiste comme une conspiration anglo-saxonne au service de l'ouest de la ville et les chasse du pouvoir en 1914. Mais il s'explique également par le simplisme et l'inefficacité de certaines des solutions proposées par les réformistes¹¹.

Quelle qu'ait été sa contribution à la modernisation de l'administration montréalaise, le mouvement réformiste a un impact qui se fera sentir dans les banlieues cossues où demeurent, justement, plusieurs de ses animateurs, et où se retirent en nombre grandissant les membres de la bourgeoisie montréalaise. Comme on le verra plus en détail dans le chapitre 6, le discours critique des réformistes, qui dépeint la ville de Montréal et son administration dans les couleurs les plus sombres, sert de repoussoir et alimente, à l'opposé, le discours de ceux qui proposent la banlieue comme solution alternative. En d'autres mots, en contribuant à diaboliser le milieu urbain, le discours réformiste pose les bases de l'idéal suburbain. Comme l'explique Bryce, « the battle for urban reform was not won in the inner city, but the 'suburban solution' remained for the business elite » (1990 : 49).

Les membres du mouvement réformistes péraient, entre autres, éliminer le favoritisme, accroître l'efficacité du gouvernement municipal et y instaurer un style de gouvernement exempt de la politique partisane qu'ils associaient à la ville centrale et plus fidèle à celui qu'ils observaient dans le monde des affaires. En d'autres mots, ils croyaient être en mesure de distinguer et de séparer les fonctions administratives et politique de ce gouvernement. On peut présumer que la culture et les pratiques politiques observées dans les banlieues étudiées refléteront ce programme réformiste auquel ont adhéré nombre de bourgeois. Ce programme sera d'ailleurs appliqué avec autant plus de facilité dans des communautés significativement plus homogènes sur le plan socioéconomique et culturel. Sans se conformer entièrement aux critères élaborés par Dahl, les habitants de ces communautés en viendront à un régime qui s'apparente certainement à une démocratie, mais

¹¹ Voir l'aperçu qu'offre Dagenais de la question (2000 :10-20), ainsi que les études plus fouillées de Gauvin (1978) et Germain (1984).

une démocratie bourgeoise, empreinte d'un grand individualisme et d'une valorisation de l'efficacité par delà toute autre valeur. Bref, ils se donneront le gouvernement dont ils ont besoin.

3.2.2 Le processus électoral

Ce n'est pas sans raison que le geste de voter est fréquemment mis en scène de nos jours dans les médias pour marquer l'avancée de la démocratie dans tel ou tel pays. Au fil des décennies, ce geste est devenu un des principaux éléments de ce que nous reconnaissons comme une démocratie, souvent aux dépens d'autres formes de participation politique. Comme on va le voir, dans les banlieues étudiées, le processus électoral, et en particulier le scrutin, ne joue pas un rôle aussi central dans le fonctionnement des démocraties suburbaines, mais ce rôle n'est pas négligeable et éclaire certaines des particularités de ces régimes.

Comme d'autres aspects du fonctionnement du gouvernement local au Québec, le processus électoral est régi par un code commun aux différentes municipalités de la province. Ce code détermine qui sont les individus aptes à voter ou, en d'autres termes, qui sont les membres de cette communauté politique. Durant la période étudiée, il s'agit d'une fraction limitée de la population. Le premier et principal critère d'éligibilité est la propriété. Durant les années 1900-1930, pour voter dans une municipalité, un citoyen doit posséder une propriété évaluée à au moins cinquante dollars s'il est résident de la municipalité et de deux cents dollars s'il ne l'est pas. Le droit de vote des femmes, dans ces circonstances, est réservé aux veuves ou aux célibataires propriétaires, ce qui n'est pas rien considérant qu'il est inexistant aux autres paliers de gouvernement. Par ailleurs, dans certaines circonstances, les entreprises privées disposent elles aussi d'un droit de vote limité (Tellier, 1932 : 136-139)¹². Ce suffrage limité s'accorde d'ailleurs bien à l'idéologie des réformistes, qui ont fréquemment déploré l'apathie de leurs concitoyens et, surtout, le droit de vote accordé dans les grandes villes aux ouvriers et aux immigrants, des groupes qu'ils estiment être à la merci

¹² L'article 244a du *Code municipal de la province de Québec* accorde ainsi aux entreprises possédant des immeubles dans une municipalité le droit d'y voter, par l'entremise d'un représentant dûment autorisé, dans le cadre de référendum sur la réglementation (Tellier, 1932 : 139).

des « bosses » politiques. Ils se montrent en conséquence généralement favorables à l'imposition d'une franchise qui restreint le droit de vote aux personnes responsables, celles qui détiennent des propriétés et qui seront donc les premières affectées, à leurs yeux, par les politiques municipales (Rutherford, 1984 : 443-444). Dans les banlieues qui nous intéressent, le bassin d'électeurs potentiel est évidemment proportionnellement beaucoup plus élevé que dans des banlieues ouvrières comme Saint-Henri où les locataires forment une importante majorité de la population.

Le *Code municipal* prévoit également des élections extrêmement fréquentes par rapport aux standards contemporains. Les membres des conseils municipaux sont élus pour des mandats de deux ans et la moitié du conseil est renouvelée chaque année¹³. En principe, le deuxième lundi de janvier de tous les ans, dans toutes les municipalités du Québec, on procède aux nominations de candidats, qui sont normalement élus le lundi suivant (Tellier, 1932, p. 46, 140-141). Dans les faits, dans les banlieues étudiées comme dans plusieurs municipalités du Québec, des élections ne sont pas nécessaires ou ne le sont que pour un ou deux sièges. Car si un seul candidat se présente pour un poste de conseiller, il est élu par acclamation. Cela dit, le processus électoral, tel qu'observé dans les banlieues étudiées, se distingue tout de même de plusieurs façons de ce cadre général.

D'abord, certains amendements sont apportés à la procédure décrite par le *Code municipal*. À Westmount par exemple, à partir de 1909, le maire n'est plus choisi parmi et par les conseillers, mais est élu par les propriétaires. D'autres changements ont lieu en 1913. La charte de la ville est modifiée de manière à ce que les élections n'aient plus lieu que tous les deux ans et qu'à ce moment, tous les échevins soient élus simultanément. Une modification supplémentaire est apportée dans la plus grande confusion¹⁴. Plutôt que de fonctionner par quartier, le vote sera déterritorialisé en soumettant l'ensemble des candidats

¹³ La courte durée des mandats est considérée comme une bonne chose par plusieurs acteurs suburbains, puisqu'elle permet aux citoyens de se débarrasser rapidement de conseillers qui ne feraient pas leur travail et leur laisse moins de temps pour faire des dommages. Voir par exemple *The Weekly Examiner*, le 11 janvier 1930, p. 2.

¹⁴ Une des réunions publiques au cours de laquelle le système est présenté par le maire tourne à la farce lorsqu'un candidat aspirant au conseil soulève un ensemble de contradictions dans le texte de la charte municipale. Dans le numéro du *Westmount News* où est rapportée cette réunion, pas moins de deux articles sont consacrés à expliquer le fonctionnement exact de ce mode de votation. *Westmount News*, le 10 janvier 1913, p. 8, 12-13.

en lice à l'électorat. Chaque citoyen, en plus de voter pour le maire, vote pour cinq des candidats. Ceux qui récoltent le plus de votes deviennent échevins. Ces modifications feront l'objet, comme nous le verrons plus loin, de critiques importantes. Elles semblent destinées, dans un premier temps, à ménager les énergies civiques en réduisant le nombre de scrutins et, dans un deuxième temps, à mettre fin à la tendance des conseillers à ne défendre que les intérêts de leur circonscription. En comparaison, les modifications apportées par Pointe-Claire sont relativement mineures. Elle s'en tient à des élections annuelles durant toute la période étudiée, mais les tient à la fin du mois de juin, pour permettre aux estivants de se prononcer sur l'issue du scrutin. De plus, dès le départ, sont adoptées des règles non écrites prônant une alternance entre maires francophone et anglophone et un nombre égal de conseillers des deux langues à l'Hôtel de Ville¹⁵. Cela dit, malgré un certain nombre d'éléments de continuité, la façon dont se tiennent les élections change considérablement dans le temps et d'une municipalité à l'autre.

Dans le cas de Westmount, de 1880 à 1890, les élections qui ont lieu dans le village de Côte Saint-Antoine sont une affaire assez tranquille¹⁶. Tous les conseillers qui se présentent durant cette période sont élus par acclamation¹⁷. Après la constitution en ville de la municipalité, en 1890, les choses se poursuivent d'abord de la sorte. Pendant les dix années qui suivent, les élections par acclamation demeurent la norme. En 1901, des contestations, dont il est malheureusement difficile de retracer la cause, ont lieu, mais ne donnent pas de résultats, les conseillers sortants étant tous reportés au pouvoir. C'est en 1905 qu'on observe une première rupture, qui annonce un changement fondamental dans le fonctionnement de la démocratie municipale de Westmount.

¹⁵ Par exemple, en 1937, cette loi non écrite « calls for an English-speaking mayor, and both races have adhered to the code, thus ensuring a happy and peaceful people living side by side ». *The Lakeshore Press*, le 11 juin 1937, p. 2.

¹⁶ Notons, par exemple, l'excitation qu'elles suscitent pour ce journaliste de *La Patrie* : « L'élection des conseillers municipaux dans la banlieue s'est faite hier après-midi. Cet événement a causé bien peu d'excitation et tout s'est passé dans la plus parfaite tranquillité. » *La Patrie*, le 10 janvier 1882, p. 3.

¹⁷ Ici, comme ailleurs dans cette section, nous ne donnerons de référence au sujet des résultats électoraux que lorsque nous désirons souligner un élément particulier. Pour colliger ces résultats, nous avons utilisé les journaux locaux et les journaux métropolitains (*The Gazette*, *La Patrie*) qui rapportent avec régularité les résultats de ces scrutins, ainsi que les répertoires d'avis publics se trouvant dans les archives des municipalités étudiées.

Cette année-là, tous les sièges du conseil sont contestés. Si trois des conseillers sortants sont reportés au pouvoir sans trop de difficultés, le nouveau venu, John Rogers, est présenté dans les journaux comme « le candidat de la ligue des citoyens »¹⁸. Deux factions s'organisent. Dans un premier temps, il y a cette « ligue de citoyens » dont on ne sait malheureusement pas grand-chose, sinon que ses membres militent agressivement en faveur de l'élection de ses candidats par le porte-à-porte. Dans un second temps, un groupe de citoyens importants s'assemble le 9 janvier dans les locaux du *Board of Trade* de Montréal pour discuter des meilleurs moyens de promouvoir « les intérêts de la ville ». Un comité est alors formé pour travailler à l'élection des candidats James Knox, William H. Trenholm, M. Plow et Wales Lee. Deux d'entre eux, Knox et Lee, sont des conseillers sortants. Parmi les membres du comité mis sur pied, on retrouve une pléiade d'anciens (et de futurs) conseillers ou maires de la ville¹⁹. Des problèmes de qualité et d'approvisionnement en eau par la *Montreal Island Water & Electric Company* sont à l'origine de cet affrontement politique, qui semble toutefois cristalliser des oppositions plus fondamentales. Les élections subséquentes permettent d'éclairer la situation.

La question de l'approvisionnement d'eau de la ville demeure un point de friction auquel s'ajoute bientôt celle d'une éventuelle annexion de Notre-Dame-de-Grâce²⁰. On s'interroge non seulement sur le bien-fondé de cette annexion, qui menace la « respectabilité » et les finances de la ville, mais également sur le processus qui mène à la décision²¹. En 1908, après deux années mouvementées au conseil municipal, deux camps s'organisent²². D'un côté, on retrouve certains des acteurs associés au comité qui s'était formé en 1905 au *Board of Trade* (décrit maintenant comme le « Citizen's Committee »), qui s'opposent fermement à l'annexion de la municipalité voisine. L'autre camp, qui se pare de

¹⁸ *La Patrie*, le 17 janvier 1905, p. 12.

¹⁹ *La Patrie*, le 10 janvier 1905, p. 5.

²⁰ Pour les détails, voir Van Nus, 1984a.

²¹ Un référendum est organisé pour répondre aux critiques des opposants, mais le maire réclame qu'au moins 35% des propriétaires de la ville se prononcent contre l'annexion pour que le vote soit valide. Voir *The Westmount News*, le 9 novembre 1907, p. 1 et le 7 décembre 1907, p. 12.

²² « Monday, the 20th day of January, 1908, will long be remembered as a red letter day in the annals of Westmount. Never since its incorporation in 1890, has the town witnessed such a lively election time. » *The Westmount News*, le 25 janvier 1908, p. 1.

l'étiquette « progressiste », est mené par William Galbraith et se montre favorable à l'annexion, mais également à l'incorporation de la ville en cité. Le jour du scrutin, Galbraith est élu comme maire, mais se retrouve avec un conseil composé à moitié de membres du « Citizen's Committee ». Au cours des mois qui suivent, le conseil trouvera le moyen de fonctionner, malgré des tensions persistantes (menaces de démission, prises de bec fréquentes, etc.), mais, en coulisse, des changements se préparent.

Au début de 1908, alors qu'ont lieu ces élections municipales agitées, des citoyens de Westmount, possiblement inspirés par le « Citizen's Committee », forment la *Westmount Municipal Association* (WMA)²³. Dès le départ, un des objectifs que se donne l'organisation est « to outline a policy for the ensuing municipal election, to draw up a slate of candidates to contest every seat in the various wards, and to fix upon a worthy citizen to run as Mayor »²⁴. Cette ambition n'est pas sans créer un malaise au sein du conseil municipal. Ainsi, l'échevin Thomas Brady déclare : « This association has held meetings, and has assumed the right to nominate candidates. This association, that has no legal status in the city, ignores the tenants and only look [sic] to them in dire necessity, and pretends to put before the meetings the candidates they want. [...] I do not intend to be trampl'd upon in that way. »²⁵ Lors des élections de 1909, les résultats sont probants : l'ensemble des candidats supportés par l'association est élu. Brady est un des candidats défaits.

Les associations de citoyens que l'on retrouve dans les trois municipalités étudiées distinguent significativement le fonctionnement des démocraties suburbaines bourgeoises de la région métropolitaine de Montréal. Une des tâches qu'elles se donnent toutes et qui nous concerne ici est de sélectionner les candidats qui sont, aux yeux de leurs membres, les plus aptes à servir les intérêts de la communauté, puis de les soutenir activement. Plus spécifiquement, dans le cas de Westmount, la WMA est clairement conçue comme une réponse aux affrontements politiques qui se multiplient et s'intensifient au conseil municipal

²³ La date exacte de la formation du mouvement n'est pas connue. Sa première réunion publique a toutefois lieu à la fin du mois de février 1908.

²⁴ *The Westmount News*, le 14 novembre 1908, p. 1.

²⁵ *The Westmount News*, le 2 janvier 1909, p. 1.

depuis 1905. En s'offrant pour choisir les candidats qui lui semblent les plus appropriés au gouvernement de la ville, elle espère déplacer, en son sein et loin du conseil municipal, les conflits politiques qui déchirent la communauté et ceux qui la gouvernent. Au-delà des intérêts spécifiques de la communauté dans tel ou tel dossier, la WMA ambitionne de prendre le rôle de soupape, de lieu où peuvent avoir lieu, dans un cadre bien défini et contrôlé, les débats politiques qui risqueraient, autrement, de provoquer des débordements²⁶.

Comme en témoigne l'élection fort contestée de 1913, ce rôle qu'elle espère se donner l'association de citoyens ne fait pas l'unanimité, six candidats indépendants se présentant contre la liste mise sur pied cette année-là par la WMA²⁷. Un des aspects secondaires de cette controverse concerne l'échevin John Hyde. Ce dernier se préparait à se présenter comme maire à l'élection de 1911, après deux ans comme conseiller. Une délégation de citoyens représentant la WMA se serait présentée à lui, lui de mandant de ne pas se présenter contre William Rutherford, le candidat de l'association pour la mairie. En échange, cette délégation lui aurait promis le soutien continu de la WMA, qui refuse toutefois de le lui apporter lors de l'élection de 1913, prétextant que la délégation de citoyens ne parlait pas en son nom.

Plus significativement, compte tenu de l'absence de différences majeures entre les programmes des candidats en lice (notamment un consensus important autour de l'idée de l'adoption d'un système de « city manager »), l'élection ressemble à un plébiscite sur la présence et l'influence de la WMA. Ainsi, dans une publicité électorale publiée dans les journaux, le candidat indépendant, John T. McBride, affirme que « if it is thought by the citizens at large that the Municipal Association is better qualified to run its affairs than are the voters I am prepared to accept that verdict » (figure 3.1)²⁸. La lettre que font paraître conjointement deux autres candidats indépendants, H. Hutchins et F. Gilman, est plus explicite et critique. Ils permettent d'abord d'éclaircir le mode de fonctionnement passé et présent de la WMA :

²⁶ Par exemple, lors du dévoilement des résultats électoraux de 1908, une bagarre entre le fils du maire Galbraith et le frère de son adversaire à la mairie éclate. *The Westmount News*, le 25 janvier 1908, p. 1.

²⁷ *The Westmount News*, le 10 janvier 1913, p. 8.

²⁸ *The Westmount News*, le 17 janvier 1913, p. 11.

Figure 3.1 – Publicité électorale à Westmount (1913)

The Westmount News FRIDAY, JANUARY 25th, 1913.

These are the Men to Vote For



MR. JOHN MCKERGOW
Mayoralty Candidate.



ALD. W. K. GRAFTEY
Aldermanic Candidate.

They stand for

- Efficiency
- Real economy
- Strict business methods as applied to the city's administration
- The appointment of a Controller, who shall be responsible for the thoroughness of the Civic Staff—and responsible to the Council for his own efficiency.

They represent an earnest effort to bring the city's affairs up to the highest possible municipal standard.

At a Public Meeting to-morrow night, at 8 o'clock, in Victoria Hall, the issues before the electors will be fully discussed by these candidates and others.



MR. THOMAS W. LAMB
Aldermanic Candidate.



MR. W. G. M. SHEPHERD
Aldermanic Candidate.

The duty of every citizen on Monday is to **VOTE**—and vote **RIGHT**.

Keep this list for reference:

John McKergow	for Mayor
E. Herbert Brown	" Alderman
W. K. Graftey	" "
P. W. McLagan	" "
W. G. M. Shepherd	" "
T. W. Lamb	" "



ALD. E. H. BROWN
Aldermanic Candidate.



ALD. W. P. McLAGAN
Aldermanic Candidate.

Source : *The Westmount News*, le 17 janvier 1913, p. 2.

At its inception and under the old system of electing two alder men for each ward, the sub-committees of the Municipal Association called a meeting of ALL the electors in each ward and asked them to submit the names of those who would prove desirable candidates, which report was referred to the Association as a whole, and was either approved or rejected²⁹.

Or, depuis l'instauration du nouveau système de votation, la WMA a créé un comité de dix personnes responsable d'établir une liste de candidats sur laquelle vote l'ensemble de l'association lors de sa réunion préélectorale, laissant la sélection des candidats en tant que telle entre les mains d'une poignée d'individus. Hutchins et Gilman s'interrogent également sur le fait que les deux conseillers sortants (dont l'échevin Hyde) qui n'ont pas mérité le support de l'association ont été remplacés, sur la liste, par deux hommes qui sont membres de la direction de la WMA. Le conflit d'intérêts ne saurait être plus flagrant, non plus que l'influence néfaste que pourrait avoir l'association. Les deux hommes n'hésitent pas à citer *Tammany Hall*³⁰ comme exemple de ce qui attend la ville. Ils concluent :

We do not come before you as a slate, nor do we even appeal to you on a personal basis as individual candidates, but we simply lay the matter before you and ask whether in your judgment it is advisable to elect all of the nominees of the Municipal Association, and so place the affairs of the City entirely in its hands, or whether you will think it better to elect one, two, three or all of those who are not the Association nominees³¹.

La réponse que les deux candidats reçoivent est claire à défaut d'être satisfaisante. Avec un taux de participation avoisinant les 50%, l'élection porte au pouvoir la presque totalité de la sélection proposée par la WMA. Le décompte des voix donne une idée du support relatif dont disposent Hutchins et Gilman, les deux candidats qui ont exprimé ces inquiétudes³².

²⁹ *The Westmount News*, le 17 janvier 1913, p. 12.

³⁰ Tammany Hall est le nom donné à la machine politique démocrate qui eut une influence prépondérante sur la politique municipale new-yorkaise de la fin du XVIII^e siècle jusqu'aux années 1960. En terme d'éthique politique municipale, ce nom était à l'époque synonyme de corruption. Voir notamment Burrows et Wallace, 1999 : 822-826.

³¹ *The Westmount News*, le 17 janvier 1913, p. 12.

³² *The Westmount News*, le 24 janvier 1913, p. 12.

À la mairie :

John McKergow	1,196
John Hyde	762

Comme échevins :

E.H. Brown	1,203
W.K. Grafftey	1,181
P.W. McLagan	1,142
W.G. Shepherd	1,032
R.P. Common	931
J.T. McBride	880
J.R. Walker	826
J.W. Lamb	810
H.A. Hutchins	616
F.M. Gilman	458

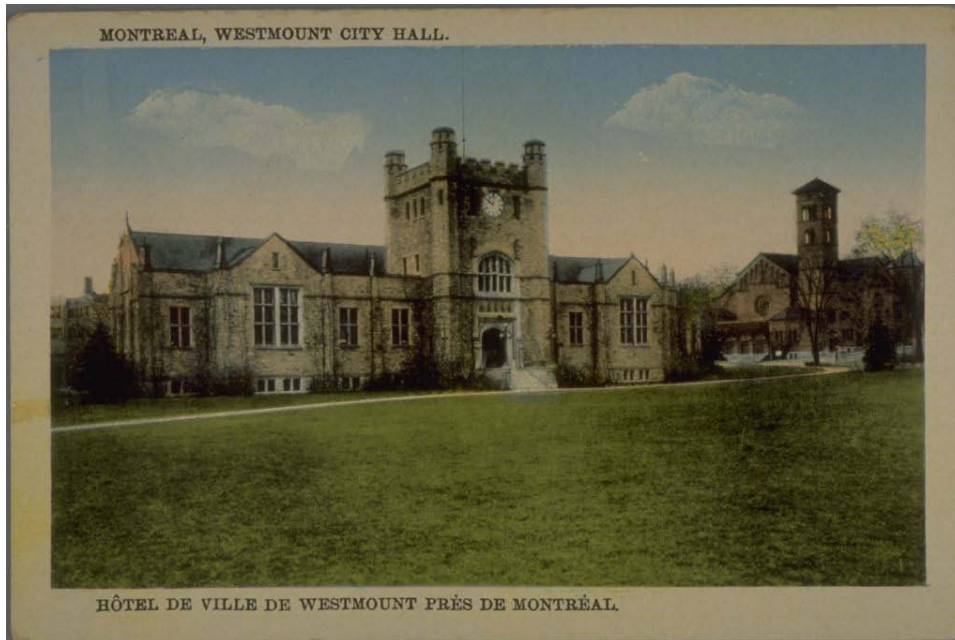
Malgré la présence d'un « intrus », Robert P. Common³³, la victoire de la WMA est incontestable.

Ne tenant pas compte des inquiétudes exprimées par certains candidats, les électeurs de Westmount s'expriment largement en faveur du modèle électoral proposé par l'association. Les élections suivantes, celles de 1915, 1917 et 1919, voient la victoire par acclamation de l'ensemble des candidats mis de l'avant par la WMA. Dans les années qui suivent, il y aura bien des contestations, mais les candidats proposés par la WMA l'emportent alors avec des majorités assez confortables. Le prestigieux poste de maire n'est contesté quant à lui qu'une seule fois durant ces années, en 1927 par le docteur francophone C. W. Rondeau. Il faudra attendre les années 1950 et 1960 pour que ce système soit de nouveau mis à l'épreuve, dans le premier cas par des propriétaires d'immeubles à logement qui espèrent modifier le zonage de la ville en leur faveur, dans le second par de simples citoyens qui s'inquiètent de l'effet qu'a ce système sur la vie démocratique municipale³⁴.

³³ Le maire se fait rassurant : « I am sure that a first class Council has been elected, and Mr. Common who has been chosen instead of one of our men will make an able and faithful member. » *The Westmount News*, le 24 janvier 1913, p. 12.

³⁴ Voir *The Westmount Examiner*, le 18 janvier 1955, p. 1; le 16 janvier 1960, p. 1.

Figure 3.2 – Le siège du pouvoir : l'Hôtel de Ville de Westmount



Source : *Montreal, Westmount City Hall*. Weiss Import Co. (Bibliothèque nationale du Québec).

Malheureusement, nous disposons de très peu d'informations sur les premiers scrutins municipaux tenus à Pointe-Claire. Le premier journal local voit le jour en 1924 et, auparavant, ces scrutins n'attirent pas l'attention des journaux métropolitains. De même, les avis publics municipaux annonçant les résultats électoraux ne nous sont pas parvenus. Néanmoins, les informations dont nous disposons suggèrent que la municipalité a connu une histoire électorale qui n'est pas très différente de celle de Westmount, particulièrement en ce qui a trait à la participation, dans la vie démocratique locale, des associations de citoyens. Ce qui distingue nettement ce cas-ci de celui de Westmount est le fait que *plusieurs* associations oeuvrent simultanément sur le territoire de Pointe-Claire, reflet tant de la division linguistique de la ville que de l'éparpillement des lotissements suburbains qui s'y trouvent.

Trois associations prennent racine dans la municipalité de Pointe-Claire durant la période étudiée. C'est la *Valois Citizens' Association* (VCA) qui est la plus ancienne (fondée

en 1917), la plus dynamique et la plus influente. La *Lakeside Citizens' Association* (LCA) est moins active et la *Pointe Claire Citizens' Association* (PCCA), qui regroupe les résidents majoritairement francophones de l'ancien village, est encore plus fragile, naissant et mourant à au moins deux reprises. Ajoutons que des conseils généraux ont irrégulièrement lieu entre les différentes associations pour convenir d'une stratégie électorale commune³⁵. Lorsque les sources nous permettent de bien saisir la vie électorale à Pointe-Claire au début des années 1920, le rôle des associations dans le processus électoral est déjà assez bien défini. Nous savons, par exemple, que dans le cas de la VCA, la première intervention au cours d'une élection date de 1918. Des deux candidats qu'elle supporte alors, un seul est élu³⁶.

Les comptes rendus détaillés de réunion que fait paraître régulièrement la VCA dans la presse locale permettent de mieux visualiser comment se déroule le processus de sélection des candidats. Il apparaît d'abord clairement que ces réunions sont les plus populaires de l'organisation. Si on se fie aux quelques chiffres dont nous disposons, on parle de plus d'une centaine de personnes. Une telle réunion a lieu le 16 juin 1931 dans les locaux confortables du country club de Valois.

La réunion est dirigée par Thomas Dick, président de l'association. Avant d'introduire les membres du comité électoral, chargés de trouver les candidats les plus aptes à représenter les villégiateurs et les banlieusards de Valois, Dick accueille ceux qui se sont déplacés pour l'occasion avec entrain et invite chaleureusement les non-membres qui sont présents dans l'assistance à se joindre formellement à l'association pour contribuer à ses activités. C'est ensuite au tour d'Henry Woolmer, membre du comité électoral, de se lever pour s'adresser à l'assemblée. Il connaît bien les rouages de l'appareil municipal, puisqu'il y a siégé comme échevin de 1923 à 1928. L'année suivant cette réunion, il y retournera et, en 1933, avec le soutien de son association, il sera élu maire.

³⁵ Par exemple : « The General Council was unanimous in the nomination of Ald. Joseph Kenworthy as Mayor of Pointe-Claire for the coming term, and will in turn make recommendation to their several Associations. » *The Lakeshore Press*, le 24 mai 1929, p. 8.

³⁶ *The Lakeshore Press*, le 19 mars 1937, p. 9.

Donc, Woolmer prend la parole et d'un ton qu'on imagine solennel décrit les efforts faits par le comité pour s'assurer des services de citoyens de la plus haute qualité pour les charges municipales visées. Malheureusement, l'histoire ne rapporte pas quelles sont ces démarches, mais on peut imaginer que les membres du comité ont fait jouer leur réseau social et ont cherché des hommes se conformant à l'idéal que nous détaillerons dans la prochaine section. Ils ont certainement approché les individus pour les sonder, ou même appliquer un peu de pression pour qu'ils acceptent de donner de leur temps, de leur énergie et de leur talent à la communauté. À cet égard, pour ce qui est de la section de Strathmore (une des deux circonscriptions de Valois), Woolmer indique que le candidat qui était conseiller jusqu'à ce jour ne se représentera pas et que, malheureusement, plusieurs hommes tout à fait qualifiés pour le poste ont décliné l'invitation du comité parce qu'il ne disposaient pas du temps nécessaire à la fonction d'échevin³⁷. Finalement, les membres du comité ont réussi à arracher à Joseph Mathieu la promesse de se présenter. Woolmer se rassoit. Après une brève pause, Dick invite les membres de l'assemblée à s'exprimer. Quelques voix s'élèvent, affichant leur support pour Mathieu ou témoignant de ses qualités. Le président propose une motion, qui est adoptée à l'unanimité, en faveur de sa candidature.

Woolmer reprend la parole : il explique à quel point il est difficile de trouver des hommes ayant de l'expérience dans les affaires municipales pour occuper le prestigieux poste de maire, mais après moult délibérations, le comité a décidé à l'unanimité de soumettre le nom d'Ernest de Bellefeuille aux membres de l'association. Ce dernier, gérant de *Thrift Stores Ltd.*, a été échevin de manière presque ininterrompue entre 1913 et 1927. De nouveau, les membres de l'assemblée laissent entendre leur opinion. Peut-être est-ce que ces opinions ne sont pas aussi unanimes que dans le cas de Mathieu, ou alors on juge que le choix d'un maire est plus délicat que celui d'un échevin. Quoi qu'il en soit, la motion pour appuyer de Bellefeuille est soumise au vote secret... et obtient une confortable majorité. On peut enfin passer à autre chose.

Ce soir-là, les membres de l'association et les résidents présents au country club ont l'honneur d'entendre le maire de Pointe-Clair, Eric Donegani, qui attend patiemment son

³⁷ Rappelons que les conseillers municipaux ne touchent pas de salaire.

tour dans l'assistance pendant qu'on choisit son successeur. Il s'exprime sur le parc dont il a planifié le développement pendant son mandat, et qui se trouve évidemment dans Valois³⁸.

Cette réunion nous donne une idée un peu plus nette du processus de sélection qui précède les élections municipales à Pointe-Claire, comme à Westmount, et qui, malgré son caractère extra gouvernemental, n'en représente pas moins un mécanisme important de la culture politique qui se met en place dans la municipalité. Il est difficile de déterminer si l'implantation de ce système à Pointe-Claire a rencontré les mêmes résistances qu'à Westmount. On peut présumer que non, ou du moins qu'elles ont été moindres. Dans ce cas-ci, contrairement à Westmount, les associations permettent aux résidents des différents secteurs de Pointe-Claire de faire valoir leurs intérêts au conseil municipal.

Le système fonctionne bien durant les années 1920-1930, puisque près de la moitié des élections durant cette période (rappelons qu'elles sont annuelles) finissent par une victoire de tous les candidats par acclamation. Quand il y a opposition, il s'agit presque toujours d'un seul siège et le contestant n'est jamais vainqueur. Deux exemples de ces contestations illustrent les tensions qui persistent malgré ou à cause de la présence des associations.

« It is quite a while since a mayoralty contest was held. » écrit un journaliste en mai 1935³⁹. Suivant la règle d'alternance, c'est à un francophone d'occuper ce poste. Deux candidats sont en lice. La VCA a décidé de mettre son poids derrière William Larocque, alors que la PCCA favorise J. Valéry Legault. Les deux hommes ont été échevins par le passé. Dans un texte publié dans les pages du journal local, le secrétaire de la VCA explique le choix de l'association : « It is an established policy of this Association never to interfere in the selection of other than English candidates, and in the case of the French term for mayor, we wait until the candidates have been presented by their friends, then we feel free to make a choice. »⁴⁰ Dans ce cas-ci, le choix a été unanime en faveur de Larocque. Il illustre toutefois

³⁸ Le compte rendu de cette réunion de la VCA se trouve dans *The Lakeshore Press*, le 19 juin 1931, p.10.

³⁹ *The Lakeshore Press*, le 31 mai 1935, p. 1.

⁴⁰ *The Lakeshore Press*, le 28 juin 1935, p. 7.

le délicat équilibre linguistique et sectorielle avec laquelle doivent compter les associations, car aucun enjeu de taille ne mobilise l'électorat ou différencie les deux candidats à la mairie, sinon le réseau de support dont ils disposent. Lorsque vient le moment des élections, ce sont les candidats favorisés par l'association de Valois qui l'emportent haut la main, témoignant de l'influence du groupe sur l'électorat local⁴¹.

Une autre lutte pour la mairie a lieu de ux ans plus tard. Cette fois-ci, Henry Woolmer, mentionné plus haut, bénéficie de l'appui de la VCA. Lui faisant face, Joseph Kenworthy (fondateur de la LCA) a été échevin de 1925 à 1929 et obtient un fort soutien dans le secteur de Bowling Green et dans le village de Pointe-Claire, où on est très insatisfait du choix proposé par la VCA⁴². Le troisième candidat est le premier à avoir annoncé formellement sa candidature. Il s'agit de William Collings, échevin et, pendant les six années précédentes, président du comité des finances de la ville, une position relativement prestigieuse⁴³. Prouvant que l'influence de la VCA a ses limites, Kenworthy remporte l'élection avec 450 voix, contre 207 pour Woolmer et un pitoyable 61 pour Collings⁴⁴. Comme observé précédemment à Westmount, nulle question d'avoir une opposition au conseil, et le nouveau maire élu s'empresse de souligner l'importance d'une unité du conseil et de la loyauté de ses membres⁴⁵.

⁴¹ *The Lakeshore Press*, le 12 juillet 1935, p. 6.

⁴² Pourrait-il s'agir de représailles pour l'intervention de la VCA dans l'élection du maire francophone deux ans plus tôt? « Many electors in Bowling Green and the old section of Pointe Claire, were not satisfied with the choice [of the VCA], and an energetic [sic] committee secured the pledge of enough voters to ensure an overwhelming victory for their candidate - Mr. Joseph Kenworthy, who accepted the nomination." *The Lakeshore Press*, le 9 juillet 1937, p. 2.

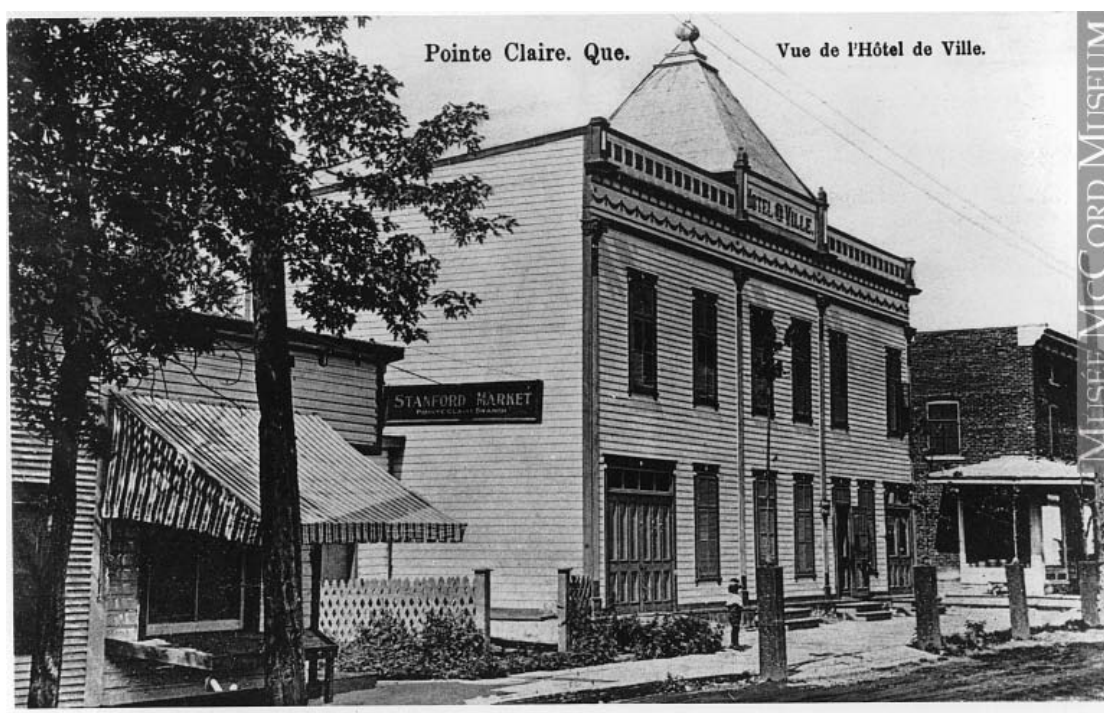
⁴³ D'ailleurs, autre symptôme de la nature relativement moribonde de la vie civique à Lakeside, personne ne s'est présenté pour occuper le siège laissé vacant par Collings. *The Lakeshore Press*, le 11 juin 1937, p. 2.

⁴⁴ L'auteur de l'article laisse entendre que la population de Valois était nettement divisée sur la question, ce qui aurait permis à Kenworthy de l'emporter. Il n'offre malheureusement pas les voix par circonscription, ce qui nous aurait permis de vérifier la chose. Malgré tout, les résultats de l'élection sont parlants. *The Lakeshore Press*, le 9 juillet 1937, p. 1.

⁴⁵ « I am glad to announce that every member of the council has pledged his loyalty to me, and we, therefore, commence our term of office in unity and accord, prepared to devote all our united energies to promote the social and financial well-being of the Town of Pointe Claire and all who dwell in it. » *The Lakeshore Press*, le 23 juillet 1937, p. 1.

Ici, comme à Westmount, les associations de citoyens remplissent donc une fonction importante dans le fonctionnement du processus électoral et, plus généralement, de la démocratie locale. Sans nécessairement faire obstacle au processus électoral, elles représentent à la fois un intermédiaire entre l'électeur et les élections, et un forum où peuvent avoir lieu les délibérations politiques au-delà de la chambre du conseil.

Figure 3.3 – Le siège du pouvoir : l'Hôtel de Ville de Pointe-Claire



Source : Anonyme. *City Hall, Pointe Claire, QC, about 1910* (Musée McCord).

C'est un modèle que reproduira éventuellement Mont-Royal, mais contrairement aux deux autres cas, cette transition ne constitue qu'une rupture partielle. De fait, l'histoire électorale de Mont-Royal est un long fleuve tranquille. De 1913 à 1931, les élections se suivent et se ressemblent, maires et échevins étant réélus par acclamation, la composition du conseil changeant au gré des départs. L'incroyable longévité du maire Thomas Darling, en poste de manière ininterrompue de 1913 à 1934, renforce l'impression de gouvernants qui n'ont pas à s'inquiéter de leurs électeurs. De fait, la population de Mont-Royal demeure assez faible durant la période étudiée⁴⁶ et la *Land Company* exerce une influence considérable sur l'administration municipale par la présence de plusieurs de ses employés au conseil municipal, dont Darling. Ajoutons que, pendant la majeure partie de la période étudiée, une proportion considérable des terrains de la ville sont inoccupés et appartiennent à des propriétaires absents qui ont probablement peu d'intérêt pour les affaires civiques, ou alors dont les intérêts concordent avec ceux de la *Land Company*.

Évidemment, à mesure que la population augmente, il faut s'attendre à ce que l'influence des « forces collectives » de la communauté se fasse éventuellement sentir d'une manière ou d'une autre. Une première élection a lieu en 1931, quand deux citoyens, Thomas Dellar and Earl Schofield, décident de se présenter comme échevins, face à l'ancien conseil dont tous les membres se représentent⁴⁷. Étonnamment, Schofield est victorieux. Il sera échevin jusqu'en 1945.

En 1933, les choses se corsent. Une association de citoyens a pris forme à Mont-Royal. L'organisation n'a pas laissé beaucoup de traces derrière elle, mais on sait qu'en 1933 elle présente des candidats pour tous les postes au conseil. Preuve que l'association n'est pas intéressée à faire table rase du passé, trois des cinq candidats qu'elle supporte sont des conseillers sortants avec plusieurs années d'expérience. Les résultats sont pour le moins probants: la participation est très bonne, même pour les non-résidents, et la liste proposée par

⁴⁶ À titre indicatif, rappelons que la ville compte 50 habitants en 1913, 1 800 en 1921 et 3 382 dix ans plus tard.

⁴⁷ *Weekly Examiner*, le 22 janvier 1931, p. 1.

l'association reçoit le support des électeurs⁴⁸. Un éditorial postélectoral exprime de la satisfaction à l'égard de cette forte participation, indice, selon son auteur, « of an ever-increasing interest in civic affairs ». Il lie ce développement à l'éveil d'un « community spirit » et ajoute que cet esprit n'est pas une affaire de sentiment, mais « a matter of business pure and simple. And there is no sentiment in business. 'Community spirit' is nothing more than the building up of a district for the benefit of every individual in it »⁴⁹. Cette manière plutôt froide de présenter les choses reflète tout de même une réalité qui témoigne de l'estime portée par les habitants de ces banlieues au monde des affaires et à ceux qui l'animent. Nous en viendrons sous peu à ces individus qui sont choisis par les électeurs pour les représenter au conseil municipal.

Entre-temps, relativisons l'apparent désintérêt des électeurs pour les scrutins municipaux. Dans un nombre important de municipalités de la banlieue de Montréal et de la province de Québec durant la période étudiée, maires et échevins sont élus par acclamation. Ce n'est pas nécessairement un témoignage de désintérêt de la part des citoyens. Dans plusieurs de ces municipalités, et certainement dans les banlieues étudiées, il s'agit d'un signe que les citoyens sont suffisamment satisfaits du travail des hommes qui administrent la municipalité et ne ressentent pas le besoin de mettre en branle la machine électorale pour les remplacer. On notera que c'est une habitude qui est loin d'appartenir au passé. Si les élections montréalaises continuent de mettre en scène des affrontements électoraux animés, la majorité des maires et conseillers de la province sont élus par acclamation⁵⁰.

⁴⁸ *Examiner-Courrier*, le 6 avril 1933, p. 3.

⁴⁹ *Examiner-Courrier*, le 13 avril 1934, p. 4.

⁵⁰ Voir notamment Champagne et Patry, 2005.

Figure 3.4 – Le siège du pouvoir : l'Hôtel de Ville de Mont-Royal (inauguré en 1948)



Source : Anonyme. *City Hall Town of Mount Royal* (Bibliothèque nationale du Québec).

Les mœurs électorales observées dans les banlieues étudiées suggèrent que les élections sont, pour les citoyens concernés, une affaire sérieuse. Sérieuse dans le sens où on ne déclenche pas un scrutin mécaniquement pour satisfaire un quelconque besoin de s'assurer de la légitimité démocratique des élus. Les scrutins servent surtout à trancher dans le cas de conflits importants sur des sujets controversés, comme pour la question de l'annexion de Notre-Dame-de-Grâce à Westmount. Ils ne sont pas une pratique habituelle ou régulière, mais demeurent un outil essentiel au bon fonctionnement de la communauté. Les scrutins sont l'occasion de trancher, de trouver une solution à une question tellement controversée qu'il n'a pas été possible de lui trouver une réponse dans l'enceinte du conseil municipal. Plusieurs raisons sont d'ailleurs invoquées par les acteurs étudiés pour expliquer le fait que l'on ne doit pas tenir d'élections uniquement pour la forme. D'abord, il s'agit d'une affaire coûteuse, spécialement dans des municipalités où l'on valorise beaucoup l'économie

(« thrift »)⁵¹. Les élections sont également, et surtout, génératrices de tensions, de divisions au sein de la communauté. Elles soulèvent les émotions et menacent, en quelque sorte, l'ordre social et symbolique du groupe. Comme l'écrit un journaliste de Pointe-Claire après une élection chaudement disputée : « Now that the smoke of battle has cleared away the citizens of Pointe Claire can now settle down to their usual routine after a strenuous dual election contest... »⁵².

3.2.3 « Fit and Proper Persons » : maires et échevins

Fill the Council Chamber with lawyers, and you will have a Babel of confused sound. Fill it with doctors, and the whole borough would start with amazement at the impractical character of men whose minds must needs, in order to reach success, be concentrated on their noble profession. Fill it with journalists, and – the idea makes me laugh until my pen is broken. Successful businessmen of age sufficient, experience ripened, honesty unimpeachable, and the devotion to the work, are the right men to send to the Council. Nor does a high degree of education, so-called, appear to me to be a necessity.

J.S. Curtis, cité dans E.P. Hennock, 1973 : 317-318

Les hommes qui forment les conseils des municipalités étudiés sont bel et bien des élus, mais le sont en général par acclamation, en l'absence d'un scrutin. Qui sont-ils? Appartiennent-ils à la nouvelle « professional-managerial class » sensée former le plus gros du contingent de banlieusards du début du XX^e siècle selon Mary Corbin Sies (2001 : 328)? Se distinguent-ils des membres de l'élite municipale qui œuvrent à Montréal? Et, si oui, comment?

Les maires et échevins étudiés ici constituent une élite municipale locale (figure 3.2). Il s'agit d'un petit groupe d'individus qui consacrent une partie importante de leur temps et

⁵¹ Un exemple parmi tant d'autres : « The Council hopes for a candidate to be chosen by acclamation, as an election costs the Town a considerable expense in printing, renting polling booths, special constables, and a dozen other items connected with the issue at stake. » *The Lakeshore Press*, le 11 juin 1937, p. 2.

⁵² *The Lakeshore Press*, 15 juillet 1932, p. 1.

de leur énergie à la chose municipale. D'une part, ils sont les représentants d'une certaine volonté collective, même si elle est restreinte aux propriétaires. D'autre part, ils incarnent ce pouvoir exercé par la municipalité. En d'autres mots, ce sont eux qui sont choisis par une frange de la communauté pour représenter leurs intérêts au sein du gouvernement local, mais ce sont également eux qui représentent ce gouvernement auprès de l'ensemble de la communauté dans le cadre d'une variété parfois étourdissante d'occasions, d'événements sociaux et culturels. Cela dit, à l'exception de figures marquantes, l'histoire de ce groupe a été assez peu étudiée dans la région montréalaise et, plus généralement, au Québec. Pour Montréal, deux études importantes ont été produites. La première, de Guy Bourassa (1972 [1965]), bien qu'informative, demeure plutôt générale et compte un nombre d'imprécisions méthodologiques. Au contraire, celle de Paul-André Linteau (1998) est plus fouillée et nous servira de pôle de comparaison (et d'inspiration sur le plan de la méthode)⁵³.

Figure 3.5 – « Fit and proper persons » : le conseil municipal de Westmount en 1927



⁵³ Précisons que Linteau a étudié 234 hommes – des maires, des échevins et des commissaires – qui ont œuvré à Montréal entre 1880 et 1914. Sa recherche était axée sur trois sujets : origines ethniques, linguistiques et régionales; caractéristiques professionnelles; et principaux paramètres de la carrière politique (1998 : 5). Nous reviendrons plus loin sur les résultats de ses recherches.

Source : Wm. Notman & Son. *Retiring council of the City of Westmount, Montreal, QC, 1927* (Musée McCord).

Au total, nous avons étudié le profil de 175 individus (voir tableau 3.1)⁵⁴ qui ont été maires ou échevins dans une des trois banlieues étudiées. Soulignons que nous avons éprouvé certaines difficultés en ce qui concerne les élus des décennies 1920-1930, particulièrement dans le cas de Pointe-Claire. La notoriété moindre de ces politiciens suburbains de la deuxième couronne les rend plus difficiles à suivre à l'aide des sources disponibles. Nous disposons donc de peu d'informations sur le statut professionnel d'un grand nombre d'entre eux.

Tableau 3.1 – Nombre d'élus étudiés par localité et périodes couvertes dans chaque cas

Localité	Période couverte	Total	Échevins	Échevins / maires ⁵⁵	Maires
Westmount	1880-1939	87	67	16	4
Pointe-Claire	1911-1939	56	38	16	2
Mont-Royal	1913-1939	33	28	2	3

Sources : *Annuaire Lovell de Montréal et de sa banlieue* (1880-1939) ; Canada, Bureau fédéral de la statistique, Recensements (liste nominative), 1881, 1901, 1911. Ottawa.

Les données quantitatives et qualitatives rassemblées ont été traitées à l'aide de fiches informatiques standardisées et un classement socioprofessionnel a été effectué à l'aide d'une version simplifiée de la grille mise sur pied par le sociologue Gérard Bouchard (1996)⁵⁶.

Avant de nous tourner vers le profil de ce personnel politique, arrêtons-nous sur les cadres imposés par le *Code municipal* à ceux qui exercent une charge municipale au Québec. Aux yeux de la loi, tous ne sont pas éligibles. Les critères d'exclusions sont ici plus

⁵⁴ L'un d'eux, John T. McBride a l'honneur de figurer comme élu dans deux municipalités, Westmount et Pointe-Claire.

⁵⁵ Cette colonne comprend des individus qui ont occupé le poste d'échevin et de maire durant leur carrière politique.

⁵⁶ Voir l'appendice B.

nombreux et sévères que dans le cas de ses électeurs. Généralement, est « habile à exercer une charge municipale tout habitant mâle de la municipalité qui n'en est pas déclaré incapable par une disposition de la loi » (Tellier, 1932 : 117). Une première exclusion affecte donc la moitié féminine de la communauté. Le monde municipal, durant la période étudiée et bien au-delà⁵⁷, est essentiellement un monde d'hommes. Le poste le plus important auquel elles peuvent accéder est généralement celui de bibliothécaire, comme dans le cas de la bibliothèque municipale de Westmount (Hanson, 1997)⁵⁸. Ce qui ne veut pas dire qu'elles n'aspirent pas aux charges municipales. Un article intitulé « Woman or Lady » rapporte sur un ton extrêmement paternaliste en 1910 que s'il y a pas de mouvement de masse en faveur du suffrage féminin à Westmount, certaines femmes songent à défier les conventions pour se présenter devant les électeurs⁵⁹.

Les femmes de la bourgeoisie montréalaise, comme celles d'autres grandes villes nord-américaines, trouveront d'autres espaces pour exercer leur influence sur la communauté, mais demeureront généralement reléguées à des activités associées aux rôles traditionnels de la femme, par exemple la philanthropie et l'assistance⁶⁰. Dans le cas de Pointe-Claire, on les trouvera engagées en grand nombre, dans les années 1930, dans l'ouverture d'une section du *Victorian Order of Nurses* (VON) pour l'ouest de l'île, ouverture supportée financièrement et symboliquement par les élus de la municipalité⁶¹.

Pour revenir aux candidats éligibles aux charges municipales, la loi déclare incapable d'occuper ces charges les aubains, c'est-à-dire les étrangers qui n'ont pas été naturalisés, les

⁵⁷ Les femmes n'apparaissent comme candidates sur la scène municipale québécoise que dans les années 1940 (Dagenais, 1992 : 33) et dans les banlieues étudiées, une vingtaine d'années plus tard (voir *The Westmount Examiner*, le 16 janvier 1960, p. 1).

⁵⁸ Voir également Abigail A. Van Slyck qui a étudié plus généralement les bibliothèques Carnegie (1995 : 160-200).

⁵⁹ L'auteur cite la suffragette anglaise Emmeline Pankhurst, qui explique que « we have tried persuasion, well-meaning women worked for years with gentle methods, and no attention was paid to them. This is a vulgar age, but it is better to be a vulgar and successful woman than an unsuccessful lady ». *The Westmount News*, le 14 janvier 1910, p. 4. Soulignons que le journaliste en question semble faire fausse route quant à la source de cette citation, qui est attribuée à une autre suffragette dans le *New York Times* du 10 janvier 1910.

⁶⁰ Voir, par exemple, Spain (2001).

⁶¹ Et par les associations citoyennes. Voir entre autres *The Lakeshore Press*, le 28 février 1930, p.1. Sur le VON, voir Baillargeon (2004 : 150-154).

mineurs, les membres d'ordres religieux et les ministres du culte, les membres du Conseil privé, les juges ou les magistrats, les officiers de l'armée ou de la police provinciale, les aubergistes, hôteliers et autres marchands ayant une licence pour la vente de boissons enivrantes, quiconque n'a pas sa résidence ou son établissement principal dans la municipalité⁶², quiconque est associé par contrat à la municipalité, ainsi que toute personne trouvée coupable d'un crime puni par une peine de deux ans ou plus. Enfin, nul ne peut être élu s'il ne peut être électeur (Tellier, 1932 : 117-126).

Évidemment, ce sont là des dispositions prévues pour toutes les municipalités du territoire québécois. Elles permettent tout de même de dégager un premier portrait des valeurs recherchées chez les candidats aux charges municipales. Sont exclus ceux qui ne sont pas jugés aptes intellectuellement ou émotionnellement à remplir ces charges, soit les femmes et les mineurs. Sont également exclus ceux qui n'appartiennent pas clairement à la communauté locale ou nationale, soit les étrangers et ceux qui ne résident pas à temps plein sur le territoire, ainsi que ceux qui occupent d'autres fonctions importantes ou qui seraient en position de conflit d'intérêts au sein de l'administration municipale. Enfin, sont exclus les individus aux mœurs ou à la réputation entachée. L'étude des journaux locaux permet de raffiner ce portrait en ce qui concerne les municipalités étudiées et de mieux saisir quelles sont les caractéristiques recherchées particulièrement par les banlieusards lorsque vient le moment de choisir leurs élus. On verra ensuite comment cet idéal se mesure à la réalité⁶³.

Dans son ouvrage sur le personnel politique municipal britannique (dont nous empruntons d'ailleurs le titre pour cette section), Hennock réduit les caractéristiques recherchées par l'électorat de Grande-Bretagne à trois grands thèmes que nous retiendrons en guise de référence : « men of station and respectability », « men of substance or property or wealth » et « men of intelligence or education ». Il précise que « [it] was station or

⁶² Le code autorise les estivants à occuper une charge municipale dans une municipalité de village dans laquelle ils passent tout l'été. On verra que, dans les faits, certains accrocs à cette disposition permettent à des estivants d'occuper des fonctions municipales à Pointe-Claire, même si celle-ci est une ville.

⁶³ « To what ideas of fitness did men appeal when recruiting town councillors? To what degree did the actual composition of any council reflect these ideas? We are concerned with the relation between ideal and reality, as it affected the recruitment of citizens to serve on town councils. » (Hennock, 1973 : 1)

respectability that appeared on all occasions as the indispensable criterion, and it was substance or property that was most commonly linked with it » (Hennock, 1973 : 308). Pour une majorité d'électeurs anglais, si les municipalités devaient devenir le centre d'opérations financières de plus en plus complexes et d'emprunts de plus en plus importants à mesure que les besoins du monde urbain s'accroissaient, les habiletés d'un homme d'affaires devenaient particulièrement précieuses (Hennock, 1973 : 317).

Les éléments que soulève Hennock sont certainement présents dans les attentes des électeurs et dans les qualités que mettent de l'avant les candidats qui souhaitent s'attirer leurs faveurs, en particulier cette connaissance du monde des affaires⁶⁴. Les exemples abondent, mais en voici quelques-uns qui illustreront ces attentes de l'électorat. Ainsi, en janvier 1910, J. H. Sherrard est seul candidat sélectionné pour le siège 3 du conseil municipal de Westmount. Il se sent tout de même obligé, dans une lettre publiée dans la presse, de souligner : « I would want to give the same intelligent and conscientious service to the town that I consider due to my own business »⁶⁵. Sherrard est président de la *Alaska Feather & Down Co. Ltd*. L'adéquation est ainsi fréquemment faite entre l'administration d'une entreprise et celle d'une municipalité. Un citoyen de Pointe-Claire l'exprime clairement en écrivant : « Many of us appear to forget that these men [les élus] are directors of a company in which our properties are the assets, and that a little more attention paid before election time would secure us good administration. »⁶⁶ Efficacité, économie, « strict business methods applied to the city's administration » sont donc à l'ordre du jour lorsque vient le moment de choisir un candidat⁶⁷.

En 1930, dans une lettre aux accents similaires, J. Valery Legault, boucher, met de l'avant les raisons pour lesquelles il devrait être élu maire de Pointe-Claire, mettant en lumière d'autres qualités que devrait posséder le candidat idéal. D'abord, il signale qu'il a été

⁶⁴ Par exemple : « The problems which confront our municipal councils now-a-day demand a high standard of business acumen. » *The Lakeshore Press – Record*, le 6 juin 1925, p. 2.

⁶⁵ *The Westmount News*, le 14 janvier, p. 1.

⁶⁶ *The Lakeshore Press*, le 10 février 1933, p. 4.

⁶⁷ Voir par exemple l'affiche publicitaire se trouvant dans *The Westmount News*, le 17 janvier 1913, p. 2 (figure 3.1).

appelé à se présenter par un large groupe de citoyens éminents de la ville, dont nombre de membres passés et présents de l'élite municipale (maires et échevins). L'accent est ici mis non seulement sur le caractère désintéressé de la candidature – Legault est *appelé* à se présenter –, mais sur l'appui dont il dispose déjà. Ensuite, il souligne qu'il a déjà siégé comme échevin pendant cinq ans, mettant en lumière son expérience dans les affaires municipales. Une expérience qui est presque autant valorisée que celle du monde des affaires⁶⁸. Legault souligne également qu'il habite et tient commerce au sein de la communauté, expliquant qu'il est ainsi plus accessible aux électeurs, mais laissant aussi entendre que ses racines à Pointe-Claire sont profondes⁶⁹. C'est un argument qui est repris ailleurs et élaboré. Par exemple, Henry Woolmer est encensé comme candidat à la mairie dans la presse, entre autres, à cause de son engagement dans la communauté par le truchement de différentes organisations. On a vu qu'il était membre de la VCA, mais il est également, à un moment, président du *Valois Country Club*⁷⁰. Ces critères demeurent étonnamment constants durant toute la période étudiée (et probablement au-delà).

Mais qu'est-ce que les électeurs obtiennent concrètement en retour de ces attentes et de ces promesses? En d'autres mots, quel est le profil des hommes qui deviennent maires et échevins dans les trois banlieues étudiées?

En termes d'âge, nous ne disposons pas d'assez de données pour ce qui est de Mont-Royal, mais l'âge moyen des élus à Westmount et Pointe-Claire donne une indication assez nette du profil des élus à cet égard. La moyenne d'âge lors de l'entrée au conseil y est respectivement de 47 et 46,3 ans. On parle donc d'hommes qui ont une certaine expérience et

⁶⁸ Ainsi, le maire Darling de Mont-Royal est explicite à cet égard : « I am prompted in this hope [que tous les candidats sortants seront réélus] by the fact that it takes at least one year (or 50% of the time for which he is elected) on the part of a new alderman to become fully cognizant with town affairs so that he may act with knowledge that prompts good judgement - something especially necessary in the critical time to come, during which it is my earnest wish, and I am sure the desire of all our townspeople, to institute an era of economy and reduction of taxation. » *Examiner-Courier*, le 23 mars 1933, p. 5. Voir également *The Westmount News*, le 17 janvier 1913, p. 7 ; *The Lakeshore Press*, le 31 mai 1935, p. 3.

⁶⁹ Il faudrait probablement rappeler que Legault sera défait. *The Lakeshore Press*, 20 juin 1930, p. 1.

⁷⁰ *The Lakeshore Press*, le 30 juin 1933, p.1.

un certain statut dans la communauté, mais qui sont aussi probablement bien établis, qui disposent du temps nécessaire pour se consacrer à la chose municipale⁷¹.

Combien de temps consacrent-ils à ces charges (voir tableau 3.2)? La majorité d'entre eux restent en poste plus d'un mandat de deux ans, la moyenne pour les trois villes tournant autour de cinq ans. Les citoyens ont donc visiblement l'occasion de tirer profit de l'expérience de leurs élus. La période consacrée par ces hommes au poste de maire est plus courte, tournant en moyenne autour de trois ans. Il ne faut probablement pas sous-estimer la charge de travail supplémentaire que ce poste représente, mais il faut aussi ajouter que, dans le cas de Pointe-Claire, les lois non écrites font qu'un maire doit céder son poste après un mandat de deux ans⁷². Signalons la présence d'un certain nombre d'échevins qui font de leur carrière municipale un engagement à très long terme. En plus des 21 ans au pouvoir de Darling, mentionnons les 18 ans passés au conseil municipal de Westmount par Peter W. McLagan (dont huit ans comme maire), ainsi que les 15 années de service de James K. Ward au même conseil (dont huit ans comme maire).

Tableau 3.2 – Durée moyenne en années de la carrière politique des élus par localité

Municipalité	Moyenne générale	Moyenne maires
Westmount	4.9	2.7
Pointe-Claire	4.6	2.2
Mont-Royal	5.8	5.8

Sources : Westmount Public Library, *City of Westmount - List of Mayors and Members of Council - Typed Jan. 8th 1953* ; Ville de Pointe-Claire, 2001 ; Axelrad, 1987 ; et journaux locaux (voir la bibliographie).

Les données linguistiques (voir tableau 3.3) présentent un peu moins d'intérêt dans le cas des banlieues étudiées que dans celui de Montréal, où les avancées et les reculs des deux grands groupes linguistiques – et en particulier des francophones – revêtent une importance politique importante. On note évidemment une prédominance écrasante des anglophones à Westmount et Mont-Royal, des prédominances qui sont relativement représentatives de leurs

⁷¹ Un citoyen de Pointe-Claire appuie le candidat Delphis Blondin, arguant que puisqu'il est retraité, il dispose de l'expérience et du temps libre nécessaire pour occuper une charge municipale. Malgré ces arguments, les électeurs semblent préférer des candidats plus jeunes. Voir *The Lakeshore Press*, le 1^{er} juillet 1932, p. 1.

⁷² Dans le cas de Mont-Royal, la longévité du maire Darling fausse un peu les résultats.

populations respectives. De même, à Pointe-Claire, les choses sont plus partagées, reflet d'une population divisée beaucoup plus nettement sur le plan linguistique. Bref, ces élus reflètent le profil linguistique de leurs communautés respectives.

Tableau 3.3 – Répartition linguistique des élus par municipalité (en pourcentage)

Municipalité	Anglais	Français
Westmount	95%	5%
Pointe-Claire	59%	41%
Mont-Royal	94%	6%

Sources : Canada, Bureau fédéral de la statistique, Recensements (liste nominative), 1881, 1901, 1911. Ottawa.

Sur le plan socioprofessionnel (voir tableau 3.4), il faut d'abord ouvrir une petite parenthèse méthodologique pour souligner que, comme dans tout exercice de ce genre, les catégories utilisées pour classer ces 175 individus cachent souvent des carrières qui, si elles se retrouvent sous la même étiquette, varient considérablement en termes de prestige, de salaire, etc. Ainsi, il y a une différence considérable entre deux avocats dont un serait un avocat de campagne et l'autre honoré des lettres KC⁷³ et héritant plus tard d'une carrière de juge. De même, un individu identifié comme cadre intermédiaire au début de sa carrière est peut-être devenu, au fil du temps, chef d'entreprise⁷⁴.

Cela dit, lorsqu'on consulte les données rassemblées, on relève l'absence presque totale (mais peu surprenante) des ouvriers ou des agriculteurs. On retrouve un seul cultivateur à Mont-Royal, bien qu'il soit possible qu'il y en ait d'autres à Pointe-Claire, où les sources ne nous ont pas permis d'identifier la profession de plusieurs des élus des décennies 1920-1930. Dans les trois municipalités, il y a une forte représentation de gens provenant du milieu des affaires, pris au sens très large du terme. Près du tiers des élus sont dirigeants ou propriétaires d'entreprises à Westmount et à Pointe-Claire. Ces chiffres cachent évidemment la taille des entreprises en question. Ainsi, si les grandes entreprises sont bien représentées à Westmount,

⁷³ *King's Council* : une marque de prestige accordée par le barreau à certains avocats.

⁷⁴ À titre d'exemple, l'échevin Francis Poudrette de Pointe-Claire, au cours de sa carrière au sein de la Cie. J. B. Rolland et Fils aura été simple col blanc, puis trésorier, gérant et vice-président de l'entreprise. *The Lakeshore Press=Record*, le 27 juin 1925, p. 1.

à Pointe-Claire, on parle essentiellement d'entreprises d'une portée locale et d'assez petite taille. À Mont-Royal toutefois, on constate que cette catégorie est sous-représentée.

Tableau 3.4 – Classement socioprofessionnel des élus selon la localité (en pourcentage)

Classement	Westmount	Pointe-Claire	Mont-Royal
Dirigeants d'entreprises	32%	27%	12%
Cadres et gens d'affaires	28%	18%	27%
Professions libérales	20%	11%	6%
Cols blancs qualifiés	10%	4%	36%
Autres ou inconnu	10%	40%	19%
Total	100%	100%	100%

Sources : *Annuaire Lovell de Montréal et de sa banlieue* (1880-1939) ; Canada, Bureau fédéral de la statistique, Recensements (liste nominative), 1881, 1901, 1911. Ottawa ; et journaux locaux (voir la bibliographie).

Les cadres intermédiaires et les gens d'affaires (agents d'assurance, courtiers, etc.) ont également des parts appréciables dans les trois municipalités (entre 18 et 28%). Il en va de même pour ce qui est des professions libérales dans Westmount et Pointe-Claire, tandis que ces professionnels sont remarquablement absents de Mont-Royal. Au contraire, les cols blancs qualifiés y occupent une position nettement prédominante, ce qui n'est pas le cas dans les autres villes.

Bref, si la majorité des élus, dans les trois municipalités, sont en contact avec la culture des affaires et de l'administration d'entreprises privées, les élus de Westmount et Pointe-Claire s'illustrent par une appartenances plus fréquente à une bourgeoisie plus élevée en termes de statut social. Au contraire, Mont-Royal est dirigée par un personnel plus près d'une classe moyenne aisée, de la « new urban professional-managerial class that came to prominence in the major metropolitan areas of Canada and the United States after 1870 » dont parlait Mary Corbin Sies (2001 : 328).

À ces informations s'ajoute un certain nombre de détails biographiques qui, s'ils ne permettent pas d'en venir à des conclusions aussi générales que les informations de nature

plus quantitative décrites plus haut, permettent d'enrichir ce tableau, faisant ressortir d'autres aspects de cette élite municipale. Ainsi, certains entretiennent des liens avec des institutions économiques métropolitaines (en plus de leurs emplois), tels David Mahaffey et Bradshaw Clarke de Pointe-Claire, tous deux membres du *Board of Trade* de Montréal. D'autres s'inscrivent dans les réseaux sociaux locaux : ils sont engagés dans leur Église, leur commission scolaire et évidemment les associations de citoyens. Par exemple, Clifford W. Parkin est président de la commission scolaire protestante de Pointe-Claire, James K. Ward de celle de Westmount. James H. Redfern est élu syndic de la bibliothèque publique de la même ville en 1902. Certaines familles forment de véritables dynasties municipales. Il est probable que des liens de parenté unissent J. Valéry et Émile Legault de Pointe-Claire. Avec plus de certitude, on peut parler des Rutherford. William, père et fils, ont été respectivement maires du village de Côte Saint-Antoine et de Westmount, tandis que Stewart, le fils de William Jr., y a été échevin pendant une douzaine d'années⁷⁵. Mentionnons également le cas de John T. McBride. Comme beaucoup de résidents de Westmount, il possède une résidence d'été, dans son cas à Pointe-Claire. McBride a ainsi siégé aux conseils municipaux de Westmount et de Pointe-Claire⁷⁶.

Contrairement à plusieurs élus de Montréal, ceux des banlieues se servent rarement de leur carrière municipale comme d'un tremplin vers d'autres paliers de gouvernement. Quelques exceptions viennent confirmer la règle : J.L. Vital Mallette (de Pointe-Claire, mais qui servira également comme secrétaire-trésorier de Beaconsfield) est député fédéral libéral de 1935 à 1939 et Matthew Hutchinson, de Westmount, député libéral provincial en 1900-1904.

Qu'en est-il du profil des perdants, c'est-à-dire de ces candidats non élus? Nous n'avons pas préparé de profil détaillé des membres de ce groupe. Mais, compte tenu des informations dont nous disposons sur plusieurs d'entre eux, tout laisse croire que le portrait d'ensemble ne serait pas modifié significativement. D'une part, plusieurs de ces candidats

⁷⁵ *The Gazette*, le 21 janvier 1919, p. 4.

⁷⁶ Pointe-Claire compte d'autres élus qui sont des estivants : J.W. Blanchet, qui demeure normalement rue Notre-Dame, à Montréal; et E.N. Brown, qui est un autre résident de Westmount.

défaits finissent par accéder aux charges municipales ou sont d'anciens conseillers : ils figurent donc dans nos statistiques. D'autre part, ceux qui n'ont jamais accédé au conseil municipal et pour lesquels nous disposons d'informations biographiques ne présentent pas un profil qui se distingue de la masse des élus. Il est assez clair que leur échec ne repose pas sur leur appartenance à un groupe socioprofessionnel particulier par exemple.

Lorsqu'on les compare au personnel politique montréalais, il est possible de préciser en quoi ces élus se distinguent de leurs pairs de la métropole. Nous avons déjà mentionné qu'ils n'ont pas tendance à tenter leur chance aux paliers provincial ou fédéral, contrairement à bien des élus montréalais (Linteau, 1998 : 21). Ajoutons qu'on note une prépondérance similaire des hommes d'affaires à celle observée par Linteau (1998 : 13). Comme il l'explique, cette prépondérance distingue le municipal des paliers provincial et fédéral. Il offre deux hypothèses pour l'expliquer : d'abord, l'impact économique important des investissements municipaux pour les membres de ce groupe, qui ont donc intérêt à s'engager à ce niveau ; ensuite, le fait que l'échelle locale favorise leur engagement (Linteau, 1998 : 16). On pourrait ajouter, dans le cas des banlieues, qu'au sein de la bourgeoisie, les hommes d'affaires font l'objet d'une confiance considérable, surtout dans l'optique d'une gestion du municipal qu'on assimile à celle d'une entreprise.

Sur le plan de la carrière politique, à Montréal comme dans les banlieues, les élus sont généralement des hommes qui ont des intérêts économiques sur la scène locale et qui demeurent au conseil un ou deux mandats. La durée moyenne de cet engagement est un peu plus élevée en banlieue, peut-être parce que le contexte est plus favorable aux quelques longues carrières qui font monter la moyenne suburbaine. Ajoutons que l'âge moyen d'entrée est remarquablement similaire, à 44,8 ans pour Montréal, contre une moyenne de 46,6 pour deux des banlieues étudiées. On a donc affaire à des élites municipales assez semblables du point de vue des caractéristiques étudiées, malgré quelques différences qui mettent en évidence le fait qu'une carrière politique à Montréal ouvre sur de plus vastes réseaux, mais aussi que les municipalités suburbaines ne connaissent pas les transformations démographiques et linguistiques qui vont favoriser, à Montréal, la reconquête politique de la ville par les francophones.

Pour conclure cette section, revenons brièvement à la question de la démocratie locale. On constate déjà que cette démocratie locale prend forme dans le contexte de la fin de la première vague réformatrice, mouvement dont la majorité des animateurs appartient à la bourgeoisie anglophone et protestante installée dans les banlieues étudiées. Les gouvernements suburbains et les attentes de la population à leur égard reflètent une conception bourgeoise et réformatrice de la démocratie. Elle prend appui sur un gouvernement efficace, transparent et compétent, qui ne succombe pas aux excès partisans que les réformistes associent à la scène politique montréalaise.

En conséquence, le scrutin électoral, par opposition à l'élection par acclamation, n'apparaît pas comme un rituel démocratique susceptible de donner aux électeurs la satisfaction de plébisciter ses gouvernants. Il s'agit bien davantage d'un outil à utiliser avec une certaine parcimonie lorsque la communauté politique est aux prises avec un ou des chefs incompetents, ou alors avec une question particulièrement controversée. Apparemment pour se prémunir encore plus nettement contre les excès de la politique partisane, ces municipalités vont voir naître en leur sein des associations de citoyens qui se réclament d'une certaine neutralité politique et qui affirment représenter les intérêts de la communauté (ou d'une section de la communauté). Ces assertions seront disputées par certains citoyens qui voient, avec raison, la menace potentielle que représentent ces groupes pour la vie civique. Ces groupes sont à l'occasion eux-mêmes source d'affrontements partisans importants. Mais dans l'ensemble, c'est un modèle qui obtiendra l'appui d'une majorité de citoyens. Ce modèle donne aux villes étudiées des hommes politiques qui répondent assez bien à l'idéal formulé par les électeurs, un idéal qui rejoint encore une fois le courant réformatrice. Plutôt que des politiciens, dans le sens le plus déplaisant du terme, ce sont des administrateurs et des gestionnaires qui sont recherchés et, dans une certaine mesure, élus ; des hommes respectables, qui ont une expérience du monde des affaires et, de préférence, du monde municipal, et qui bénéficient du soutien d'une communauté avec laquelle ils ont généralement des liens assez élaborés.

3.3 LES AUTRES ACTEURS DE LA GOUVERNANCE SUBURBAINE

Les gouvernements municipaux étudiés ne fonctionnent pas en autarcie. Ils doivent composer avec un certain nombre d'acteurs et de groupes, qui exercent une influence dont l'intensité est variable. Ces acteurs, loin de constituer des entraves à la vie démocratique locale, y participent de manière importante, comblent des lacunes, remplissent des besoins. Leur importance ressort d'ailleurs très nettement dans l'historiographie, non seulement avec l'utilisation croissante de la notion de gouvernance, mais plus spécifiquement lorsqu'on étudie le cas de banlieues bourgeoises ayant été annexées par la ville centrale. Privées d'un gouvernement autonome, certaines de ces communautés se dotent néanmoins des outils institutionnels nécessaires pour s'assurer d'une gouvernance locale distincte leur permettant d'exercer une certaine influence sur le gouvernement de la ville centrale, ou de s'y substituer là où c'est possible⁷⁷. Nous présentons ici un portrait des trois acteurs qui nous semblent les plus importants sur le plan local, outre le gouvernement municipal : les associations de citoyens, les journaux et les « simples » citoyens.

3.3.1 Les associations de citoyens

For the minority who do exercise their franchise, voting in municipal elections is, at best, an infrequent and rather passive activity. Many citizens want more continuous, direct involvement. They want the opportunity to participate in the process of making decisions, not just to pass judgment « after-the-fact » by voting for or against certain councilors. For such citizens, the normal recourse has been to form or join local citizens' groups.

C.R. Tindal et S. Nobes Tindal (1990 : 172)

⁷⁷ Voir par exemple Linteau (2001 : 47-48) sur l'exemple de Notre-Dame-de-Grâce à Montréal, ou encore David R. Contosta (1992 : 231-263) sur la communauté de Chestnut Hill à Philadelphie.

L'attachement bourgeois pour les associations de toutes sortes, particulièrement prononcé dans la culture anglo-saxonne du XI^e au X^e siècle⁷⁸, se manifeste clairement dans le cas des associations de citoyens. Ces organisations, dont nous avons déjà vu l'influence sur le plan électoral, ne se substituent pas au gouvernement municipal comme on pourrait le croire, mais s'y ajoutent, viennent en élargir le cadre et la portée à une époque où l'idéologie libérale lui réserve, en théorie, un rôle pour le moins limité⁷⁹. D'ailleurs, à bien des égards, le fonctionnement interne de ces associations reflète celui des municipalités : on y retrouve des officiers élus par les membres⁸⁰, des comités formés pour gérer certains dossiers précis, ainsi que des réunions publiques fréquentes au cours desquelles les membres sont invités à participer. Évidemment, si leurs activités s'ajoutent à celles du gouvernement municipal, cela ne veut pas dire que l'interface entre les deux entités est toujours des plus harmonieuses.

Il n'entre pas dans les objectifs de cette recherche de tracer des portraits détaillés de l'histoire et des caractéristiques de ces groupes. Plusieurs de ces associations sont éphémères et celles qui ne le sont pas disposent d'archives limitées, voire inexistantes. Heureusement, et particulièrement dans les cas des associations de Westmount et de Pointe-Claire, leurs activités ont été suivies avec une certaine assiduité dans les journaux (quand ce ne sont pas les associations elles-mêmes qui utilisent la presse pour publiciser leurs activités).

Revenons d'abord rapidement sur leurs origines. Nous avons expliqué plus haut comment la *Westmount Municipal Association* s'est progressivement imposée, particulièrement après l'élection de 1913, qui cimentera sa position sur la scène politique locale⁸¹. Du côté de Pointe-Claire, l'association de Valois est la plus ancienne, fondée en juin 1917 par un groupe de parents protestants d'abord intéressés à mettre sur pied un système scolaire local. Elle s'ouvre rapidement à tous les propriétaires du district et prend en charge

⁷⁸ Voir Davidoff et Hall (1987 : 416-449)

⁷⁹ Voir par exemple cette lettre d'un citoyen de Pointe-Claire qui appelle à la formation d'une association dans le village : « Wake up. Do your own fighting, and so strengthen the hands of our already overworked and self-sacrificing Council. » *Pointe-Claire Record*, le 28 février 1925, p. 2.

⁸⁰ Ces derniers étant sélectionnés selon les mêmes critères de base que les électeurs municipaux : être mâle et propriétaire.

⁸¹ Ajoutons que l'organisme semble avoir eu un ancêtre du nom de *St. Antoine Improvement Committee*, qui est mentionné en passant par Lighthall (1907) et Groves (1914).

« much of the work now expected of the Municipal Council »⁸². Plus récente, la *Lakeside Citizens' Association* (LCA) est fondée en décembre 1924 sous l'impulsion de Joseph Kenworthy, qui deviendra par la suite échevin et maire⁸³. Il est probable que cette fondation soit inspirée par la présence de la VCA, et c'est certainement le cas pour ce qui est de la fondation de l'association des citoyens de Pointe-Claire. Dans les pages de la presse, un citoyen observe « the enormously increased part Valois district is taking in formulating the policy of the town. A bill not sanctioned by them has a poor chance of becoming a town by-law. » Au contraire, le village de Pointe-Claire est divisé. S'il avait sa propre association, « the view of the Association would act as a perpetual vote of confidence of the Council »⁸⁴. Les autres groupes de la municipalité n'ont apparemment d'autre choix que de se donner des assises institutionnelles équivalentes à celles de Valois pour rivaliser avec son influence politique croissante. Bref, la présence d'une association sectorielle favorise la création d'autres organismes du même type. L'association des citoyens de Pointe-Claire voit donc le jour (pour une première fois) en 1925. Nous en savons beaucoup moins sur l'association des citoyens de Mont-Royal, sinon qu'elle fait sentir sa présence pour la première fois en 1931, pétitionnant le conseil municipal pour obtenir un terrain de jeu pour les enfants du secteur de *Mount Royal Gardens*⁸⁵. On peut présumer que sa fondation découle d'un même désir citoyen de mieux encadrer le travail des gouvernants, mais aussi d'y ajouter.

Les buts de ces organisations convergent et participent d'une mouvance commune. La charte de la *Pointe Claire Citizens' Association* (PCCA) précise que l'objectif du groupe est d'être « co-operative with the Town Hall Council and to any civic body dealing with public affairs »⁸⁶. Faisant un bilan de ses activités, les membres de la VCA estiment que l'association « has played an important part in advocating and obtaining public improvements; in educating and utilizing force of public opinion on important matters, and in

⁸² *The Lakeshore Press*, le 5 février 1937, p. 9 ; le 19 février 1937, p. 9.

⁸³ *Pointe-Claire Record*, le 14 mars 1925, p. 1.

⁸⁴ *Pointe-Claire Record*, le 14 mars 1925, p. 2.

⁸⁵ *The Examiner*, le 22 août 1931, p. 1.

⁸⁶ *Pointe Claire Record*, le 18 avril 1925, p. 1.

selecting and supporting candidates for the municipal council and public bodies »⁸⁷. Plus ambitieuse, une lettre écrite par un membre anonyme de la LCA explique :

For the benefit of those who do not know, may I say that the Citizens' Association is a community effort organized for the protection of the interests of the citizens, and the promotion of everything that tends towards human happiness, and in its efforts to perform these functions intelligently and effectively, it must enter into every phase of community life and have the whole-hearted support of all public spirited residents⁸⁸.

Enfin, la WMA a comme objectifs « to encourage public discussion on every aspect of municipal affairs such as education, traffic, the environment, etc., and to inform the city council of the results » (Gubbay, 1998 : 67). Bref, ces organisations se donnent pour objectif de présenter les doléances de leurs membres au conseil municipal et de s'assurer qu'une réponse adéquate leur soit apportée, mais aussi de servir de foyer de discussion pour leurs membres sur une foule de sujets, incluant ceux qui touchent au bien-être de la communauté, et de s'assurer que le conseil municipal soit composé d'hommes compétents et efficaces.

Une partie importante des activités de ces organisations tourne donc autour de ces questions. Nous avons vu comment elles procèdent pour ce qui est de la sélection des candidats au conseil municipal. Dans le cas des doléances des citoyens, leur action prend des formes qui évoluent dans le temps et qui nous ramènent en quelque sorte à la question électorale. Ainsi, dès août 1917, la VCA exerce des pressions sur le conseil municipal de Pointe-Claire pour qu'il fournisse de l'éclairage sur une route de Valois. L'année suivante, il devient évident qu'une représentation permanente auprès du conseil municipal est nécessaire pour s'assurer que les besoins du district soient satisfaits et une délégation de trois observateurs sera dépêchée à toutes les réunions du conseil municipal, une pratique que l'on retrouve dans les autres municipalités⁸⁹. En juin 1918, les membres de l'association vont un peu plus loin et s'entendent sur deux candidats électoraux pour la section, s'assurant non seulement de garder un œil sur les activités du conseil, mais aussi d'y participer activement.

⁸⁷ *Pointe-Claire Record*, le 1er janvier 1925, pp. 3-4.

⁸⁸ *The Lakeshore Press*, le 19 décembre 1930, p. 6.

⁸⁹ *The Lakeshore Press*, le 5 mars 1937, p. 9 ; le 19 mars 1937, p. 9.

Le cas de l'association de Valois témoigne du glissement qui se fait de la présentation des doléances citoyennes à la nécessité d'assister systématiquement aux réunions du conseil, puis à l'idée de tout simplement s'assurer d'une présence permanente au conseil en faisant élire ses propres candidats.

Si les suburbains visent un gouvernement municipal fonctionnant selon des pratiques inspirées par le monde des affaires, ils mettent également sur pied les instances nécessaires à une action citoyenne organisée face à ce gouvernement. Ces deux institutions n'opèrent pas en opposition l'une à l'autre. Au contraire, tout suggère qu'elles entretiennent une relation de complémentarité. Les associations de citoyens facilitent l'évacuation de la politique partisane du gouvernement municipal et offrent un espace où peuvent se tenir les débats qui, autrement, nuiraient à l'efficacité de l'administration locale. En parallèle, elles s'insèrent de différentes façons dans l'administration municipale et contribuent à son fonctionnement. Les associations de citoyens de Pointe-Claire en viennent d'ailleurs à participer formellement au fonctionnement du conseil municipal de la ville, avec des délégations qui disposent d'un droit de parole acquis aux séances du conseil municipal⁹⁰. Cette relation joue d'ailleurs dans les deux sens, les associations accueillant fréquemment des membres présents ou passés du gouvernement municipal lors de leurs réunions publiques. Ces élus viennent s'y exprimer sur une foule de sujets⁹¹. Il arrive même que ces groupes se substituent tout simplement aux pouvoirs publics lorsque c'est nécessaire (et qu'ils en ont les moyens), comme quand l'association de Valois installe à ses frais une fontaine d'eau dans un parc dont elle a obtenu l'aménagement après des années d'efforts auprès du conseil municipal⁹².

Tout un volet des activités de ces groupes s'éloigne toutefois de la sphère strictement politique, mais n'en contribue pas moins à l'édification de la communauté, de l'entre-soi. Ainsi, les associations comblent un certain nombre de besoins sociaux et culturels en organisant des bals, des parties de cartes, des pique-niques, des activités sportives, etc. Sans

⁹⁰ Voir par exemple leur engagement dans des discussions sur la pose de nouvelles fenêtres dans la station ferroviaire locale (*Pointe-Claire Record*, le 24 janvier 1925, p. 1) ou encore une possible épidémie de scarlatine (*Pointe-Claire Record*, le 31 janvier 1925, p. 1).

⁹¹ Par exemple, *Pointe-Claire Record*, le 14 février 1925, p. 1.

⁹² *The Lakeshore Press*, le 2 juin 1933, p. 5.

parler du vaste nombre de conférences données sur tous les sujets imaginables : par exemple, cette soirée organisée par la *Lakeside Citizen's Association* sur l'Égypte et la Palestine, conférence donnée par le maire de Pointe-Claire⁹³.

Les sources disponibles nous donnent quelques indications quant à la composition de ces organisations. De prime abord, ces groupes se disent ouverts, mais visent généralement les propriétaires⁹⁴. À leur fondation, ils comptent rarement plus que quelques membres, mais prennent rapidement de l'expansion. Par exemple, l'association de Lakeside compte quatorze membres lors de sa fondation, mais plus de soixante-dix l'année suivante⁹⁵. Quant aux réunions publiques qu'organisent ces associations, les quelques chiffres dont nous disposons parlent généralement de quelques dizaines de participants, avec quelques pointes lors d'élections particulièrement contestées qui peuvent attirer plus d'une centaine de personnes (dont probablement un assez grand nombre de non-membres). Ajoutons que les élites municipales sont bien représentées dans ces organisations. Plusieurs membres de leur exécutif sont d'anciens ou de futurs échevins. Dans un petit nombre de cas, des membres du conseil siègent sur leur exécutif. Par exemple, l'échevin William Collings siège à la LC A comme vérificateur⁹⁶, tandis que l'échevin Wilbrod Bastien est élu président de la VCA, avec l'échevin William Keene à son comité exécutif⁹⁷. Ces cas demeurent toutefois rares et font généralement l'objet de dénonciations assez fermes dans la presse.

Pour ce qui est des femmes, ces associations font preuve d'une ouverture relative. Par exemple, elles ont une présence assez importante à la LCA, incluant le poste de trésorière⁹⁸. À Valois, dans les années 1930 « [in] all seriousness, it is proposed to admit to membership

⁹³ *The Lakeshore Press*, le 30 janvier 1926, p. 3.

⁹⁴ Un article sur la WMA précise par exemple que le « meeting will be opened to all residents of the town, and ratepayers not resident, these being the only qualifications for membership in the association ». *The Westmount News*, le 29 février 1908, p. 1. Des propos que reprend la charte de l'association des citoyens de Pointe-Claire : « Membership is open to any ratepayer or householder in the town. » *Pointe Claire Record*, le 18 avril 1925, p. 1.

⁹⁵ *Pointe-Claire Record*, le 14 mars 1925, p. 1.

⁹⁶ *The Lakeshore Press*, le 18 décembre 1931, p. 3.

⁹⁷ *The Lakeshore Press*, le 25 juin 1937, p. 6.

⁹⁸ *The Lakeshore Press*, le 10 mai 1929, p. 8.

the fair sex of Valois »⁹⁹, alors que lors de la reconstitution de l'association de Pointe-Claire en 1939, on précise que tout les « male members of the community, whether members or not, are cordially invited »¹⁰⁰. Bref, les positions varient d'une association à l'autre, mais l'ordre social en vigueur, voulant que les femmes ne se mêlent pas trop de politique est maintenu avec une certaine rigueur. Les femmes participent toutefois en assez grand nombre aux activités sociales et culturelles des associations.

À Westmount, comme à Mont-Royal et à Pointe-Claire, ces associations se veulent tout de même rassembleuses, voire synonymes de leur communauté. La nature de ce cadre identitaire varie toutefois. Dans les deux premiers cas, on a affaire à des associations qui rassemblent une communauté dont les frontières coïncident avec celles du gouvernement municipal. Toutefois, à Pointe-Claire, malgré la présence d'une fédération des associations¹⁰¹, ces groupes sont avant tout sectoriels, s'identifiant d'abord à leur district. C'est particulièrement le cas de la VCA, qui contribue fortement à la construction et à la persistance d'une identité communautaire distincte pour Valois.

3.3.2 Les journaux locaux

Si les jugements contemporains peuvent parfois être sévères en ce qui a trait à la couverture des questions locales par les médias (Tindal et Tindal, 1990 : 175), durant la période étudiée, il est difficile de se plaindre. En l'absence de la télévision et malgré le développement de la radio, les journaux demeurent la source d'information privilégiée par la majorité des citoyens. Les journaux locaux et la couverture qu'offrent les journaux métropolitains des affaires suburbaines sont donc d'assez grande qualité. Nous avons traité de leurs caractéristiques comme sources dans le chapitre 2, c'est comme acteurs de la gouvernance qu'ils nous intéressent ici.

⁹⁹ Précisons que leur participation se fera finalement dans la cadre d'une sous-association distincte, subordonnée à l'exécutif masculin. *The Lakeshore Press*, le 4 octobre 1935, p. 8.

¹⁰⁰ *The Lakeshore Press*, le 3 février 1939, p. 1.

¹⁰¹ *The Lakeshore Press*, le 24 mai 1929, p. 8. Mais il s'agit d'une assemblée qui ne fonctionne pas toujours bien comme en témoigne le retrait de la LCA en 1930 « as the members felt it was not functioning as it should ». *The Lakeshore Press*, le 9 mai 1930, p. 12.

Dans les trois municipalités étudiées, les journaux locaux se vantent d'abord et avant tout de leur rôle de chien de garde du bien commun. Par exemple, l'éditeur du *Weekly Examiner* de Mont-Royal explique :

We believe that this district is one of the best home communities on the North American continent. If we protest certain practices; if we oppose what we consider abuses; it is not because we wish to belittle or malign this district that we call home. It is because we wish to make this community a still better place - and the only way we know how to accomplish this is to bring the light of publicity against undesirable conditions wherever they are found existing in the community¹⁰².

En conséquence, les éditeurs et les journalistes de ces journaux n'hésitent pas à apostropher le conseil municipal au sujet des problèmes observés dans la communauté¹⁰³, mais aussi à examiner sans relâche ses activités, comme dans le cas de *The Westmount News*, où l'on promet que « [in] the interests of the town, our searchlight will be thrown fearlessly into the Council Chamber, and into every municipal department conducted at public expense »¹⁰⁴. Ce qui engage ces journaux à faire preuve d'objectivité politique.

Ils se réclament ainsi généralement du qualificatif d'indépendant, annoncent qu'ils cherchent à ne pas être biaisés et à poursuivre la vérité sans relâche. Ainsi de l'éditeur de l'*Examiner-Courrier* de Mont-Royal qui aimerait dire quelques mots « as to the various uses of an unbiased paper to a community ». Durant les élections, il permet de jeter la lumière sur le « vrai » caractère des candidats. Inversement, il est la voix du « man in the street » qui, si elle est endossée par suffisamment de membres de la communauté, peut demander avec succès des améliorations diverses. « The Examiner-Courier, in short, is an independent clean newspaper for the home, devoted to public service. »¹⁰⁵

¹⁰² *The Weekly Examiner*, le 4 janvier 1930, p. 2.

¹⁰³ Par exemple, pour se plaindre de la coupe d'arbres qui contribuaient à la qualité esthétique d'une rue. *The Lakeshore Press*, le 28 mai 1926, p. 2.

¹⁰⁴ *The Westmount News*, le 5 octobre 1907, p. 1.

¹⁰⁵ *The Examiner-Courier*, le 9 mars 1933, p. 2.

Évidemment, cette indépendance a ses limites. Par exemple, l'*Examiner-Courier* de Mont-Royal partage ses locaux avec la *Business Men's Association* de la ville. En conséquence, on ne sera pas surpris de retrouver de fréquents appels à l'achat local dans les pages de ce journal « indépendant »¹⁰⁶. De même, le *Pointe-Claire Record* se vante dans ses pages de l'étroite collaboration du journal avec le maire, le conseil et les associations locales¹⁰⁷.

Il n'en demeure pas moins que ces journaux, en plus d'intervenir sur le plan éditorial et journalistique sur une foule de sujets de nature politique, contribuant à informer leurs lecteurs des affaires locales¹⁰⁸, servent également de tribunes aux autres composantes de la gouvernance suburbaine, permettant de diffuser à la population les messages et les discours provenant notamment des conseils municipaux et des associations de citoyens. Ils jouent donc un rôle important dans la construction de la communauté (Joyce, 2003 : 125) De toute évidence, ils servent aussi fréquemment de plate-forme aux citoyens, qui disposent d'un espace privilégié pour s'exprimer sous la rubrique « Letters to the Editors »¹⁰⁹.

3.3.3 Le « simple » citoyen

Le citoyen est un acteur indéniable de la gouvernance municipale lorsqu'il remplit ses devoirs de base, tels qu'ils sont décrits dans le code municipal, mais comme l'exprime avec éloquence un homme de Pointe-Claire dans cette lettre adressée aux journaux, ce n'est pas suffisant :

It is not enough to simply pay taxes, important – and sometimes painful – as that may be, or to exercise our right of franchise during election time by casting our vote for mayor or aldermen, as the case may be. It is not enough that we belong to one of the very excellent clubs or other societies that exist along the Lakeshore, we must do more. We must, if we wish to make our Town to

¹⁰⁶ *Examiner-Courier*, le 6 avril 1933, p. 1.

¹⁰⁷ *Pointe-Claire Record*, le 21 février 1925, p. 2.

¹⁰⁸ « A reading community is a progressive community. » *The Westmount News*, le 5 octobre 1907, p. 1.

¹⁰⁹ Comme dans cet exemple où un citoyen se plaint du manque de parcs dans Pointe-Claire. *The Lakeshore Press*, le 11 juin 1926, p. 1.

continue its attractiveness for tourists and city visitors, take a greater interest than we have shown heretofore, in all matters pertaining to the welfare of our Town ; become intimately acquainted with the affairs of the Town or club or society, and do everything in our power to make these activities as perfect, as our sometimes adverse criticisms reveal their imperfections, and this can not be satisfactory accomplished unless we are prepared to assume in the fullest measure of individual responsibility, either in the role of a citizen of the town or as a member of the club or society to which we may belong¹¹⁰.

Ainsi, si l'apathie citoyenne est souvent déplorée par les élus, les éditeurs ou les officiers des associations, à de multiples occasions, les citoyens des banlieues étudiées vont au-delà de leur rôle d'électeurs et de payeurs de taxe.

La plupart du temps, leurs interventions visent l'amélioration des services de base (route, aqueduc, égout, éclairage, propreté) dans un secteur bien précis, celui où ils habitent. Par exemple, ces citoyens de Lakeside qui pétitionnent le conseil pour la macadamisation de deux rues de leur district¹¹¹, ou l'amélioration d'une voie majeure liant Pointe-Claire à Dorval¹¹². À l'opposé, on a assez fréquemment affaire à des pétitions qui s'élèvent contre une action entreprise ou prévue par la municipalité, ou alors contre les activités d'un ou d'autres citoyens. Par exemple, ces citoyens qui s'élèvent contre l'érection d'un garage dans le secteur résidentiel de Bowling Green (et obtiennent gain de cause)¹¹³ ou, cas plus spectaculaire, ceux de Westmount qui se mobilisent en très grand nombre pour forcer la municipalité à tenir un référendum sur l'annexion de Notre-Dame-de-Grâce¹¹⁴, à laquelle ils s'opposent. Ces actions citoyennes donnent parfois lieu à des affrontements assez vifs entre les citoyens eux-mêmes, des affrontements au sujet desquels le conseil doit trancher, comme lorsqu'on propose, à Pointe-Claire, de convertir un manoir en hôtel. Des pétitions pour et contre la conversion sont ainsi déposées devant le conseil¹¹⁵.

¹¹⁰ *The Lakeshore Press*, le 10 octobre 1930, p. 4.

¹¹¹ *Pointe-Claire Record*, le 21 mars 1925, p. 1.

¹¹² *The Lakeshore Press*, le 3 septembre 1926, p. 4.

¹¹³ *The Lakeshore Press*, le 23 mai 1930, p. 1.

¹¹⁴ *The Westmount News*, le 23 novembre 1907, p. 4.

¹¹⁵ *The Lakeshore Press*, le 18 décembre 1931, p. 1.

Mentionnons finalement le cas de ces citoyens déclassés par la montée des préoccupations suburbaines de leurs concitoyens, comme ces agriculteurs de Pointe-Claire qui pétitionnent le conseil municipal pour agrandir des granges et des hangars, mais qui sont déboutés à cause de l'opposition de résidents se trouvant à proximité, qui craignent que ces bâtiments peu esthétiques ruinent leur qualité de vie et la valeur de leur propriété¹¹⁶.

En conclusion de section, rappelons que ces différentes composantes de la gouvernance suburbaine interagissent fréquemment entre elles et avec le gouvernement municipal. Lorsqu'elles sont en conjonction, il est rare qu'elles n'obtiennent pas ce qu'elles désirent. Ainsi, à Pointe-Claire, lorsque le déneigement des rues est négligé, ce sont les plaintes de citoyens qui mobilisent un éditeur du *Pointe Claire Record*. Il leur fait écho dans les pages du journal et propose l'achat de déneigeuses, idée qui est aussitôt reprise et supportée par la VCA qui la présente au conseil municipal, qui finira par procéder à l'achat¹¹⁷. Il ne fait pas de doute que les succès enregistrés par ces acteurs nourrissent, à leur tour, une plus grande activité de leur part et une plus grande participation citoyenne aux affaires de la municipalité. Ces acteurs contribuent indéniablement à la culture politique qui distingue les banlieues étudiées.

¹¹⁶ *The Lakeshore Press*, le 13 janvier 1933, p. 4.

¹¹⁷ *Pointe-Claire Record*, le 24 janvier 1925, p.1.

CONCLUSION

Étudier les communautés comme projets plutôt que comme réalités empiriques, les dépouiller de leur halo romantique requiert qu'on concentre notre attention sur les institutions qui en permettent et en structurent l'existence. Dans le cas des banlieues bourgeoises, cette institution, c'est d'abord le gouvernement municipal. Créatures des provinces pour les uns, des promoteurs pour les autres, les municipalités suburbaines sont, dans certains cas, dotées d'une indéniable autonomie et animées par les citoyens qu'elles représentent.

Les gouvernements municipaux qui prennent forme dans les banlieues étudiées s'abreuvent à une conception de la démocratie et de la gouvernance municipale qui est fortement influencée par celle mise en avant par le courant réformiste. On l'a vu dans le cas de ce processus électoral favorisant une approche consensuelle, non-partisane, de la politique locale, et menant à une montée en force des associations de citoyens. Ces organismes monopolisent en leur sein les débats politiques plutôt que de les porter au conseil municipal ou sur la place publique. Cette montée ne se fait évidemment pas sans résistances, mais finit par obtenir l'appui de la majeure partie des communautés étudiées. Il n'en demeure pas moins que les élections où il y a scrutin apparaissent ici non pas comme un rituel démocratique, mais comme une mesure de derniers recours, nécessaires pour trancher dans le cas de questions controversées ou de conflits de personnalités insolubles. Il s'agit à la fois de ménager le budget de la municipalité et l'unité de la communauté. Par le fait même, on espère se distinguer de l'administration de la ville centrale telle qu'elle est dépeinte dans les discours réformistes – corrompue, partisane et inefficace – et, par le fait même, justifier et valoriser le choix de la banlieue.

Le personnel politique qui est élu et œuvre au sein de ces administrations reflète en bonne partie la composition linguistique et socioprofessionnelle de la communauté, mais aussi ces mêmes valeurs réformistes. Ainsi, ce ne sont pas des politiciens « professionnels » qui sont aux commandes des municipalités, mais des administrateurs qualifiés par leur expérience dans le monde des affaires et au conseil municipal.

Cette démocratie locale ne s'arrête pas au gouvernement municipal, mais se déploie à travers un ensemble d'autres acteurs. Il y a évidemment ces associations de citoyens dont nous venons de parler. Elles n'agissent pas seulement en période électorale, mais contribuent à informer et à rassembler les citoyens, puis à transmettre et à défendre leurs doléances auprès du conseil municipal. Ce sont des rôles que jouent également les journaux locaux. Dans une moindre mesure, le « simple » citoyen dispose, dans certains cas, des moyens d'intervenir directement sur le fonctionnement de son gouvernement local.

Quelle culture politique, quelles pratiques ressortent de cette analyse? Les démocraties suburbaines étudiées se caractérisent d'abord par une citoyenneté politique limitée aux seuls propriétaires. La citoyenneté, définie comme l'appartenance à la communauté politique et la pleine participation à ses processus de décision, exclut donc un nombre considérable d'individus adultes et en pleine possession de leurs moyens intellectuels : la grande majorité des femmes et l'ensemble des locataires. Ces restrictions ne sont évidemment pas propres aux milieux étudiés, mais caractéristiques de la majeure partie du monde municipal québécois. Elles n'en reflètent pas moins des principes qui sont bien ancrés dans ces communautés et, plus généralement, au sein de la bourgeoisie. La propriété est non seulement à la base de la liberté libérale, elle est un gage de responsabilité. Les propriétaires se sont investis matériellement dans la communauté et auront à subir directement les conséquences des décisions prises au conseil, il semble donc naturel qu'ils soient ceux qui choisissent qui y siègera.

Les élections sont surtout l'occasion de faire ce choix, non pas de procéder à de vigoureux débats d'idées. On cherche à former des conseils municipaux compétents, efficaces et unis. Ce choix se fait, de préférence, en l'absence d'un scrutin parce qu'un tel exercice est non seulement coûteux, mais source de divisions. Les faits suggèrent que l'homogénéité socioéconomique de ces communautés est accompagnée d'une homogénéité idéologique relative, qui minimise les risques d'affrontements de ce type. Quand ils sont inévitables, le scrutin permet de trancher, même si on s'empresse ensuite de tourner la page.

Ce qui ne signifie pas que les électeurs soient passifs, bien au contraire. Ils s'informent et tâchent de comprendre les enjeux en présence. Les rencontres du conseil municipal sont publiques et leur déroulement est rapporté fidèlement par les journaux locaux. De même, la tenue de rencontres publiques entre les élus et les électeurs est une pratique courante à Westmount et Pointe-Claire, sans parler du rôle informatif joué par les associations de citoyens et les journaux. On a également vu que les citoyens sont capables, lorsqu'ils agissent en assez grand nombre, d'amener le conseil municipal à se pencher sur des questions qu'il ne comptait pas nécessairement aborder. En d'autres termes, la démocratie suburbaine est moins une affaire d'affrontements de points de vue et de partis, et beaucoup plus une affaire de transparence, d'efficacité et d'accessibilité. Il y a visiblement un consensus assez grand sur la forme que doit prendre ce régime, sur les grandes lignes de son orientation. Ceci ne peut que contribuer à en renforcer son rôle comme institution soutenant la collectivité. Les suburbains étudiés ont bien d'autres façons de s'exprimer que le scrutin pour agir sur et à travers leur gouvernement local. Encore faut-il voir quels seront les gestes posés par ces gouvernements pour servir les intérêts de la communauté, en dessiner les frontières et les caractéristiques.

CHAPITRE 4

L'ORDRE DES CHOSES : RÉGLEMENTER LE MILIEU

Power did not stop at parliament or town hall in the nineteenth century; it haunted the material world, the water pipes and paving stones of the modern city.

Simon Gunn (2006 : 103)

Les régimes politiques décrits dans le chapitre précédent et les hommes qui sont à leur tête ont l'occasion d'agir sur leur milieu et s'en saisissent. Leurs actions répondent à des impératifs pratiques, mais également à un idéal suburbain. Cet idéal et le milieu dans lequel il s'incarne évoluent tous deux dans le temps. C'est cette double évolution que nous allons suivre ici et dans le chapitre suivant.

Alors que le prochain traite de l'influence de la municipalité sur l'ordre social, celui-ci porte sur le milieu administratif et physique. Dans les deux cas, l'instrument privilégié par les élus est la réglementation municipale. Nous commencerons donc par nous pencher sur le contexte administratif général dans lequel ces règlements sont conçus et adoptés, pour ensuite présenter un profil général de ceux que nous avons étudiés. Nous nous tournerons ensuite vers l'utilisation qui est faite de cette réglementation. Dans un premier temps, nous verrons qu'elle est utilisée par l'administration municipale pour faire un travail sur elle-même. Dans un second temps, nous verrons qu'elle permet à ces élus de travailler en profondeur le milieu physique dans lequel se déploie et s'inscrit la communauté, et comment ce travail favorise sa consolidation.

4.1 LA RÉGLEMENTATION MUNICIPALE, EN THÉORIE ET EN PRATIQUE

Puisque la réglementation municipale est la source sur laquelle s'appuie principalement ce chapitre et le suivant, nous allons nous arrêter d'abord sur le fonctionnement général de cette « fabrique à règlements » qu'est la municipalité, notamment sur ce que prévoit le *Code municipal de la province de Québec* à ce sujet. Notre attention se portera ensuite, de manière générale d'abord, sur les trois séries de règlements que nous avons dépouillés.

4.1.1 La fabrique à règlements

Les règlements adoptés par les municipalités sont le résultat d'initiatives de différentes origines, même s'il n'est pas toujours possible de les identifier clairement à l'aide des documents disponibles. Un certain nombre d'entre eux trouvent simplement leur origine dans le fonctionnement de la municipalité, c'est-à-dire qu'ils constituent des mesures relativement incontournables pour assurer le bon fonctionnement de la municipalité. Il en va ainsi des règlements qui fixent annuellement le taux de taxation, ou encore de ceux qui fixent des politiques plus générales (et fondamentales) comme le code de construction des bâtiments. D'autres règlements sont le fruit de décisions, de choix des membres de l'administration municipale. Ils sont proposés par un des échevins ou par le maire. Évidemment, dans ces cas, il est difficile d'être absolument certain que la volonté des élus est le principal moteur de changement. L'influence d'acteurs externes n'est pas à exclure même s'il n'en reste pas de traces. Cette influence se fait plus visible dans d'autres cas, qu'il s'agisse de propriétaires d'un secteur demandant formellement l'exécution de certains travaux sectoriels, d'une frange plus importante de la population demandant la fourniture de services plus généraux ou se plaignant d'une nuisance particulière, sans parler de l'influence de lobbies particuliers, comme les commerçants.

Pour ce qui est de la forme prise par ces règlements, la composition de plusieurs d'entre eux est basée sur des formules utilisées par d'autres municipalités, ou encore contenues dans le *Code municipal de la province de Québec*, qui définit assez clairement

dans quels domaines les municipalités sont autorisées à légiférer¹. Une minorité de règlements – les plus intéressants de notre point de vue – sont toutefois taillés sur mesure pour et par la municipalité, souvent rédigés avec l’assistance d’experts locaux, comme des avocats, des architectes ou des ingénieurs.

Une fois le texte d’un règlement préparé, il est soumis au conseil. Des avis publics dans les journaux et dans des endroits clés de la communauté (généralement l’Hôtel de Ville, des places publiques, et des églises des principales confessions présentes) annoncent la proposition et l’éventuelle adoption de ce règlement. Selon les modalités adoptées par chaque municipalité, le règlement sera lu deux ou trois fois devant le conseil (et donc le public présent) à des jours différents (Tellier, 1932 : 194). Le règlement est, bien entendu, soumis au vote du conseil et généralement adopté s’il y a majorité simple.

Une fois approuvé par le conseil, il doit encore recevoir au moins une sanction supplémentaire, puisque tous les règlements municipaux doivent être soumis au ministère des Affaires municipales de la province, qui s’assure de leur conformité aux provisions du code municipal. Ajoutons qu’à partir de 1921, les règlements d’emprunt des villes se trouvant sous la juridiction de la Commission métropolitaine de Montréal (CMM) (en ce qui nous concerne : Westmount et Mont-Royal) doivent également être soumis à cet organisme métropolitain pour approbation. La CMM, sur laquelle nous reviendrons, est la première structure de gouvernement métropolitain de la région de Montréal². Son principal mandat, du moins à ses débuts, est de superviser les finances des banlieues de la première couronne de Montréal, et en particulier de celles qui sont aux prises avec des difficultés financières chroniques, ce qui n’est pas le cas de celles que nous étudions.

Dans certaines circonstances, la réglementation municipale doit aussi faire face à la sanction des électeurs. C’est une procédure automatique lorsque le règlement en question

¹ En termes généraux, toute corporation locale peut réglementer pour « assurer la paix, l’ordre, le bon gouvernement, le bien-être général et l’amélioration de la municipalité, pourvu que ces règlements ne soient pas contraires aux lois du Canada ou de la province, ni incompatibles avec quelque disposition spéciale du présent code » (Tellier, 1932 : 207-208).

² Voir Divay et Collin (1977 : 38-40), ainsi que Pineault (2000 : 83-196).

prévoit un emprunt, mais également lorsqu'un nombre suffisant d'électeurs en fait la demande. Dans un cas comme dans l'autre, rappelant l'importance de la propriété dans l'équation démocratique municipale, le règlement qui est ainsi soumis au vote doit recevoir l'appui d'une majorité d'électeurs, représentant une valeur foncière tout aussi majoritaire (« the majority, in number and value » (Bell, 1927 : 105)). Les modalités du vote et les critères d'admissibilité des électeurs sont sensiblement les mêmes que dans le cas d'élections. Dans le cas de travaux sectoriels d'un coût de plus de 5 000\$, le règlement est seulement soumis au vote des propriétaires affectés (ce sont eux qui rembourseront l'emprunt par l'entremise d'une taxe spéciale). Le taux de participation jugé nécessaire pour que le vote soit valide varie selon l'importance de l'emprunt et la taille de la municipalité. Ajoutons que tout électeur peut contester à ses frais la légalité d'un règlement adopté par la municipalité devant un tribunal provincial.

Une fois adoptés et sanctionnés, ces règlements ont force de loi et sont conservés dans un livre des règlements compilant l'ensemble de la réglementation. La municipalité dispose toutefois de moyens relativement limités pour punir ceux qui y contreviendraient. Elle ne peut imposer, durant la majeure partie de la période étudiée, que des amendes d'un maximum de 40\$ ou des peines d'emprisonnement d'un maximum de deux mois pour ceux qui ne peuvent (ou ne veulent) payer l'amende. Évidemment, dans certaines circonstances, ces peines peuvent s'alourdir considérablement puisque « [if] the infraction of a by-law continues, such continuation shall constitute a separate offence, day by day » (Bell, 1927 : 105).

Donc, si la machinerie réglementaire est entre les mains des élus, ce pouvoir est assez bien encadré – voire partagé. D'abord, d'en haut, puisque les instances provinciales, puis métropolitaines, peuvent désavouer les règlements qui leur sont soumis si elles estiment qu'ils ne sont pas conformes à certaines normes. Ensuite, d'en bas, puisque les électeurs peuvent se prononcer par scrutin, en théorie, sur la presque totalité des règlements proposés. Une fois ceux-ci adoptés, ils peuvent également les contester devant un tribunal.

4.1.2 La réglementation à Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal : vue d'ensemble

Lorsqu'on s'arrête seulement au nombre de règlements adoptés durant la période étudiée, la municipalité de Westmount se distingue clairement du lot. On y a adopté au moins trois fois plus de règlements qu'à Pointe-Claire ou à Mont-Royal. Une partie de cet écart s'explique bien sûr par le fait que Westmount est incorporée en tant que ville plus de vingt ans avant les deux autres municipalités.

Mais, si on regarde le nombre de règlements adoptés en moyenne, par année, au cours de la période qui va de l'incorporation des trois municipalités au début du second conflit mondial, on constate que cette différence persiste, Westmount adoptant à peu près deux fois plus de règlements par année (tableau 4.1). C'est donc chez elle que l'on retrouve l'activité réglementaire la plus intense, les deux autres municipalités présentant des profils plus comparables entre eux. Si on prend comme point de comparaison certaines des municipalités étudiées par Jean-Pierre Collin pour une période allant de leur incorporation à 1920, on constate que Pointe-Claire et Mont-Royal présentent des profils assez analogues à ceux de banlieues ouvrières comme Saint-Henri (149 règlements adoptés entre 1875 et 1905³, pour une moyenne de 5 par année) et Verdun (242 règlements adoptés entre 1875 et 1920, pour une moyenne de 5,5 par année) (Collin, 1982 : 123-128). La singularité de Westmount, à ce niveau, ne s'expliquerait donc pas simplement par le fait qu'elle est une banlieue bourgeoise⁴.

Cette donnée est bien sûr plus ou moins révélatrice, l'intensité de l'activité réglementaire ne nous disant rien de la teneur des règlements adoptés. Pour un peu mieux cerner ce contenu, voyons quels sont les domaines privilégiés par la réglementation adoptée dans les municipalités étudiées.

³ Année de l'annexion de cette municipalité à la ville de Montréal.

⁴ Ce que viennent d'ailleurs confirmer les chiffres que Collin (1982) a compilés pour une autre banlieue bourgeoise bien connue de Montréal : Outremont (158 règlements adoptés entre 1875 et 1920, pour une moyenne étonnamment basse de 3,5 règlements par année).

Tableau 4.1 : Nombre total et moyenne annuelle de règlements adoptés entre l'incorporation et 1939 à Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal

Municipalité	Année d'incorporation comme ville	Nombre de règlements adoptés	Moyenne des règlements par année
Westmount	1890	505	10,3
Pointe-Claire	1911	159	5,6
Mont-Royal	1913	123	4,7

Sources : Archives de Westmount (AWM), *Municipal By-laws* ; Archives de Pointe-Claire (APC), *Règlements de la Ville de Pointe-Claire* ; Archives de Ville de Mont-Royal (AVMR), *Municipal By-Laws*.

Dans le tableau 4.2, qui présente le nombre de règlements adoptés dans chacune des municipalités par catégories, on note, pour commencer, l'absence complète de règlements portant sur la promotion industrielle et économique. Ces règlements servent généralement à accorder à des entreprises différents bénéfices fiscaux pour les amener à s'installer sur le territoire, mais aussi pour s'assurer, par exemple, qu'elles emploieront la main-d'œuvre locale. Si certaines des municipalités étudiées ne ferment pas entièrement la porte à l'implantation d'industries sur leurs territoires, Mont-Royal ouvrant par exemple la sienne à la Marconi durant les années 1930, elles ne sentent pas le besoin d'encourager ces implantations par des mesures politiques, contrairement à des villes comme Saint-Henri ou Maisonneuve.

Le tableau 4.3, qui présente les mêmes données, mais sous forme de pourcentage, est plus révélateur. Globalement, on observe que les règlements à teneur plus normative, c'est-à-dire ceux des catégories « urbanisme » et « activités judiciaires », occupent un espace considérable dans les trois municipalités. Alors que Collin (1982) observait des pourcentages plutôt bas à ce sujet dans les banlieues ouvrières de Saint-Henri (16%) et de Verdun (14%), à Westmount et à Mont-Royal, ces règlements comptent pour presque 40% de ceux adoptés. Dans le cas de Pointe-Claire, ils ne forment que 27% de l'ensemble, ce qui est tout de même appréciable. Ces chiffres donnent à penser que les municipalités étudiées légifèrent plus abondamment que d'autres dans ce champ, mais dans des proportions différentes les unes des autres, comme en témoigne le cas de Pointe-Claire.

Tableau 4.2 : Répartition des règlements adoptés à Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal, entre le moment de leur incorporation et 1939, selon leur champ d'action (N)⁵

	Westmount	Pointe-Claire	Mont-Royal
Régime politique et administratif	33	8	28
Fiscalité	76	28	21
Services aux terrains	108	61	32
Services aux personnes	54	29	23
Urbanisme	124	24	24
Promotion industrielle et économique	0	0	0
Activités judiciaires	77	19	25

Sources : AWM, *Municipal By-laws* ; APC, *Règlements de la Ville de Pointe-Claire* ; AVMR, *Municipal By-Laws*.

Tableau 4.3 : Répartition proportionnelle des règlements adoptés à Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal, entre le moment de leur incorporation et 1939, selon leur champ d'action (%)

	Westmount	Pointe-Claire	Mont-Royal
Régime politique et administratif	6,5	5,0	22,8
Fiscalité	15,0	17,6	17,1
Services aux terrains	21,4	38,4	26,0
Services aux personnes	10,7	18,2	18,7
Urbanisme	24,6	15,1	19,5
Promotion industrielle et économique	0,0	0,0	0,0
Activités judiciaires	15,2	11,9	20,3

Sources : Archives de Westmount (AWM), *Municipal By-laws* ; Archives de Pointe-Claire (APC), *Règlements de la Ville de Pointe-Claire* ; Archives de Ville de Mont-Royal, *Municipal By-Laws*.

Soulignons tout de même que la majorité des règlements adoptés dans les trois municipalités étudiées appartiennent à la famille des règlements de type administratif, les « services aux terrains » et la « fiscalité ». Dans les deux cas, soulignons que cette importance n'est pas étrangère au fait que ces trois villes, comme la majorité des municipalités de la province, légifèrent annuellement pour fixer le taux d'imposition sur la valeur des propriétés,

⁵ On remarquera que, si on additionne les chiffres des tableaux 4.2 et 4.3, on obtient des sommes supérieures au nombre total de règlements adoptés. C'est que plusieurs de ces règlements couvrent plus d'un domaine.

ainsi que chaque fois que des travaux doivent être entrepris pour la viabilisation de parties de leur territoire (ouverture et macadamisation de rues, trottoirs, égouts, etc.).

Notons donc qu'il existe un certain nombre de variations dans le profil réglementaire des municipalités étudiées, mais que, lorsqu'on les compare à ceux de banlieues ouvrières, on observe que les trois cas étudiés demeurent assez étroitement apparentées, notamment par leur intérêt plus grand pour les politiques de type normatif.

Cela dit, il faut traiter ce portrait quantitatif avec la plus grande prudence. Comme c'est souvent le cas, les chiffres présentent un portrait partiel, cachant une réalité beaucoup plus complexe. Même si la réglementation municipale constitue une source respectant certains standards, offrant des modèles et un langage qui se ressemblent beaucoup d'une ville à l'autre, ces règlements ne peuvent être aisément réduits à de simples séries statistiques. Si cette analyse quantitative nous permet d'esquisser un premier tableau de l'activité réglementaire des municipalités étudiées, il ne saurait se passer d'une analyse qualitative.

Alors que le portrait chiffré qui précède suit d'assez près la méthodologie suivie par Collin, même si les cas étudiés diffèrent, l'analyse qualitative qui suit s'en distingue et la dépasse sur un certain nombre de points. D'une part, notre problématique nous guide dans une direction différente. Collin avait pour ambition de démontrer que les municipalités étaient des centres de pouvoir autonomes, poursuivant des projets différenciés par leur statut socioéconomique et par les moyens qu'elles emploient pour les atteindre. Nous bâtissons sur cette proposition, qui est après tout une de nos prémisses, tout en nous en éloignant. Au-delà de la différenciation générale des projets suburbains, nous concentrons notre attention sur le cas bourgeois et ses déclinaisons, et nous en approfondissons l'analyse. Nous avons l'occasion d'analyser une variété plus grande de mesures et de les lier plus étroitement aux caractéristiques du groupe social qui les porte : la bourgeoisie montréalaise. D'autre part, notre analyse se distingue de celle de Collin par la plus grande variété de sources et d'acteurs observés. Alors qu'il limite son analyse aux règlements proprement dits, par l'entremise des journaux locaux et des procès-verbaux des conseils municipaux, nous sommes en mesure de

suivre plus largement quelle est leur application ou quelle est l'activité politique qui précède et suit leur adoption.

4.2 AGIR SUR LE MILIEU

Three things Westmount is celebrated for throughout the Dominion – (1) its unique object lesson in municipal ownership: the incineration and lighting plant; (2) the absence of saloons, and (3) its calm, quiet, joyous Sabbath. It is no place for the Bohemian; but for the man who loves his « ole fireside », and wants to raise a family of boys and girls in a pleasant neighborhood, where it is easy for them to do right and difficult to do wrong, then there is no better place on earth to live in.

The Westmount News, le 23 novembre 1907

La formation d'une communauté ou d'un entre-soi passe, au niveau individuel, par une multitude d'actions et de gestes individuels qui se recoupent et se renforcent. Contrairement aux individus, les gouvernements municipaux ont l'occasion d'adopter des politiques qui contribuent de manière diffuse, mais à une bien plus grande échelle, à ce processus de construction communautaire. C'est notre hypothèse principale : les élites municipales des banlieues bourgeoises ont pour ambition non seulement de s'assurer du bon fonctionnement des réseaux d'égout et d'aqueduc, mais de contribuer à modeler leur milieu, à le différencier et à le distinguer du reste de la région métropolitaine, à en faire l'assise d'une société distincte. Ils contribuent ainsi à dessiner les traits d'une identité commune, à en tracer les frontières sociales et physiques.

Dans ce chapitre, nous allons examiner comment les élites municipales, principalement par l'entremise de la réglementation municipale, cherchent à agir de la sorte sur deux milieux : le milieu administratif, c'est-à-dire le lieu même où s'élaborent les politiques municipales, et le milieu physique, dont la matérialité est gage d'une certaine permanence. Nous n'offrons pas, comme l'a fait Collin, un portrait exhaustif de la réglementation adoptée par les municipalités étudiées, qui recoupe des politiques souvent

communes à l'ensemble de la région métropolitaine. Nous allons plutôt nous concentrer sur les mesures qui distinguent les banlieues étudiées d'autres types de communautés suburbaines, mais aussi entre elles.

4.2.1 Le milieu administratif

Les élites municipales étudiées font un premier travail sur elles-mêmes, ou plus spécifiquement sur les structures administratives dans lesquelles s'inscrit leur action. Elles retravaillent ainsi les assises politiques de la communauté, et ce, à la lumière du programme de modernisation gouvernementale des réformistes. C'est d'ailleurs probablement une des premières inflexions majeures du projet suburbain bourgeois : à mesure que se propagent différentes innovations administratives, les banlieues étudiées rivalisent entre elles pour les adopter (ou, dans certains cas, tenter de les adopter) et, parallèlement, l'importance d'avoir un gouvernement progressiste, moderne s'accroît.

En plus de règlements que l'on retrouve, sous une forme ou une autre, dans la grande majorité des municipalités québécoises – par exemple, ceux régissant le fonctionnement du conseil municipal, découpant le territoire municipal en quartiers électoraux ou mettant en place une cour du recorder⁶ –, les banlieues étudiées adoptent toute une série de mesures dont l'objectif principal est de séparer aussi nettement que possible les sphères administratives et politiques du pouvoir. Plus largement, ces mesures visant à réformer le gouvernement municipal suburbain s'inscrivent dans le mode de gouvernance libéral décrit par Patrick Joyce : un gouvernement qui soit transparent, public et responsable (2003 : 109).

Une des premières cibles de cet effort est la structure même du gouvernement municipal. Une des solutions privilégiées pour en améliorer le fonctionnement est l'adoption du modèle du « town manager » ou directeur général, qui incarne parfaitement cette idée d'une séparation des fonctions politiques et administratives de la municipalité. Cette

⁶ Voir par exemple, dans le cas du fonctionnement du conseil municipal de Pointe-Claire : APC, [*By-law Number 21*], règlement 21 adopté le 4 février 1915. Ou encore, au sujet de la mise sur pied d'une cour du recorder à Mont-Royal : AVMR, [*By-law Number 67*], règlement 67 adopté le 21 août 1933.

séparation passe par « the appointment of a professional administrator – the manager – to whom is delegated complete responsibility for administering the programs of the municipality including the supervision and coordination of staff » (Tindal et Tindal, 1990 : 201). Dans ce contexte, le conseil municipal est libre de se consacrer entièrement à son rôle représentatif et législatif, et n'a pas l'occasion d'interférer avec le fonctionnement de l'administration.

Westmount est la première municipalité à innover dans ce domaine. C'est en avril 1913, avec l'adoption d'un règlement parrainé par l'échevin et futur maire Peter W. McLagan, que la fonction de directeur général y est créée. Les responsabilités de ce personnage y sont décrites de manière élaborée : se charger de la correspondance; vérifier les comptes et dépenses des employés et des différents départements, mais également le budget des travaux entrepris par la municipalité; s'assurer que les sommes d'argent attribuées par le conseil sont dépensées pour les fins prévues; recevoir et traiter les plaintes adressées à la Ville; déterminer « the various needs and interests of the Corporation with a view to suggesting such action as will tend to promote the greater economy and efficiency of the service, and the well-being of the City and citizens »⁷. Le premier titulaire de la charge est George W. Thompson, qui l'occupera jusqu'à sa mort en avril 1930. Thompson est au service de la Ville depuis 1906, comme surintendant du « Light & Power Department ». La municipalité innove donc sur le plan institutionnel, mais fait en même temps preuve d'une certaine prudence en élevant au rang de directeur général un employé de longue date de la ville, quelqu'un qui en connaît les rouages et qui est connu des élus⁸.

Mont-Royal suivra l'exemple de Westmount, mais plus tardivement. Durant de nombreuses années, le maire Thomas Darling dispose du titre de « town manager », mais cette référence apparaît uniquement dans une série de règlements destinés à le rémunérer à partir de 1918⁹, puisqu'il effectue apparemment un important travail de supervision des

⁷ Archives de Westmount (AWM), *By-law respecting Town Manager*, règlement numéro 267 adopté le 21 avril 1913.

⁸ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Fourteen Months Ending 31st December 1930*, p. 6.

⁹ AVMR, *Providing for a Remuneration to the Mayor of the Town*, règlement 10 adopté à une date inconnue, probablement en 1917.

travaux effectués dans la municipalité. Quoiqu'il en soit, il est clair qu'il ne joue pas le rôle d'intermédiaire entre le conseil municipal et l'administration. Un véritable directeur général n'est nommé qu'en avril 1934, soit au moment du départ de ce maire intimement lié à l'entreprise qui a donné naissance à la cité modèle, la *Canadian Northern Railway*¹⁰. C'est visiblement seulement une fois ce lien ombilical finalement coupé qu'il devient possible d'embaucher un directeur, mesure qui ne satisfaisait probablement pas aux employés de Darling, qui souhaitent garder un contrôle assez étroit sur le développement de la municipalité.

Le cas de Pointe-Claire illustre d'ailleurs les résistances que peut créer l'idée de restreindre l'influence qu'ont les élus sur l'administration de leur municipalité. L'idée de nommer un directeur général est d'abord proposée, ce qui n'est pas surprenant, par les associations de citoyens de la ville, plus spécifiquement par celles de Valois et de Pointe-Claire¹¹. Cette agitation est intimement liée au fait que, cette année-là (1925), la Ville connaît des turbulences financières et politiques considérables. À la suite d'une vérification de ses états financiers, il apparaît que près de 100 000\$ ont été dépensés sans autorisation et sans supervision pendant les sept années précédentes. Des emprunts de plus de 73 000\$ sont alors nécessaires pour boucher les trous qui apparaissent dans les finances de la ville et, indignité suprême, en août, un inspecteur du ministère des Affaires municipales vient examiner les finances de la ville à ce sujet¹².

Il y a certainement matière à s'inquiéter pour les citoyens de Pointe-Claire et les associations qui aspirent à les représenter. La réponse qui leur est adressée est toutefois brutale, du moins si on se fie au journal local où apparaissent les propos suivants : « The question of a town manager was brought up at a citizens' meeting lately, but was quickly dropped when it was learned that Mayor Ewing was on the job, running the town day and night, in the interests of the citizens, and there was no complaint either, as regards the results

¹⁰ « His duties shall be to supervise and direct under the control of the Mayor and Council the affairs of the Municipality and the works it causes to be carried out. » AVMR, *Town Manager*, règlement 71 adopté le 26 avril 1934.

¹¹ *The Lakeshore Press=Record*, le 16 mai 1925, p. 1; le 15 août 1925, p. 1.

¹² *The Lakeshore Press=Record*, le 21 novembre 1925, p. 5.

obtained since taking hold of the reins on July 1st. »¹³ L'idée refait brièvement surface en 1931, lorsqu'un citoyen écrit au *Lakeshore Press*, visiblement inspiré par le contexte économique qui se détériore rapidement :

I think the present time very opportune to start an agitation through our clubs, societies and citizens' associations to petition for the appointment of a Town Manager. Our aldermen have to devote a great deal of their time without remuneration which could be expended in their own particular business. In all towns visited where a Town Manager is in charge, I have noticed a greatly improved condition; also the absolute supervision of the building code shows itself all through those towns so managed¹⁴.

Notons qu'on fait appel aux acteurs privés de la gouvernance pour faire pression sur la municipalité. Ces démarches demeurent toutefois sans effet puisque, lorsque commence la Deuxième Guerre mondiale, Pointe-Claire n'est toujours pas dotée d'un tel directeur. Bref, si cette réforme séduit certains conseils municipaux et certains groupes de citoyens, elle en laisse d'autres froids. Il est probable que les élus municipaux de Pointe-Claire préfèrent ne pas élever une barrière trop grande entre les sphères politiques et administratives de leur gouvernement, qu'ils perçoivent l'idée d'une telle réforme comme une critique de leur compétence. Ajoutons que la formule du « town manager » n'est pas sans inspirer un certain nombre de critiques légitimes quant au caractère un peu artificiel, voire néfaste, d'une telle barrière entre le politique et l'administratif (Tindal et Tindal, 1990 : 202).

Il faudrait probablement mentionner une autre formule qui fait brièvement son apparition à Westmount en 1907 : le gouvernement par commission. Cette formule, qui sera l'objet d'un certain engouement aux États-Unis au début du XX^e siècle (Teaford, 1993 [1986] : 39), ainsi que dans l'ouest du Canada et à Montréal même (Dagenais, 2000 : 11, 55), prévoit

the appointment of a limited number of commissioners who are delegated administrative responsibilities by council. As individuals, these commissioners are charged with supervising and coordinating the activities of the departments under their jurisdiction. In addition, the commissioners may meet together as a

¹³ *The Lakeshore Press=Record*, le 24 octobre 1925, p. 4.

¹⁴ *The Lakeshore Press*, le 30 janvier 1931, p. 8.

board of commissioners with responsibility for overall management and coordination of the municipality's activities (Tindal et Tindal : 1990 : 205-206).

À Westmount, c'est l'échevin William H. Trenholme qui s'en fait le promoteur. Il propose une commission de trois personnes qui oeuvrerait à temps plein aux affaires municipales, mais ses collègues ne prennent pas cette solution au sérieux. Au cours de la réunion du conseil où Trenholme soulève ce projet, sa proposition est ridiculisée et rejetée avec un mépris non dissimulé¹⁵.

Bref, dans les trois municipalités étudiées, des réformes administratives importantes sont considérées ou mises de l'avant, parfois suite à des pressions provenant d'autres acteurs de la gouvernance. Mais ces propositions sont abordées avec prudence, même là où elles sont adoptées. L'idée d'isoler la sphère administrative de la sphère politique est tempérée par une volonté évidente des gouvernants de ne pas ainsi perdre entièrement leur influence sur l'administration municipale, une influence qui n'a d'ailleurs pas nécessairement que des désavantages.

L'action des élus sur le milieu administratif ne se limite toutefois pas à ces transformations structurelles. D'autres mesures sont mises de l'avant, dans les trois municipalités étudiées, pour modifier le fonctionnement du gouvernement municipal. Dans le cas, justement, de l'adoption de règlements, Westmount et Pointe-Claire suivent des voies diamétralement opposées. Alors que dans la première, sont adoptées des mesures qui obligent le conseil municipal à approuver aux deux tiers les règlements portant sur des améliorations locales – c'est-à-dire limitées à certains secteurs de la ville –, du côté de Pointe-Claire on cherche plutôt à accélérer le processus d'adoption de la réglementation en amendant le code municipal de manière à ce qu'on n'ait plus à lire les règlements que deux fois (plutôt que trois) avant leur adoption, et ce, à l'intérieur de cinq jours¹⁶. À Westmount, la mesure est clairement destinée à limiter ou à encadrer les dépenses de la Ville, alors que dans le cas de

¹⁵ *The Westmount News*, le 9 novembre 1907, p. 1. La carrière de Trenholme n'en souffrira pas trop puisque, deux ans plus tard, il sera le premier maire de Westmount élu par le public et qu'il se fera, par la suite, un ardent défenseur de la ville contre les ambitions annexionnistes de Montréal.

¹⁶ AWM, *Concerning Common Sewers*, adopté le 21 mai 1894 ; APC, *[By-law 69]*, règlement 69 adopté le 7 août 1924.

Pointe-Claire, on veut plutôt faciliter l'adoption de règlements, quel que soit leur objet. Cet exemple illustre comment, d'une banlieue à l'autre, la tension entre efficacité et transparence n'est pas toujours résolue de la même façon.

Cette transparence se double d'ailleurs de l'idée, évoquée par Joyce, de *performance* du gouvernement libéral : ce gouvernement ouvre le capot, se met en scène, permet aux gouvernés de voir sa mécanique en action, de veiller au bon fonctionnement de ce moteur. Cela passe évidemment par la participation aux rencontres publiques du conseil municipal, une fenêtre qui est tout de même commune à l'ensemble des municipalités du Québec et qui ne nécessite pas de réglementation particulière. Mais cette transparence sera assurée par d'autres moyens dans certaines des municipalités étudiées.

Ainsi, l'administration de Westmount prend, dès 1900, l'habitude de rendre public, chaque année, un rapport sur ses activités. Ce rapport prend d'abord la forme d'états financiers qui sont probablement surtout compréhensibles pour les citoyens de la ville qui sont engagés dans le monde des affaires. D'ailleurs, ces rapports rappellent le genre d'états financiers que ferait parvenir une entreprise à ses actionnaires. On y retrouve un profil détaillé des finances de la ville : revenus et dépenses courantes, actifs et passifs, dettes totales, valeur foncière, etc. Ces documents sont initialement préparés par le secrétaire trésorier de la ville.

À partir de 1914, cette responsabilité passe entre les mains du directeur général de la ville. D'année en année, ces rapports vont donc s'enrichir d'une foule de plus en plus diversifiée d'informations et, en particulier, de rapports très détaillés des différents départements de la ville. À partir des années 1930 viennent s'y ajouter des photos des équipements acquis au cours de l'année ou des travaux qui ont eu lieu. L'exercice prend donc, en plus d'un rôle informatif, celui d'exercice de promotion des activités de la municipalité, de ses accomplissements. Les citoyens sont invités non seulement à surveiller leur gouvernement municipal, mais aussi à tirer une certaine fierté de son développement, de ses progrès, surtout sur le plan technique. Cette surveillance ne se limite visiblement pas aux simples citoyens puisque, par exemple, dans le rapport de 1924, une rubrique est ajoutée à la

demande de la *Westmount Municipal Association*, qui insiste pour qu'une comparaison soit faite entre les dépenses des différents départements en 1916 et en 1924, forçant du coup la ville à justifier les différentes hausses observées¹⁷. Ces rapports ouvrent donc une fenêtre sur le fonctionnement de la municipalité, mais ils ouvrent également la porte à l'intervention d'autres acteurs de la gouvernance dans ce fonctionnement.

À Pointe-Claire, c'est dans le sillage des troubles financiers de 1925 que des rapports financiers plutôt succincts commencent à être rendus publics par l'entremise de la presse¹⁸, une mesure qui se mérite des félicitations éditoriales bien senties :

The Corporation of Pointe Claire deserves to be congratulated in its attempt to enlighten its citizens by publishing a printed summary of accounts. Though the idea is not new it is rare in this country, with the result that in the past there has often been no lack of suspicion in regard to the increasing expenditures of municipalities and a general criticism as to the consequent high rates of taxation. [...] By giving him [the citizen] a summarized statement of the town's finances, the Mayor and Aldermen are surely inviting his confidence and co-operation¹⁹.

Ces rapports continuent à être publiés au moins jusqu'en 1930, où, rendant compte des états financiers de l'année précédente, l'auteur du rapport est en mesure de souligner que « [the] good financial showing made by the Town is attributed in no small measure to the careful supervision of revenue and expenditure by the Council and to the loyalty contributed by the employees of the Town »²⁰, des propos qui se répètent fréquemment dans les rapports que produit Westmount. En d'autres mots, on voit que cette idée de supervision, de surveillance des activités de la municipalité est bien présente, à l'intérieur de l'administration municipale, mais aussi plus largement dans la communauté, les citoyens étant invités à participer, à coopérer à cet effort de surveillance du bon fonctionnement de leur gouvernement. En mettant ainsi les citoyens dans le coup, les gouvernants facilitent également l'adoption de mesures impopulaires, comme des hausses de taxes, dont il est plus facile de justifier l'adoption.

¹⁷ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the year ending October 31st, 1924*, p. 6.

¹⁸ *The Lakeshore Press*, le 10 septembre 1926, p. 2.

¹⁹ *The Lakeshore Press*, le 10 septembre 1926, p. 2.

²⁰ *The Lakeshore Press*, le 9 mai 1930, p. 6-7.

nécessité. Ils contribuent aussi à tisser des liens supplémentaires entre les membres de la collectivité et leur gouvernement.

Si ces gouvernements locaux invitent les citoyens à surveiller leurs activités, ils procèdent eux aussi à une certaine collecte de renseignements sur les gouvernés. En plus des données obtenues, chaque année, par la mise à jour du rôle d'évaluation, certaines des banlieues étudiées ordonnent des recensements en bonne et due forme de leur population. Ainsi, dès 1911, la ville de Westmount adopte un règlement en ce sens²¹, geste qu'imité Mont-Royal à partir de 1935²². Ce sont des démarches qui se multiplieront dans les trois municipalités dans les années 1930, en réponse à la crise : il est nécessaire de répertorier les chômeurs de manière à obtenir une part du financement provincial de l'assistance²³.

Le milieu administratif qu'aménagent les élus est donc marqué par la recherche du bon gouvernement, par une volonté de maîtriser les débordements de la politique, mais également par une volonté de soumettre les actions du gouvernement à la surveillance des citoyens. Cette sensibilité semble être partagée par une partie importante des propriétaires, ainsi que par les associations qui confédèrent certains d'entre eux. Ceci tient certainement de l'attrait qu'exerce sur la bourgeoisie le modèle d'affaires qui fait des propriétaires les actionnaires de la municipalité, mais aussi, fort probablement, d'une volonté d'engager le citoyen éclairé, le propriétaire qui a des racines dans la communauté, dans le processus de gouvernance. Dans la deuxième moitié des années 1920 et au cours des années 1930, à cet effort de transparence s'ajoute ce qui ressemble plus à une mise en scène des activités municipales, visiblement destinée à la mettre en valeur et témoignant d'une maîtrise croissante des outils de communication et de leur valeur comme moyen de promotion.

²¹ AWM, *By-law to Provide for the Taking of a Census*, règlement 243 adopté le 14 novembre 1911.

²² AVMR, *Census*, règlement 77 adopté le 3 septembre 1935. La mesure est reprise dans le vaste règlement omnibus adopté par la ville en 1939. Voir AVR, *[Règlement omnibus]*, règlement 116 adopté le 16 octobre 1939.

²³ En 1931, se basant sur les résultats des recensements locaux, on va même jusqu'à questionner les résultats du recensement fédéral, qui ne concordent pas avec ceux de la ville. *City of Westmount. Annual Reports for the year ending 31st December, 1931*, p. 6.

4.2.2 Le milieu physique

La formation et l'évolution du milieu physique prennent une grande importance pour les suburbains. Le cadre matériel, naturel ou bâti, est non seulement un ingrédient important d'un « identifiable sense of place » recherché par les banlieusards, mais il offre un certain gage de permanence, ce que Mary Corbin Sies qualifie de persistance :

A suburb can be said to demonstrate persistence if over the course of years it maintains the quality of its original built environment. For planned, exclusive suburbs, this would include the same proportion of residential to commercial land uses, distinctive boundaries, a comparable quality of design for new construction, a similar quality of residential services and domestic amenities, and excellent maintenance of the physical fabric of private homes and common grounds (Corbin Sies, 1997 : 168).

Le tracé des rues, l'architecture des maisons, l'emplacement des parcs et des commerces sont des choix qui, une fois faits, laissent une empreinte durable sur le milieu. Les gouvernements étudiés s'efforcent donc de prendre des mesures qui mènent aux bons choix, et s'assurent que ce milieu, une fois mis en place, ne se dégrade pas.

4.2.2.1 La base : infrastructures et services publics

Well lit streets, well maintained road surfaces, well drained sewers, an ample and carefully filtered water supply, also sufficient police and fire protection, for safety are all strictly necessities.

The Lakeshore Press=Record, le 18 juillet 1925, p. 2

La majeure partie de l'activité réglementaire des municipalités québécoises est tournée vers la mise en place des infrastructures urbaines de base : rues, trottoirs, aqueduc, égout. Ces règlements assurent le financement des travaux, fixent les normes et les matériaux qui seront utilisés pour les mener à bien. À ces infrastructures s'ajoutent des services plus généraux (éclairage des rues, filtration de l'eau, transport en commun, etc.) qui sont parfois entre les

moins des municipalités, mais plus fréquemment, durant la deuxième moitié du XIX^e siècle et une partie importante du suivant, entre celles d'entreprises privées de services publics²⁴.

La fourniture de ces infrastructures et services de base étant au cœur de la mission des municipalités, on ne sera pas surpris de constater qu'il s'agit d'un des aspects où se distinguent le moins les banlieues étudiées. À Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal, autant qu'à Saint-Henri, Verdun ou Maisonneuve, il faut paver les rues, fournir de l'eau potable et évacuer les eaux usées. Ce qui ne veut pas dire qu'elles ne se distinguent pas du tout.

Le cas de Mont-Royal sort du lot. Alors que dans la grande majorité des municipalités québécoises, incluant Westmount et Pointe-Claire, le développement des infrastructures urbaines se fait au fil du développement du territoire, des demandes des citoyens ou des promoteurs²⁵, à Mont-Royal, la *Land Company* utilise rapidement le gouvernement municipal pour emprunter des sommes massives qui seront utilisées pour « the building of waterworks and sewers; the purchasing of the turnpike and private roads and streets; the building of roads, streets and sidewalks, in the Town; the erection of municipal buildings; the purchase of fire apparatuses; the establishment of parks and playgrounds in the Town », bref pour un vaste programme de viabilisation de son territoire²⁶. Elle offre ainsi l'image d'une municipalité moderne, prospère, où de futurs citoyens n'auront pas à attendre pour bénéficier des services urbains de base.

²⁴ La référence à ce sujet, du moins pour ce qui est du Canada, demeure Armstrong et Nelles (1986). Plus largement, le développement de ces infrastructures municipales, dans la région de Montréal, a surtout été étudié sur le plan technique et pour la ville centrale. Voir, par exemple, Fougères (2004) et Gagnon (2006). Il y a tout de même quelques exceptions, comme l'article de Dagenais et Durand traitant plus largement de l'eau dans la région métropolitaine (2006).

²⁵ « Dans les premières années, l'ouverture de rues, la construction d'un trottoir (de bois) ou la pose de canaux d'égouts sont entreprises après présentation d'une pétition des propriétaires-riverains confirmée par résolution du conseil. Par la suite, avec l'introduction de la macadamisation puis du pavage des rues et avec le passage des trottoirs de bois aux trottoirs de granite ou de béton, c'est le conseil municipal seul qui prend l'initiative de décider des travaux à faire à l'aide d'un plan de la ville. » (Collin, 1982 : 134-135)

²⁶ Un premier emprunt d'un million de dollars est effectué dès 1913 et est assez rapidement suivi d'emprunts successifs de plusieurs centaines de milliers de dollars, à un moment où la population de la ville ne dépasse probablement pas 100 personnes. AVMR, *Providing for a loan of \$1,000,000.00 for public works and improvements within the limits of the Town of Mount Royal*, règlement 2 adopté le 17 juillet 1913.

D'ailleurs, c'est probablement de cette manière que se distinguent le plus les banlieues étudiées sur le plan des infrastructures. Si elles ne sont pas les seules à offrir des rues pavées ou un réseau d'aqueduc, elles tâchent non seulement de voir à ce que le développement de ces infrastructures se fasse rapidement, mais aussi à ce qu'il soit de la plus haute qualité.

Dans le cas des rues et des trottoirs, le pavage de l'ensemble des voies de la municipalité et la mise en place de trottoirs de béton représentent des signes de progrès dont se targue, par exemple, le directeur général de Westmount en 1919. Il considère que ce pavage rapide, en plus d'améliorer considérablement l'apparence de la ville, doit avoir son effet sur les citoyens²⁷. Dans les pages du *Pointe Claire Recorder*, un journaliste fait la même équation : « All roads of the district which has [sic] developed within the past few years, north of Valois stations, are being paved in proper fashion. Cement sidewalks have been laid on most of the roads, and the district is being turned from a rural village to an up-to-date town. »²⁸ Le passage du goudron à l'asphalte, le recours au béton sur certaines artères sont d'autres innovations dont on se vante dans les pages des rapports annuels de Westmount dans les années 1930²⁹.

Tous les services urbains ne dépendent toutefois pas des municipalités. C'est ici qu'entrent en scène les entreprises privées chargées de la fourniture d'un certain nombre de services publics au moyen de franchises, le plus souvent exclusives, attribuées dans le cadre de l'adoption d'un règlement déterminant en détails les clauses du contrat qui lie la ville à l'entreprise. Ce qui signifie que les municipalités dépendent d'entreprises privées pour offrir à leurs citoyens certains services somme toute essentiels, comme l'approvisionnement en eau potable ou en énergie. C'est une dépendance qui ne convient pas à plusieurs municipalités, mais à laquelle elles doivent souvent se résigner.

²⁷ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1919*, p. 4.

²⁸ *Pointe Claire Record*, le 1er janvier 1925, pp. 7-8.

²⁹ Voir, par exemple, AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Fourteen Months Ending 31st December 1930*, p. 7.

Ainsi, si la gestion des égouts demeure du ressort municipal³⁰, l'approvisionnement en eau à Westmount est assuré, à partir de 1890, par la *Montreal Island Water & Electric Company*³¹. La relation entre cette entreprise et Westmount illustre le type de problèmes que connaîtront un très grand nombre de municipalités dans leurs tractations avec ces compagnies souvent monopolistiques. Dans ce cas-ci, la municipalité se plaint rapidement à la compagnie, qui n'a pas rempli sa promesse d'approvisionner la ville en eau à partir des rapides de la rivière Outaouais dans un délai de deux ans après la signature du contrat. Elle se contente d'une entrée d'eau jugée impropre par le conseil municipal. Les plaintes se multiplient, mais l'entreprise ne réagit pas. Ce dossier est un de ceux qui divisent profondément la communauté durant les années 1905-1908 et mènent à la formation de la *Westmount Municipal Association*. Ce différend prend fin en juin 1908 par une entente à l'amiable entre l'entreprise et la ville³².

On retrouve des tensions similaires dans le domaine du transport en commun, service duquel dépendent les banlieues dans les décennies qui précèdent la généralisation de l'utilisation de l'automobile. À Westmount, une entente lie la municipalité à la *Montreal Street Railway Company* à partir de 1893³³, alors qu'à Mont-Royal, en plus de la ligne de chemin de fer de la *Canadian Northern Railway*, la municipalité s'entend avec la même entreprise dans les années 1930 pour la mise en place d'une ligne sur l'avenue Jean-Talon³⁴. Dans les deux cas, les municipalités doivent exercer des pressions pour obtenir des améliorations au niveau du service, Westmount voulant que le haut de la ville soit rapidement

³⁰ À ce niveau, Westmount se distingue par une amélioration anecdotique, mais qui en dit long sur sa volonté de préserver la tranquillité de ses habitants. En 1931, la ville change ses plaques d'égout parce qu'ils font trop de bruit quand les voitures passent dessus ! AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1931*, p. 10.

³¹ Significativement, le règlement spécifie que « the said Company shall furnish water to the inhabitants of the said Town at rates which shall not exceed 50% of the rates at present charged by the City of Montreal », taux qui passera à 40% le jour où 1 000 résidences seront desservies. AWM, *By-law to Provide for a Supply of Water to the Town of Cote Saint Antoine and to its Inhabitants Contracting with the « Montreal Island Water & Electric Company », their Associates, Successors or Assigns, for a Supply of Water for Public and Domestic Purposes*, règlement 8 adopté le 16 octobre 1890.

³² AWM, *By-law Re Water Supply*, règlement 185 adopté le 22 juin 1908.

³³ AWM, *By-law concerning the Establishment and Operation of an Electric Passenger Railway in the Town of Cote Saint Antoine by the Montreal Street Railway Company*, règlement 33 adopté le 7 août 1893.

³⁴ *The Examiner*, le 5 septembre 1931, p. 1.

et mieux desservi, et Mont-Roy al souhaitant que des améliorati ons soient apportées pour améliorer les communications avec le secteur de Parc-Extension. Alors que la pre mière négocie directement avec l'entreprise, la seconde peut bénéficier des services de la *Montreal Tramway Commission*. Cette commission a été créée en 1916 par le gouvernement provincial pour faire face aux nombreuses plaintes formulées à la *Montreal Street Railway Company* par des citoyens et des municipalités (Société des transports de Montréal, 2008).

Mais c'est la question de l'approvisionnement en électricité qui éclaire le mieux la relation complexe qu'entretiennent les banlieues bourgeoises avec les entreprises de services publics. Plus spécifiquement, Pointe-Claire et Westmount offrent des cas de figure qui illustrent non seulement le r apport souvent conflictuel entre ces entreprises et ces municipalités, mais également le fait que, quand leurs propres services sont en jeu, les membres de la bourgeoisie délaissent souvent leur amour du libre marché pour se faire le s promoteurs d'une étatisation limitée des services. Car l'autonomie si chère aux habitants et aux gouvernants des banlieues étudiées est autant menacée par les ambitions monopolistiques de ces entreprises que par les am bitions annexionnistes de Montréal. En cons équence, les intérêts qu'ont les membres de la bourgeoisie pour l'entreprise privée, comme ceux qu'elles ont pour la bonne santé économique et le prestige de la métropole, doivent être conciliés avec leur volonté de préserver leur milieu et leur qualité de vie. Dans la région de Montréal, Westmount prend ainsi une place centrale da ns la croisade q ui oppose des act eurs du mouvement réformiste à la *Montreal Light, Heat & Power* (MLH&P), entreprise créée en 1901 et dotée de vastes pouvoirs sur un territoire s'étendant dans un rayon de cent soixante kilomètres à partir du centre de Montréal³⁵.

Il ne faut pas négliger, dans ce contexte, le rôle clé joué par un individu : William D. Lighthall. Une des voix les plus fortes du m ouvement réformiste montréalais, il est maire de

³⁵ « The newly created monopoly would necessarily raise the price of lighting for merchants, households, and municipalities by ending competition, but far more objectionable was the right of the amalgamated company to enter and use the streets of any municipality within a 100-mile radius of Montreal without municipal consent or competition. » (Armstrong et Nelles, 1986 : 142)

Westmount de 1900 à 1902 et s'exprime dans de nombreux forums à ce sujet³⁶, alors que le conseil municipal de Montréal demeure passif. C'est cette passivité et la corruption qu'il observe au niveau provincial, où la MLH&P bénéficie d'entrées privilégiées, qui poussent Lighthall à militer en faveur de la création d'une association des municipalités canadiennes « to break the alliance between corporate power and politicians, restore municipal autonomy, and bring the arrogant utility monopolists to heel » (Armstrong et Nelles, 1986 : 143).

Sur le plan local, une des mesures avancées pour résister au monopole de la MLH&P et mise en pratique progressivement à Westmount est la municipalisation de l'électricité. Le discours de Lighthall à ce sujet illustre bien la position délicate des membres de la bourgeoisie dans ce type de dossier. Ils font la promotion de la municipalisation de ce service pour briser un monopole et assurer l'autonomie des municipalités, et sur tout pas pour interférer avec l'acquisition « normale » de profit. Ils veulent ainsi éviter d'être associés aux groupes socialistes qui rêvent d'un plus grand interventionnisme étatique ou encore aux nationalistes canadiens-français qui critiquent avec virulence l'emprise des capitalistes anglo-saxons sur la province (Armstrong et Nelles, 1986 : 147). Il n'en demeure pas moins que cette municipalisation témoigne de la volonté du gouvernement municipal de Westmount de défendre son autonomie, mais aussi d'offrir à ses citoyens des services dont il contrôle la qualité et le prix. Cette volonté se concrétise en 1904, avec l'adoption d'un règlement autorisant le financement et la construction d'une centrale électrique de petite taille qui aura pour fonction d'assurer l'approvisionnement électrique du système d'éclairage municipal, mais également d'une population d'au moins 20 000 personnes³⁷. Cette centrale entre en service en 1906 et devient rapidement une source de fierté, d'électricité et de revenus pour la ville et ses habitants³⁸.

³⁶ Voir par exemple le *Official Report of the Third Annual Convention of the Union of Canadian Municipalities*. Montréal : Witness Publishing et différents articles du *Montreal Herald*, cités dans Armstrong et Nelles (1986 : 142).

³⁷ AWM, *By-law to provide for Electric Lighting*, règlement 146 adopté le 7 novembre 1904.

³⁸ Sans compter que la centrale sert également d'incinérateur, utilisant les déchets de la ville pour générer de l'énergie. AWM, *Report of the Corporation of the City of Westmount to October 31st, 1910*, pp. 31-33.

À ses débuts, la centrale est toutefois incapable de répondre aux besoins de l'ensemble de la municipalité, qui doit s'entendre avec la MLH&P, qui ne ménage pas ses efforts pour faire concurrence à la centrale municipale. Cette concurrence profite certainement aux citoyens, car elle a pour effet de faire descendre les prix considérablement³⁹, mais alors que le contrat qui lie les deux parties tire à sa fin, Westmount parvient à générer l'entièreté de l'électricité requise pour la municipalité et prend des mesures pour écarter la MLH&P⁴⁰. En 1933, c'est chose faite, l'entreprise abandonnant pour neuf ans son droit de desservir les citoyens de Westmount directement. La ville s'entend tout de même avec elle pour l'achat en gros d'électricité au besoin⁴¹. Du même coup, le retrait de la MLH&P permet d'entreprendre l'enfouissement des fils électriques de la ville, et ainsi, de répondre aux normes esthétiques de la municipalité.

Westmount devient donc la première municipalité de la province à faire de l'approvisionnement en électricité un service municipal, offert à ses citoyens à des taux rivalisant largement ceux de l'entreprise privée. Dès 1921, elle peut se vanter d'éclairer à l'aide de cette centrale l'ensemble de son réseau routier⁴². Cette petite révolution contribue très certainement à nourrir et à élargir les ambitions de la municipalité sur le plan des services offerts. Elle acquiert une assurance et une expertise qu'elle mettra à l'œuvre dans d'autres domaines et qui la distingue des deux autres municipalités étudiées. La ville va jusqu'à se charger, du moins jusqu'en 1931, de la vente d'électroménagers aux résidents à partir de locaux situés au sous-sol de l'Hôtel de Ville (mais se retire du marché lorsque les commerces de Montréal commencent à offrir suffisamment de produits de ce type)⁴³. À l'opposé, Pointe-Claire, malgré des ambitions parallèles, ne parvient pas à tenir tête à la MLH&P, rappelant du même coup que si les municipalités étudiées partagent un certain nombre de valeurs,

³⁹ « Westmounters therefore are enjoying lower rates than any other municipality in the Province. » AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st, 1928*, p. 7.

⁴⁰ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1931*, p. 11.

⁴¹ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1933*, p. 8.

⁴² AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st, 1921*, p. 4.

⁴³ La municipalité continue toutefois à s'assurer de la fourniture d'ampoules électriques aux résidents. AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1931*, p. 11.

d'idéaux, de discours et de pratiques, elles ne disposent pas des mêmes moyens ou n'ont pas le même succès.

Rappelons d'abord, qu'avant sa constitution en tant que ville en 1911, la municipalité de Saint-Joachim de la Pointe-Claire a brièvement fait affaire avec la *Pointe Claire Lighting Company*, une entreprise fondée par des membres du *Beaconsfield Golf Club* désireux de fournir aux clubs et aux résidences environnantes du gaz à bas prix. L'entreprise connaît une existence éphémère et une fin pour le moins désastreuse, mais l'entente avec le village témoigne, selon Matthews, d'un « overall program of independently providing modern services to the residents » qui n'est pas sans rappeler ce qu'on vient de voir à Westmount (1985 : 169). On retrouvera cette même volonté lorsque la MLH&P fait son entrée à Pointe-Claire en 1912⁴⁴. La municipalité dispose alors de son propre système de distribution, et sert donc d'intermédiaire entre l'entreprise et les citoyens, la laissant libre de fixer ses propres tarifs.

The contract was for 10 years, renewable annually thereafter. As years went by, the Montreal Light, Heat and Power Company gradually took over as a direct distributor all the West Island municipalities except Pointe Claire, which renewed annually until 1933. By that time, it became cheaper for the subscribers to receive power directly and the town sold its distribution network to the company for \$100,000, with the exception of equipment serving to light the streets, the waterworks and the sewer system, which the town retained (Matthews, 1985: 177).

Matthews omet de mentionner que l'opération fait suite à une épreuve de force entre l'entreprise et la municipalité. Ainsi, c'est la MLH&P qui refuse de renouveler le contrat de la ville si elle refuse de lui vendre son réseau. Ladite vente fait l'objet d'un débat vigoureux dans la communauté. D'une part, le conseil municipal ne trouve pas le prix offert par l'entreprise raisonnable, puisqu'elle y perdrait considérablement au change. D'autre part, un certain nombre d'acteurs locaux, et au premier plan la *Valois Citizens' Association*, croient que la municipalité devrait combattre fermement cette menace à son autonomie politique et

⁴⁴ APC, [règlement 8], règlement 8 adopté le 19 décembre 1912.

économique⁴⁵. Un référendum est éventuellement organisé, donnant l'occasion aux citoyens de se prononcer. À cette occasion, la MLH&P inonde les journaux locaux de publicités vantant ses mérites et ses tarifs. Finalement, la vente est décidée à 293 voix contre 110. Les journaux en concluent que les citoyens ne pensent pas être capable de survivre à la compétition si la MLH&P décide de jouer dur comme elle l'a fait à Westmount⁴⁶.

À Mont-Royal, on semble s'accommoder beaucoup mieux de l'influence exercée par la MLH&P et d'autres entreprises de services publics. Ce qui n'est peut-être pas étonnant compte tenu de l'emprise qu'y exerce longtemps une autre entreprise privée, la *Canadian Northern Railway*. Certes, la municipalité adopte un règlement encadrant assez étroitement l'activité de ces entreprises sur son territoire⁴⁷, mais elle accorde sans hésiter une franchise à la MLH&P pour ses besoins en gaz⁴⁸, puis en électricité⁴⁹, et tout indique que leur relation fut harmonieuse. Au début des années 1930, plus intéressée par son développement que par son autonomie, la municipalité tourne plutôt ses énergies vers un coûteux système d'éclairage électrique qui couvrira l'ensemble de son territoire et s'inspirera, sur le plan esthétique, des systèmes mis en place à Westmount, Outremont et Montréal⁵⁰. « The system when installed will be modern in every degree and will provide same street illumination as found in big central cities. »⁵¹

⁴⁵ *The Lakeshore Press*, le 16 décembre 1932, p. 1.

⁴⁶ *The Lakeshore Press*, le 2 juin 1933, p. 1. APC, *Décrétant la vente du poste de transformation, des tableaux et du réseau de distribution électrique de la ville de Pointe-Claire à Montreal Light, Heat and Power Consolidated, pour la somme de 100 000\$ et autres considérations*, règlement 134 adopté le 1^{er} mai 1933.

⁴⁷ AVMR, *Concerning the use of streets by persons, companies or public service corporations for the laying of gas or water mains, pipes, electric conductor, conduits, tunnels, coalholes, manholes, hatchways, electric transmission and distribution lines, the suspension of wires along and across streets, alleys and public places*, règlement 36 adopté en août 1924.

⁴⁸ AVMR, *Providing for the granting of a Franchise to the Montreal Light Heat & Power Consolidated*, règlement 44 adopté en 1927.

⁴⁹ AVMR, *A By-law to authorize the granting of certain rights to Montreal Light, Heat & Power Consolidated with respect to the erection and maintenance of transmission and distribution lines over certain streets and lanes within the limits of the Municipality*, règlement 107 adopté le 5 décembre 1938.

⁵⁰ AVMR, *Providing for the establishment of public lighting within the Town and for a loan of \$150,000.00 in connection therewith*, règlement 58 adopté le 30 mai 1930. *The Examiner*, le 11 juillet 1931, p. 5

⁵¹ *The Examiner*, le 4 juillet 1931, p. 1.

De fait, les infrastructures urbaines, comme le souligne Richardson Dilworth (2004 : 1), jouent un rôle stratégique souvent mésestimé dans le développement politique des régions métropolitaines, notamment en encourageant une forme de compétition entre les banlieues et la ville centrale, les premières tentant de rivaliser entre elles et avec cette dernière en offrant des services modernes. Ces infrastructures peuvent aussi jouer un rôle clé dans la consolidation d'un territoire, comme c'est le cas à Pointe-Claire. Après sa constitution en municipalité, en 1911, c'est en leur promettant rapidement des conduites d'aqueduc et d'égout qu'elle parvient à rattacher à son territoire les développements suburbains de Valois et Lakeside⁵². Ajoutons que si ces infrastructures contribuent à lier ensemble les habitants d'un même territoire, elles peuvent également ouvrir la porte à des alliances régionales lorsque, par exemple, des maires de l'ouest de l'île de Montréal s'unissent pour demander au gouvernement provincial un boulevard allant de Sainte-Anne-de-Bellevue à Bout de l'Isle⁵³. En d'autres mots, les services municipaux ont le pouvoir de lier ou de séparer durablement les diverses composantes de l'ensemble métropolitain (Dilworth, 2004 : 5).

4.2.2.2 Codes de construction et zonage

Lorsqu'on pense à la ville comme milieu physique, ce sont d'abord et avant tout les bâtiments de toutes sortes qui viennent à l'esprit. Les municipalités sont appelées à intervenir dans la construction de ces bâtiments. En général, elles adoptent un code de construction dont le but premier est de combattre les incendies et les épidémies. Les municipalités étudiées commencent par s'attaquer à ces fléaux, mais au fil des années, elles se distinguent par certaines des mesures additionnelles qu'elles prennent.

Ainsi, aux incendies et aux épidémies s'ajoute une autre menace à laquelle on veut parer dès le départ : le promoteur. Même si ce n'est pas toujours mentionné explicitement, il est clair que, dans les banlieues étudiées, les codes de construction cherchent à encadrer les activités de ces acteurs économiques avec lesquels les banlieues bourgeoises entretiennent un

⁵² L'offre est acceptée le 12 septembre 1912 et concrétisée par le règlement 7. APC, [règlement 7], règlement 7 adopté le 10 octobre 1912.

⁵³ Les maires de l'alliance sont J. Watterson de Baie d'Urfé, S.W. Ewing de Pointe-Claire et L.J. Boileau de Sainte-Anne. *The Lakeshore Press*, le 26 mars 1926, p. 1.

rapport tendu. Ils sont nécessaires au développement de la communauté, mais ce développement doit se faire selon des modalités très précises. Même s'il vise une municipalité qui ne fait pas partie de notre échantillon, un éditorial de *La Patrie* illustre bien ce problème. On y défend le droit d'Outremont de

réglementer le bâtiment, de prohiber certaines industries nuisibles et de localiser les autres; d'empêcher de construire des maisons disgracieuses ou insalubres, de restreindre dans certaines parties de la ville les pâtés de maisons, les "flats", les maisons à appartements, et d'exiger dans d'autres quartiers qu'on n'érige que des maisons isolées, ayant du genre et de la symétrie⁵⁴.

Ce droit est menacé par le gouvernement provincial, qui refuse d'approuver le règlement en question. L'auteur de l'éditorial s'en prend violemment aux spéculateurs. Ces derniers « ont remarqué les splendides débuts d'Outremont. Ils ont admiré ses superbes résidences, entourées de pelouses et d'arbres, et ils se sont dit que des constructions vulgaires, jetées dans ce beau décor, rapporteraient de gros bénéfices ». L'auteur se permet d'ailleurs de déplorer que Montréal n'ait pas fait preuve de la même clairvoyance qu'Outremont⁵⁵. On retrouve la même méfiance dans les pages des journaux de Pointe-Claire⁵⁶. La réglementation sur la construction et le zonage, par la même occasion, permet d'assurer une certaine homogénéité socioéconomique. Dépendamment des exigences mises de l'avant, il devient difficile, sinon impossible, de construire ou d'acheter une résidence dans les municipalités étudiées si on ne dispose pas d'un certain revenu minimum. Évidemment, ces normes varient d'un cas à l'autre.

⁵⁴ *La Patrie*, le 25 avril 1910, p. 4.

⁵⁵ « Montréal, la ville sans verdure et sans ombre; Montréal, la ville où l'on suffoque, entre le mur sans fin qui borde de chaque côté ses rues! » *La Patrie*, le 25 avril 1910, p. 4.

⁵⁶ « In preparation for the building boom expected in the Spring, the town is making preparations to enforce their plumbing by-law, which is very apt to be overlooked by builders unless the municipality intervenes. » *Pointe-Claire Record*, le 7 février 1925, p. 1. « The only way to solve these problems [mushroom growth] is to start before the danger is upon us. The Town should plan out streets and parks and allow nobody to interfere with their plans. » *Pointe-Claire Record*, le 14 février 1925, p. 2.

À Westmount, un code de construction rudimentaire est adopté dès 1892⁵⁷. Ce premier effort ne s'écarte guère de ce qui est observé dans d'autres municipalités de la région montréalaise : description des responsabilités et pouvoirs de l'inspecteur des bâtiments, directives précises quant aux matériaux à utiliser, contrôle sévère des industries les plus néfastes (abattoirs, fabriques de colle, de savon ou de produits chimiques, etc.), mesures de lutte aux incendies et aux épidémies (Collin, 1982 : 146-147). Il faut attendre 1909 pour que soit adopté un code de construction qui intègre un certain nombre de mesures urbanistiques plus restrictives, mesures qui témoignent d'une plus grande sensibilité des élus dans ce domaine et d'un projet suburbain qui se raffine⁵⁸. Sur le plan de la simple construction des habitations, la principale mesure à teneur discriminatoire est le fait que les résidences unifamiliales et semi-détachées doivent occuper des lots d'au moins cinquante et soixante-quinze pieds de façade respectivement, ce qui est considérable si on les compare aux lots montréalais, qui ont en général vingt-cinq pieds de façade. De plus, ces résidences doivent avoir au moins deux étages, en plus du sous-sol, et ne peuvent occuper plus de 60% de la superficie totale du lot sur lequel elles se trouvent. Ajoutons que des mesures similaires s'appliquent aux immeubles à appartements, la superficie totale du plancher des duplex et des triplex ne devant pas dépasser la superficie totale du lot. De plus, les différentes normes de construction qui leur sont imposées (taille, matériaux, nombre de logements, etc.) favorisent la construction d'immeuble à appartements qui n'ont absolument rien à voir avec les logements ouvriers que l'on retrouve à Saint-Henri⁵⁹.

À l'opposé, les codes de construction adoptés à Pointe-Claire au fil des ans ne comportent pas de dispositions particulières pour ce qui est de la construction, à proprement dit, des maisons⁶⁰, si ce n'est l'ajout relativement tardif de dispositions contre les escaliers

⁵⁷ AWM, *By-law Concerning the Construction of Buildings and for Other Purposes*, règlement 22 adopté le 11 avril 1892.

⁵⁸ AWM, *Building By-law of the City of Westmount*, règlement 190 adopté le 4 janvier 1909. Le texte du règlement a été préparé avec l'assistance d'un trio d'architectes (*The Westmount News*, 2 janvier 1909, p. 4). Ce code sera revu et corrigé en 1911 et en 1919, mais les mesures restrictives décrites ici persistent dans les versions subséquentes du code de construction.

⁵⁹ Ces mesures sont adoptées en 1899 à l'instigation du Board of Health de la Ville. AWM, [*By-law number 103*], règlement 103 adopté le 4 avril 1899.

⁶⁰ Le premier est adopté en 1913 (règlement 11) et le second en 1922 (règlement 51).

extérieurs, dispositions qui sont présentes à Westmount depuis le début du XX^e siècle⁶¹. Ce laxisme n'est probablement pas étranger à la nécessité de concilier des cadres bâtis de natures différentes (le village, les différents lotissements suburbains, les résidences agricoles).

De même, à Mont-Royal, l'adoption d'un code de construction est assez tardive⁶². Mais, la *Land Company* demeure, jusque dans les années 1930, le principal propriétaire foncier de la municipalité. Elle est donc libre de fixer elle-même, sans passer par un règlement municipal, les normes de construction qu'elle entend respecter (McCann, 1996 : 285-286). Le code adopté en 1928 est détaillé, mais moins exigeant que celui que l'on retrouve au même moment à Westmount. Par exemple, la largeur minimum des façades de lots est fixée à vingt pieds (dix-huit pour les semi-détachées). Les immeubles d'appartements sont aussi permis, même si on exige qu'ils ne dépassent pas cinq étages. De plus, un ensemble de dispositions variées (matériaux utilisés, pourcentage du lot occupé, obligation de fournir une cour d'une certaine taille aux locataires) assure ici aussi que ces appartements seront plutôt luxueux⁶³.

À ces codes de construction s'ajoute une autre mesure qui distingue les banlieues étudiées du reste de l'île de Montréal : le zonage, c'est-à-dire le découpage du territoire en zones à l'intérieur desquelles certaines classes de bâtiments et certaines fonctions sont permises ou non. Il constitue une des mesures de ségrégation géographique les plus efficaces de l'arsenal municipal. Absent dans des banlieues ouvrières anciennes comme Saint-Henri et Sainte-Cunégonde, et ne touchant que des secteurs restreints à Verdun ou à Maisonneuve, le zonage est une mesure éventuellement appliquée sur l'ensemble du territoire des banlieues

⁶¹ APC, *Amendant le règlement de construction no 51 – Escaliers*, règlement 112 adopté le 2 avril 1928.

⁶² AVMR, *Building By-law*, règlement 42 adopté le 11 juillet 1928.

⁶³ D'ailleurs, à ce propos rappelons rapidement que durant la deuxième moitié du XIX^e siècle et les premières décennies du suivant, les membres de la bourgeoisie montréalaise, comme les élites d'autres grandes villes modernes et industrielles d'Amérique du Nord et d'Europe, hésitent entre deux modèles résidentiels : la résidence unifamiliale (qui sera finalement favorisée à Montréal et dans la majeure partie des villes nord-américaines) et les appartements de luxe (que préféreront la majeure partie des élites européennes). En d'autres termes, la présence d'immeubles à appartements dans les banlieues étudiées n'est pas nécessairement signe d'une ouverture à des groupes moins aisés. Il n'en demeure pas moins que ces immeubles sont surtout associés, dans l'esprit des banlieusards étudiés, au cadre urbain. En conséquence, comme nous le verrons plus loin, des mesures sont prises pour en limiter la présence aux secteurs les plus urbanisés. Voir Fortin (1982) et Hanna (1980), ainsi que Dennis (1998).

étudiées. Il ouvre ainsi la porte à un grand contrôle du caractère général du cadre bâti, ainsi qu'aux fonctions (résidentielle, commerciale ou industrielle) attribuées aux différents secteurs de la municipalité.

À Westmount, un premier effort de zonage « artisanal » prend la forme d'une série de règlements fixant, rue par rue, la marge de recul que doivent respecter les bâtiments qui y sont construits. Cette marge va en grandissant à mesure qu'on s'éloigne du bas de la ville, la section la plus urbanisée de la municipalité (figure 4.1), et qu'on se rapproche des hauteurs où se concentreront les résidences les plus cossues. Mais le premier véritable effort de zonage général date de 1897⁶⁴. L'avenue Montrose devient alors une frontière séparant basse et haute ville, et au-dessus de laquelle il ne sera plus possible de construire « terraces or rows of houses [...] in order to preserve the natural beauties of the situation ». À partir de 1909, un découpage un peu plus raffiné définit trois zones distinctes. La zone la plus basse est ouverte aux immeubles d'appartement, mais également aux commerces, alors que celle du centre est réservée aux unifamiliales semi-détachées et détachées, et que celle du haut est réservée à ces dernières. Enfin, les activités industrielles ne sont pas entièrement exclues du territoire de la municipalité, mais sont confinées à une zone bordant la voie ferrée qui la traverse, zone de toute façon impropre au développement de résidences bourgeoises⁶⁵.

⁶⁴ AWM, *By-law Respecting the Erection of Buildings Above the Level of Montrose Avenue and to Regulate the Class of Houses to be Erected in That Locality*, règlement 75 adopté le 1^{er} mars 1897.

⁶⁵ AWM, *Concerning Buildings and Building Construction*, règlement 266 adopté le 4 mars 1913. La zone où il est possible de construire des immeubles à appartements fera l'objet de nombreux amendements qui témoignent d'une certaine incertitude quant à la portion du territoire à consacrer à de telles constructions. Ainsi, elle est élargie en 1919 (AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1919*, p. 4), mais moins de dix ans plus tard, en 1927, il est nécessaire d'amender le code de construction pour interdire la construction d'immeubles d'appartement de plus de quatre étages et pour circonscrire la construction de tels édifices à la seule rue Sherbrooke et au secteur se trouvant au sud (AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1927*, p. 7).

Figure 4.1 – Un milieu urbanisé : l’avenue Greene à Westmount



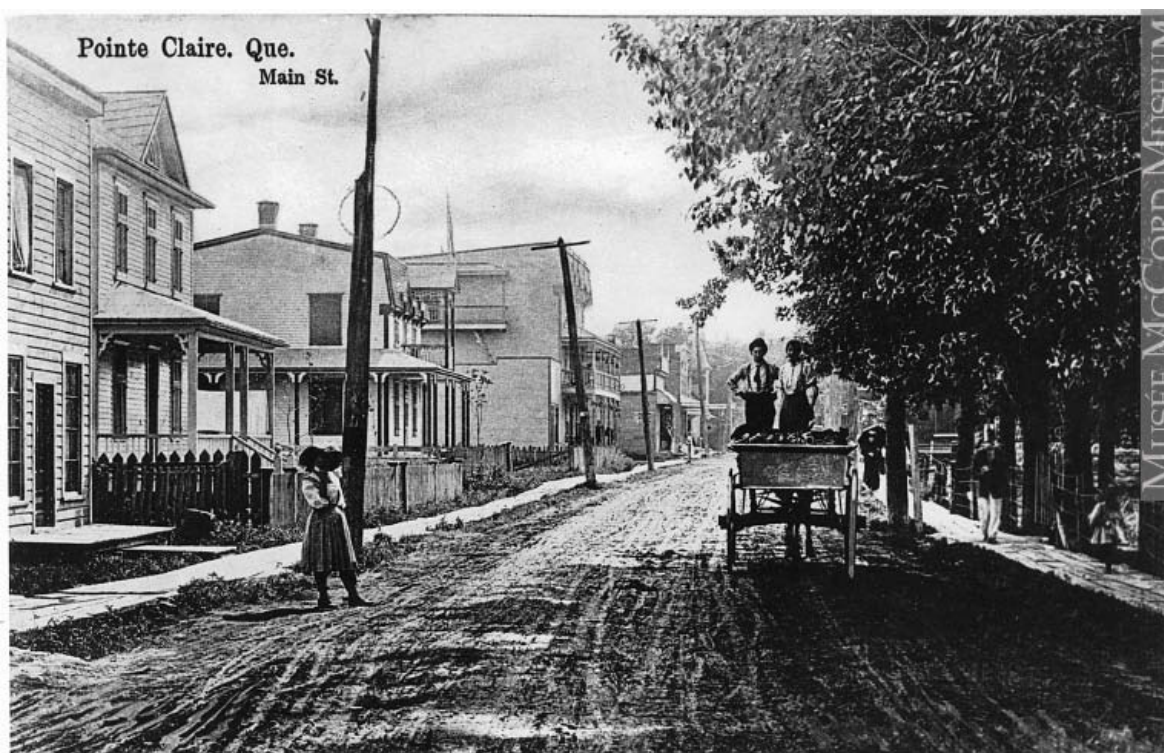
Source : *Corner of Green Avenue and St. Catherine Street, Westmount, P.Q.* Montréal : Valentine & Sons' Publishing Co., Ltd. (Bibliothèque nationale du Québec)

On retrouvera des dispositions similaires à Pointe-Claire, mais pour d’autres raisons. Comme nous l’avons mentionné plus haut, sur le plan urbanistique, la municipalité de l’ouest de l’île doit composer avec un tissu urbain plus ancien et diversifié, et qui ne répond pas nécessairement aux normes que souhaitent maintenir promoteurs et habitants des développements suburbains élitaires. En conséquence, dès le départ, les normes de zonage adoptées reflètent une certaine dualité. Un premier effort porte sur la ligne de recul, qui sera de vingt pieds dans les lotissements suburbains et de dix dans ceux qui prolongent la zone villageoise⁶⁶. En 1913, un peu comme à Westmount, on fixe de façon plus détaillée des marges de recul variables selon les rues et les districts, mais en reprenant globalement la

⁶⁶ APC, [Règlement numéro 3], règlement 3 adopté le 22 août 1911.

dualité observée plus haut⁶⁷. Puis, en 1926, cet effort de zonage est complété par la création de secteurs commerciaux dans le village (figure 4.2)⁶⁸.

Figure 4.2 – Rue principale de Pointe-Claire vers 1910



Source : Anonyme. *Main Street, Pointe Claire, QC, about 1910* (Musée McCord).

Du côté de Mont-Royal, un premier règlement de zonage est adopté en 1925⁶⁹. On y fixe une ligne de recul générale de quinze pieds et on y précise que seules les pavillons détachés et semi-détachés d'au moins deux étages seront permises sur le territoire de la ville. Ces résidences devront, de plus, avoir une valeur minimale qui varie selon le secteur, mais qui se situe en général bien au-dessus de la moyenne montréalaise, variant entre 3 500\$ et 10 000\$. Signalons toutefois que ce règlement est rapidement amendé de façon à ce qu'il

⁶⁷ APC, [Règlement numéro 12], règlement 12 adopté le 6 mars 1913.

⁶⁸ APC, *Establishing commercialized districts within the limits of the town of Pointe-Claire*, règlement 94 adopté le 6 août 1926.

⁶⁹ AVMR, [Zoning By-Law], règlement 39 adopté en [1924-1925?].

soit possible d'ériger des duplex de type cottage détachés ou semi-détachés, des « flats » semi-détachés de pas plus de deux étages, ainsi que des immeubles à appartements sur le territoire se trouvant au sud de la municipalité et bordant la ville centrale⁷⁰. Un peu comme la zone se trouvant en bas de la rue Sherbrooke à Westmount, celle-ci est considérée comme n'ayant plus un caractère suburbain, mais urbain. Cet assouplissement s'accroît lorsque le règlement de zonage est consolidé à la fin des années 1930⁷¹. Les résidences unifamiliales détachées et semi-détachées demeurent la grande priorité, occupant la majeure partie du territoire résidentiel de la municipalité, mais la municipalité fait preuve d'une plus grande flexibilité pour ce qui est de la construction d'immeubles à appartements, qui est maintenant permise dans un assez vaste secteur du centre de la ville. De plus, des zones industrielle et commerciale sont clairement délimitées, la première dans un large secteur isolé à l'ouest de la ville, la seconde également dans la zone centrale, où l'on semble disposé à permettre une certaine urbanisation.

Globalement, le zonage est utilisé, dans les trois municipalités étudiées, pour ordonner le territoire. Il permet de formaliser l'idéal suburbain en affirmant le caractère résolument résidentiel, mais aussi privilégié, de la communauté. La valeur minimale que doivent avoir les résidences, particulièrement à Westmount et Mont-Royal, assure qu'elles auront un certain cachet, mais constitue surtout un filtre socioéconomique pour le moins difficile à contourner et auquel s'ajouteront, comme nous le verrons plus loin, d'autres mesures. Cela dit, le modèle de l'unité familiale détachée ou semi-détachée, même s'il est prédominant, n'est pas le seul envisagé. Dans les trois municipalités étudiées, le zonage permet d'ouvrir la porte à d'autres fonctions territoriales et à bien en délimiter l'espace. La construction d'immeubles à appartements est ainsi permise dans les zones les plus urbanisées de la municipalité. De même, on n'exclut pas entièrement les entreprises et les commerces. Les premières occupent ces territoires qui sont jugés impropres à une occupation résidentielle (par exemple, à cause de la proximité d'une voie ferrée) ou encore à fournir à la municipalité

⁷⁰ Il s'agit de deux secteurs : le premier se trouvant au sud du boulevard Graham et bordé par Dunbar, Dresden, Montréal et Canora, et un second se trouvant à l'est du boulevard Laird, bordé par Walpole Avenue et les frontières de Montréal. AVMR, *Zoning By-Law*, règlement 49 adopté le 22 mai 1928.

⁷¹ AVMR, *Defining kinds of buildings which may be erected in the various localities and the minimum cost thereof*, règlement 89 adopté le 1^{er} février 1937.

des recettes fiscales additionnelles (comme lorsque la Marconi s'implante dans Mont-Royal durant les années 1930). Les commerces, quant à eux, permettent aux habitants de satisfaire certains besoins de base au niveau local. Ils contribuent aussi probablement au développement et à l'entretien d'une certaine sociabilité.

Le zonage crée une hiérarchisation du territoire et de ses occupants. Si la banlieue se distingue de la ville et qu'on y retrouve une hétérogénéité socioéconomique certaine, il est clair qu'il y a une différence entre les résidents du secteur se situant au-dessus de l'avenue Montrose à Westmount et ceux qui se trouvent au sud de la rue Sherbrooke. Il en va de même, à Pointe-Claire, pour ce qui est des résidents de Valois, de Bowling Green et du village.

4.2.2.3 À la recherche du beau : architecture, ordre et propreté

Le milieu physique dans lequel évoluent les banlieusards et que cherchent à créer et à maintenir les gouvernements étudiés ne s'arrête pas au pavage et à l'éclairage des rues, aux marges de recul et aux valeurs minimums des maisons. L'idéal suburbain, c'est également la recherche du beau, d'un milieu de vie plaisant de par ses qualités esthétiques. À Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal, des mesures sont prises pour s'assurer de l'esthétisme des constructions, ainsi que des espaces publics et privés. On cherche non seulement à plaire aux sens et à donner du cachet à des communautés qui se veulent haut de gamme, mais dans le sillage du mouvement « city beautiful », on croit par le fait même contribuer sur le plan moral et social à la bonne santé de la collectivité (Van Nus, 1984b : 169).

Une initiative administrative clairement inspirée par ce mouvement est la création de commissions architecturales⁷². Si les codes de construction et les plans de zonage permettent

⁷² « Many of those who believed in the principle of coherence agreed that it should be imposed by an appointive municipal architectural control board, including architects, which would approve plans for all new buildings. » Van Nus, 1984b, 171.

d'exercer un contrôle général sur le cadre bâti d'une municipalité, les commissions architecturales, qui apparaissent plus tardivement, ouvrent la porte à une surveillance beaucoup plus serrée – voire tatillonne – des bâtiments qui y seront érigés. Si Pointe-Claire n'y a pas recours durant la période étudiée, en 1916, Westmount met sur pied la sienne, composée du maire, de quatre architectes résidents, du directeur général et de l'ingénieur de la ville. Le groupe a pour mandat d'examiner tous les plans de bâtiments ou de structures devant être érigés dans la ville et son approbation est nécessaire avant qu'un permis de construction soit accordé⁷³. Le quorum est fixé à quatre personnes, dont au moins deux des architectes. Les activités de la commission demeurent d'abord assez limitées compte tenu du contexte de guerre, mais elle a par la suite l'occasion de se pencher sur des centaines de plans, les évaluant non seulement par rapport à leur respect des normes de construction imposées par la ville, mais aussi, à un niveau plus subjectif, par rapport à leurs qualités esthétiques, à la manière dont ces nouvelles constructions s'inscriraient dans le milieu environnant. La nécessaire présence d'au moins deux architectes pour atteindre le quorum témoigne de cette préoccupation.

Mont-Royal l'imité quelques années plus tard, en fait avant même d'adopter un code de construction! Sa commission architecturale est mise sur pied en mai 1921 « for the purpose of controlling the erection of any building, structure, statue, monument, wall, edge, fence or gateway, or erection of any kind to be hereafter set up or placed in the Town of Mount Royal »⁷⁴. La composition de la commission trahit toutefois, du moins initialement, d'autres considérations que dans le cas de Westmount : elle est formée du maire, de l'ingénieur de la municipalité et d'un représentant de la *Canadian Northern Land Co.* Encore une fois, l'emprise des promoteurs de la ville se fait sentir sur son administration. L'absence d'un architecte laisse croire que le mandat de la commission est d'abord assez étroit, se contentant probablement de faire respecter certaines normes minimales. La situation est toutefois corrigée en 1928, avec l'adoption d'un code de construction qui réforme la commission architecturale, maintenant composée du maire, de l'ingénieur de la ville et de

⁷³ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1916*, p. 4; AWM, *By-law concerning an architectural commission*, règlement 318 adopté le 16 mai 1916.

⁷⁴ AVMR, *To constitute Town Architectural Commission*, règlement 15 adopté en mai 1921.

cinq architectes nommés par le conseil⁷⁵. Ce changement reflète l'influence déclinante des promoteurs sur la ville, mais également une préoccupation grandissante pour l'aspect architectural des nouveaux bâtiments.

Évidemment, les autorités municipales ne se contentent pas de surveiller, d'encadrer. Les banlieues se veulent un mariage de la ville et de la nature. En conséquence, on s'attend à ce que la question des espaces verts – parcs et terrains de jeu – occupe une place assez importante dans leurs activités. Comme le souligne d'ailleurs Collin, c'est « dans le domaine de la récréation (les parcs surtout) que se présente la plus forte disparité entre les municipalités » sur le plan des services offerts (1982 : 136). Cela dit, les municipalités étudiées et les banlieusards qui y résident semblent conscients qu'il s'agit là d'un luxe, d'un service beaucoup moins essentiel que le réseau d'aqueduc par exemple. Les banlieues étudiées ne s'engagent donc pas dans leur développement sans quelques hésitations.

Ainsi, si un premier parc municipal de seize acres est aménagé à Westmount en 1890, au sud de la rue Sherbrooke, en 1893, lorsque le conseil propose un règlement pourvoyant au financement d'un ambitieux plan de construction de parcs, de squares et de terrains de jeu totalisant 150 000\$, le projet est sommairement rejeté par les électeurs lors d'un référendum⁷⁶. Il faudra attendre quelques années supplémentaires pour que la municipalité hérite d'un parc d'envergure sur la montagne, « a unique feature for so small an urban community » (Gubbay, 1998 : 53). En 1895, alors que le conseil municipal débat de la possibilité d'investir dans cette entreprise, Sir William Macdonald, qui s'est considérablement enrichi dans l'industrie du tabac, acquiert de vastes propriétés sur la montagne et en fait don à l'Université McGill⁷⁷. Une partie de ces terres ira à la municipalité qui en fera « Summit Park » (Gubbay, 1998 : 53-54). La municipalité aura d'ailleurs plus de succès auprès des électeurs en 1910, proposant un plan totalisant 300 000\$ pour l'expansion

⁷⁵ AVMR, *Building By-Law*, règlement 42 adopté le 11 juillet 1928.

⁷⁶ AWM, *By-law number thirty-five*, règlement 35 proposé le 21 août 1893.

⁷⁷ Macdonald sera un des plus importants philanthropes montréalais de la période. Voir la récente biographie de William Fong (2007).

et l'amélioration de son réseau⁷⁸. Le service des parcs prend rapidement de l'expansion et, la même année, est soustrait de l'autorité du « Road Department » et placé sous la supervision d'un surintendant se rapportant directement au conseil municipal⁷⁹.

Le directeur général de la ville ne ménage pas ses paroles lorsque vient le moment de faire l'éloge de ce réseau. En 1914, il souligne dans son rapport que le nouveau système d'éclairage installé dans les parcs de la ville leur confère « a fairyland appearance », énumérant longuement les installations destinées aux enfants⁸⁰. Plus tard, il salue la construction d'un « attractive combined waiting-room, comfort station » qui permet la destruction de « two unsightly wooden shacks that have so long marred this corner of the City »⁸¹. La préoccupation esthétique demeure bien présente dans l'aménagement de ces espaces verts.

En plus de « tempérer » l'urbanité de la ville en y ouvrant de vastes espaces verts, les parcs sont autant de lieux publics invitant les membres de la communauté à se côtoyer, à socialiser. Différents services y sont offerts aux habitants. En 1920, plusieurs terrains de tennis viennent s'ajouter à un nombre déjà élevé d'installations sportives qui expliquent, apparemment, « the wonderful success of the Westmount boys and girls in athletic sports »⁸². À partir de 1924, continuant à viser la jeunesse locale, la municipalité embauche deux jeunes femmes de l'école d'éducation physique de l'Université McGill « to instruct the children how to play games and to teach them the art of weaving and basket making »⁸³. Le programme sera étendu à travers les parcs de la ville dans les années 1930, probablement en réponse à la crise, et engagera non seulement la ville, mais un certain nombre d'« individual citizens who

⁷⁸ AWM, *For the purpose of extending and improving the parks system of the City of Westmount*, règlement 221 adopté le 1^{er} août 1910.

⁷⁹ AWM, *Report of the Corporation of the City of Westmount to October 31st, 1910*, p. 24.

⁸⁰ AWM, *The City of Westmount. Reports for the Fiscal Year ending October Thirty-first Nineteen Fourteen*, p. 4.

⁸¹ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1918*, p. 4.

⁸² AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1920*, p. 5 ; AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1921*, p. 6.

⁸³ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1924*, p. 5.

gave freely of their time »⁸⁴. C'est sans compter le golf de neuf trous qui est aménagé en plein cœur du parc Murray en 1930⁸⁵. Lorsque commence la Deuxième Guerre mondiale, la ville de Westmount peut compter sur un réseau de parcs qui couvre près de 72 acres d'un territoire total d'un peu moins de mille.

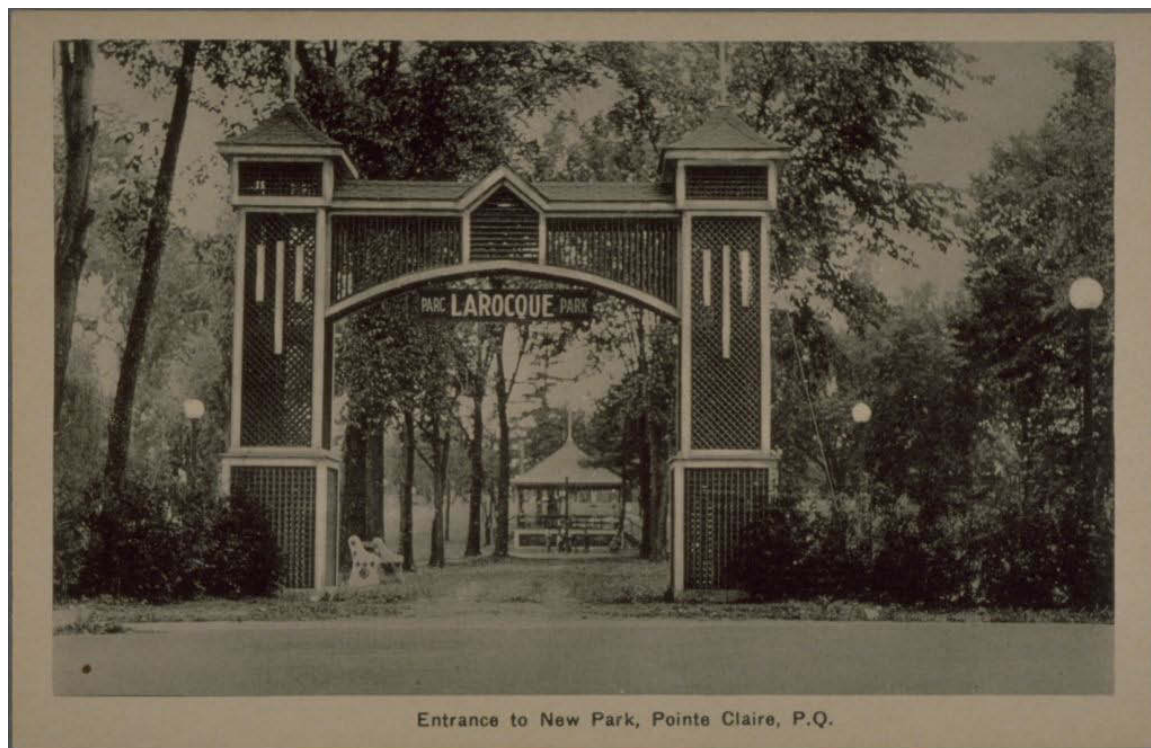
Le développement d'un réseau de parcs dans le secteur de Pointe-Claire suit une trajectoire parallèle, mais alors que, dans le cas de Westmount, la municipalité finit par se charger de manière autonome de son développement, de son aménagement et des services qui y sont offerts, dans ce cas-ci, la municipalité a de la difficulté à se passer de partenaires privés de toutes sortes (figure 4. 3). Comme l'illustre un éditorial de *The Lakeshore Press=Record*, il y a certainement une demande importante pour de telles installations, mais on rencontre la même prudence financière et une volonté de favoriser un engagement du domaine privé, par l'intermédiaire de philanthropes qui viendraient appuyer la municipalité en donnant des terres qu'elle amènerait. L'auteur du texte affirme d'ailleurs qu'il hésite à ajouter à la tâche du conseil et invite, dans un langage pour le moins critique, les associations de citoyens à faire leur part : « When they have exhausted the routine of framing their constitutions and criticising municipal councils and school boards, here is something with which they might retain the interest of their members and enthusiasm of their officers. »⁸⁶

⁸⁴ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending 31st December 1935*, p. 9.

⁸⁵ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending 31st December 1938*, p. 8.

⁸⁶ *The Lakeshore Press=Record*, le 1^{er} août 1925, p. 2. Voir également, par exemple, cette lettre d'un citoyen qui se plaint de l'absence de terrains de jeu dans la ville (*The Lakeshore Press*, le 11 juin 1926, p. 1).

Figure 4.3 – Entrée du parc Larocque, à Pointe-Claire



Source : *Entrance to New Park, Pointe Claire, P.Q.* Dr. Martin's Drugstore (Bibliothèque nationale du Québec)

La municipalité répond à cette invitation l'année suivante, avec l'ouverture d'un premier parc pour enfants à l'occasion de *Dominion Day*, et parvient, avec l'assistance de philanthropes locaux, à répéter l'exploit l'année suivante⁸⁷. En 1925, c'est la *Canadian Garden City Home*, le promoteur de Bowling Green (Matthews, 1985 : 136-140)⁸⁸, qui cède à la ville le parc Penhurst⁸⁹. L'association de citoyens de Valois se met éventuellement de la partie et s'engage dans un assez long processus de lobbying qui commence en 1929 et mène à l'ouverture, en 1932, du « Valois Park », un vaste espace vert de douze acres desservant la

⁸⁷ *The Lakeshore Press*, le 25 juin 1926, p. 1 ; *The Lakeshore Press*, le 2 juillet 1926, p. 1.

⁸⁸ À ce moment-là, l'entreprise est d'ailleurs sous la présidence de l'architecte Frederick Todd, le concepteur de Bowling Green, mais également l'auteur d'un des plans sur lesquels le développement de Mont-Royal est basé.

⁸⁹ *The Lakeshore Press=Record*, le 6 juin 1925, p. 1.

zone est de la municipalité⁹⁰. Enfin, en 1938, la *Clearpoint Athletic Association* hérite, au contraire, d'un terrain appartenant à la Ville pour y tenir ses activités, mais en s'engageant, en contrepartie, à l'aménager et à en faire un parc auquel la population aura accès⁹¹. Comme on le voit, les parcs ont également une grande importance dans la municipalité de Pointe-Claire, mais l'engagement de la municipalité dans leur développement est moins important. Il est probable qu'une partie du problème est le manque de moyens financiers, Pointe-Claire connaissant des difficultés importantes dans ce domaine dans la deuxième moitié des années 1920 et, évidemment, durant les années 1930. Il est également possible, comme le suggère l'éditorial cité plus tôt, que le gouvernement municipal de Pointe-Claire ne perçoive pas les parcs comme un besoin pressant ou relevant principalement de son autorité.

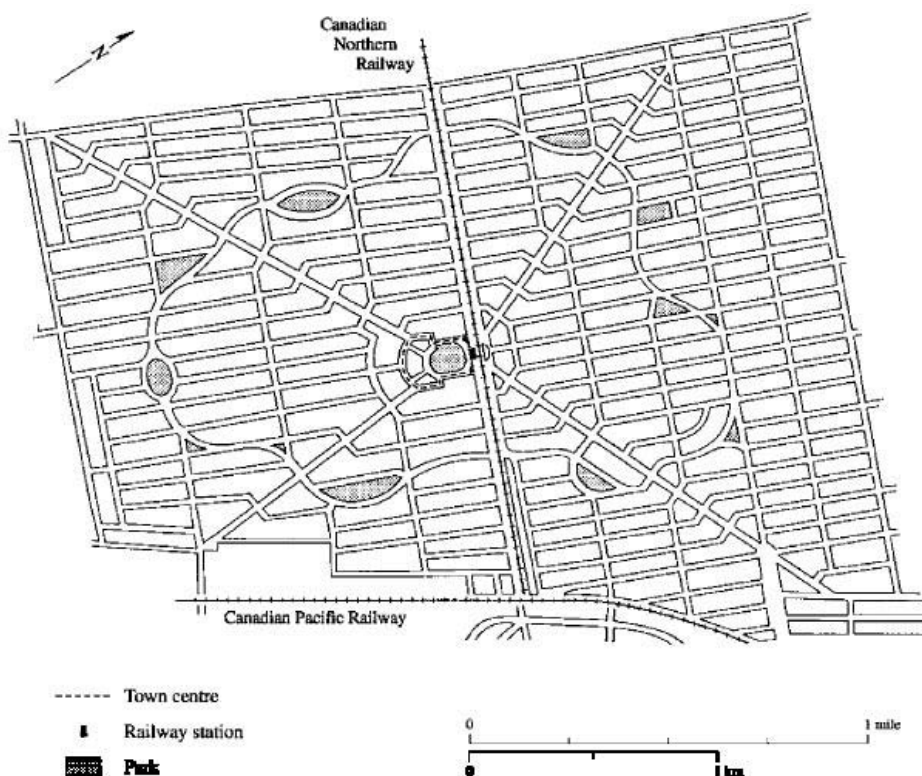
Au contraire, à Mont-Royal, avant même l'incorporation de son territoire, les parcs font partie de son bagage génétique. Lorsque l'architecte Frederick Todd est engagé par la *Land Company* pour dessiner un plan de Mont-Royal, il y inclut « an elliptical driveway and a park system that meandered through all quadrants of the town » (carte 4.1), des caractéristiques qui contribuent, selon McCann, à distinguer cette banlieue au niveau canadien (1996 : 278). Dans les faits néanmoins, après un investissement initial considérable, la municipalité néglige l'aménagement du système de parcs prévu par Todd et, tout au long des années 1930, les plaintes de citoyens demandant plus de parcs se multiplient dans les journaux⁹². Ce n'est qu'après une nouvelle interruption, la Deuxième Guerre mondiale, que le réseau envisagé par Todd sera en partie complété.

⁹⁰ *The Lakeshore Press*, le 7 juin 1929 ; le 17 juin 1932, p. 1.

⁹¹ *The Lakeshore Press*, le 19 août 1938, p. 1.

⁹² AVMR, *Providing for a loan of \$1,000,000.00 for public works and improvements within the limits of the Town of Mount Royal*, règlement 2 adopté le 17 juillet 1913. *The Examiner*, le 22 août 1931, p. 1 ; *Examiner-Courier*, le 6 mars 1933, p. 1.

Carte 4.1 – Le plan de Frederick Todd pour Mont-Royal



Source : McCann, 1996 : 278.

Dans chacune des municipalités étudiées, les parcs constituent donc, aux yeux de la population, un service important. Espace vert dans l'ombre de la ville, fragment de nature aménagée et domestiquée, espace de loisir et de sociabilité, le parc semble indissociable de l'idéal suburbain, mais en pratique, c'est une dépense coûteuse qui ne fait pas nécessairement partie des priorités des banlieues étudiées. À Westmount, la municipalité finit par prendre bien en main cette question, mais à Pointe-Claire et à Mont-Royal, les choses sont plus incertaines. Dans la première, la contribution d'acteurs privés – philanthropes et associations – semble décisive dans l'aménagement d'espaces verts et de terrains de jeu, alors que dans la seconde, la municipalité reporte à plus tard cette question qui était pourtant si chère à Todd. Ajoutons qu'à Pointe-Claire, comme à Mont-Royal, durant la période étudiée, les espaces verts, non aménagés, ne manquent pas.

La verdure ne se limite d'ailleurs pas aux parcs, les municipalités étudiées s'efforçant par différents moyens de s'assurer que la nature soit bien présente sur leur territoire, contribuant à leur caractère suburbain. La plantation et l'entretien d'arbres constituent des éléments importants de cette stratégie. À Westmount, le second règlement de la municipalité traite d'ailleurs de cette question. Il prend toutefois la forme d'une contrainte, obligeant les propriétaires de terrains à y planter des arbres des types décrits et laissant au surintendant du « Road Committee » le pouvoir de décider de « the kind and quality of trees to be planted, the exact position where such trees are to be planted, and the manner and method of so doing »⁹³. Mais assez rapidement, la municipalité délie les cordons de sa bourse et s'assure de la plantation d'arbres dans les espaces publics de la ville et, plus généralement, de l'entretien paysager de ces espaces⁹⁴. Dans son rapport de 1915, le directeur général peut dire que : « A great improvement has been made in the City's general appearance by the levelling, dressing and cutting of the grass in the Boulevards throughout the City and the planting of more than a thousand trees. »⁹⁵ Dans les années qui suivent, la plantation d'arbres se poursuit par centaines et la ville va jusqu'à embaucher un « Tree Doctor » en 1931 pour veiller à leur bonne santé⁹⁶. Plus pragmatiquement, la municipalité légifère également au sujet de la propreté des terrains privés, où le gazon doit être bien entretenu, libre de mauvaises herbes et de détritiques de toutes natures, une mesure que l'on retrouve dans les deux autres municipalités. Autrement, elles sont moins actives que Westmount sur ce front. À Pointe-Claire, il y a bien une campagne de plantation d'arbres sur les voies publiques à partir de la deuxième moitié des années 1920. Elle fait d'ailleurs suite à des pressions de la presse locale⁹⁷ et de citoyens

⁹³ AWM, *Respecting the planting of trees in the Town*, règlement 2 adopté le 4 avril 1890.

⁹⁴ AWM, *Respecting the planting of trees in the Town and to Repeal By-law number 2*, règlement 60 adopté le 9 mars 1895.

⁹⁵ AWM, *The City of Westmount. Reports for the Fiscal Year ending October Thirty-first Nineteen Fourteen*, p. 4.

⁹⁶ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending 31st December 1931*, p. 14.

⁹⁷ « Every year we lose a number of our trees ; expiration of the allotted span of life, disease, destruction, mutilation, storm and fire, all take toll of these, our graceful neighbors. What an asset to any community are its trees. » *The Lakeshore Press*, le 28 mai 1926, p. 2.

de la ville⁹⁸. Mais à Mont-Royal, la seule mesure adoptée est un règlement général interdisant d'endommager les arbres de la municipalité.

Une dernière mesure se doit d'être relevée en ce qui a trait à l'apparence esthétique des municipalités étudiées. Dès le milieu des années 1910, Westmount prend l'initiative coûteuse de se débarrasser des disgracieux poteaux qui se trouvent sur son territoire (une mesure qu'imiteront Outremont et, dans une moindre mesure, Verdun). La ville va enfouir ses propres fils électriques, puis payer la compagnie Bell pour qu'elle se charge des signaux et complètera le travail une fois que la MLH&P fait ses valises et quitte le territoire. Pour finir, elle adopte « the inverted arc lamp on ornamental standards » et, à terme, « [this] will greatly improve the beauty of Westmount by permitting the removal of all unsightly poles from the streets which are now required for the other method of lighting »⁹⁹.

Cette attention à la beauté et à la propreté du milieu n'est pas qu'un coûteux caprice, pas plus que ne le sont les codes de construction et les plans de zonage. Ce sont toutes des mesures adoptées en vue de modeler le milieu physique de la municipalité, de le distinguer de ce qui l'entoure, de lui donner une certaine identité. Le but recherché est non seulement de préserver la valeur des propriétés s'y trouvant, mais plus largement de s'assurer de la persistance de ce milieu dans le temps. Car ce milieu est également en partie garant de la persistance sociale de la communauté, de son homogénéité socioéconomique (Corbin Sies 1997 : 169).

⁹⁸ Un citoyen écrit ainsi : « We do feel, however, that our Council merits censure not only for not pursuing a vigorous planting programme but also for its utter neglect of those trees we have. [...] Do you not think that this subject is one that could be taken up by our Citizens' Associations? » *The Lakeshore Press*, le 4 juin 1926, p. 1.

⁹⁹ AWM, *The City of Westmount. Reports for the Fiscal Year ending October Thirty-first Nineteen Fourteen*, p. 4.

Conclusion

La *forme* que prennent les instruments du pouvoir a une influence sur la structuration politique et sociale de la collectivité gouvernée. Les dispositions prises par le *Code municipal de province de Québec* vis-à-vis la préparation et l'adoption de ces règlements ouvrent toute grande la porte, du moins en théorie, à une gouvernance municipale à laquelle participent activement un ensemble d'acteurs autres que le conseil municipal. En principe, les électeurs ont l'occasion de rejeter, par voie de consultation populaire, la majorité des mesures proposées par le conseil municipal, ou, au contraire, de demander l'adoption de certains types de règlements.

À Westmount, plus d'un projet de règlement est rejeté par les électeurs ; alors qu'à Mont-Royal, c'est l'influence d'un puissant promoteur privé qui se fait sentir durant les premières décennies d'existence de la municipalité, même si vers la fin de la période étudiée, on assiste à la montée de forces collectives mieux organisées. Pointe-Claire offre plutôt l'exemple d'une municipalité où la gouvernance est partagée entre plusieurs partenaires, dans le cadre d'une logique plus sectorielle : le conseil municipal doit composer avec un ensemble beaucoup plus varié d'acteurs et s'appuie fréquemment sur ces partenaires privés. Dans l'ensemble, on peut affirmer sans se tromper que les mesures adoptées dans les trois municipalités étudiées reflètent en grande partie les intérêts et les objectifs poursuivis par la frange importante de la population qui dispose du droit de vote, même si à Mont-Royal la majorité de ces électeurs ne résident pas dans la municipalité. Comment ces intérêts et ces objectifs se manifestent-ils concrètement sur les plans administratif et physique? Que nous disent-ils de l'évolution du projet qui les sous-tend?

D'abord, sur le plan administratif, les banlieues étudiées se distinguent par une volonté claire d'appliquer, chez elles, les principes dont le mouvement réformiste faisait la promotion, des principes qui rejoignent le modèle de fonctionnement des grandes entreprises, mais qui dépassent ce simple cadre. La démocratie municipale qui prend forme valorise l'efficacité, l'accessibilité et la transparence, plutôt que les débats d'idée et le pluralisme. Des efforts dont le succès varie sont faits pour isoler ses fonctions administratives de ses

fonctions politiques. La création du poste de directeur général est une des mesures adoptées en ce sens. Ces institutions se soumettent également, par différents moyens, à une surveillance citoyenne. À Westmount, il est ainsi très rapidement possible de connaître dans les moindres détails l'état des finances de la municipalité, année après année ; alors qu'à Pointe-Claire, ce genre de mesure est plus généralement réservé à des circonstances exceptionnelles et qui nécessitent que le conseil ouvre son jeu pour s'assurer de la confiance des électeurs. Ajoutons que cette transparence en vient à se transformer, dans les trois municipalités, en performance. C'est-à-dire que le gouvernement municipal se met en scène pour attirer l'attention des citoyens sur le rôle qu'il joue ou voudrait jouer dans la communauté.

Au-delà de ce travail sur elle-même, l'institution municipale agit durablement sur le milieu physique. Sur le plan du développement des infrastructures de base, les banlieues étudiées suivent largement l'exemple des autres municipalités de l'île. Sur le plan des services assumés par des entreprises privées toutefois – eau, électricité, transport –, le lien de que nous désirons établir entre mode de gouvernance et volonté d'autonomie est mis en relief. À Westmount et à Pointe-Claire, les conseils municipaux luttent avec la *Montreal, Light, Heat & Power* pour contrôler la qualité et le coût des services offerts à la collectivité, avec succès dans le premier cas. Ce succès mène presque naturellement à un élargissement du mandat, du champ d'action de la municipalité à travers la municipalisation de certains services. À l'opposé, Mont-Royal s'accommode très bien de ce partage du pouvoir et des responsabilités avec l'entreprise privée, et pour cause, le conseil municipal lui-même demeure sous l'influence d'une telle entreprise.

Les conseils s'efforcent également de contrôler la forme et la qualité du milieu physique de la municipalité. Ils encadrent non seulement l'activité des promoteurs, mais, indirectement, le niveau socioéconomique des individus qui ont accès à la propriété sur leur territoire. La qualité et l'apparence des bâtiments sont contrôlées, sur le plan individuel, par des codes de construction et des commissions architecturales. Plus largement, le tissu urbain est l'objet d'un contrôle similaire grâce au zonage. Si la fonction résidentielle et une basse densité sont visées, des espaces sont réservés aux appartements, mais également à un certain

nombre de commerces de proximité (épiceries, buanderies, etc.). De même, lorsque les circonstances l'ordonnent ou le permettent, l'implantation de certaines industries est permise.

À ces mesures générales s'ajoutent des initiatives plus localisées, qui visent à s'assurer de la qualité esthétique du milieu à l'aide de parcs et de la plantation d'arbres, ou encore d'interdits visant la laideur, la malpropreté.

Que nous disent ces mesures du projet qui les sous-tend et de son évolution? De manière générale, les mesures administratives adoptées cherchent à assurer que le gouvernement municipal soit efficace et transparent, mais plus encore qu'il soit au service de la communauté, un espace apolitique où tous peuvent se reconnaître et se retrouver. Ces initiatives ont un succès mitigé à Pointe-Claire, mais rencontrent un grand succès à Westmount. Au contraire, ces questions ne se posent pratiquement pas à Mont-Royal. Ses promoteurs imitent les autres banlieues sur bien des plans, mais pas celui-là.

Ajoutons qu'à la transparence et à l'efficacité s'ajoute, dans les trois cas, une volonté de moderniser le gouvernement local à l'aide de différentes innovations, comme l'ajout d'un directeur général. De même, on observe, surtout à partir de la fin des années 1920, qu'une plus grande attention est portée par les gouvernements suburbains à la publicité qui entoure leurs services et leur rôle dans la communauté.

Les mesures qui visent plutôt le milieu physique traduisent une volonté claire de créer un environnement physique, naturel ou bâti, qui soit plaisant pour les sens, distingué et distinct. Alors que le cadre géophysique dans lequel se développent Pointe-Claire et Westmount semble initialement suffisant pour satisfaire ces critères, des mesures de plus en plus sophistiquées sont mises de l'avant par les gouvernements municipaux au fil des années. À Westmount par exemple, à partir des années 1910, les codes de construction se raffinent, les mesures de zonage s'étendent. Ces nouvelles mesures suggèrent que l'idéal suburbain poursuivi se modernise aussi. Il ne s'agit plus seulement de rechercher la nature, comme dans le cas des villégiateurs, mais d'aménager un milieu essentiellement urbain et résidentiel, planifié et ordonné selon des critères architecturaux et urbanistiques exigeants, où la nature

occupe d'assez vastes e spaces aménagés et réglémentés. Bref, rien n' est laissé au hasa rd quand vient le temps de s'assurer d' un ordre des choses qui est, à certains égards, garant de l'ordre social.

CHAPITRE 5

L'ORDRE SOCIAL : RÉGLEMENTER LA POPULATION

Sous peine de s'y sentir déplacés, ceux qui pénètrent dans un espace doivent remplir les conditions qu'il exige tacitement de ses occupants.

Pierre Bourdieu (1993 : 166)

L'influence des gouvernements suburbains étudiés ne se fait pas seulement sentir sur le milieu physique. À travers la réglementation municipale, ils s'efforcent également d'agir sur le milieu social, c'est-à-dire sur les hommes et les femmes qui habitent sur son territoire ou qui le visitent pour une raison ou une autre. Cette action prend plusieurs formes. Nous allons d'abord nous pencher sur l'utilisation qui est faite des taxes, permis et licences. Entre les mains des gouvernants, ces instruments deviennent non seulement d'importantes sources de revenus, mais également des filtres sociaux subtils, servant à écarter ou à encadrer un certain nombre d'activités jugées indésirables. Ensuite, nous allons nous tourner vers les efforts faits par ces banlieues pour définir normes et nuisances, et contribuer ainsi à entretenir un certain ordre social. Puis, nous verrons que la mise en place de cet ordre social passe également, du moins dans certaines de ces municipalités, par les services qu'elles offrent. Toutes ces actions convergent et cherchent à faire des banlieues étudiées des milieux distincts, des communautés où les membres des classes aisées peuvent se retrouver et se reconnaître. Alors que ce milieu est menacé par la crise des années 1930, nous allons voir que ces municipalités réagissent vigoureusement pour en préserver le caractère.

5.1 AGIR SUR LA POPULATION

Contrairement au milieu physique, le milieu social est plus instable, fluctuant. Il est également, du moins en théorie, plus facile à modifier, à manipuler. Dans les faits, les municipalités québécoises de la fin du XIX^e siècle et de la première moitié du suivant ne disposent pas d'outils leur permettant d'écarter explicitement des groupes entiers de leur territoire, comme c'est le cas par exemple aux États-Unis où, tout au long de la période étudiée, des « restrictive covenants » permettent aisément et explicitement d'écarter les Afro-américains d'un nombre important de banlieues¹. Sans s'engager dans des discriminations de cette ampleur ou de cette nature, les gouvernements étudiés souhaitent créer et entretenir un milieu social particulier, et cette entreprise nécessite la mise en place de moyens permettant de restreindre l'accès à la communauté, d'encourager ou de restreindre certains comportements, d'interdire ou d'encadrer sévèrement les nuisances de toutes sortes.

5.1.1 Taxes et licences

Les codes de construction et les plans de zonage constituent un premier filtre social par lequel il est possible d'écarter les membres des classes moins aisées. Un autre dispositif de filtrage est à la disposition des municipalités étudiées : la fiscalité ou, plus précisément, les taxes professionnelles, les licences et permis. On retrouve ces formes de taxation dans l'ensemble des municipalités du Québec, où elles représentent surtout d'importantes sources de revenus². Elles fixent le montant que doivent payer ceux et celles qui veulent pratiquer certaines activités sur le territoire de la municipalité, qu'il s'agisse d'activités commerciales ou ludiques. Utilisées habilement, ces mesures permettent de pratiquer un certain protectionnisme économique, de surveiller les activités que l'on veut permettre, mais encadrer étroitement, ou encore, écarter tout simplement celles qui sont jugées indésirables et ceux qui les pratiquent.

¹ Voir, par exemple, Nicolaidis et Wiese (2006 : 225-256).

² « Indépendamment de la taxe immobilière, la forme d'impôt la plus en vogue, dans les municipalités du Canada, c'est la taxe d'affaires. » (Goldenberg, 1939 : 85)

Par exemple, à Westmount, comme à Pointe-Claire et Mont-Royal, on impose une taxe de 200\$ par performance aux cirques de tous genres³. Et encore, la capacité de payer une telle taxe ne garantit en rien que la corporation acceptera d'accorder un permis. C'est ainsi le cas à Pointe-Claire en 1930⁴. Westmount multiplie ce genre de taxes discriminatoires dès septembre 1903, avec l'adoption d'une première réglementation générale sur le sujet. On y impose une taxe exorbitante de 500\$ par année aux « slaughter house, curing house, rendering house, dye house, soap factory, cannery, glue factory or tannery », toute des industries particulièrement nocives sur le plan environnemental. De même, 200\$ sont exigés pour le privilège d'ériger une affiche publicitaire sur son terrain ou celui d'ouvrir un débit de boisson, la première activité menaçant le paysage suburbain, le second, sa santé morale⁵. La corporation va plus loin en 1914. Alors que des taxes tournant en moyenne autour de 20\$ sont exigées de propriétaires de commerces divers, ce sont des taxes de 200\$ qui sont imposées à toute une série d'activités visiblement indésirables : « pawnbroker, second hand dealer or junk dealer »; « every bowling alley, shooting gallery or billiard table »; « every vendor of firecrackers or fireworks of any description »; « photographers; circus, menagerie, etc. »; « showmen »⁶.

Pointe-Claire se montre moins sévère et poursuit des objectifs qui diffèrent quelque peu. Dès l'adoption de son premier règlement sur les taxes professionnelles et les permis, il est indiqué que « it is in the interest of the Traders of the Town of Pointe-Claire to protect them against competition by traders who are domiciled outside the limits of municipality ». Les taxes de 5 à 10\$ imposées par le règlement visent donc d'abord ces intrus⁷. Par la suite, la seule mesure discriminatoire que la municipalité adopte, outre celle destinée aux cirques, vise les débits de boisson, qui doivent payer 200\$ pour obtenir une licence⁸. Autrement, d'un

³ Par exemple, AWM, *By law number 59 to repeal By-law number 2 of the Council of the heretofore Village of Notre Dame de Grace and for other purposes*, règlement 59 adopté le 4 novembre 1895.

⁴ *The Lakeshore Press*, le 18 juillet 1930, p. 8.

⁵ Dans ce dernier cas, malgré la présence de cette taxe, la ville refuse systématiquement d'accorder des permis aux demandeurs. AWM, *Concerning Taxes and Licences and for other purposes*, règlement 137 adopté le 21 septembre 1903.

⁶ WM, *By-law imposing business Taxes and Licences Fees*, règlement 286 adopté le 20 mars 1914.

⁷ APC, *Regarding licenses to be imposed for certain trades and occupations*, règlement 6 adopté le 8 juin 1912.

⁸ APC, *Règlement concernant les taxes et licences*, règlement 26 adopté le 22 juillet 1916.

règlement à l'autre, la préoccupation principale de la municipalité demeure la protection des commerçants locaux qui, comme on l'a vu, forment une proportion importante des élus au conseil municipal. C'est une tendance qui ira en s'accroissant au cours des années 1930⁹. À partir de 1933, une taxe de 100\$ est ainsi exigée des commerçants venant de l'extérieur de la municipalité, ainsi qu'aux succursales de chaînes n'ayant pas leurs quartiers généraux dans la municipalité¹⁰.

Beaucoup moins active sur ce plan, la municipalité de Mont-Royal imite les deux autres cas étudiés en ce qui a trait aux débits de boisson¹¹, mais il faut attendre la toute fin des années 1930 pour qu'elle impose une grille générale de taxation des commerces et cette réglementation n'impose un tarif disproportionné qu'aux photographes¹². Cette municipalité fait tout de même un effort pour encadrer les activités des marchands ambulants. Ces derniers doivent s'enregistrer auprès de la Ville, payer un permis et, en général, ne pas troubler l'ordre public¹³.

Dans le cas des marchands ambulants, taxes et licences sont utilisées plus pour encadrer et surveiller une activité que pour en décourager la pratique. À Westmount, par exemple, on impose une taxe assez légère aux commerçants ambulants, mais comme à Mont-Royal, ils doivent obtenir permis et numéro d'identification du chef de police. Il est précisé qu'aucune licence de ce type ne sera accordée aux individus ayant une mauvaise réputation, laissant au chef de police le loisir de décider qui oeuvrera sur le territoire municipal. On s'assure également que ces ventes se feront discrètement, sans déranger l'ordre public¹⁴. Les

⁹ « The By-Law is constructed so as to properly protect the merchant of the Town without injuring the taxpayer. » *The Lakeshore Press*, le 28 mars 1930, p. 1.

¹⁰ APC, *Annulant et remplaçant le règlement 115 imposant les taxes d'affaires et les licences*, règlement 141 adopté le 22 novembre 1933.

¹¹ AVMR, *To fix a sum payable for the granting of each certificate to obtain a license authorizing the sale of spirituous liquors*, règlement 6 adopté le 17 septembre 1915.

¹² Les photographes font l'objet de mesures discriminatoires semblables à Westmount. Il est probable que ces mesures soient liées à l'utilisation de nombreux produits chimiques par les membres de cette profession. AVMR, *Business Taxes and Licenses, etc.*, règlement 101 adopté le 21 février 1938.

¹³ AVMR, *Concerning Peddlers*, règlement 25 adopté en [1922-1923 ?].

¹⁴ AWM, *By-law to impose special Taxes on peddlers and drag pickers*, règlement 53 adopté le 18 mars 1895.

chiffonniers, qui bénéficiaient du même traitement, ne seront toutefois plus tolérés sur le territoire de la ville après 1911, rappelant que les seuils de tolérance, face à ces activités, varient non seulement d'une municipalité à l'autre, mais également dans le temps et témoignent d'un projet suburbain qui se montre plus sévère, moins tolérant¹⁵. Une foule d'autres sujets sont l'objet de taxes et de licences – les chiens, les vélos, etc. –, mais ce sont des mesures qui sont, dans l'ensemble, assez semblables à celles que l'on retrouve dans d'autres municipalités de la province.

Bref, comme on le voit, les taxes et les licences, offrent aux banlieues et à leur gouvernement un outil par l'entremise duquel il est possible d'exercer une certaine surveillance à la fois sur leurs concitoyens, mais aussi, et surtout, sur les individus provenant de l'extérieur de la communauté. À ce sujet, Pointe-Claire se détache en adoptant des mesures protectionnistes sur le plan économique, alors qu'à Westmount et, dans une moindre mesure, à Mont-Royal, ces taxes sont plus fréquemment utilisées pour décourager l'exercice de certaines activités jugées nocives pour la santé économique, sociale ou morale de la communauté.

On peut néanmoins se demander pourquoi les municipalités étudiées n'interdisent pas tout simplement certaines de ces activités, comme elles finiront d'ailleurs par le faire dans certains cas. Il est probable que, fidèles en cela à l'idéologie libérale qui prévaut alors, les bourgeois qui administrent ces banlieues sont d'abord réticents à l'idée d'interdire formellement quelque activité commerciale que ce soit, et d'ainsi entraver la recherche de profit. Visiblement, à mesure que les années passent, au moins une d'entre elles, Westmount, finit par se sentir assez confortable avec cette idée pour interdire certaines activités. De même, durant les années 1930, Mont-Royal passe directement à l'interdiction de certaines activités, sans avoir recours à des taxes professionnelles discriminatoires. Le cas de Pointe-Claire est particulier. Ici, les activités taxées ne sont pas jugées à l'aune de l'idéal suburbain, mais à celui de leur appartenance à la communauté. On sent probablement ici l'influence d'une élite villageoise soucieuse de ne pas perdre sa clientèle suburbaine au profit du centre-

¹⁵ AWM, *Ragpickers and the sale of newspapers and fireworks*, règlement 246 adopté le 18 décembre 1911.

ville de Montréal, qui devient de plus en plus accessible à mesure que se développent les infrastructures de transport dans l'ouest de l'île.

5.1.2 Comportements appropriés et inappropriés, normes et nuisances

Sera tenu pour être une nuisance publique tout acte illégal ou l'omission de remplir un devoir légal qui a pour effet de mettre en danger la vie des gens, la sûreté, la salubrité, la propriété ou la commodité du public ou qui a pour effet de gêner ou d'entraver le public dans l'exercice ou dans la jouissance d'un droit commun à tous les sujets de Sa Majesté.

Extrait du règlement 54 de la municipalité de Pointe-Claire, sur les nuisances publiques, adopté le 18 janvier 1926

Les municipalités de la province ont pour responsabilité d'assurer la paix et l'ordre sur leur territoire. En conséquence, elles adoptent une réglementation qui définit non seulement des normes à respecter à cet égard, mais également un certain nombre de nuisances à interdire. La notion de nuisance sert d'abord à désigner des menaces à l'hygiène publique, mais elle finit par regrouper l'ensemble des activités et des comportements qui mettent en péril la paix, l'ordre ou la tranquillité, sans parler des bonnes mœurs (Collin, 1982 : 140). Il va sans dire que les municipalités étudiées vont avoir recours à ce genre d'interdits pour réglementer le milieu social, imposer des comportements communs à l'ensemble de la communauté.

Commençons par rappeler que la portée de ces mesures dépend en grande partie de leur application. Nous avons répertorié un certain nombre de cas de règlements qui sont, à un moment ou à un autre, ignorés par une partie importante de la population. Par exemple, à Mont-Royal, au début des années 1930, de nombreux cas de maladies contagieuses ne sont pas rapportés au Bureau sanitaire de la ville comme le prévoit la réglementation¹⁶. Ou encore, à Pointe-Claire, durant la même période, il est nécessaire de rappeler à plusieurs reprises dans les journaux l'existence d'un règlement sur la décence publique lors de baillades et de

¹⁶ *Examiner-Courrier*, le 11 mai 1933, p. 1.

retours de baignade, car certaines dames de la municipalité ont l'audace de retourner à la maison simplement vêtues de leur maillot de bain¹⁷.

Les sources ne nous permettent pas de vérifier avec exactitude quel est le degré d'efficacité de la réglementation durant la période étudiée. De toute façon, rap pelons que si cette question a son importance, notre but est d'abord d'identifier les objectifs, les intentions de ceux qui les proposent et les adoptent, ainsi que le projet global que ces mesures dessinent. Cela dit, les journaux et les rapports disponibles dans les archives municipales nous permettent tout de même d'en apprendre un peu plus sur les activités du service chargé de s'assurer de l'application des normes et nuisances étudiées ici : le service de police.

À Westmount, en particulier, nous disposons de rapports extrêmement détaillés à ce sujet (figure 5.1). Ils confirment que, dans ce cas du moins, la grande majorité des interventions des policiers se rapportent à des infractions aux règlements municipaux et au code de la route. En 1923, par exemple, il y a 357 interventions du premier type et 177 du second, le reste des infractions et des crimes commis dans la municipalité ne totalisant pas plus que quelques dizaines d'interventions¹⁸. Il est notable que les interventions les plus nombreuses dans ces catégories secondaires se rapportent au vagabondage et qu'elles iront en se multipliant durant la crise économique des années 1930¹⁹. Autrement, pour ce qui est de Pointe-Claire et de Mont-Royal, les informations dont nous disposons sont plus parcellaires, provenant des journaux locaux. Dans le cas de Pointe-Claire, ces informations permettent de tracer un portrait de l'activité policière qui ne s'éloigne pas outre mesure de celui de Westmount, les principaux crimes rapportés étant des infractions au code de la route. De même, le vagabondage est l'objet d'une vigilance policière accrue durant les années 1930²⁰.

¹⁷ Voir par exemple *The Lakeshore Press*, le 11 août 1938 p. 1, et le 5 avril 1935, p. 1.

¹⁸ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1923*, p. 5.

¹⁹ Voir par exemple AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1934*, p. 8.

²⁰ Voir par exemple *The Lakeshore Press*, le 23 mai 1930, p. 3.

Pour ce qui est de Mont-Royal, les commentaires des journaux à ce sujet semblent plus relever de la rhétorique « boosteriste » que de la réalité²¹.

Figure 5.1 – Le service de police de Westmount en 1909



Source : Alfred Walter Roper. 1909. *Westmount police department, Stanton St., Westmount, QC, 1909* (Musée McCord)

Dans les trois cas, il est indéniable qu'au-delà des chiffres, le service de police joue également un rôle important sur le plan de l'image que projette la municipalité. Ainsi, le directeur général de la ville de Westmount observe que « [the] efficiency of the Police Department and the manner in which justice is handed out has had a lot to do with the absence of all kinds of crime within our city »²². Il fait donc un lien entre l'efficacité du

²¹ « The record books of the Mount Royal police authorities contain nothing but blank pages. [...] Yes, Mount Royal is a peaceful town. When the "Examiner" reporter went looking for news yesterday, there was none to be had. No fires, no accidents, and no robberies. » *The Examiner*, le 11 juillet 1931, p. 8.

²² AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1926*, p. 7.

service de police local et son effet dissuasif. L'éditeur du *Weekly Examiner* de Mont-Royal est plus explicite encore lorsqu'il affirme :

One can see the effect of lack of police protection in the history of the suburbs of any big city. When a particular suburb gets the reputation of being poorly protected, of having frequent crimes, burglaries, hold-ups and so forth, it loses much of its popularity as a residential centre. People are not so anxious to rent flats and apartments there, or to build with the result that land values go down, or fail to advance at the rate they ought to²³.

Autrement dit, l'efficacité des services policiers joue dans la réputation d'une communauté. Tant à Westmount qu'à Mont-Royal, les services de police font donc l'objet d'une certaine forme de mise en scène. Dans les deux cas, on s'assure non seulement de leur fournir l'équipement le plus moderne qui soit, mais cette modernisation est largement publicisée dans les documents publics produits par la Ville, ainsi que dans les journaux. À Westmount, on vantera les vertus du système de communication mis en place, à grands frais, à travers la municipalité et qui a permis aux policiers de faire 32 790 rapports en un an²⁴. À Mont-Royal, c'est l'achat d'une deuxième voiture de « radio-police » qui fait la manchette de *La Patrie*²⁵. Exemple encore plus concret de cette mise en scène : au cours des années 1930, les membres des services de police et de lutte aux incendies de la Ville de Westmount prennent l'habitude de s'entraîner physiquement en public, dans les parcs de la ville, rappelant non seulement leur présence, mais démontrant leur compétence physique²⁶.

Revenons toutefois aux normes et nuisances que ces policiers ont pour tâche de faire respecter, en commençant par un des domaines qui préoccupait le plus le mouvement réformiste et dans lequel s'ancre la notion même de nuisance publique : l'hygiène et la santé publiques.

²³ *Weekly Examiner*, le 8 mai 1930, p. 2.

²⁴ Le rapport ajoute : « it was the direct means of bringing to justice a number of people that otherwise would have escaped ». AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1919*, p. 5.

²⁵ *La Patrie*, le 21 avril 1936, p. 1.

²⁶ Voir par exemple AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1935*, p. 6.

Bien entendu, dans ce domaine, la plupart des normes adoptées dans les municipalités émanent de critères et d'obligations établis par le gouvernement provincial. Il y a donc une assez grande homogénéité sur ce front. Même que, dans le cas de Pointe-Claire, c'est la plupart du temps le Conseil d'hygiène de la province qui pousse la Ville à prendre des initiatives dans ce domaine : le Bureau sanitaire local est ainsi mis sur pied à sa demande en 1919 à la suite d'une épidémie de variole particulièrement sévère²⁷. De même, deux ans plus tôt, la filtration de l'eau est ordonnée par le Conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec « étant donné que la prise d'eau d'alimentation de la ville est impure et dangereuse pour la santé publique et qu'il est pratiquement impossible d'améliorer suffisamment la qualité de telle prise d'eau en faisant disparaître les causes de pollution et de souillure »²⁸. À l'opposé, la Ville de Westmount va au-devant des besoins en adoptant des normes et des services qui vont au-delà de ce qui est observé ailleurs, par exemple en déboursant des sommes importantes pour s'assurer que les malades contagieux soient menés à l'hôpital et y restent durant leur maladie, alors qu'à Pointe-Claire et à Mont-Royal on adopte la politique plus traditionnelle de quarantaine en résidence²⁹. De même, en 1935, la corporation étend ses activités dans ce département en prenant en charge l'inspection médicale des élèves des écoles protestantes (autrefois entre les mains de la commission scolaire)³⁰. Ajoutons que sur le front de la santé publique, si les municipalités étudiées exercent une supervision aux normes obligatoires provinciales (et plus dans le cas de Westmount), elles bénéficient certainement dans ce domaine d'un avantage considérable compte tenu du statut socioéconomique élevé de la majorité de leurs habitants. Si la richesse ne protège pas un individu de certaines maladies, elle a certainement beaucoup à voir, par exemple, avec le fait que Westmount puisse se vanter d'avoir un des taux de mortalité les plus bas de la province³¹.

²⁷ APC, *Providing for the establishment of a local board of health*, règlement 35 adopté le 2 janvier 1919.

²⁸ APC, Extrait d'une lettre du conseil supérieur d'hygiène de la Province de Québec à la Ville de Pointe-Claire, 12 février 1917, dossier du règlement 31, adopté le 9 août 1917.

²⁹ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1920*, p. 36.

³⁰ . L'examen inclut : « examination of eyes, ears, nose, throat and hair; and the examination of the heart, lungs, general health condition, height, weight and chest measurement ». AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1935*, p. 8.

³¹ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1920*, p. 36. Évidemment, le fait que la municipalité puisse également se vanter d'un bas taux de mortalité infantile n'est pas étranger au fait que celui que l'on retrouve chez les francophones de la métropole est anormalement élevé. Voir à ce sujet Baillargeon (2004).

La notion de nuisance en vient toutefois à recouvrir un certain nombre de comportements et d'activités que l'on conçoit comme contrevenant à la tranquillité, à l'ordre public et aux bonnes moeurs. Ces interdits contribuent, par la négative, à établir des normes en ce qui a trait au comportement que doivent adopter les membres de la collectivité, mais aussi les individus qui désirent y mettre les pieds. Au premier rang, une pléiade de mesures vise avant tout à préserver, dans ces communautés suburbaines, une tranquillité et une quiétude qui sont à l'opposé de la cacophonie associée au monde urbain. Dans les trois municipalités, il n'y aura pas, par exemple, de vente ou d'utilisation de feux d'artifices et de pétards, ou encore de tirs d'armes à feu. L'utilisation de cloches, de sirènes, de sifflets ou d'autres appareils du genre pour attirer l'attention du public sur un commerce ou une activité est aussi interdite³². À Pointe-Claire s'ajoutent des dispositions visant les sifflets utilisés par les trains traversant le territoire de la municipalité la nuit.

L'ordre public est l'objet d'un certain nombre de mesures visant non pas à contrer des maux associés au monde urbain – comme plusieurs des mesures évoquées ici –, mais à écarter des activités liées au monde rural, confirmant d'une certaine manière que la page est tournée sur le passé agricole des trois communautés étudiées (Aubin-Des Roches, 2004). Un des premiers règlements de Westmount sur les nuisances publiques interdit ainsi spécifiquement la chasse et la collecte d'œufs d'oiseaux³³. Quelques années plus tard, c'est la possibilité de garder des animaux de ferme sur le territoire de la ville qui est écartée, ces derniers étant considérés comme causant « material physical inconvenience, discomfort or annoyance to persons living in the vicinity »³⁴, une mesure à laquelle font écho Pointe-Claire en 1926 et Mont-Royal à la fin des années 1930 dans leurs règlements sur les nuisances publiques. Est ainsi clairement réaffirmé le caractère d'abord urbain de l'idéal suburbain.

³² La majorité de ces dispositions sont rassemblées dans les règlements suivants : AWM, *By law number 59 to repeal By-law number 2 of the Council of the heretofore Village of Notre Dame de Grace and for other purposes*, règlement 59 adopté le 4 novembre 1895 ; APC, [*Règlement 54 sur les nuisances publiques*], règlement 54 adopté le 18 janvier 1926 ; AVMR, *Règlement omnibus*, règlement 116 adopté le 16 octobre 1939.

³³ AWM, *By law number 59 to repeal By-law number 2 of the Council of the heretofore Village of Notre Dame de Grace and for other purposes*, règlement 59 adopté le 4 novembre 1895.

³⁴ AWM, *By-law regarding certain nuisances*, règlement 297 adopté le 6 octobre 1914.

Un autre aspect du maintien de l'ordre public sur lequel s'étendent plus d'un règlement est la réglementation de la circulation sur les voies publiques. Conducteurs de voitures et de bicyclettes autant que piétons sont invités à respecter des mesures de sécurité que l'on retrouve dans l'ensemble des municipalités de la province. De plus, dans les municipalités étudiées, un ensemble de mesures plus tatillonnes interdisent d'utiliser la voie publique pour autre chose que d'y circuler tranquillement. Il est par exemple interdit de se rassembler sur la voie publique si ce rassemblement empêche la libre circulation des individus³⁵. De même, les rues, ruelles et terre-pleins ne doivent pas être utilisés pour des activités sportives ou commerciales³⁶. C'est le parc qui devient l'espace public le plus important sur le plan de la sociabilité et de la pratique d'activités sportives. Il devient aussi, d'une certaine manière, un espace important d'apprentissage des comportements communs appropriés en public. Ce qui explique probablement l'attention que leur porte la municipalité de Westmount. Dans un règlement détaillé sur les comportements à y adopter, on explique qu'on entre et qu'on sort de ces parcs aux endroits appropriés, qu'on ne les fréquente pas la nuit ou en état d'ébriété, qu'on n'en endommage pas le contenu, qu'on n'y jette pas de débris et qu'on n'y pratique pas d'activités commerciales. Plus significativement, on relativise grandement leur statut d'espace *public* : « None but residents of the said Town shall be allowed to use the playgrounds in said Parks, except by permission of the Parks Committee. »³⁷ En d'autres mots, à cette occasion comme dans beaucoup d'autres, le « public » est restreint aux résidents de la communauté. Le parc est bien un lieu de rencontre, mais pas un lieu de rencontre de la différence, comme c'est plus souvent le cas dans la ville centrale (Dagenais, 2006 : 141-162 ; Billen, 2006).

Plus généralement, à Westmount et à Mont-Royal, on frappe d'interdit les « noisy gatherings, affrays, disturbances, disorderly assemblies »³⁸. Dans le premier cas, on spécifie

³⁵ Voir, par exemple, AWM, *By-law concerning sidewalks and to repeal By-law number eleven of the Council of the heretofore Village of Notre Dame de Grace*, règlement 93 adopté le 19 septembre 1898.

³⁶ Voir, par exemple, APC, *Ruling the playing of games on streets and sidewalks, and the use of sidewalks and traffic on streets, also relating to bathing within the police jurisdiction of the town of Pointe-Claire*, règlement 97 adopté le 20 septembre 1926.

³⁷ AWM, *By-law concerning parks*, règlement 69 adopté le 6 juillet 1896.

³⁸ AVMR, *Règlement omnibus*, règlement 116 adopté le 16 octobre 1939.

également qu'il est prohibé de troubler le caractère solennel des réunions de nature religieuse³⁹. Dans les trois municipalités étudiées, et en particulier à Westmount, certaines mesures vont ainsi au-delà de la simple protection de la paix et de l'ordre public, se portant à la défense d'une certaine idée de la morale. Sont ainsi visées nombre d'activités liées aux vices, comme les jeux de hasard⁴⁰. Westmount est toutefois la seule des trois municipalités à légiférer pour que soit respecté, sur son territoire, le sabbat⁴¹. Le premier règlement général sur les nuisances publiques interdit ainsi les courses de chevaux le dimanche, mais c'est à partir de 1909, avec l'adoption d'un règlement intitulé « Good Morals and Decency », que la Ville agit pour que le congé dominical soit respecté non seulement par les individus, mais aussi par les commerces⁴². Ce sont des dispositions qui sont renforcées quelques années plus tard, le règlement 297 précisant qu'il est interdit de vendre, le dimanche, cigares, breuvages, crème glacée et tout autre produit qui « will create disorder and will disturb and endanger the peace, order and good government and general welfare of the city »⁴³. Pointe-Claire, qui est moins sévère dans ce domaine, adopte tout de même un règlement sur le comportement sur la voie publique qui prévoit des mesures visant la tenue des baigneurs et destinées à protéger les bonnes mœurs des habitants⁴⁴.

S'il y a des comportements que l'on veut encourager et décourager, il y a également des présences dont on pourrait se passer. Lorsque les filtres sociaux plus subtils évoqués plus haut ne suffisent pas et que la loi le permet, les municipalités étudiées ferment leurs frontières à un certain nombre d'indésirables, des gens qui n'appartiennent pas à la communauté et pourraient nuire à son milieu social. À Westmount, on adopte une mesure pour le moins

³⁹ AWM, *By-law to preserve peace and good order*, règlement 55 adopté le 18 mars 1895.

⁴⁰ AWM, *By law number 59 to repeal By-law number 2 of the Council of the heretofore Village of Notre Dame de Grace and for other purposes*, règlement 59 adopté le 4 novembre 1895.

⁴¹ Elle imite ainsi un très grand nombre de villes canadiennes-anglaises (Laverdure, 1996)

⁴² AWM, *By-law concerning good morals and decency*, règlement 196 adopté le 24 mars 1909.

⁴³ AWM, *By-law regarding certain nuisances*, règlement 297 adopté le 6 octobre 1914.

⁴⁴ « All persons bathing in Lake St-Louis within the police jurisdiction of the town of Pointe-Claire shall wear proper bathing suits and when going or coming back from the Lake shall wear a coat or robe which shall properly buttoned or fastened in order to cover the whole of the body down to the knees. » APC, *Ruling the playing of games on streets and sidewalks, and the use of sidewalks and traffic on streets, also relating to bathing within the police jurisdiction of the town of Pointe-Claire*, règlement 97 adopté le 20 septembre 1926.

générale : « Every person strolling or loitering in any street, lane, field, yard or other place in the City of Westmount and who cannot satisfactorily account for his or her presence there or refuse to do so shall be liable to the penalty hereinafter provided. »⁴⁵ Appliquée généreusement, cette mesure peut s'appliquer à tout non-résident se trouvant sur le territoire municipal. À Westmount et à Mont-Royal, d'autres règlements visent plus spécifiquement les trépassés. Ainsi, dans la première, les processions funéraires pour des morts provenant de l'extérieur et de la communauté ne peuvent traverser son territoire. Plus généralement, dans les deux municipalités, l'inhumation de morts et l'établissement de cimetières sont formellement interdits⁴⁶. Sur ce plan, la bourgeoisie anglophone dispose déjà de toute façon d'un cimetière bien établi dans la ville centrale, cimetière qui répond d'ailleurs, sur le plan esthétique, à bien des critères adoptés dans les banlieues étudiées (Young, 2003). C'est également dans ces deux municipalités que l'on retrouve des règlements « concerning Masters and Servants »⁴⁷. Sans interdire la présence de ces précieux employés, ils régissent assez sévèrement les relations entre maîtres et serviteurs, dans l'ensemble aux dépens de ces derniers qui se voient attribuer plus de devoirs que de droits. En d'autres termes, s'ils habitent ou travaillent sur le territoire de la municipalité, ils n'en constituent pas moins des intrus aux yeux d'une communauté essentiellement bourgeoise.

5.1.3 Au service de la communauté

Westmount se distingue des deux autres cas étudiés par certains des services socioculturels qu'elle met à la disposition de sa population dès le début de la période étudiée. Ces services peuvent paraître minces en regard de ce à quoi nous a habitués l'État-providence, mais il faut les juger dans le contexte de la conception minimaliste, libérale de l'État qui prévaut alors. Même si certains exemples de ces services peuvent paraître légèrement saugrenus, comme l'acquisition d'un orgue municipal en 1926⁴⁸, au contraire, l'érection d'une bibliothèque

⁴⁵ AWM, *By-law re streets*, règlement 200 adopté le 19 avril 1909.

⁴⁶ AVMR, *Preventing the burial of the dead and the establishment of cemeteries within the limits of the Town of Mount Royal*, règlement 55 adopté le 19 février 1930.

⁴⁷ AWM, *Concerning Masters and Servants*, règlement 233 adopté le 19 juin 1911 ; AVMR, *Règlement omnibus*, règlement 116 adopté le 16 octobre 1939.

⁴⁸ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1926*, p. 9.

publique et d'un centre communautaire dès 1897 représentent des initiatives d'une envergure exceptionnelle dans la couronne suburbaine de Montréal (figures 5.2 et 5.3).

Figure 5.2 – Bibliothèque publique de Westmount vers 1910



Source : Anonyme. *Westmount Library, Westmount, QC, about 1910* (Musée McCord).

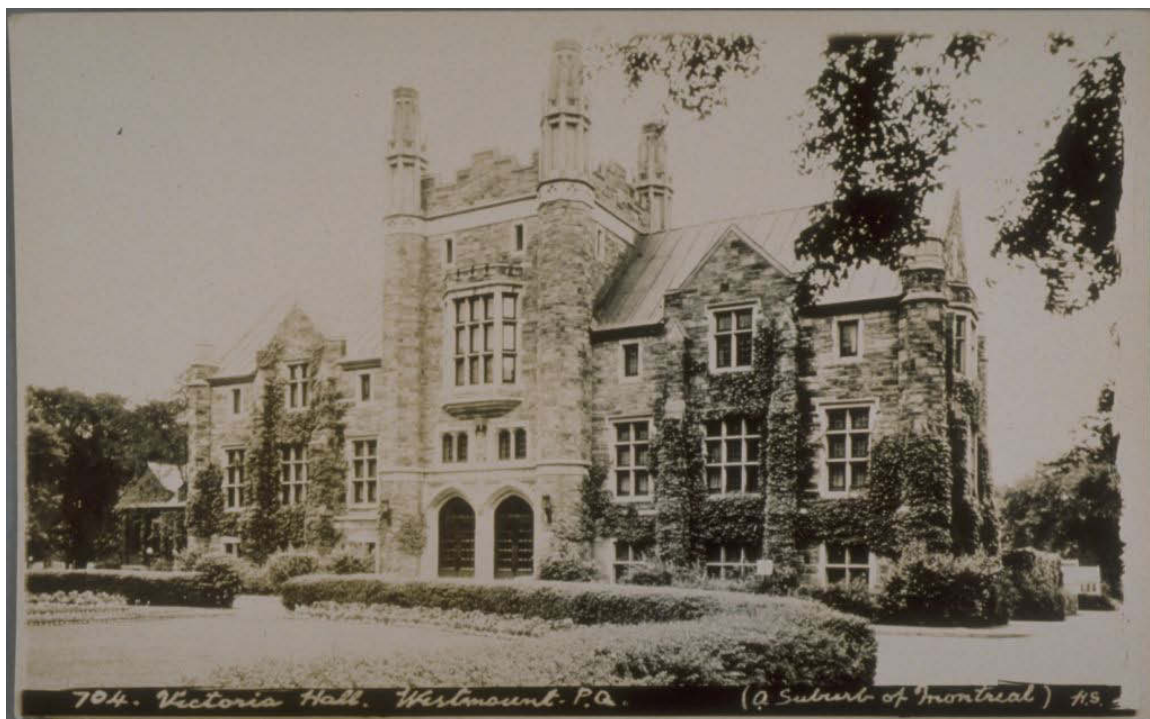
L'histoire de la bibliothèque publique de Westmount a été étudiée par Elizabeth Ida Hanson (1997)⁴⁹. Dans son ouvrage, elle lie clairement l'absence de bibliothèques de ce type à Montréal, et plus généralement dans la province de Québec, à l'influence qu'exerce le clergé catholique sur la majorité francophone⁵⁰. La bibliothèque de Westmount est pourtant loin d'être la seule de la région de Montréal à la fin du XIX^e siècle, même s'il est vrai que la majorité d'entre elles desservent la communauté anglophone. Mentionnons les bibliothèques

⁴⁹ Sur la question des bibliothèques publiques et privées dans la région de Montréal, voir Dagenais (1996) et Lamonde (1979).

⁵⁰ « In the early twentieth century the Province of Quebec was overwhelmingly French and thus tax-supported public libraries were not a viable prospect in most areas due to clerical mistrust of these institutions. » Hanson, 1997 : 20.

académiques, particulièrement celles qui sont rattachées à l'Université McGill, ainsi que les bibliothèques professionnelles, la plus connue étant probablement celle du *Montreal Mechanic's Institute*. Selon Hanson, la bibliothèque de Westmount se distingue de ces institutions par son caractère public. Mais comme plusieurs des services dont il a été question jusqu'ici, il faut relativiser la portée de ce caractère. Ainsi, le règlement qui pourvoit à sa création est assez clair sur la question : « The said Free Public Library and Reading Room established under this By-law shall be forever free to the use of the inhabitants and ratepayers of the Town, always subject to such reasonable Rules and Regulations as the Library Committee will adopt in order to render the use of said Public Library and Reading Room of the greatest benefit to the greatest number. »⁵¹

Figure 5.3 – Victoria Hall



Source : Anonyme. *Victoria Hall, Westmount, P.Q. (a suburb of Montreal)* (Bibliothèque nationale du Québec)

⁵¹ AWM, *By-law concerning the establishment and maintenance of a free public library in the Town*, règlement 82 adopté le 4 octobre 1897.

L'histoire de la bibliothèque et du centre communautaire – Victoria Hall – qui sera érigé en même temps est indissociable de la composante britannique de l'identité collective locale. Comme le résume Hanson : « In 1897 [Westmount] faced a challenge: how best to celebrate Queen Victoria's Diamond Jubilee. That the question was taken seriously pointed to the town's British orientation. That it could be taken seriously pointed to the community's wealth. » (Hanson, 1997 : 52) Ce dernier commentaire doit être nuancé. Il est indéniable que les habitants de la banlieue et son gouvernement sont en moyens, mais comme on l'a vu, l'administration de Westmount se targue avec raison de sa gestion économe et la construction de la bibliothèque publique est surtout possible parce que la ville hérite, à ce moment-là, d'une somme de 13 000\$ versée en dédommagement par la compagnie de gaz avec laquelle elle faisait affaire jusque-là⁵².

Physiquement, la bibliothèque et Victoria Hall ont été conçus par l'architecte Robert Findlay, qui concevra également l'Hôtel de Ville aux allures de château de la municipalité. Les bâtiments qui forment le cœur institutionnel de la communauté de Westmount ont donc une grande unité sur le plan architectural. Quant au fonctionnement et au contenu de la bibliothèque, ils sont tributaires de Charles Gould, bibliothécaire en chef de l'Université McGill (Hanson, 1997 : 59). L'institution est ainsi intimement liée à un des piliers culturel et académique de la communauté anglophone à Montréal. Le règlement pourvoit également à son administration, qui est placée entre les mains d'un comité formé de représentants du conseil municipal, mais également d'un nombre changeant de fidéicommissaires provenant du public. Ils sont élus en même temps que les échevins. L'influence du conseil y demeure toutefois prépondérante, comme le suggère le fait qu'un nombre important de ces fidéicommissaires sont d'anciens maires ou échevins de la ville, par exemple William D. Lighthall et Peter W. McLagan. Néanmoins, il est important de souligner que la bibliothèque est probablement la seule composante de l'appareil municipal où on retrouve une femme en mesure d'exercer un certain pouvoir. C'est particulièrement le cas de la seconde bibliothécaire, Mary Solace Saxe, qui y est nommée en 1901 et y demeurera jusqu'en 1930. Au cours de cette longue période, même si elle demeure en théorie subordonnée au comité,

⁵² AWM, *By-law concerning the establishment and maintenance of a free public library in the Town*, règlement 82 adopté le 4 octobre 1897.

elle parvient à acquérir une autonomie considérable dans la gestion de l'institution (Hanson, 1997 : 87-89)⁵³.

Elle est ainsi la seule femme à soumettre un rapport annuel au conseil municipal, rapports grâce auxquels il est possible d'avoir une idée du mandat, du fonctionnement et de la popularité de l'institution. La nature de la clientèle explique d'abord probablement pourquoi une femme est placée à sa tête. Écrivant au sujet du service de référence, Saxe décrit ainsi sa clientèle : « McGill students and others desiring material for their debates, Clergy men looking up facts for their sermons and school children preparing essays »⁵⁴. Évidemment, la salle de lecture est fréquentée par une clientèle plus large et plus variée⁵⁵. Au-delà des chiffres, les rapports de Saxe laissent clairement voir quel est le mandat, le rôle attribué à la bibliothèque au sein de la communauté. Dans le rapport de 1916, elle explique avec optimisme que « could we afford to print and send out lists, to have art lectures, as is done nowadays in all modern library fields, we could spread the knowledge of the great works of Architecture, Sculpture and paintings, which is a part of the inheritance of every new generation, and we should be an even greater benefit to this municipality »⁵⁶. L'idée est donc de contribuer à l'éducation, à l'avancement culturel des habitants de la municipalité. En cela, nous sommes ramenés à la définition de la bourgeoisie que propose Pinçon et Pinçon-Charlot, celle d'une classe qui se reconnaît également dans la culture, dans le sens classique, aristocratique du terme. À l'opposé, l'ouverture au reste de la communauté métropolitaine de cette institution est pour le moins limitée. On sait que la bibliothèque dessert cette clientèle, même si elle ne bénéficie pas des mêmes droits que les résidents (c'est-à-dire le droit d'emprunter des livres de la collection et d'avoir accès au service de référence). Mais, à la fin des années 1930, le fait que le chômage et la pauvreté poussent un nombre grandissant de personnes de l'extérieur de la municipalité à fréquenter la bibliothèque inquiète grandement

⁵³ Sur la question du pouvoir et du genre dans les bibliothèques publiques, voir Van Slyck (1995 : 160-200).

⁵⁴ AWM, *Report of the Corporation of the City of Westmount to October 31st, 1910*, p. 33.

⁵⁵ Un profil détaillé de la clientèle et des services offerts se trouve dans AWM, *Annual Reports of the City of Westmount for the year ending October thirty-first, nineteen-fifteen*, p. 28. Voir également AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1920*, p. 37.

⁵⁶ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1916*, p. 5.

la bibliothécaire, qui en profite pour déplorer le fait que les autres municipalités de l'île ne fassent pas leur devoir à ce sujet⁵⁷.

À la bibliothèque s'ajoute Victoria Hall, « what might be called the community centre of Westmount »⁵⁸. Le centre remplit un nombre de rôles relativement traditionnels pour un édifice du genre. Ainsi, les citoyens peuvent y utiliser un gymnase, une salle de billard ; diverses associations peuvent y louer une salle, dont une salle de concert, pour y tenir leurs activités ; les autorités municipales elles-mêmes y ont fréquemment recours pour des assemblées publiques exceptionnelles. Lorsque le Hall brûle en 1924, on s'empresse de le reconstruire⁵⁹. Alors que la bibliothèque contribue à faire fructifier le capital culturel de la communauté, il est clair que Victoria Hall contribue à la croissance de son capital social en offrant un cadre dans lequel peuvent fonctionner un grand nombre d'associations formelles et informelles, où peuvent se tenir une pléiade d'activités sur lesquelles la municipalité a d'ailleurs un droit de regard, puisque c'est elle qui loue les installations.

Bref, la bibliothèque et Victoria Hall offrent aux habitants de Westmount des institutions culturelles et sociales *municipales* qu'on ne retrouve dans aucune des autres banlieues de l'île de Montréal avant la Deuxième Guerre mondiale. Ces services témoignent non seulement de sa prospérité, mais aussi d'une culture politique locale qui conçoit le gouvernement municipal comme ayant un rôle à jouer dans les domaines culturel et social.

Pourquoi Westmount se distingue-t-elle à ce point dans ce domaine? Elle est certainement la plus mûre des trois municipalités étudiées en termes de développement. Après la Deuxième Guerre mondiale, Pointe-Claire, par exemple, l'imitera en acquérant et en rénoverant Stewart Hall, une somptueuse résidence bourgeoise dont elle fait un centre communautaire comparable à Victoria Hall (Matthews, 1985 : 148-150). Mais, dans l'ensemble, les municipalités de Mont-Royal et de Pointe-Claire se cantonnent dans un rôle plus traditionnel, ne s'aventurant au-delà qu'avec la collaboration ou sous la pression

⁵⁷ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1937*, p. 16.

⁵⁸ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1921*, p. 6.

⁵⁹ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1924*, p. 5.

d'acteurs du secteur privé. Il est clair qu'une culture politique distincte est à l'œuvre à Westmount. Lorsque la crise économique des années 1930 frappe, elle ébranle les trois communautés suburbaines étudiées et met en évidence ces cultures politiques différentes.

5.2 LA BANLIEUE EN TEMPS DE CRISE

Les services sociaux, à l'instar de tant d'autres activités du gouvernement concernant la famille et l'individu, ont pris naissance en grande partie dans le domaine municipal.

H. Carl Goldenberg (1939 : 62)

La crise des années 1930 bouleverse le paysage municipal canadien. Les villes sont chargées de gérer, avec des ressources qui s'amenuisent, des problèmes sociaux qui vont en s'accentuant. En conséquence, « the extraordinary burden of unemployment relief helped to drive hundreds of local authorities across Canada into bankruptcy or to the brink of financial collapse » (Riendeau, 1979 : 50). Ce n'est que graduellement que les autres paliers de gouvernement vont s'engager financièrement dans la lutte au chômage, et cet engagement va se traduire par une perte d'influence du municipal au profit des paliers supérieurs. Avant de voir comment les trois municipalités s'inscrivent dans ce contexte, nous allons rapidement décrire la situation dans la ville autour de laquelle elles gravitent et qu'elles observent certainement avec attention durant ces années mouvementées. On verra ensuite quels sont les effets de la crise sur ces trois banlieues et quelle est leur réaction.

À Montréal, la crise a des effets dévastateurs tant sur le plan économique que politique. Comme l'explique Terry Copp, en 1929, sa situation financière est déjà précaire. Dans les années précédentes, la ville avait dû recourir à d'importants emprunts pour financer le développement de ses infrastructures et de ses politiques de santé publique dans un contexte où ses revenus stagnaient (Copp, 1979 : 114). À cette précarité s'ajoute une structure économique fragilisée par son importante base industrielle et son rôle central dans les échanges commerciaux. « By June 1, 1931, 20 per cent of the male labour force and 10 per

cent of the female labour force were without work. During the winter of 1931-32 more than one hundred thousand Montrealers were on relief. » (Copp, 1979 : 115)

En réaction, la municipalité met d'abord l'accent sur des projets de travaux publics destinés à donner du travail aux chômeurs, l'assistance indirecte. Pendant les deux premières années de la crise, les montants limités destinés aux secours directs sont administrés par des organisations privées comme la Société de Saint-Vincent-de-Paul et l'*Emergency Unemployment Relief Committee*⁶⁰. Lorsque la ville prend en charge ces services, au printemps 1933, plus de 60 000 chômeurs sont répertoriés. La grande majorité d'entre eux sont des ouvriers, même si on compte environ 10% de cols blancs dans leurs rangs (Copp, 1979 : 117). Pour administrer les secours directs, la corporation met sur pied la Commission du chômage (« Civic Unemployment Commission »), qui aura une histoire mouvementée⁶¹, mais accomplira un travail considérable, employant en 1935 plus de huit cents personnes réparties entre un bureau central et une vingtaine de bureaux de district (Copp, 1979 : 119).

Les finances de la ville de Montréal n'en finiront toutefois pas d'empirer tout au long de la crise, malgré un « pacte fiscal » élaboré par la législature provinciale en 1935 et prévoyant des hausses d'impôts importantes, une taxe de vente locale et, surtout, une redistribution régionale des revenus qui pénalise les banlieues bourgeoises comme celles que nous étudions (Collin et Dagenais, 1997 : 211).

Montreal's financial situation had been temporarily improved by the 1935 tax measures, but the city's share of relief costs still had to be paid for by borrowing. Since the legal limit for municipal debt stipulated in the charter had long since been reached, the city had resorted to short-term loans authorized by the provincial legislature. This 'Additional Debt' had gradually assumed quite impressive proportions and by early 1940 Montreal was in an even worse financial position than it had been in 1934 (Copp, 1979 : 125).

Cette année-là, la ville est placée sous tutelle par la province.

⁶⁰ L'*Emergency Unemployment Relief Committee* est un organisme privé créé pour offrir des secours directs aux chômeurs protestants de Montréal (Christie, 2000 : 219).

⁶¹ Notamment une intervention de la police qui, sur les ordres d'un Maurice Duplessis anxieux de prendre contrôle de l'organisme, investit ses quartiers et saisit ses dossiers (Copp, 1979 : 124).

Mais si la crise se traduit par une véritable descente aux enfers pour la ville centrale, pour ses banlieues bourgeoises, elle représente une irruption soudaine, inattendue et choquante sur leur territoire d'une pauvreté qu'elles avaient tenté de garder à distance. Leur réaction sera à la mesure de ce choc.

5.2.1 *Trouble in Paradise*

Malgré des finances généralement plus saines, des sources de revenus plus importantes, une population plus fortunée et moins vulnérable au chômage, les banlieues étudiées n'échappent pas aux effets de la crise économique qui se prolonge durant la décennie. En fait, justement à cause de ces facteurs favorables, le choc qu'elles ressentent lorsqu'elles sont à leur tour touchées par le chômage et la misère n'en est probablement qu'accentué.

Dès 1930, dans son rapport annuel, le directeur général de Westmount signale que cette année-là « was notable for the general business depression, resulting in a great deal of unemployment »⁶². Il faut toutefois attendre l'année suivante pour que les activités de la municipalité s'en ressentent, le premier service à être coupé étant les récitals d'orgue gratuits qui étaient organisés à Victoria Hall⁶³. Dans les années suivantes, on observe un ralentissement relatif des activités de la municipalité : les sommes d'argent consacrées à la construction et aux travaux publics sont réduites au minimum, même si on s'efforce de maintenir les services d'entretien à leur niveau habituel. Il faut évidemment mettre ce ralentissement en perspective. Alors qu'à Montréal, « [the] city streets had deteriorated and no money was available for repairs or street cleaning » (Copp, 1979 : 119), en 1935, au plus creux de la crise, le département des routes de Westmount peut se targuer d'avoir investi plus de 45 000\$ dans l'entretien des égouts, des trottoirs et des routes. Il est clair que la banlieue fait tout son possible pour que l'apparence de la ville ne soit pas affectée par les difficultés économiques qu'elle éprouve. Tout de même, cette même année, le directeur général observe dans son rapport annuel que, malgré une certaine stabilisation de la situation, un nombre

⁶² AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Fourteen Months Ending 31st December 1930*, p. 6.

⁶³ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1931*, p. 6.

croissant de citoyens est incapable de s'acquitter des taxes générales et il observe un déclin important des demandes de permis de construction⁶⁴.

À Pointe-Claire, les difficultés rencontrées semblent beaucoup plus importantes. L'accumulation rapide de taxes non payées, le paiement des salaires que la municipalité doit verser aux chômeurs qu'elle aide⁶⁵ et la nécessité de consolider ses dettes la forcent à emprunter 75 000\$⁶⁶. Elle y avait déjà épuisé différents soldes résultants de travaux entrepris par le passé (pour un total d'environ 10 700\$)⁶⁷. La crainte des effets de la crise sera donc plus aiguë à Pointe-Claire et ressortira, par exemple, dans le journal local lors de l'élection chaudement contestée de 1939, l'éditeur de *The Lakeshore Press* recommandant :

If therefore, it is taken to the poll will you see that [Wilbrod A. Bastien] is returned, not as alderman, but as mayor, in no uncertain manner, remembering the fact that he has the experience gained in service over a number of years, intimate knowledge and ability to enable this town to remain among the solvent towns on the Island, whereas any one opposing him cannot have that knowledge and may very quickly, in these difficult times, place us in the opposite camp.⁶⁸

Malgré un développement qui se poursuit, Mont-Royal doit également faire face à des problèmes financiers. Avec l'approbation du gouvernement provincial, la Ville procède à la consolidation de sa dette flottante, qui s'élève à 76 000\$ le 1er novembre 1935. Elle accumule des déficits de puis 1932 et ne peut ni augmenter ses revenus ni réduire ses dépenses à court terme. La ville empruntera donc la somme en question et remboursera de

⁶⁴ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1935*, p. 3.

⁶⁵ Nous reviendrons sous peu sur les secours indirects, c'est-à-dire l'emploi de chômeurs pour effectuer, contre rémunération, des travaux publics. Pour le moment, rappelons que ces mesures sont financées à moitié par les municipalités et le gouvernement provincial. Ce dernier ne verse toutefois sa part qu'une fois les travaux effectués, forçant certaines municipalités à s'endetter en attendant leur remboursement, qui se fait souvent attendre (Roux-Pratte, 2004 : 220).

⁶⁶ APC, *Pourvoyant à l'emprunt de 75,000\$ ainsi qu'au paiement des intérêts et au remboursement des obligations mises en conséquence*, règlement 140 adopté le 15 novembre 1933.

⁶⁷ APC, *Transportant les soldes des règlements nos. 71, 74, 84, 88, 105 et 122 formant un total de 10,691.65\$ pour payer les dépenses supplémentaires encourues pour les travaux effectués en vertu du règlement no. 50 et pour remédier au chômage*, règlement 137 adopté le 31 juillet 1933.

⁶⁸ *The Lakeshore Press*, le 26 mai 1939, p. 4.

1936 à 1965 par l'entremise d'une taxe spéciale générale dont les revenus seront gérés par la CMM⁶⁹.

Au-delà des difficultés financières des municipalités, la crise met à rude épreuve l'idéal suburbain sur lequel s'édifient les communautés suburbaines étudiées. Alors qu'elles s'efforçaient par mille et un moyen de favoriser leur homogénéité socioéconomique et de tenir à l'écart les classes populaires et leurs problèmes, voilà que ces mêmes problèmes font irruption sur leur territoire, au sein de leur population. En conséquence, résister à la crise, ce n'est pas seulement s'assurer de la solvabilité de l'administration municipale. C'est également s'assurer que la municipalité, la communauté, le milieu qui a été aménagé avec soin au fil des politiques publiques, conservent ou retrouvent leur cohésion. Selon leurs moyens et leur situation, les municipalités étudiées vont donc réagir rapidement et vigoureusement à la crise.

5.2.2 La misère des riches, ou l'assistance en milieu favorisé

Les banlieues étudiées ne sont pas les plus affectées par la dépression économique, mais elles déploient un ensemble varié de mesures pour faire face à la crise et en contrer les effets. L'objectif de ces mesures est, bien entendu de porter assistance à la population, mais plus largement, il est clair qu'il faut rapidement revenir au *statu quo ante*, c'est-à-dire qu'il faut que le milieu social qui avait été aménagé avec tant de soins retrouve son intégrité.

Profitant de l'expérience accumulée dans d'autres domaines depuis la fin du XIX^e siècle, Westmount embrasse avec énergie l'idée de consolider l'État-providence local et de le faire intervenir dans le champ de l'assistance pour que se résorbent rapidement les effets de la crise et que soient restaurés l'ordre social et l'idéal suburbain. Elle suit d'abord l'exemple de ses consœurs, le conseil municipal tentant de contrer les effets du chômage « by undertaking an extensive program of construction work », l'essentiel de ces travaux publics consistant en

⁶⁹ AVMR, *A By-law to provide for a loan to consolidate the floating debt of the Town of Mount Royal*, règlement 80 adopté le 18 novembre 1935.

du repavage⁷⁰. En 1931, alors qu'il devient clair que la situation s'aggrave, la ville est forcée d'opérer une rotation pour employer le plus grand nombre possible de chômeurs, accordant la priorité aux hommes qui ont déjà servi la ville ou dont dépendent femme et enfants. À partir de juin, dix hommes par semaine sont ainsi mis au travail, mais après 14 semaines, la ville ne parvient pas à satisfaire à la demande. Elle étend donc le champ d'activités couvert⁷¹ et réduit le salaire qui est versé à ces chômeurs, qui est fixé à 25 cents l'heure. C'est dix cents de moins que ce que touchent les employés de la municipalité pour les mêmes tâches. On estime que ce montant est « sufficient to provide necessities but [...] not tempt anyone to stay at this class of work if there was more remunerative work available »⁷². Plus de 9 000 \$ sont ainsi versés en salaires au cours de l'année. Westmount ne se contente toutefois pas de cette assistance indirecte.

Pendant que Pointe-Claire et Mont-Royal en sont encore à entreprendre des démarches pour obtenir du financement provincial pour de l'assistance indirecte, la municipalité de Westmount verse plus de 20 000\$ en secours directs, avec l'assistance de la *Family Welfare Association* qui se charge, au nom de la ville, d'étudier les demandes d'aide qui lui sont soumises. De même, 3 000\$ sont versés à différents organismes de charité⁷³. Enfin, le service de police se voit confier la mission de procéder à un recensement minutieux des chômeurs de la ville. Cette mesure permet à la ville de collecter des informations nécessaires à une demande d'assistance provinciale, mais aussi d'évaluer l'ampleur du problème et l'importance des mesures à prendre. Ainsi, alors que Pointe-Claire et Mont-Royal se contentent d'estimations beaucoup plus générales, le rapport préparé par la police de Westmount permet de déterminer que, sur une population qui dépasse les 25 000 habitants, la

⁷⁰ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Fourteen Months Ending 31st December 1930*, p. 6; *By-law Concerning Indemnities, Reliefs, Rewards, Pensions, Civic Improvements & Other Municipal Purposes*, règlement 436 adopté le 8 avril 1930.

⁷¹ Les tâches qu'on leur confie, on s'en doutera, ne sont pas d'abord des plus glorieuses. Les chômeurs vont donc se charger des tâches suivantes : « regrading a portion of Westmount Park, the construction of a practice tennis court, cutting up of fire wood, the loading by hand of the clinker from the Incinerator, and the cleaning of vacant lots » AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1931*, p. 6.

⁷² AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1931*, p. 6.

⁷³ La ville avait déjà des antécédents à ce sujet. En 1911, par l'entremise du règlement 227, elle versait des dons à des organismes de charité de la ville et du district de Montréal. Ainsi, 100\$ sont versés à la *Victorian Order of Nurses*, 500\$ au *Western Hospital*, 100\$ au *Childrens Memorial Hospital*, au *Hervey Institute* et à la *Salvation Army Rescue Home*. Ces dons se répètent, mais les montants varient d'une année à l'autre.

ville compte, en 1931, 565 chômeurs. De ce nombre, 399 sont des hommes et 166 des femmes ; 156 d'entre eux sont mariés et ont, à leur charge, 384 personnes. La majorité de ces chômeurs (les chiffres sont moins précis à ce sujet) sont des sténographes, des clercs et des ouvriers⁷⁴. On constate donc que la municipalité de Westmount doit compter avec une population somme toute plus diversifiée sur le plan socioprofessionnel qu'elle ne voudrait bien le croire.

En 1932, la situation continue à se détériorer et la ville commence à manquer de tâches à confier aux chômeurs. Elle n'en poursuit pas moins une politique d'assistance de plus en plus diversifiée. Ainsi, alors que les secours indirects s'adressaient essentiellement aux hommes, la municipalité organise, avec l'aide ponctuelle du VON, une salle de couture pour les femmes sans emploi. Cette assistance est évidemment en deçà de celle fournie aux hommes : ces femmes ne sont pas rémunérées pour leur travail, mais on leur fournit un dîner tous les jours, un certain nombre de services sociaux dont la nature n'est pas précisée, et elles peuvent conserver une partie des vêtements qu'elles confectionnent, le reste étant remis à différents organismes de charité.

De plus, constatant que la crise est là pour durer, la ville met en place les structures administratives appropriées. Est ainsi créé, en juillet 1932, un *Unemployed Registration Office* chargé d'administrer les secours indirects. Il tient un registre des chômeurs qui se sont enregistrés auprès de la ville, mais se charge également de répartir cette main-d'œuvre entre les départements municipaux qui en font la demande. Il interagit également avec différents organismes de charité, qu'il assiste dans la distribution de leur aide aux chômeurs. Vers la fin de l'année, la corporation révisé également sa politique de secours directs. Plutôt que de créer une nouvelle structure à cette fin, elle a d'abord recours à l'*Emergency Unemployment Relief Committee*, vers lequel s'est déjà tourné un certain nombre de citoyens de Westmount. À partir de cette date, ce comité dépêche un de ses enquêteurs dans la municipalité, qui lui offre des locaux à l'Hôtel de Ville. À la demande des représentants catholique et juif de cet organisme privé – la Fédération des Œuvres de charité canadiennes-françaises et la *Federation of Jewish Philanthropies* –, les chômeurs de ces confessions sont pris en charge par ces organismes,

⁷⁴ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1931*, pp. 6-7.

mais les frais encourus sont assumés par la municipalité. De plus, la ville s'entend avec le *Western General Hospital* pour fournir, à ses frais, certains services médicaux aux enfants des chômeurs de la ville, spécialement les soins touchant aux dents et aux amygdales. Cette année-là, c'est plus de 35 000\$ qui sont dépensés en assistance directe et indirecte⁷⁵, un montant qui ira en augmentant les années suivantes.

En 1933, la municipalité décide, à l'instar de Montréal d'ailleurs, de prendre directement le contrôle de toute l'assistance, directe et indirecte⁷⁶. Cette municipalisation coïncide avec le creux de la vague économique et les effets de la crise se font sentir avec un peu plus d'acuité à Westmount. Pour la première fois, on sent que les sommes allouées à l'assistance viennent empiéter sur les budgets des autres départements de la ville comme en témoigne cet extrait du rapport annuel de la ville : « expenditures were cut as much as possible; very little new construction work was carried out; no further extension of services were made, and the present services were kept as low as possible without impairing the service. Unemployment Relief called for an even greater expenditure than in previous years »⁷⁷. Le profil bourgeois de la municipalité ne s'en fait pas moins sentir. Par exemple, quelle autre municipalité de l'île de Montréal peut se targuer d'accorder des secours indirects à une équipe d'ingénieurs au chômage, chargée de mettre à jour les plans de la ville?

En 1935, l'*Unemployment Office* de la municipalité constate que le nombre de chômeurs continue d'augmenter : ils sont maintenant 686. De ce nombre, ils sont entre 120 et 140 à recevoir, à un moment ou un autre, des secours directs sous forme de « food, clothing, shelter and fuel ». L'assistance indirecte se poursuit sous différentes formes : la salle de couture offre du travail à une quinzaine de femmes, les chômeurs masculins continuent à travailler pour différents départements de la ville, 61 enfants reçoivent des services médicaux financés.

⁷⁵ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1932*, p. 5.

⁷⁶ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1933*, p. 5.

⁷⁷ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1934*, p. 5.

C'est seulement à partir de 1936 que la situation commence à s'améliorer. Indice important de ce virage : la question de l'assistance passe des premières aux dernières pages des rapports annuels et y occupe une place qui ira en diminuant. Parallèlement, les dépenses et les activités de la ville reprennent leur cours, les projets se multipliant assez rapidement. La municipalité n'en poursuit pas moins ses efforts sur le plan de l'assistance. Cette année-là, on commence à fournir une quantité fixe d'électricité gratuite aux chômeurs enregistrés et la gamme de services médicaux offerts aux enfants des familles défavorisées s'étend⁷⁸.

L'année suivante, « [a s] there was a further improvement in the unemployment and direct relief situation during the year, it was decided not to take on any new relief cases after May 17th »⁷⁹. À la fin de l'année, il n'y a plus que 48 individus qui reçoivent des secours directs. L'effort consenti par la municipalité de Westmount pour aider les chômeurs à l'occasion de la crise est donc important, mais demeure tributaire d'un ensemble de circonstances que l'on considère comme exceptionnelles, non comme quelque chose qui fait partie du mandat normal de la corporation. En 1938, des secours indirects sont toujours offerts par la ville. Même si les travaux de cartographie entrepris plus tôt tirent à leur fin, la municipalité est en mesure d'assurer le plein emploi pour ses chômeurs et modifie sa politique d'assistance directe en conséquence :

In May it was decided that the Emergency Unemployment Relief situation no longer existed as all those who were eligible for relief and could work were being given employment. There were, however, a number of cases who were unemployable because of age or physical disability. It was, therefore, decided to change the policy and give relief to unemployables instead of the unemployed. We also took over from various charitable organizations those of our residents who were unemployable and were receiving relief from these organizations⁸⁰.

En parallèle, la ville offre maintenant systématiquement des soins médicaux gratuits (« vaccination, immunization, teeth, vision and tonsils ») aux enfants dont les parents ont un revenu inférieur à 18,00 \$ par semaine (plus 5\$ par semaine pour chaque enfant au-delà du

⁷⁸ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1936*, p. 17.

⁷⁹ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1937*, p. 17.

⁸⁰ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1938*, p. 18.

premier)⁸¹. La municipalité continuera à offrir ces services, même si le nombre de personnes touchées va en décroissant. À la fin de 1939, alors que l'économie canadienne redémarre dans un contexte de guerre, il n'y a plus que 70 personnes qui obtiennent de l'assistance directe de la ville. De ce nombre, 41 sont jugées inaptes au travail, les 39 autres faisant l'objet d'une aide temporaire. Quant aux chômeurs, ils ne sont plus que 356 à travailler pour la municipalité⁸². Les effets de la crise se résorbent, les victimes du chômage et de la pauvreté ne sont plus des cols blancs ou des ouvriers, mais des individus jugés inaptes au travail. La communauté a retrouvé sa cohésion, ses frontières symboliques.

Les deux autres municipalités étudiées ne déploient pas la même énergie et, surtout, n'élargissent pas à ce point l'ampleur des mesures prises par leur gouvernement. Ainsi, à Pointe-Claire, la réaction à la crise est vigoureuse, mais les mesures prises par la municipalité demeurent ancrées dans une vision assez traditionnelle de l'assistance, c'est-à-dire surtout axée sur les secours indirects et sur une contribution importante du privé. En 1931, le conseil municipal entreprend les démarches nécessaires pour obtenir du financement provincial et faire travailler les chômeurs de la ville⁸³. L'année suivante, la corporation recourt à un emprunt pour fournir sa part de la somme qui sera utilisée pour défrayer ces salaires⁸⁴. Mais si la municipalité hésite à prendre en charge une assistance plus directe aux chômeurs et aux démunis, elle ne tarde pas à appuyer des initiatives émanant d'autres acteurs.

C'est la *Valois Citizens' Association* (VCA) qui prend l'initiative en 1932, invitant différents groupes de Pointe-Claire à mettre sur pied un organisme qui permettra de centraliser et de coordonner l'aide aux victimes de la crise⁸⁵. Le 3 mars, la direction de l'association, des prêtres et des pasteurs, des représentants des commissions scolaires et d'organismes de charité locaux, se retrouvent à l'Hôtel de Ville de Pointe-Claire, en présence du maire et de plusieurs échevins, pour fonder le *Pointe Claire Social Welfare Council*

⁸¹ AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1938*, p. 18.

⁸² AWM, *City of Westmount. Annual Reports for the Year Ended 31st December 1939*, p. 29.

⁸³ *The Lakeshore Press*, le 6 novembre 1931, p. 1.

⁸⁴ APC, *Autorisant un emprunt de 4,000\$ pour remédier au chômage dans la ville de Pointe-Claire*, règlement 129 adopté le 11 juillet 1932.

⁸⁵ *The Lakeshore Press*, le 26 février 1932, p. 4.

(PCSWC)⁸⁶. L'élection des officiers du conseil – Thomas Dick, le président de la VCA, en prend la tête ; le maire de Bellefeuille et l'échevin W. Collings font office de vice-présidents; tandis qu'un autre échevin, J. A. McClelland, fait office de secrétaire-trésorier – illustre bien le rôle central qu'entendent y jouer les acteurs du municipal, mais également l'influence de l'association de Valois dans les affaires de la ville.

Le PCSWC demeure toutefois essentiellement dépendant des dons et des initiatives du public, non des subsides de la municipalité. Même lorsque des élus y contribuent, c'est sur une base individuelle, comme lorsque le maire lui offre une voiture (« a re-conditioned 5-passenger Studebaker ») qui servira de prix dans le cadre d'une souscription⁸⁷. Des membres du conseil municipal et du PCSWC rappellent d'ailleurs fréquemment, par des remarques sur le fait que leur aide est destinée aux « pauvres méritants », qu'ils sont assez éloignés des idées qui mèneront à l'État-providence⁸⁸. La municipalité fournit au conseil une assistance ponctuelle, un support semblable à celui qu'elle avait fourni, un an plus tôt, à la mise sur pied sur son territoire d'un chapitre du *Victorian Order of Nurses* (VON)⁸⁹. Pour les élus de Pointe-Claire, l'assistance directe aux chômeurs ne relève clairement pas de leur gouvernement.

À partir du milieu de la décennie, l'attention du conseil municipal se tourne vers un autre problème : la multiplication des terrains vacants qui lui sont retournés pour non-paiement de taxes municipales. Dès 1934, il cherche un moyen de contrer cette tendance, qui grève des finances déjà éprouvées⁹⁰. Il confie d'abord à deux individus, A. H. Milroy et

⁸⁶ *The Lakeshore Press*, le 11 mars 1932, p. 2, 5.

⁸⁷ *The Lakeshore Press*, le 26 août 1932, p. 7.

⁸⁸ Dans un communiqué du PCSWC, on souligne que : « all funds raised will be for the benefit of those in the Town of Pointe Claire who deserve assistance, in the estimation of the Committee » (*The Lakeshore Press*, le 26 août 1932, p. 7). De même, dans son message de bonne année de 1933, le maire de Bellefeuille précise que « [the] newly organized Welfare Association will do what it can to take care of those in our midst who, through no fault of their own, have been left without employment » (*The Lakeshore Press*, le 30 décembre 1932, p. 1).

⁸⁹ Voir *The Lakeshore Press*, le 5 juin 1931, p. 1. Sur le VON, voir Baillargeon (2004 : 150-153).

⁹⁰ Notons que ces terrains vacants font non seulement perdre des revenus fiscaux à la Ville, mais que la municipalité doit, en plus, assumer le paiement des taxes spéciales qui ont été levées sur ces propriétés pour rembourser les emprunts fait dans le cadre d'améliorations locales. Le conseil estime, en 1939, qu'il perd 12,000\$ par année de la sorte (*The Lakeshore Press*, le 31 mars 1939, p. 4. C'est un problème commun durant la crise (Goldenberg, 1939 : 96).

André Marcil, le mandat de lotir et de développer un certain nombre de ces terrains, avec l'assistance de chômeurs salariés par la Ville⁹¹. Ce projet a un succès limité. Finalement, en 1939, la Ville adopte une mesure qui fera de sérieux remous. Elle décide de mettre en vente un grand nombre de ces terrains pour la somme symbolique d'un dollar, à condition que l'acheteur s'y établisse en dedans d'un an, mesure qui est adoptée dans le cadre du *National Housing Act* fédéral. Ces acheteurs bénéficieront également d'une exemption partielle de taxes pour trois ans⁹². Cette mesure s'attire une pluie de critiques de la part des citoyens. D'une part, certains d'entre eux regrettent d'avoir payé leur terrain à gros prix quelques années plus tôt, alors que, d'autre part, d'autres craignent que ce développement à rabais ne fasse baisser la valeur de leur terrain et, plus généralement, la qualité de leur milieu de vie⁹³.

Le gouvernement municipal de Pointe-Clair joue donc un rôle limité face aux problèmes occasionnés par la crise. Il se limite surtout à fournir des secours indirects aux chômeurs se trouvant sur son territoire, même s'il supporte modestement les initiatives privées qui y prennent forme. C'est l'association des citoyens de Valois qui prend les devants et qui cherche le plus manifestement à lutter contre les effets qu'a la crise sur la communauté suburbaine. Entre-temps, le gouvernement municipal cherche surtout à stabiliser ses finances et à redémarrer le développement du territoire. Il est d'ailleurs prêt à sacrifier l'idéal suburbain sur l'autel de ce développement, se souciant assez peu des normes mises de l'avant par le passé lorsque vient le temps de se départir rapidement des terrains dont il a hérité.

Les mesures prises par le gouvernement municipal de Mont-Royal sont encore plus limitées, même si elles ne sont pas inexistantes. Rappelons que c'est durant cette décennie de crise que le développement de la municipalité connaît son envol, ce qui suggère que ceux qui s'y établissent n'ont pas trop à souffrir des effets de la dépression. De fait, la corporation prend un certain temps à réagir à la situation, n'enclenchant que tardivement les démarches qui doivent être entreprises pour toucher des subsides provinciaux. Dès 1931, les membres du conseil municipal ont tout de même des « tentative plans for immediate execution should

⁹¹ *The Lakeshore Press*, le 12 janvier 1934, p. 1.

⁹² APC, *Concerning Part III of the National Housing Act*, règlement 154 adopté le 2 juin 1939.

⁹³ Voir, par exemple, *The Lakeshore Press*, le 3 mars 1939, pp. 2-3.

their appeal for relief funds be considered. Various public works are of great necessity to the Town at present ». Sont visés : l'installation d'un ambitieux système d'éclairage, des travaux dans les systèmes d'aqueduc et d'égout, ainsi que la construction d'un atelier municipal⁹⁴. En plus de ces secours indirects, la Ville décide, en 1933, de baisser son taux de taxation à même des coupures faites dans des départements jugés non essentiels comme les parcs et les terrains de jeu. On assure les citoyens que « the budget will not be pruned to the point where it will affect the good appearance of the town »⁹⁵. Cette mesure est évidemment de peu d'utilité pour lutter contre le chômage et tient plus de l'incitatif à rester à Mont-Royal ou à venir s'y établir. On s'efforce tout de même de préserver l'apparence de la ville, son cadre moderne et les services qu'elle offre aux citoyens.

Globalement, les banlieues étudiées n'ont donc pas trop à souffrir de la crise. Mont-Royal voit son développement décoller pour de bon après des débuts plutôt lents⁹⁶. Après un certain ralentissement de ses activités, Westmount retrouve son rythme de croisière durant la deuxième moitié des années 1930, poursuivant vigoureusement la modernisation de ses infrastructures urbaines, multipliant les parcs et terrains de jeu (notamment grâce à une main-d'œuvre composée de chômeurs) et procède même, en 1934, à la municipalisation complète et très rentable de son réseau électrique, comme on l'a vu plus tôt. Pointe-Claire peine pour sa part à maintenir son budget à flot et voit son développement stagner considérablement. Si les vastes parties de son territoire qui ne sont pas encore développées bénéficient d'une nouvelle vague de suburbanisation après 1945, ces développements ne sont pas tous à la hauteur de ceux de Bowling Green ou de Valois. Bref, l'idéal suburbain bourgeois continu d'y persister, mais de manière sectorielle.

Banlieues cossues, les mesures qu'elles proposent pour faire face aux effets de la crise rejoignent celles observées dans les autres municipalités de la région montréalaise. Elles commencent toutes trois par offrir des secours indirects aux chômeurs et par compter sur des

⁹⁴ *The Examiner*, le 28 novembre 1931, p. 1.

⁹⁵ *Examiner-Courrier*, le 6 avril 1933, p. 3.

⁹⁶ « Not only is the Town of Mount Royal in possession of a balanced budget but they have decreased taxes in that town from twelve mills to eleven mills. This is an outstanding exception in these days when practically every other municipality is suffering a deficit. » (*Examiner-Courrier*, le 6 avril 1933, p. 4)

organismes de charité privés pour administrer l'assistance directe. Dans les cas de Pointe-Claire et de Mont-Royal, les choses n'iront pas beaucoup plus loin, soit parce que des besoins supplémentaires ne se font pas sentir, comme cela semble être le cas du côté nord de la montagne, soit parce que les moyens et les ambitions manquent, comme le suggère la situation dans l'ouest de l'île. Westmount se distingue par les moyens investis dans l'assistance et par la diversité des mesures mises de l'avant pour lutter contre les effets de la crise. Son cas n'est pas unique, même dans le contexte suburbain montréalais, puisque la banlieue ouvrière de Verdun, par exemple, met sur pied une Commission du chômage qui offrira, avec des moyens moindres et pour un bassin de chômeurs beaucoup plus important, une gamme assez variée de services :

elle accorde un montant un peu plus élevé que ce qui est prévu [par les législations provinciales], elle s'occupe du déménagement des familles, elle leur distribue des meubles et des vêtements et elle verse même une allocation pour le paiement de l'électricité. En outre, elle assume le coût des soins médicaux et de l'hospitalisation des chômeurs (Linteau, 2000 : 379)⁹⁷.

Néanmoins, alors que les initiatives observées à Verdun découlent en partie des affinités socialistes du maire Hervé Ferland, dans le cas de Westmount, la réaction énergique et imaginative de la municipalité semble plutôt s'inscrire dans une volonté de préserver l'image de prospérité de la banlieue, de s'assurer de la cohésion de la communauté bourgeoise qui y réside et des idéaux qui la sous-tendent. Cette réaction est, bien entendu, grandement favorisée par une habitude déjà bien implantée d'utiliser le gouvernement municipal pour ordonner l'environnement physique et social de la communauté.

⁹⁷ Pour plus de détails, voir Clavette (1986).

Conclusion

S'il est relativement facile d'encadrer le développement d'un milieu physique homogène et répondant à des critères bien définis, il est plus compliqué de faire de même en ce qui a trait à la composition et au comportement des communautés qui prennent forme dans ce milieu. Il est certain qu'une bonne part des normes sociales imposées dans ce milieu le sont par l'entremise d'autres vecteurs que la municipalité : l'éducation, la famille, l'école, les clubs et les associations, etc. La municipalité n'en contribue pas moins, en particulier dans l'espace public, à cet apprentissage des comportements appropriés au sein de l'entre-soi bourgeois.

En contrôlant et en encadrant un certain nombre d'activités à l'aide de permis et de licences, en définissant normes et nuisances dans l'espace public, la corporation cherche à créer un milieu de vie homogène tant sur le plan du profil socioéconomique de la population que sur celui de ses habitudes, de sa culture (au sens large du terme), et où sont privilégiés la tranquillité, l'ordre et la paix. Ce gouvernement participe ainsi à l'enseignement de ce que sont les comportements appropriés dans l'espace public, selon qu'on y circule en voiture, à bicyclette ou à pied, ou encore selon qu'on se trouve au parc, sur les trottoirs ou dans la rue. Une série de services viennent renforcer, surtout à Westmount, ce caractère distinct. Avec la construction d'une bibliothèque publique et d'un centre communautaire, cette municipalité entend contribuer à la santé culturelle et sociale de sa population.

Les années 1930 représentent un contexte très particulier pour ces banlieues et pour le projet qui les sous-tend. Toutes trois, malgré leur caractère aisé, doivent composer avec des difficultés économiques et sociales qui ébranlent le projet communautaire, l'idéal suburbain qui structure leur mode de gouvernance. C'est un contexte auquel certaines d'entre elles vont répondre en élargissant considérablement la portée de leur action au sein de la communauté. C'est particulièrement le cas de Westmount.

Démontrant à quel point la municipalité est confortable avec l'idée d'étendre son rôle et son action bien au-delà de ce qui est la norme, les élus de Westmount prennent rapidement en charge les services d'assistance directe et indirecte, et lancent toute une série d'initiatives

qui ne gêneraient pas certains socialistes de l'époque. Même si la municipalité est clairement consciente de la nature exceptionnelle du contexte – une fois la crise passée, elle réduit promptement la portée des services d'assistance qu'elle offre – le degré d'interventionnisme observé supporte l'idée d'un mode de gouvernance suburbain distinct de celui observé dans des banlieues d'autres types et même, dans le cas de Westmount, d'autres localités bourgeoises. Il ne faut toutefois pas se méprendre, cet interventionnisme est tout entier tourné vers une volonté de renouer avec la cohésion sociale et identitaire qui avait cours avant la crise.

Alors que s'annonce une expansion importante de l'action des gouvernements provincial et fédéral, ainsi qu'un redécoupage des champs d'activités des deux paliers de gouvernement, les municipalités étudiées disposent non seulement d'une certaine expertise et d'un mode de gouvernance distinct, mais aussi d'objectifs qui les distinguent : modeler, ordonner leur milieu à la lumière de l'idéal suburbain, de certains des principes hérités du mouvement réformiste. Il est clair que Westmount offre le modèle le plus achevé d'une telle banlieue. Mont-Royal s'en inspire clairement, même si son développement procède selon une logique et un rythme très différents, mais Pointe-Claire a plus de difficultés à suivre ces exemples et conserve des réflexes plus traditionnels pour ce qui est de son fonctionnement, mettant ainsi en péril l'idéal suburbain bourgeois.

Dans les trois banlieues, élus et électeurs œuvrent pour créer un milieu distinct et distingué. Cette activité reflète une volonté de vivre ensemble, de créer et d'entretenir un entre-soi bourgeois dont l'intégrité dépend en bonne partie de la marge de manœuvre dont dispose, sur le plan local et dans les champs d'activités couverts dans ce chapitre, le gouvernement municipal.

CHAPITRE 6

IDENTITE ET METROPOLISATION

So much for municipal improvements. We now come to the other very important phase of town life - the community.

Pointe-Claire Record, le 1er janvier 1925, p. 7

Les chapitres précédents nous ont permis d'examiner les régimes politiques qui se mettent en place dans les banlieues étudiées et les politiques adoptées pour modeler le milieu, en tracer les frontières et définir les communautés qui s'y forment. Ces pratiques se doublent de discours qui contribuent à en expliciter le sens, à leur donner une cohérence. Nous allons nous pencher, dans ce chapitre, sur ces discours et sur les cadres identitaires dont ils tracent les contours. Nous verrons que les identités qui se dessinent ont un caractère trouble. Elles reflètent le caractère hybride du milieu suburbain, mais également celui de cette bourgeoisie qui dépend de la ville centre sur le plan économique, mais la craint sur le plan politique et social. Nous concluons ce chapitre explorant le rôle que jouent les banlieues étudiées dans le processus de métropolisation de l'espace montréalais qui s'amorce durant cette période.

6.1 DES IDENTITÉS CONSTRUITES, DES COMMUNAUTÉS IMAGINÉES

Nous avons défini l'identité comme l'interface entre la réalité subjective et la réalité objective. Dans ce cas-ci, les identités collectives servent d'interface entre l'idéal suburbain bourgeois et sa réalité. Comme toutes identités, celles dont nous traitons sont construites : elles ne sont pas un donné, mais le fruit des efforts, conscients ou non, d'un groupe d'individus pour se définir dans la durée. Les banlieues étudiées sont donc des communautés imaginées dans le sens où toute identité collective repose sur un certain degré d'abstraction, mais n'en est pas moins réelle. Dépendamment de son succès, elle a un impact perceptible sur les individus qui s'y identifient¹.

Les politiques publiques étudiées dans les chapitres précédents cherchent à modeler la réalité objective. Ces efforts touchent une grande variété de domaines, connaissent des degrés de succès variables, mais ont un impact indéniable sur la réalité subjective, sur la perception qu'ont les banlieusards de leur milieu et d'eux-mêmes. C'est cette réalité subjective que tâchent d'explicitier différents acteurs dans le cadre des discours étudiés. Ils cherchent à donner une cohérence aux actions qui sont posées et aux objectifs qui sont visés. Nous allons d'abord voir les discours qui se rapportent au gouvernement local et au milieu suburbain, pour ensuite nous pencher sur ceux qui touchent plus largement la communauté et ses caractéristiques.

6.1.1 Le local et le municipal

L'admiration que suscite le gouvernement local à Westmount témoigne du rôle important qu'il joue comme symbole autour duquel s'organise la communauté, et dans lequel elle se

¹ Le cadre proposé pour l'étude des nations et des nationalismes il y a déjà plus de vingt-cinq ans par l'historien Benedict Anderson permet de mettre en lumière les limites d'un pareil raisonnement, mais peut aussi être appliqué à des communautés de la taille des banlieues que nous étudions. Selon Anderson, les communautés nationales sont imaginées « because the members of even the smallest nation will never know most of their fellow-members, meet them, or even hear of them, yet in the minds of each lives the image of their communion. [...] [Ernest] Gellner is so anxious to show that nationalism masquerades under false pretences that he assimilates 'invention' to 'fabrication' and 'falsity', rather than to 'imagining' and 'creation'. In this way he implies that 'true' communities exist which can be advantageously juxtaposed to nations. In fact, all communities larger than primordial villages of face-to-face contact (and perhaps even these) are imagined. Communities are to be distinguished, not by their falsity/genuineness, but by the style in which they are imagined » (Anderson, 1983 : 8).

reconnaît, au-delà des services qui lui sont offerts. Les discours qui en traitent mettent fréquemment de l'avant son aspect exemplaire, sa modernité et son progressisme. Évidemment, plusieurs de ceux qui chantent ainsi les vertus de ce gouvernement en sont issus, par exemple, l'ancien maire Lighthall qui explique que l'institution « [is] regarded by students of urban affairs as worthy of attention » (1903 : 1). Un des premiers historiens de la ville voit d'ailleurs dans la création du poste de directeur général une des preuves de son progressisme (Groves, 1914 : 4). La place qu'occupe ce haut fonctionnaire municipal dans l'imaginaire local est d'ailleurs assez élevée, puisqu'on va jusqu'à le célébrer en vers :

He has to keep his finger on
The pulse of Westmount's life,
And watch its temperature all day
For any signs of strife,
While if his strict attention slips,
Or judgment goes astray,
He can be sure that soon or late
There'll be Old Nick to pay!
So Westmount's G.-M. we salute –
From troubles we are rid,
As long as, at the City Hall,
He's sitting on the lid (Benedict, 1933 : 22).

Sur ce plan, le cas de Westmount est exceptionnel, puisqu'à Mont-Royal, le gouvernement municipal n'inspire guère d'envolées lyriques, tandis qu'à Pointe-Claire, il occupe dans les discours, comme dans la réalité, une position qu'il doit partager avec différents rivaux. Le maire lui-même le reconnaît quand, dans son message du Nouvel An de 1925, après avoir décrit en quelques lignes les travaux complétés au cours de l'année, il s'étend beaucoup plus longuement sur les autres institutions importantes de la communauté². L'impression que le gouvernement municipal ne joue pas, à Pointe-Claire, le rôle rassembleur observé à Westmount est renforcée par les discours émanant des différents secteurs qui composent la municipalité.

² « The Churches of Pointe Claire are prospering; our schools are overflowing with bright and intelligent young people; our various Citizens' Associations are taking their share of community work; our clubs are a great asset to us and are the means of completing the work of the Churches and the Schools, as they give our population opportunities of mingling together. » (*Pointe-Claire Record*, le 1er janvier 1925, pp. 1-2.)

Les plus élaborés proviennent certainement de Valois, qui entretient et conserve une identité distincte tout au long de la période étudiée. Par exemple, l'auteur d'un article faisant le point sur le secteur en parle comme s'il s'agissait d'une municipalité indépendante :

Valois has ceased to be a village isolated as of old from the city, by an indifferent train service. It is today in effect, a suburb of Montreal, twenty-five minutes distant. [...] Community life is being developed along rational lines. The breeziness of its open spaces - land and water - stimulate the desire for good fellowship, and this has resulted in the formation and continuance under good management, of several social organizations [...] To-day the well-paved and well-lit roads, complete with water-mains, sewers and concrete walks compare favourably with any town on the island³.

Comme base institutionnelle d'une identité collective, l'association de citoyens rivalise ici avec le gouvernement municipal, alors qu'à Westmount, municipalité et association ont une relation de complémentarité. Il n'en demeure pas moins que, comme le suggère la dernière partie de cette citation, pour une majorité de citoyens, gouvernement ne se définit pas tant comme institution politique que comme fournisseur de services.

Le ton adopté dans les discours traitant de ces services est généralement « boosteriste », c'est-à-dire vantant les progrès, le développement de la municipalité. Ils sont souvent le fait d'acteurs liés directement au gouvernement municipal. Par exemple, dans « Westmount : a municipal illustration », l'ancien maire Lighthall décrit les services offerts par sa municipalité en détail, y ajoutant ceux fournis par le privé : de l'eau à des tarifs plus bas qu'à Montréal, un service de tramway (qu'il critique tout de même discrètement), un service de distribution d'électricité sur le point d'être municipalisé, « a well-considered and well-equipped system of roads », un système de zonage qui favorise l'apparence de la ville et la valeur des propriétés, un vaste réseau de parcs, sans parler de la bibliothèque et du centre communautaire (1907 : 28-31).

Mais, sous la plume d'acteurs n'appartenant pas au gouvernement municipal, ces services sont plus souvent évoqués pour caractériser le mode de vie suburbain, pour

³ *Pointe-Claire Record*, le 1er janvier 1925, pp. 3-4.

démontrer que les banlieues disposent des mêmes confort que la ville centrale, que sur ce plan, elles sont résolument *urbaines*⁴. Ceux qui tiennent ces discours marient fréquemment caractéristiques urbaines et rurales, tradition et modernité, pour illustrer cette hybridité du monde suburbain, comme l'illustre cette citation qui traite des rues de Westmount :

The appearances and condition of its streets is another attractive feature. Some of them recall the breezy boulevards of a great city, and others suggest the leafy lanes of some old-world English village. All are clean and pleasant, which ought to be true of the residential thoroughfare of every 20th century city (Groves, 1914 : 3).

Il n'en demeure pas moins que les infrastructures urbaines et le gouvernement municipal ne forment pas le noyau de l'identité suburbaine, même s'ils contribuent fortement à en dessiner les contours. C'est plutôt le milieu physique, social et culturel qu'il contribue à modeler qui occupe la place la plus importante dans ces discours et cette identité.

Dans ce contexte, c'est Westmount qui parvient le mieux à imposer son nom comme synonyme de prestige et de distinction. Le nom même de la municipalité fait l'objet de vifs débats à ses débuts, signe qu'on est rapidement sensible à l'importance de l'apparence, de l'identité de la banlieue. Dès 1876, quand le village est détaché de Notre-Dame-de-Grâce, l'idée de doter cette nouvelle entité territoriale d'un nom plus représentatif de la composante anglophone de sa population est envisagée, mais sans succès (Gubbay, 1998 : 31), possiblement à cause de sa population rurale et francophone encore importante. La question refait surface en 1892, alors que la municipalité vit une accélération considérable de son développement. Westmount, du nom d'une résidence bourgeoise de la haute ville, était déjà utilisé occasionnellement pour désigner ce secteur et est proposé par le conseil municipal. Deux raisons sont avancées pour justifier ce changement de nom : sur le plan symbolique, tenir compte de la prédominance de plus en plus marquée des anglophones dans la municipalité ; et, plus pragmatiquement, adopter un nom qui facilite la vente de bons

⁴ « In the suburbs - at least in Pointe Claire - we have electric light, filtered water, and sewage system, the equal of any city. » Cet éditorial illustre plus généralement quel est l'idéal suburbain durant la première moitié du XX^e siècle. (*Pointe-Claire Record*, le 28 mars 1925, p. 2.)

municipaux sur les marchés canadien et international⁵. Si certains résidents s'opposent à ce changement – l'un d'entre eux qualifie le nom proposé de « stuffy, starchy, [and] self-righteous »⁶ –, dans les années qui suivent, on finit par reconnaître que « [its] name is respected in all quarters » (Lightall, 1903 : 1).

On lui donne d'ailleurs fréquemment d'un titre qui sera plus tard étroitement associé à Mont-Royal, celui de « model city » (Lighthall, 1907 : 34; Groves, 1914 : 2). Benedict est plus explicite en ce qui concerne l'exemplarité de la banlieue lorsqu'il affirme que « now as the City of Westmount, it stands as a model to Montreal and all surrounding districts, as an ideal realized by one happy community and as a standard of what a municipality can achieve » (Benedict, 1933 : 3). Et il a en bonne partie raison : durant la première moitié du XX^e siècle, la municipalité acquiert le statut de modèle à imiter dans plusieurs des autres banlieues cossues de l'île. Il en va ainsi à Bowling Green, ce secteur de Pointe-Claire conçu par Frederick Todd⁷, mais aussi à Mont-Royal, ou encore à Montréal-Est qui, avant de devenir une prospère banlieue industrielle, aspirait au rang de cité-jardin⁸. Le prestige qu'acquiert Westmount est en partie le fruit des efforts de ceux qui font la promotion de la ville dans différents forums, mais il est surtout le résultat d'un développement fermement encadré par un gouvernement municipal actif, qui bénéficie du support des propriétaires qui l'habitent. Au contraire, dans le cas de Mont-Royal, la mise en marché de la municipalité procède d'un effort d'une toute autre ampleur et d'une toute autre origine.

Compte tenu de la période que nous avons retenue, la ville ne connaît évidemment pas le même degré de développement que Westmount. Toutefois, sur papier, par l'entremise de la *Canadian Northern Railway* et d'autres promoteurs fonciers, Mont-Royal est l'objet d'une campagne de promotion qui lui donne une certaine visibilité et une certaine identité

⁵ AWM, *Council Minutes*, le 1^{er} juin 1892.

⁶ *The Gazette*, le 1^{er} juillet 1892, p. 3.

⁷ Dans un article rapportant les inquiétudes de citoyens de Bowling Green par rapport à l'ouverture d'un terrain de jeu sur leur territoire, un journaliste écrit « Bowling Green was once the Westmount of the Lakeshore. Shades of Griffintown now haunts us. » Si Westmount est l'idéal à atteindre, Griffintown incarne au contraire le triste destin des banlieues ouvrières (*The Lakeshore Press*, le 6 mai 1932, p. 7). Voir aussi *The Lakeshore Press*, le 17 septembre 1937, p. 2, où l'idée de Bowling Green comme le Westmount du West Island est évoquée.

⁸ *La Patrie*, le 29 février 1932, p. 4.

avant même que sa population se mette à grimper⁹. En d'autres termes, cette identité locale, plutôt que d'être construite organiquement par le croisement de discours émanant de différents acteurs de la gouvernance suburbaine, est surtout le fruit d'un effort de mise en marché, dirigé par un acteur privé. Cette identité est également passablement éloignée de la réalité objective durant la majeure partie de la période étudiée.

Comme beaucoup d'autres municipalités canadiennes, dans les premières décennies du XX^e siècle, Mont-Royal est mise en marché sous l'étiquette « cité-jardin »¹⁰. Mais la *Land Company* n'est pas la seule à vanter les mérites de la future municipalité. Des spéculateurs comme George E. DeSève acquièrent des terrains dans la municipalité et s'efforcent de les revendre à des investisseurs. Dans les publicités du courtier, la « Model City » est d'abord présentée comme une occasion d'affaires, non comme un endroit où s'établir avec sa famille : « Imaginez, M. le Capitaliste, la valeur de cette propriété, quand la puissante compagnie du Canadian Northern aura commencé à mettre à exécution ses intentions bien connues sur GARDEN CITY. » Le spéculateur ajoute d'ailleurs que les infrastructures urbaines de base sont déjà en place¹¹. Bref, si Mont-Royal est encore en voie de développement lorsque la période étudiée s'achève, elle peut compter, avant même son incorporation, sur un effort de marquage qui lui assure un certain prestige.

Pointe-Claire a moins de succès sur ce front. La moins grande homogénéité de la ville sur le plan socioéconomique – des développements prestigieux comme Bowling Green côtoyant des zones agricoles ou des développements moins cossus comme Lakeside – est

⁹ Voir notamment [s.a.] (1914) et *La Patrie*, le 16 février 1912, p. 12.

¹⁰ Comme l'explique McCann : « In calling this suburban development scheme a 'Garden City', the Land Company was clearly charting a new course, but in doing so, its initial pronouncements seemed opportunistic and full of ambivalence. Mount Royal would be detached from, but still well-connected to, Montreal; it was supposedly self-contained, but no industrial activity was initially allowed; it would be suburban in character, but blend neither urban or rural features into a synthetic whole; there would be no municipal ownership of land, but Land Company officials – the original municipal incorporators – would retain over half of the town's land for future, speculative development. Nor did the Land Company mention any plans to include limited dividend or co-partnership housing; but in time, the town's administrators would be quick to seize upon the financial opportunities offered by government-funded housing schemes, particularly in the immediate post-war era. » (McCann, 1996 : 276). C'est également le cas de Montréal-Est, que nous avons déjà évoqué, mais aussi de la Cité-jardin du Tricentenaire (Choko, 1988).

¹¹ *La Patrie*, le 10 février 1912, p. 26.

certainement à blâmer. Une incertitude face à son statut de banlieue bourgeoise ressort fréquemment dans les discours étudiés. Par exemple, l'éditeur du *Pointe-Claire Record* écrit :

Pointe Claire is now at a crucial point in her history. She is at a crossroad. One way will lead to disreputability. Let the town sanction the erection of cheap wooden public life and health - the neglect of the system - indifference to roads - neglect of scenery - and this will be accomplished. The other way of prompt municipal attention, care of the health system, seeing to it that rich financiers do not spoil the town's natural beauty, or erect ugly barns to charge extortionate rents for - will bring Pointe Claire to the pinnacle of success¹².

Dans les années 1930, l'éditeur du *Lakeshore Press* se sent d'ailleurs obligé de spécifier que « Pointe-Claire does not seem to be suffering from a decline, instead it is decidedly virile. »¹³ Et un peu plus tard, c'est un citoyen outré qui espère que la municipalité sera plus fidèle à son statut de « white collar colony » et qu'elle soignera mieux son image, ses finances et son administration qu'elle le fait à ce moment-là¹⁴.

Ceux qui se font les porte-parole des banlieues étudiées se rejoignent toutefois pour célébrer leur caractère résidentiel. Même si on a vu que, dans les faits, toutes trois entrouvrent la porte à certaines activités industrielles, c'est un élément qu'on ne cherche généralement pas à mettre de l'avant. Lorsque c'est le cas, on s'efforce de vanter la propreté, la modernité de ces installations, leur nature exceptionnelle, bref de les faire cadrer d'une manière ou d'une autre avec l'idéal suburbain. C'est par exemple le cas de la boulangerie D. Harrison, située dans la section de Westmount qui borde la voie ferrée. Mentionnée dans l'histoire de la ville de Groves, on précise que la cité devrait en être aussi fière que de sa bibliothèque publique, car il s'agit d'une entreprise qui a introduit une technologie de pointe unique au Canada sur le plan de l'automatisation. Le texte en question se termine tout de même sur cette phrase qui est répétée plus loin dans le même document, tel un mantra : « Westmount is a city of homes. » (Groves, 1914 : 17) Il en va de même à Mont-Royal

¹² *Pointe-Claire Record*, le 1er janvier 1925, pp. 7-8.

¹³ *The Lakeshore Press*, le 13 mars 1931, p. 2.

¹⁴ *The Lakeshore Press*, le 28 juillet 1933, p. 6.

lorsque s'y implante la Marconi dans les années 1930¹⁵. Ajoutons que, dans le cas des commerces, quand ils sont mentionnés, comme dans un article publié dans *La Patrie* lors du dévoilement au public du plan élaboré par Todd pour Mont-Royal, c'est généralement pour préciser qu'ils seront confinés à un secteur bien précis et qu'ils éviteront aux citoyens d'inutiles déplacements vers Montréal¹⁶.

Localités prestigieuses à caractère résidentiel, les banlieues étudiées se définissent aussi par leur milieu géophysique. Du côté de Westmount, on donne une certaine importance au relief. Comme le note Bryce au sujet de Westmount (1990 : 94), l'altitude traduit ici un statut social plus élevé. Lighthall explique que « [the] site of the Town, on its mountain side, is unique » (1903 : 3) et encore que « [it] is practically the only suburb of Montreal with a mountain or hillside situation » (1907 : 27). De même, la présence de parcs est perçue comme un aspect important de l'identité de la municipalité, comme un poumon qui contribue à la santé de ses habitants (Groves, 1914, p. 3). À Pointe-Claire, on met également l'accent sur le milieu géophysique, vantant fréquemment les nombreux avantages du site où se trouve la municipalité et, en particulier, la présence des rives du lac Saint-Louis¹⁷. Alors que les deux autres cas étudiés font un effort législatif pour tourner la page sur leur passé agricole, la chose est plus difficile à Pointe-Claire, où une population agricole somme toute assez importante continue de faire sentir sa présence tout au long de la période étudiée. La tension entre urbanité et ruralité, qui est rapidement résolue à Westmount et Mont-Royal, persiste ici avec plus d'acuité. L'éditeur de *The Lakeshore Press* tourne même cette ruralité en avantage et en fait un aspect qui rend la municipalité plus attrayante aux yeux des citoyens :

No one will contradict the statement that many city dwellers have a strong desire for country life. [...] Country life is nearer to nature and gives a feeling of

¹⁵ Par exemple, un article décrit l'usine en termes flatteurs et signale que les résidents qui l'ont visitée furent surpris de découvrir que des postes de radio tels que ceux qu'ils utilisent quotidiennement étaient faits « next door to them ». (*The Examiner*, le 19 septembre 1931, p. 3.)

¹⁶ « Mackenzie Heights [le nom alors envisagé pour Mont-Royal] sera, en un mot, la plus belle ville qu'il soit possible de rêver. » (*La Patrie*, le 16 février 1912, p. 12.)

¹⁷ « Our beautiful Lake St. Louis offers endless opportunities for aquatic sports; it is hard to find a better place for yachting, rowing, canoeing or swimming. Nice sandy beaches make it a favourite bathing resort and it is one of the finest sights imaginable to behold the crowds of children playing in the water on hot summer days. » (*The Lakeshore Press*, le 8 mai 1931, p. 2.)

freedom that cannot be associated with city life. Many men and women, sometimes husband and wife, have been away from the family farm for only a few years, and the love of country life still occupies a good share of their secret desires.¹⁸

Si Mont-Royal a peu de choses à offrir sur le plan géophysique, les parcs occupent, comme nous l'avons vu, une place prédominante dans la planification de son développement, même si le réseau imaginé par Todd tarde à se réaliser durant la période étudiée.

Mais que serait une communauté sans sa population? Quand vient le moment de la caractériser, William D. Lighthall associe la prospérité générale des habitants de la municipalité de Westmount à leur haut degré d'éducation et à l'expérience que plusieurs d'entre eux possèdent dans le milieu des affaires, des facteurs qui expliquent également son bon gouvernement et la tendance des habitants « to facilitate improvements » (1907 : 28). La bibliothèque publique de la ville et les nombreuses écoles de qualité qui se trouvent sur son territoire sont d'ailleurs fréquemment évoquées comme preuve du grand intérêt que porte la communauté pour la vie intellectuelle de ses membres (Groves, 1914 : 3). Plus largement, on retrouverait à Westmount « a civic common sense » que d'autres communautés auraient intérêt à imiter (Groves, 1914 : 3). Si on ne fait pas mention de la prospérité économique de la population ou de son intense vie intellectuelle, de nombreux discours à saveur identitaire témoignent de l'esprit civique qui régnerait également à Pointe-Claire. L'éditeur de *The Lakeshore Press=Record* s'étend longuement sur le sujet. Soulignant que la banlieue dispose des mêmes services que ceux que peut offrir la ville centrale, il ajoute : « A condition which the city dweller can hardly hope to enjoy is that rather indefinable atmosphere characteristic of most well ordered settlements and generally described as "the community spirit". »¹⁹ Un poème publié plusieurs années plus tard dans les pages du journal local définit par la négative le portrait-robot des « public-spirited men » recherchés :

¹⁸ *The Lakeshore Press*, le 10 avril 1931, p. 2.

¹⁹ *The Lakeshore Press=Record*, le 29 août 1925, p. 2.

People Who Kill a Town

Those who oppose improvements.

Those who distrust public-spirited men.

Those who show no hospitality to anyone.

Those who hate to see others make money.

Those who oppose every improvement that doesn't originate with themselves.

Those who put on an extra long face when a stranger talks of locating in the town.

Those who use a hammer but have no use for nails²⁰.

On remarquera que le sens civique ainsi défini s'aligne en bonne partie sur le développement de la municipalité et de ses infrastructures, comme c'était le cas chez Lighthall un peu plus tôt. L'éditeur du journal local de Mont-Royal conçoit ce sens de la communauté de façon encore plus utilitariste dans le cadre d'un comté postélectoral. Il se réjouit de la forte participation, indicative selon l'auteur « of an ever-increasing interest in civic affairs ». Il lie ce développement à l'éveil d'un « community spirit » et ajoute : « Too long has it been looked upon as a matter of sentiment. Which is erroneous. It is a matter of business pure and simple. And there is no sentiment in business. "Community spirit" is nothing more than the building up of a district for the benefit of every individual in it. »²¹ Bref, si le sens de la communauté est valorisé dans les trois municipalités étudiées, cet esprit est étroitement lié à un développement des infrastructures et services municipaux. Il est également empreint d'un individualisme tout ce qu'il y a de plus bourgeois.

6.1.2 Ethnie, classe, genre

Les identités collectives qui prennent forme à Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal ne s'ancrent pas seulement dans le local. Elles s'articulent à des cadres identitaires plus larges, qui sont plus rarement l'objet de discours explicites, mais qui permettent de définir plus clairement quels sont les groupes et les individus qui sont les bienvenus sur leur territoire, et comment on hiérarchise ces composantes identitaires²².

²⁰ *The Lakeshore Press*, le 7 juin 1929, p. 11.

²¹ *Examiner-Courrier*, le 13 avril 1934, p. 4.

²² Voir par exemple Bradbury et Myers (2005).

On a déjà remarqué que la question ethnique ou raciale joue un rôle beaucoup moins important dans l'histoire urbaine canadienne que dans le cas étatsunien. Dans le cas de Montréal, même s'il existe une importante ligne de fracture entre Canadiens français et anglais, cette opposition ne se cristallise que rarement en conflit ethnique, même si le terme de race est fréquemment utilisé durant la période étudiée pour décrire ces deux grands groupes ethnolinguistiques²³. Dans l'ensemble, la bourgeoisie montréalaise a suivi l'exemple de la bourgeoisie new-yorkaise, comme la décrit Sven Beckert : « Ethnic identities did not become dominant, because social, economic, and political interests and inclinations did not express themselves predominantly along ethnic lines. [...] A commitment to progress, markets, and democracy was common to all. » (Beckert, 2001 : 65-66) Comme l'a amplement démontré Fernande Roy, la bourgeoisie francophone de Montréal partageait avec son pendant anglophone ces valeurs (1988), même si elle lui était inférieure en termes de nombre et de fortune. Beckert observe également que, dans le cas de New York, l'ethnicité joue surtout un rôle dans la formation d'associations diverses, comme celles destinées à la charité ou à l'éducation, un schéma qui se reproduit à Montréal et dans bien d'autres villes du nord-est américain.

D'après ce que nous avons pu observer dans les trois banlieues étudiées, l'ethnicité joue un rôle limité dans la formation des identités et des réseaux locaux. L'existence de « restrictive covenants » raciaux ou ethniques à Westmount est suggérée par Bryce, mais il n'est pas en mesure de prouver leur existence. Pour appuyer l'idée qu'il y a racisme à Westmount, il cite un poème traitant du caractère cosmopolite de la banlieue. Selon lui, ce poème de l'éditeur du *Westmount News* démontre que « the 'welcome' that these new residents received [immigrants] was not a warm one celebrating the cultural diversity that they brought to the community. The message is one of dismay » (Bryce, 1990 : 98). Faisons abstraction du fait que Bryce s'attend à une célébration du multiculturalisme canadien plusieurs décennies avant l'heure, pour nous contenter de suggérer qu'il exagère considérablement la xénophobie des habitants de Westmount. S'il est vrai que le

²³ Jacobson a étudié, dans le cas étatsunien, comment de tels conflits ont pris forme dans le cadre de la construction sociale et idéologique de différentes « races blanches » dans les grandes villes du nord-est des États-Unis au cours du XIX^e siècle (1998), nous donnant une idée de quelle forme de tels conflits auraient pu prendre à Montréal.

cosmopolitisme est identifié, dans le poème en question, comme une source *potentielle* de troubles, on a vu dans les chapitres précédents que les sources potentielles de trouble abondent dans l'univers suburbain. Ce dont l'auteur du poème s'inquiète, ce n'est pas de l'homogénéité ethnique de la communauté, mais de la préservation de sa tranquillité, de sa quiétude. Le poème se termine d'ailleurs sur ces mots

So, foreigners, be pleased to note,
Whatever comes and goes,
You're welcome, only please respect,
Our dignified repose (Benedict, 1933, 11).

On est assez loin du manifeste raciste que semble décrire Bryce. Sans être exempt des préjugés raciaux qui ont cours à l'époque, tout suggère que, dans les banlieues étudiées, la race ou l'ethnicité ne sont pas des critères d'exclusion aussi importants que le sont les mœurs, le comportement, ou encore le statut socioéconomique.

On pourrait s'attendre à ce qu'il en aille autrement de la langue, qui à l'époque se confond d'ailleurs dans une certaine mesure avec la notion de race dans les esprits. Bien entendu, les banlieues étudiées, et en particulier Mont-Royal et Westmount, sont en majeure partie anglophones, et leurs gouvernements fonctionnent surtout dans cette langue. Malgré tout, ce facteur n'apparaît pas comme une source de conflit ou comme un vecteur identitaire important. Il faut se rappeler qu'avant la Deuxième Guerre mondiale, la prédominance de la langue de Shakespeare va de soi dans la région de Montréal, surtout là où les Anglophones disposent d'une majorité écrasante sur le plan démographique. Sur le plan politique, la question linguistique ne devient en enjeu important qu'à partir des années 1960 (Sancton, 1985 : 56)²⁴. C'est seulement à Pointe-Claire qu'on observe la mise en pratique d'un certain bilinguisme au niveau de l'administration, reflet de la composition de la population représentée. Un certain nombre de règles informelles gouvernent le partage du pouvoir entre les deux communautés linguistiques et re produisent des pratiques d'accommodement

²⁴ Il faut quand même mentionner que dès 1903, Lighthall explique que « circumstances have frequently arisen which have thrown upon us the responsibility of representing the English-speaking community of Montreal. » Il est néanmoins difficile de déterminer à quels événements il fait référence. Il est plus probable que, comme c'est encore le cas aujourd'hui, les banlieues bourgeoises anglophones identifient leurs intérêts à ceux du reste de la communauté anglo-montréalaise et non l'inverse (Lighthall, 1903 :1).

observées à Montréal au cours du X-IX^e siècle. Sur le plan identitaire, la question de l'harmonie entre les deux groupes linguistiques prend donc une certaine importance dans les discours observés à Pointe-Claire. Lors de la passation des pouvoirs d'un maire à l'autre, il est fréquent d'entendre l'un de deux hommes (ou les deux) se féliciter de l'harmonie qui règne sur ce plan²⁵. Ou alors, ce sera le journal local qui se vante d'un éditorial paru dans le *Herald* et soulignant que les préjugés raciaux et religieux sont absents de Pointe-Claire²⁶. Il n'est probablement pas étonnant de constater que ces rappels de l'harmonie qui règne dans la communauté se multiplient durant les années 1930, au moment où cette harmonie est mise à l'épreuve. Il reste que, dans l'ensemble, la question linguistique joue un rôle mineur dans l'identité collective des communautés étudiées.

Il en va autrement de la religion. Même si la problématique que nous privilégions et les sources dont nous disposons ne nous permettent pas d'approfondir la question, il est clair que la religion joue un rôle très important, non seulement dans la vie sociale des membres des communautés étudiées, mais également dans la façon dont ils se définissent²⁷. Groves se vante par exemple de la grande religiosité de la population à Westmount (1914 : 4). Néanmoins, cette vie religieuse est presque complètement isolée du fonctionnement des institutions politiques locales et lorsque ces deux mondes se croisent, c'est généralement en maintenant une distance respectueuse l'une de l'autre, même si on a vu que, dans le cas du congé dominical par exemple, le religieux peut avoir une influence indirecte sur les politiques adoptées²⁸. Comme dans le cas de la langue, la question religieuse ne crée visiblement pas de remous importants sur le plan local. Par exemple, l'implantation de la communauté juive à Westmount se déroule sans heurts notables.

²⁵ Voir par exemple *The Lakeshore Press*, le 26 juillet 1935, p. 7.

²⁶ *The Lakeshore Press*, le 23 juillet 1937, p. 1.

²⁷ « Religion was therefore not only a source of personal beliefs and rituals, but a source of personal and community identity, and a support for essential services. » (Westley, 1990 : 37)

²⁸ Voir Cook (1985).

Un élément qui colore de manière plus visible l'identité locale dans les trois municipalités étudiées est la britannicité, notion qui mêle ethnie, culture et langue²⁹. C'est particulièrement le cas à Westmount. Hanson va jusqu'à dire que « [the] British composition of the community was the most important of a cluster of characteristics which distinguished Westmount » (Hanson, 1997 : 45). Là, comme à Pointe-Claire, l'attachement à l'empire est marqué annuellement par la célébration de *Victoria Day*, mais ces fêtes ne sont pas propres aux banlieues étudiées, puisque Montréal est également le théâtre de célébrations du genre³⁰. L'énergie que consacre néanmoins la municipalité de Westmount à célébrer le jubilé de la reine Victoria en 1897 est certainement unique dans la couronne suburbaine de Montréal. On a d'ailleurs vu comment la municipalité s'est engagée à commémorer l'événement par la construction d'une bibliothèque et d'un centre communautaire (Gubbay, 1998 : 55).

Un autre indice important de l'attachement des habitants de Westmount à cette part britannique de leur identité est leur empressement à répondre à l'appel aux armes lancé en 1914 par Londres. Lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale, ce sont non seulement les banlieusards qui s'engagent dans l'effort de guerre, comme le rappelle Bryce (1990 : 96), mais aussi l'institution municipale, qui prend ce rôle très à cœur. La ville finance, par exemple, la construction d'une armurerie pour abriter la *Westmount Rifle Brigade*, et donne des terres sur lesquelles cette brigade de volontaires locaux pourra s'exercer en attendant son déploiement en Europe³¹. Victoria Hall est modifié de façon à abriter une galerie de tir qui sera utilisée tout au long de la guerre, et on loue ses salles gratuitement aux associations dites patriotiques³². De plus, dans les rapports annuels de la municipalité, on salue le courage et la valeur des membres du personnel municipal qui

²⁹ Au sujet de la dimension britannique ou impérialiste de l'identité canadienne, on consultera Berger (1970) et Igartua (2006).

³⁰ Ces célébrations ont tout de même généralement lieu sur « Fletcher's Field », le futur parc Jeanne-Mance, qui est alors un espace appartenant, symboliquement du moins, à la communauté anglo-montréalaise. (*The Weekly Examiner*, le 28 mai 1931, p.1.) Voir aussi Bérubé (2002a : 106-107).

³¹ AWM, *The City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1916*, p. 4.

³² « This Hall has been [...] in great demand by the various patriotic societies. The Westmount Rifle Corps used the Hall as its headquarters during its formation and at the present time the Westmount Home Guard and the Westmount Rifle Club keep the shooting gallery in almost constant use. » (AWM, *The City of Westmount. Reports for the Fiscal Year ending October Thirty-First Nineteen Fourteen*, p. 5.)

s'enrôlent sous les drapeaux et, en particulier, de ceux qui tombent au combat³³. Enfin, un *Victory Garden* est mis en place en face de l'Hôtel de Ville³⁴.

Dans les années qui suivent la guerre, la municipalité va aussi se charger de la commémoration des sacrifices qui ont été faits³⁵. Le 14 novembre 1922, un monument, financé à même une taxe municipale, est inauguré en grandes pompes³⁶. L'année suivante, 25 000\$ sont tirés des revenus de la ville pour finir d'en défrayer les coûts³⁷. Si l'effort de guerre a souvent été dépeint dans l'historiographie comme un moment d'affirmation nationale pour le Canada, Jonathan Vance (1997) a contribué à nuancer cette impression en soulignant que cette affirmation s'inscrit dans une appartenance continue et enthousiaste à l'Empire britannique. En 1939, lorsqu'un second conflit mondial éclate, la municipalité de Westmount est d'ailleurs une fois de plus prête à tourner ses énergies vers l'effort de guerre contre l'Axe³⁸.

Les manifestations de britannicité sont plus timides à Pointe-Claire, mais ne sont pas absentes pour autant. On y fête avec éclat Victoria Day chaque année³⁹ et, même si la municipalité ne participe pas aussi vigoureusement que Westmount à l'effort de guerre durant le premier conflit mondial, elle contribue à entretenir sa mémoire en offrant son appui à des acteurs privés. À la fin des années 1920, la ville participe ainsi au financement d'un cimetière militaire, le *National Field of Honour*. L'initiative, unique au Canada, est du *Last Post Fund*, un organisme à but non lucratif d'origine britannique, incorporé au Canada en 1921 et visant

³³ « In addition others have offered themselves and been rejected and many men from among the temporary employees have enlisted or returned to their native land to serve in the ranks of our allies. » (AWM, *The City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1916*, pp. 5-6.)

³⁴ AWM, *The City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1917*, p. 4.

³⁵ AWM, *By-law to provide for a monument to the soldiers of Westmount who gave up their lives in the Great War*, règlement 354 adopté le 11 mai 1920.

³⁶ AWM, *The City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1922*, p. 6.

³⁷ AWM, *The City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending October 31st 1923*, p. 3.

³⁸ AWM, *The City of Westmount. Annual Reports for the Year Ending December 31st 1939*, pp. 5-6.

³⁹ L'occasion est soulignée dans le journal local, par exemple en 1930 : « Tomorrow the British empire will honor the birthday of King George's grandmother – Victoria the Good. All loyal citizens will fly their Union Jacks and decorations of the graves of our warriors in the various cemeteries has tended of late to call it Decoration Day as well. » *The Lakeshore Press*, le 23 mai 1930, p. 2.

à assurer aux vétérans des funérailles dignes de ce nom (Durflinger, 2000). À partir de 1931, la fête de la défunte reine Victoria se double donc de cérémonies élaborées au cimetière militaire, cérémonies auxquelles prennent part plusieurs membres du conseil municipal et au cours desquelles le maire de Pointe-Claire a généralement une place centrale, qu'il soit francophone ou anglophone⁴⁰.

On ne note pas un tel enthousiasme pour la britannicité à Mont-Royal, mais ses promoteurs et la municipalité espèrent tout de même s'y rattacher. C'est du moins ce que suggère la toponymie de la ville, où se retrouve une majorité écrasante de figures importantes du panthéon impérial (Nadon, 1995). Il faut cependant relativiser l'importance de la chose. Il est probable que la *Land Company* cherche ainsi à imiter Westmount, à se donner un cachet particulier⁴¹. Ainsi, cette britannicité a, comme plusieurs autres aspects de l'identité de Mont-Royal, un aspect manufacturé plus que construit.

Si la britannicité se manifeste de manière relativement visible dans les municipalités étudiées, et tout particulièrement dans les deux plus vieilles, et s'il ne faut pas sous-estimer son importance, il n'en demeure pas moins que cette dimension de l'identité locale, comme toutes celles évoquées jusqu'à maintenant, doit composer avec deux autres cadres identitaires plus lourds : la classe et le genre.

Loin de nous la tentation de réduire l'identité collective des communautés étudiées à cette seule notion de classe ou à sa seule dimension économique. Comme nous l'avons expliqué en évoquant les travaux de Pinçon et Pinçon-Charlot (2003 [2000]), la bourgeoisie, comme groupe social, se définit autant par son rôle économique et sa fortune, que par les réseaux sociaux dans lesquels elle fonctionne et la culture à laquelle elle s'abreuve. Comme l'a également souligné Beckert au sujet de la bourgeoisie new-yorkaise, les différents éléments qui composent l'identité du groupe sont institutionnalisés à travers un ensemble de

⁴⁰ Voir par exemple *The Lakeshore Press*, le 5 juin 1931, p. 1; le 20 mai 1932, p. 1.

⁴¹ Notons qu'une autre cité-jardin appelée Mont Royal, en banlieue de Calgary, s'efforce de se donner une identité britannique en ayant recours aux mêmes moyens (Corbet et Simpson, 1994 : 22).

vecteurs : clubs, bals de débutantes, associations, musées, etc. (2001 : 9). À ces vecteurs s'ajoutent ou se superposent les banlieues elles-mêmes, la bourgeoisie s'incarnant également par sa territorialité. Autant les banlieues étudiées se définissent par leur caractère bourgeois, autant elles finissent par constituer, elles-mêmes, des marqueurs de cette identité de classe. Bien entendu, toutes les adresses n'ont pas la même valeur aux mêmes périodes, comme le rappelle l'histoire de cette mère qui demeure dans le Square Mile et qui, au début du XX^e siècle, est outrée d'apprendre que sa fille ira s'établir dans la lointaine et obscure banlieue que lui semble être Westmount (Gubbay, 1996 : 51). Plus concrètement, on a vu que les sections les plus élevées de la ville, de même que certains des quartiers de Pointe-Claire, étaient plus intimement liées aux classes aisées que d'autres portions de ces municipalités. Parallèlement, même si nous ne disposons pas de données détaillées sur ce front, il est clair que la bourgeoisie dont il s'agit ici embrasse une certaine variété : des barons de l'industrie aux cadres intermédiaires et cols blancs qui ont les moyens d'y résider.

Il n'en demeure pas moins que cette part bourgeoise de l'identité collective des banlieues étudiées est le principal critère d'exclusion observé sur le plan identitaire. Sans être absolue, la tolérance des communautés étudiées pour les différences ethniques, linguistiques ou religieuses ne s'étend pas aux groupes sociaux qui se trouvent sous un certain seuil socioéconomique. Dans les discours, cette dimension demeure toutefois discrète – il n'est pas nécessairement de bon ton de se vanter de sa fortune ou de demander l'expulsion des classes populaires – même si Lighthall, par exemple, se vante sans hésiter de la prospérité de sa communauté : « Its wealth per head is three times as large as in most cities and towns. » (Lighthall, 1903 : 1). Ou encore : « The high valuation per head will immediately strike the student of municipal affairs. » Il décrit les habitants de la municipalité comme appartenant à « a class of people comfortably provided for » (Lighthall, 1907 : 28).

Autrement dit, cette identité, tout en étant indissociable des banlieues étudiées, se manifeste plus subtilement dans un certain nombre de pratiques. Dans le cas de Westmount, Bryce, citant Gzowski, évoque plusieurs des activités qui définissent un « vrai » résident de la municipalité :

attendance at the right private schools (such as Selwyn House for boys, Miss Edgar's and Miss Cramp's for girls); the Coming Out ceremony at the St. Andrew's Ball; a university education at McGill; spending a year abroad; 'quietly doing well' in business; the summer cottage at Murray Bay on the Lower St. Lawrence or on Lake Memphremagog in the Eastern Township; membership in the right clubs (especially the Mount Royal Club); working for the right hospital charities, with the Royal Victoria and the Montreal Children's Hospital (once it was safely located outside Westmount's city limits) being favoured; supporting the Montreal Symphony and the Fine Arts Museum; and the highest distinction of all, a seat on the McGill University Board of Governors (Bryce, 1990 : 94).

Bref, si la municipalité joue un rôle important dans l'homogénéisation socioéconomique de la communauté, l'identité bourgeoise se structure dans un ensemble diversifié d'institutions et de pratiques qui la dépassent. Il en va de même pour ce qui est d'une autre division fondamentale qui, si elle ne se manifeste que rarement dans les discours étudiés, n'en a pas moins une grande influence : le genre.

Les banlieues ont-elles, sur le plan identitaire, un genre? Dans un article provocant, Richardson Dilworth et Kathryn Trevenen suggèrent que oui (2004). Étudiant différentes villes américaines du XIX^e siècle, ils démontrent que, dans le contexte d'annexions municipales, on a fréquemment recours, dans les discours, à la métaphore du mariage. « By gendering municipalities, the ideology of separate male and female spheres was made palpable in the urban sphere. » (Dilworth et Trevenen, 2004 : 190) Si le rôle masculin est généralement réservé à la ville centrale, la banlieue, elle, fait plus souvent figure d'épouse et, dans ce sens, est présentée comme ayant une influence morale bénéfique sur son futur époux (Dilworth et Trevenen, 2004 : 190). Bien entendu, il n'y aura pas de mariage entre Montréal et les banlieues étudiées pendant la période qui nous intéresse. Nous avons tout de même croisé un petit nombre de références qui suggèrent que les banlieues montréalaises ont occasionnellement un genre. Par exemple, cette caricature de 1909 (Gubbay, 1998 : 78) qui dépeint Montréal comme un capitaliste grassouillet, associé au monde industriel, et qui semble vouloir attenter à la vertu d'une délicate jeune femme incarnant Westmount. Ou encore, cette citation à laquelle nous avons fait appel un peu plus tôt et qui insiste sur la virilité de Pointe-Claire pour conjurer l'idée d'un déclin de la banlieue dans les années

1930⁴². Cette référence est doublement intéressante dans le contexte de la crise et du chômage qui est souvent perçu comme émasculant l'homme, qui devrait être le pourvoyeur de la famille.

Sur le plan individuel, il est clair que les femmes jouent un rôle majeur dans la formation et le maintien d'une identité collective bourgeoise. Comme le souligne Beckert, elles entretiennent et renforcent plusieurs des institutions et des associations qui contribuent à entretenir ce sens de la collectivité, de l'entre-soi (2001 : 30-34). Mais la stricte séparation des genres est maintenue avec rigidité dans les banlieues étudiées et les femmes sont exclues presque entièrement des organes politiques formels, de la sphère politique publique (Crossick, 1998 : 1108). En conséquence, un lourd silence pèse dans les discours étudiés sur leur contribution. Au contraire, les hommes sont omniprésents à la fois comme producteurs et comme objets des discours identitaires.

Les communautés de Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal sont donc essentiellement imaginées par des hommes. Même au sein de ce groupe, ils sont un petit nombre à exprimer leur vision : élus et anciens élus, éditeurs et journalistes, quelques citoyens qui s'expriment à travers les journaux. Il est certain qu'il y a d'autres hommes et femmes qui ont leur idée de ce qu'est leur communauté, mais qui ne disposent pas des moyens de transmettre leur vision ou de l'en laisser la trace. Les discours identitaires que ce petit groupe d'hommes a laissés derrière donnent l'image d'un gouvernement municipal qui, à Westmount, est valorisé, voire idéalisé, comme institution autour de laquelle s'articule la communauté. À Pointe-Claire, il doit partager ce rôle avec des associations auxquelles s'identifient plus étroitement les citoyens des différentes sections qui composent la municipalité, alors qu'à Mont-Royal, l'institution n'a pas laissé sa marque au moment où la Deuxième Guerre mondiale commence. Mais, dans les trois cas, les services qu'offrent ces gouvernements sont mis de l'avant comme autant de preuves de la modernité et du caractère progressiste de ces banlieues, des traits que partageraient leurs populations. Une prédominance du résidentiel, la présence d'une certaine nature, leur permettent de réaffirmer leur fidélité à un idéal suburbain qu'elles contribuent à construire. Ces discours nous donnent

⁴² *The Lakeshore Press*, le 13 mars 1931, p. 2.

l'occasion d'observer un attachement important à l'héritage britannique de la majorité anglo-protestante de ces villes, mais aussi à une identité de classe qui se manifeste plus discrètement, mais durablement. La majorité de ces traits opposent les banlieues étudiées au centre autour duquel elles orbitent et par rapport auquel elles se définissent : Montréal.

6.2 LE MIROIR DE L'AUTRE

Montreal is rapidly growing and spreading its huge tentacles in every direction, yet Westmount still retain its municipal individuality by remaining a separate city. It has resisted every effort at absorption by the larger city, and looks with pride upon its superior government, condition and appearance. The majority of Westmounters earn their living and spend their working hours in Montreal, finding relief and restoration in the return to their pleasantly envired homes at the close of each day's toil. Their citizenship of Canada's model city will surely help them to be a force for better civic administration in Canada's largest city, as they participate in its life and activities.

Hubert Groves (1914 : 4)

Nous avons indiqué plus tôt que nous nous efforcerions de ne pas nous laisser piéger par l'opposition facile qui est souvent faite entre ville et banlieues, mais il est important de comprendre comment cette opposition se construit et quel est son impact. Sur le plan identitaire, la ville et la banlieue ne peuvent se définir l'une sans l'autre. Comme le suggère éloquentement la citation qui ouvre cette section, les discours suburbains traitant de ce rapport entre centre et périphérie sont empreints d'ambivalence. Les tentacules décrites par Groves évoquent l'influence et la puissance économique de la métropole canadienne, mais c'est une image menaçante pour l'oasis que représente Westmount. La ville centrale joue un double rôle dans l'imaginaire suburbain. Elle est un repoussoir, un milieu par rapport auquel on cherche refuge, mais elle est également une métropole prospère et influente de laquelle on retire une certaine fierté. Elle joue également ce double rôle dans la réalité : Montréal est, sur le plan politique, une menace à l'autonomie suburbaine, mais sur le plan économique, culturel et social, elle est un centre sans lequel la bourgeoisie suburbaine n'existerait tout

simplement pas. Dans cette dernière section, nous allons voir comment ce double discours se manifeste, d'abord dans les discours qui dépeignent Montréal comme un repoussoir, ensuite dans ceux qui, au contraire, soulignent les liens d'interdépendance qui unissent les banlieues à la ville centrale. Enfin, nous verrons comment cette relation ambivalente marque le rôle que jouent les banlieues étudiées dans le processus de métropolisation de la région de Montréal.

6.2.1 Dans l'ombre de Montréal

The dark, encroaching shadow of Montreal looms in the distance.

The Westmount News, le 25 janvier 1908, p. 1

Les discours identitaires émanant des banlieues sont souvent plus explicites sur ce que *n'est pas* leur communauté que sur ce qu'elle est. Dans le cas des banlieues étudiées, ce qu'elles ne sont surtout pas, c'est Montréal. Les discours critiques à l'endroit de la métropole sont nombreux, l'attaquant sur tous les fronts en recyclant souvent le discours et les arguments utilisés par les réformistes. Ces discours permettent non seulement de renforcer, par la négative, ce en quoi elles se distinguent, mais aussi de justifier l'exode suburbain, qui se poursuit tout au long de la période étudiée.

Aux yeux des suburbains, mais aussi et surtout de leurs gouvernants, Montréal, c'est une administration municipale corrompue et incompétente. C'est d'ailleurs ce problème qui serait le principal moteur de l'exode vers la banlieue selon Lighthall :

the extravagance which for some years distinguished the municipal government of Montreal drove many to seek relief outside from excessive taxation and other objectionable conditions within the city. Montreal, in fact, is encircled by a number of municipalities which have preferred to remain outside its sphere although their borders are contiguous with it, and their populations large (Lighthall, 1907 : 27).

Il est tout de même intéressant de noter qu'il cite à titre d'exemples non seulement Westmount et Outremont, mais également les banlieues ouvrières de Saint-Henri et Sainte-Cunégonde, qui seront bientôt absorbées par Montréal. L'ancien maire, vantant la saine

administration financière de sa municipalité, souligne non seulement qu'on essaie d'y maintenir les taxes à moitié de celles de Montréal, mais également que les résidences y sont évaluées aux deux tiers de la valeur qu'on leur attribuerait dans la ville centrale, où, de toute façon, les pratiques d'évaluation et la fiscalité sont désuètes (Lighthall, 1907 : 32-33). Autre exemple : dans son premier éditorial, le *Westmount News* signale qu'il supportera les mesures politiques qui sont favorable au bien commun et ajoute que si de telles politiques étaient la norme à Montréal, la métropole s'en porterait beaucoup mieux et, surtout, « Westmount as a separate municipality would have no reason for its existence »⁴³. L'éditeur du *Lakeshore Press* de Pointe-Claire en remet, presque trente ans plus tard, lorsqu'il attaque avec féroce le pacte fiscal de 1935 : « If the City of Montreal has abused itself by mismanagement, why should Outremont, Westmount and all suburban residents be taxed for the follies of the Metropolis? »⁴⁴ Mal administrée, la ville centrale est également incapable d'offrir des services urbains appropriés à un coût raisonnable. Lighthall compare les routes de qualité de Westmount à celles, « badly-kept », de Montréal. Parlant du déneigement, il ajoute que la grande qualité des services qu'il observe chez lui « offers a great contrast to the inefficient system of private cleaning under the Montreal by-laws », sans parler d'un ménage de printemps qui a lieu un mois plus tard qu'à Westmount (Lighthall, 1907 : 30-32).

Au-delà de l'administration, il y a le milieu urbain. Les méfaits environnementaux de l'industrialisation, dont bénéficie pourtant une partie importante des bourgeois qui habitent dans les banlieues étudiées, sont fréquemment évoqués et opposés à l'environnement plus sain que l'on retrouve à quelque distance de la ville, ou dans les hauteurs comme le souligne l'auteur de cet éditorial du journal local de Mont-Royal : « Anyone who will take the trouble to climb Mount Royal any bright sunny day, preferably a week day, and look down towards the residential quarters of the city will realize the damage that is being suffered by those districts through smoke. »⁴⁵ Le milieu urbain est également associé à une certaine dissolution morale à laquelle on oppose le milieu plus sain de la banlieue et, surtout, la vie domestique comme le rappelle un éditorial venant, cette fois-ci, de Pointe-Claire. Faisant avec passion la

⁴³ *Westmount News*, le 5 octobre 1907, p. 1.

⁴⁴ *The Lakeshore Press*, le 8 mars 1935, p. 2.

⁴⁵ *The Weekly Examiner*, le 18 janvier 1930, p. 2.

promotion du style de vie suburbain et condamnant ceux qui profitent un peu trop de la vie nocturne de Montréal, l'auteur souligne que « a suburban home should be something more than a place in which to sleep. »⁴⁶.

Montréal est également une menace sur le plan économique. On a vu que Pointe-Claire fait des efforts législatifs pour favoriser l'achat local et protéger ses commerces de rivaux provenant de l'extérieur de la municipalité. On retrouve des échos de ce protectionnisme économique dans des discours qui sont la plupart du temps dirigés vers la ville centrale, qui est perçue comme la grande rivale sur ce plan⁴⁷. On note des propos similaires dans le journal local de Mont-Royal au début des années 1930 :

That community profits most that keeps the largest percentage of its trade at home. By the same token, the citizens who buy s away from home is helping some other community , instead of his own, to grow. [...] The well-meaning housewife reasons with herself that local merchants will not miss the few cents or the small purchase downtown⁴⁸.

Mais multipliez ces achats faits au centre-ville et ce sont de vastes sommes qui échappent à la communauté et nuisent à sa santé économique. Notons qu'il s'agit d'ailleurs ici d'une rare apparition des femmes dans les discours identitaires suburbains. Comme pour justifier leur absence de la sphère politique, elles se voient confier le rôle de consommatrices dont le sens de l'économie nuit ultimement au bien-être de la communauté.

Montréal devient rapidement, et surtout, une menace pour l'autonomie politique d'au moins une des banlieues étudiées : Westmount. Pointe-Claire et Mont-Royal peuvent miser sur un certain nombre d'obstacles géographiques, la distance dans le premier cas, le mont Royal dans l'autre, qui rendent cette menace moins directe. Groves réécrit en quelque sorte l'histoire en liant étroitement la lutte pour l'autonomie locale à la fondation de Westmount :

⁴⁶ *The Lakeshore Press*, le 20 août 1926, p. 2. À ce sujet, voir Davidoff et Hall (1987).

⁴⁷ Voir, par exemple, *Pointe-Claire Record*, le 18 décembre 1924, p. 2.

⁴⁸ *Examiner-Courrier*, le 23 mars 1933, p. 4.

In 1874 the place destined to be known as Canada's model city asserted its determination and independence by refusing to be absorbed by Montreal. This wholesome and vigorous manifestation of public spirit marked the beginning of Westmount's real civic history and of an era of progress and prosperity which still continues (1914 : 2).

La crainte de l'annexion persiste tout au long de la période non seulement dans les discours à saveur plus identitaire, mais également dans les débats politiques, par exemple ceux entourant le projet d'annexion de Notre-Dame-de-Grâce par Westmount. Plusieurs de ses partisans y voient une manœuvre nécessaire pour protéger l'indépendance de la municipalité, car, si ce n'est pas Westmount qui annexe sa voisine, ce sera la ville centrale et la banlieue se trouvera encerclée, comme ce sera effectivement le cas après 1910, par Montréal⁴⁹.

Les résidents de Westmount, confrontés quotidiennement à cet encerclement, en viendront à modifier leur discours et à reconnaître la nécessité d'une certaine métropolisation de la région de Montréal, mais n'accepteront jamais qu'on puisse annexer leur municipalité sans son consentement, comme le rapporte un article de *La Patrie* qui fait le point sur une rencontre de la *Westmount Municipal Association* :

L'assemblée était d'opinion que ni Westmount ni aucune autre municipalité n'a le droit de s'opposer à l'agrandissement de Montréal, mais qu'elles peuvent demander que l'administration de la métropole soit aussi bonne que la leur avant qu'elles ne fassent le sacrifice de leur autonomie⁵⁰.

Des propos de Lighthall font écho à cette importance accordée au droit des municipalités « britanniques » de disposer d'elles-mêmes : « But he would be a rash politician who would venture to obliterate the liberties of a British city against its will. » (1907 : 34)

6.2.2 La métropole du Canada

La ville de Montréal n'est pas seulement une présence sinistre. Et comment pourrait-elle l'être? La majorité des résidents des banlieues étudiées dépendent économiquement de la

⁴⁹ *Westmount News*, le 16 novembre 1907, p. 1.

⁵⁰ *La Patrie*, le 9 mai 1910, p. 5.

métropole, fréquentent ses clubs, ses associations, ses institutions culturelles et académiques. Par l'entremise d'organes comme le *Board of Trade*, auquel appartiennent plusieurs élus suburbains, ils se font les promoteurs de son développement économique ; par l'entremise d'organismes comme la *Civic Improvement League*, au sein de laquelle œuvrent notamment Frederick Todd et William D. Lighthall, ils continuent à mener les luttes chères au mouvement réformiste. Plus largement, durant la majeure partie de la période étudiée, Montréal est la métropole du Canada, son centre industriel, commercial et financier.

Donc, si d'une voix, les habitants des banlieues étudiées critiquent les conditions de vie qu'on y retrouve et l'incompétence de son administration, ils en vantent également l'influence économique, s'inquiètent de sa croissance et profitent de son statut national. Ainsi, dans un texte intitulé « The Future of the City », l'éditeur du *Weekly Examiner* de Mont-Royal s'étend sur certains des problèmes que pose l'extension du réseau ferroviaire de la *Canadian Northern Railway* pour la « City ». La « City » dont il traite est Montréal et elle occupe clairement la position centrale dans sa réflexion. Il laisse également entendre que, du point de vue économique du moins, les banlieues ne sont que des parties du tout montréalais⁵¹. Un petit texte à saveur « boosteriste » qui paraît dans *The Lakeshore Press* de Pointe-Claire en 1937 est encore plus explicite :

Do You Know Montreal Has?

A population considerably in excess of a million.
A volume of foreign trade exceeded only by New York.
Eight hundred and thirty-six miles of streets.
Seventy-two parks.
The finest natural mountain park of any city⁵².

L'énumération se poursuit avec d'autres faits du genre, et ce texte est suivi d'un autre portant le titre « Montreal Is » et énumérant une nouvelle série de caractéristiques distinguant la métropole au nombre desquelles se trouve : « The City of Westmount, a city within a city, surrounded by Montreal City, has the flavor of a typical English suburb, with its self-

⁵¹ *The Weekly Examiner*, le 1er mars 1930, p.2.

⁵² *The Lakeshore Press*, le 28 mai 1937, p. 6.

contained houses, its beautiful parks and its lawns and flower s. »⁵³ Même Lighthall, cet ardent défenseur de l'autonomie municipale de Westmount se laisse aller à des propositions suggérant une certaine complémentarité entre ville et banlieue : « As the chief residential suburb of the great and growing metropolis of Canada, [Westmount] has an influence as wide as the Dominion » (Lighthall, 1903 : 1). Groves va plus loin en décrivant la municipalité comme « one of the most recent suburban offshoots of busy Montreal, the wealthy and populous metropolis of Canada » (Groves, 1914 : 2). Quelles que soient les velléités d'indépendance des municipalités étudiées, elles sont donc conscientes qu'elles s'inscrivent inextricablement dans l'espace métropolitain montréalais et qu'elles bénéficient de cette proximité.

6.2.3 Entre annexion et métropolisation

Since its establishment in 1921 the Metropolitan Commission has been remarkably successful, not only in helping weak municipalities to build themselves up but in bringing out the co-operative spirit for the other member municipalities such as Westmount, Outremont, Montreal West and Verdun. These communities have shown in a very practical sense, that given the right kind of opportunity – such as that of the Metropolitan Commission – they are more than willing to co-opt for the advancement of Greater Montreal.

The Westmount News, le 25 janvier 1908, p. 1

À la lumière de ces discours, quel est le rôle joué par les banlieues bourgeoises dans le processus de métropolisation⁵⁴ de la région montréalaise? Car, si ce processus s'accélère et s'intensifie après la Deuxième Guerre mondiale, et surtout à partir des années 1970, il prend d'abord forme durant la période étudiée et s'inscrit dans une mouvance que l'on observe à l'échelle nord-américaine. Dès les années 1910, les élites municipales continentales recherchent la solution politique qui permettra de concilier autonomie municipale et expansion territoriale et politique. Une première possibilité se présente sous les traits du

⁵³ *The Lakeshore Press*, le 28 mai 1937, p. 6.

⁵⁴ Par processus de métropolisation, nous entendons la structuration politique de Montréal et de sa région immédiate.

« London County Council », un régime métropolitain de type fédéral mis en place en 1888 dans la capitale britannique⁵⁵. Les efforts pour mettre en place un système comparable aux États-Unis ont peu de succès, notamment parce qu'on se méfie d'un modèle étranger aux mœurs politiques étatsuniennes (Teaford, 1979 : 110). Mais au Canada, et plus spécifiquement à Montréal, de nombreux acteurs issus des banlieues bourgeoises compteront au nombre de ceux qui se font les animateurs d'un mouvement en faveur de l'instauration d'un tel régime à Montréal.

L'idée d'un régime politique métropolitain de type fédéral fait toutefois son apparition sur la scène montréalaise par l'entremise de Guillaume Alphonse Nantel. Avocat, journaliste, homme d'affaires et politicien, Nantel s'inspire de Paris pour proposer, dans *La métropole de demain ou Montréal agrandi et gouverné sur le plan de Paris* (1910), « la forme de gouvernement fédératif appliqué à toute l'Île pour les intérêts qui lui sont généraux, réservant à chaque unité municipale qu'elle renferme l'autonomie dont elle jouit en vertu de la loi commune » (Nantel, 1910 : 123). Si Nantel a beaucoup plus à cœur le développement de la ville centrale que l'autonomie des banlieues, villes, villages et paroisses de l'île de Montréal, il n'en tient pas moins des propos qui souriraient aux élus des municipalités étudiées. Il critique sévèrement l'absence d'encadrement des activités des promoteurs, prône une stricte séparation du législatif et de l'exécutif, insiste pour qu'une commission architecturale ait juridiction sur toute l'île (Nantel, 1910, 124-125, 128-129).

Les plans de Nantel tombent toutefois rapidement dans l'oubli, et « [as] might be expected, Montreal's first step toward metropolitan government grew out of practical political difficulties rather than from carefully considered, rational proposals. » (Sancton, 1985 : 28) À la fin des années 1910, Montréal fait face à deux problèmes majeurs : sa mise sous tutelle par le gouvernement provincial en 1918 et le fait que ce gouvernement veut la pousser à annexer une nouvelle série de banlieues en difficulté (Saint-Michel, Montréal-Nord

⁵⁵ « The 117-square-mile county of London contained twenty eight boroughs, each of which exercised authority over a wide range of subjects including local street improvements, street lighting, garbage collection, public libraries, local parks, and the registration of vital statistics. Superimposed on this collection of separate municipalities was the London County Council, a body authorized to deal with those metropolitan problems that the boroughs could not handle individually. [...] A dual-level, federative system existed with power shared between the neighborhoods units and an overarching metropolitan agency. » (Teaford, 1979: 105-106)

et Pointe-aux-Trembles). Montréal a peu de goût pour de nouvelles annexions de ce type, qui ne feraient que creuser le gouffre financier dans lequel elle se trouve. Elle demande donc à ce que soient annexées non seulement ces banlieues déficitaires, mais également les municipalités bourgeoises qui la bordent : Westmount, Outremont et Montréal-Ouest. Ces municipalités opposent, comme on peut s'y attendre, une fin de non-recevoir à cette proposition. En 1920, Québec met donc sur pied la Commission de la charte de la cité de Montréal, à qui est confié le mandat de trouver une solution à ces deux problèmes⁵⁶. Les événements qui suivent mènent à la création d'une première instance métropolitaine, la Commission métropolitaine de Montréal (CMM), et poussent les acteurs politiques liés aux différentes banlieues étudiées à jouer des rôles qui vont varier significativement d'une municipalité à l'autre.

Notons d'abord la présence de Frederick W. Evans à la Commission de la charte⁵⁷. S'il y représente officiellement le *Board of Trade* de Montréal, il a été échevin de Westmount pendant presque dix ans (et maire durant une de ces années). De plus, les municipalités suburbaines de l'île de Montréal sont invitées à nommer cinq représentants qui parleront pour elles lors des discussions consacrées à la gouvernance métropolitaine. Ce sont les maires d'Outremont, de Westmount, de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, de Lachine et de Pointe-aux-Trembles qui sont choisis. Les trois premiers sont également des officiers de l'Union des municipalités du Québec⁵⁸. Devant la Commission, en juin 1920, ils expriment leurs inquiétudes face à la possibilité qu'on les annexe de force à la ville centrale et insistent sur leur droit à l'autonomie⁵⁹. Ils s'empressent néanmoins de mettre de l'avant une alternative : un gouvernement métropolitain de type fédéral. Dès 1919, il apparaît que les conseils municipaux d'Outremont, Westmount et Montréal-Ouest étudient un tel gouvernement,

⁵⁶ Pour une étude en profondeur des activités de la commission et son rôle dans la mise sur pied de la CMM, voir la thèse de Stéphane Pineault (2000).

⁵⁷ La Commission de la charte est composée de seize membres, dix francophones et six anglophones, représentant huit organisations : les chambres de commerce anglophone et francophone de Montréal, le conseil municipal et la commission administrative de la ville centrale, le Conseil central des métiers et du travail, l'Alliance nationale des ouvriers catholiques, la Ligue des propriétaires et celle des locataires (Pineault, 2000 : 85-86).

⁵⁸ Joseph Beaubien (Outremont) en est le président, Peter W. McLagan (Westmount) en est le troisième vice-président et Rosaire Prieur (Sainte-Geneviève) en est le secrétaire (Pineault, 2000 : 91).

⁵⁹ Division de la gestion des documents et des archives (DGDA), fonds de la Commission de la charte (VM90), procès verbaux de l'assemblée générale, 23 juin 1920, p. 135.

qualifié de système des boroughs ou arrondissements, et basé en bonne partie sur l'exemple londonien (Pineault, 2000 : 95)⁶⁰. Confrontées à l'annexion, les banlieues bourgeoises sont prêtes à considérer un compromis qui leur permettra d'atteindre leur objectif principal : préserver les instruments de gouvernement qui leur permettent de maintenir leur caractère distinct⁶¹.

La solution finalement proposée par la Commission de la charte est en deçà du système des boroughs, mais a, en théorie, tout pour séduire les municipalités de banlieues qui redoutaient l'annexion à la ville centrale. On propose une commission métropolitaine qui aurait des responsabilités essentiellement financières : partage des dettes municipales, approbation des prêts, contrôle des dépenses d'immobilisation, gestion des fonds d'amortissement, etc. Cette commission pourrait également emprunter à des conditions avantageuses au nom des municipalités membres et hériterait de certains pouvoirs de planification et de coordination pour ce qui est du développement d'infrastructures métropolitaines (Pineault : 2000 : 103-104). Bref, cette commission n'aurait pratiquement pas d'impact pour des banlieues dont les finances sont particulièrement saines.

Lorsque les maires de vingt-et-une des trente-trois municipalités de l'île se rencontrent en janvier 1921 à l'Hôtel de Ville de Montréal pour discuter du projet, on constate rapidement que la position de ses banlieues étudiées dépend en grande partie de leur position géographique par rapport à la ville centrale. Le maire d'Outremont, Joseph Beaubien

⁶⁰ Soulignons d'ailleurs que ces idées ont rapidement des échos du côté francophone, comme en témoigne par exemple un article de la revue financière francophone *La Rente*, dont Olivar Asselin est le directeur. Selon l'auteur de l'article, Montréal fait face à deux grands problèmes : « l'esprit de paresse et de sabotage que les classes ouvrières mêlent à leurs plus justes revendications » et la division de la ville en deux groupes ethniques. Le régime fédéral permettrait de faire face à ces problèmes. Les quartiers ouvriers pourraient se gouverner « selon leurs théories plus ou moins socialistes » et les quartiers puritains pourraient « s'imposer les règlements de police qu'ils voudraient ». Ainsi, « les passions mauvaises qui faussent aujourd'hui les verdicts électoraux se trouveraient réduites à une impuissance relative ». Dans le cadre de cette décentralisation, il faudrait empêcher les conseils d'arrondissement de faire preuve d'extravagance, d'amoindrir le crédit de la ville en donnant à Québec le mandat de limiter le pouvoir d'emprunt des arrondissements et en donnant au gouvernement central un contrôle sur les dépenses qui ne sont pas d'intérêt purement local. « Westmount, Outremont, Verdun, Montréal-Est, n'auraient probablement pas d'objection à entrer dans une confédération bien organisée. » (*La Rente*, le 1er février 1920, p.3)

⁶¹ Beaubien va jusqu'à dire : « Si nous avons un corps fédéral élu au second degré, avec un système bien coordonné, je ne crois pas que ma municipalité s'objecte à s'annexer, pourvu encore une fois qu'on lui assure son autonomie pour toutes les matières d'intérêt local. Je crois même que ce serait un bien. » (DGDA, fonds de la Commission de la charte, procès verbaux de l'assemblée générale, 23 juin 1920, p. 138.)

préside l'assemblée et présente le projet de commission métropolitaine comme un rempart contre les annexions. Même s'il fait part de critiques émises par certains de ses concitoyens, le maire McLagan, de Westmount, le supporte lui aussi. Néanmoins, la majorité des municipalités présentes, qui ont un caractère plus rural et qui sont suffisamment éloignées de la ville centrale pour se croire à l'abri de l'annexion, s'opposent à cet empiètement sur leur autonomie. Pointe-Claire est de ce nombre, craignant que la commission devienne un « autre gouvernement de Québec »⁶². Lorsque le maire de Lachine, W.E. Ranger, propose une motion s'opposant tout simplement au projet, le maire de Montréal-Est, Joseph Versailles, propose un amendement statuant qu'au cas où le choix serait entre la commission ou des annexions, le groupe reverrait sa position. La motion est défaite⁶³.

Malgré une communauté d'intérêts indéniable, le rôle des banlieues bourgeoises étudiées varie considérablement dans ce contexte. Réalisant que l'intégration à l'espace métropolitain devient de plus en plus inévitable, et peut-être même souhaitable sous certaines conditions, les banlieues de la première couronne, comme Westmount, en viennent à considérer qu'il vaut mieux négocier la façon dont se fera cette métropolisation. Les municipalités plus lointaines, comme Pointe-Claire et, dans une moindre mesure, Mont-Royal, comptent sur la distance qui les sépare de la ville centrale et continuent à s'opposer systématiquement à toute initiative qui empiéterait sur leur autonomie. Dans les deux cas, l'objectif est toutefois le même : préserver l'autonomie nécessaire à une gouvernance locale garante des frontières symboliques et matérielles érigées au fil des années, préserver les caractéristiques qui définissent ces communautés suburbaines et les distinguent non seulement du reste de la région métropolitaine, mais les unes des autres.

Le projet de commission métropolitaine passe entre les mains du gouvernement provincial et les maires de différentes municipalités de l'île de Montréal se présentent devant le comité des bills privés pour s'exprimer, réitérant essentiellement les positions observées

⁶² DGDA, fonds de la Commission de la charte, procès-verbal de la réunion des maires des municipalités de l'Île de Montréal tenue en l'Hôtel-de-Ville de Montréal, le 10 janvier 1921, p. 2.

⁶³ Notons que Mont-Royal suit Pointe-Claire dans son opposition au projet de commission métropolitaine, s'estimant certainement, elle aussi, protégée par la distance qui la sépare du centre-ville. (*La Patrie*, le 11 janvier 1921, p. 12; *La Presse*, le 11 janvier 1921, p. 5.)

plus tôt. Comme pour confirmer les craintes des banlieues de la première couronne, le maire Médéric Martin s'oppose au projet et estime que la seule véritable solution au problème métropolitain, c'est l'annexion de toutes les municipalités de l'île⁶⁴.

Lorsque la loi créant la Commission métropolitaine de Montréal (CMM) est adoptée en mars 1921, le territoire couvert par la commission ne comprend essentiellement que les municipalités urbanisées et limitrophes à Montréal. Westmount et Mont-Royal sont du nombre. La ville centrale est représentée par huit commissaires sur un total de quatorze : une majorité absolue lui est donc garantie. Westmount a son propre représentant, tout comme Outremont, Verdun et Lachine, alors que Mont-Royal doit partager le sien avec cinq autres municipalités. La CMM exercera un contrôle financier sur toutes ces municipalités, sauf Montréal (Pineault, 2000 : 120-121).

Cette solution est certainement une victoire pour les banlieues bourgeoises. Ce nouvel arrangement a même ses avantages, comme en témoigne le cas de Mont-Royal : à partir de cette date, la municipalité fait systématiquement appel à cet organisme pour négocier ses emprunts. Toutefois, il est également clair que le processus de métropolisation, une fois lancé, ne s'arrêtera pas là. Dans les années qui suivent la mise en place de la Commission métropolitaine de Montréal, une constellation d'acteurs appartenant non seulement aux banlieues bourgeoises de la première couronne de Montréal, mais également au mouvement réformiste, continuent, par divers moyens, à faire la promotion d'un système fédéral de gouvernement de l'île de Montréal. Leur comportement ne s'explique pas seulement par une volonté stratégique de prendre les devants et de damer le pion de ceux qui sont toujours partisans d'une annexion des municipalités de l'île, comme le maire Médéric Martin qui continue à claxonner le slogan « une île, une ville ». Si les représentants des banlieues espèrent maintenir leur autonomie sur les questions locales et s'assurer d'un affaiblissement relatif de la ville centrale, il est clair qu'ils croient ainsi favoriser le développement de la région métropolitaine en s'efforçant de mettre un joug administratif sur un gouvernement municipal central qu'ils estiment être une cause importante des problèmes auxquels continue de faire face la ville centrale.

⁶⁴ *La Presse*, le 10 mars 1921, p. 21.

À la fin des années 1920, l'agitation en faveur du système des arrondissements reprend donc. Selon Pineault, c'est une série d'attaques du Conseil municipal de Montréal à l'égard de la CMM qui sert de déclencheur (2000 : 156). Dès 1924, on retrouve donc McLagan défendant de nouveau les mérites de ce régime devant le *Lion's Club* de Montréal⁶⁵. Un autre important animateur du mouvement est Frederick Wright, éditeur du *Canadian Municipal Journal* et un des directeurs de l'UMQ au début des années 1920 (Pineault, 2000 : 92). Il est également directeur du *Municipal Service Bureau*. Cette société, constituée en 1924 par Wright⁶⁶, est essentiellement destinée à servir de véhicule à cet effort de promotion et c'est par son entremise qu'est publiée, en 1928, une série d'articles qui constituent l'effort le plus articulé pour pousser de l'avant le projet durant la période étudiée⁶⁷. Sont également du nombre quelques acteurs suburbains que nous avons déjà croisés : l'infatigable W. D. Lighthall et Peter W. McLagan, tous deux anciens maires de Westmount, ainsi qu'Arthur F. Bell, qui en est le greffier. S'y ajoutent plusieurs joueurs importants de la *City Improvement League*, et une rare femme : Emily Lanning, éditrice de la revue *The Home*. Ils parviennent également à obtenir les services de Thomas H. Reed et de Joseph T. Miller, qui est président de la commission métropolitaine mise en place à Pittsburgh⁶⁸. Enfin, le système des arrondissements fait également l'objet d'une commission d'enquête provinciale, sous l'égide de Gaspard de Serres (Pineault, 2000 : 162-166).

⁶⁵ *The Gazette*, le 18 juillet 1924, p. 8.

⁶⁶ ANQM, *Acte d'enregistrement du Municipal Service Bureau*, enregistré le 23 mai 1924.

⁶⁷ On retrouve également Wright dans différents forums, donnant des conférences ou écrivant des articles sur le sujet. Un article de *La Presse* reprend l'essentiel des propos tenus par Wright lors d'une de ces conférences : « Le conférencier part du principe que, plus le territoire et plus la population augmentent, plus l'opinion publique se montre apathique en ce qui concerne les affaires municipales. Et il cite le cas de Montréal même, où la population ne s'intéresse guère à ce qui se passe à l'Hôtel de Ville, alors que dans les municipalités voisines, comme Verdun, Westmount, Outremont, l'esprit public est plus vivace, plus agissant. Conclusion: il importe de décentraliser le pouvoir et de former des groupes ou des unités qui s'occuperont des besoins locaux, tandis qu'une administration centrale verra à effectuer les améliorations et à gérer les services d'utilité générale. » (*La Presse*, le 25 avril 1927, p. 6) Voir également ses interventions dans *La Revue municipale* (1926) et la *American Political Science Review* (1928).

⁶⁸ Un des penseurs urbains les mieux connus de cette décennie, Reed a œuvré dans le milieu municipal à New York et à San Jose, dans le camp réformiste évidemment, avant d'enseigner la politique municipale en Californie et au Michigan. Il fera la promotion du système fédéral de gouvernement métropolitain dans plusieurs villes nord-américaines, incluant Pittsburgh (Teaford, 1979 : 113).

En quoi consiste donc le système mis de l'avant? Il reprend, dans ses grandes lignes, celui mis en place à Londres en 1888. Il s'agit donc d'un système à deux paliers, constitué d'un conseil central et d'arrondissements qui correspondraient plus au moins au découpage municipal de l'île de Montréal. Les conseils d'arrondissement bénéficieraient d'une autonomie complète en ce qui concerne les affaires purement locales, mais leurs finances seraient supervisées par le conseil central. Ce dernier administrerait les affaires métropolitaines et ses finances seraient, à leur tour, supervisées par le gouvernement du Québec (Edgar, 1947 : 33). Ce qui est significatif toutefois, dans la façon dont ce système est présenté, est l'omniprésence d'éléments faisant écho aux discours identitaires suburbains identifiés plus tôt.

On revient fréquemment sur le fait que c'est la taille de Montréal même, comme entité politique, qui tue tout esprit civique et qui nourrit inefficacité et corruption dans la ville. À l'opposé, comme l'explique Joseph Beaubien lors d'une conférence :

the reason that the smaller independent communities in the vicinity of Montreal, such as Outremont and Westmount, were so much more efficiently administered, was due to the fact that civic management as it related to the minor routine of hiring and discharging employees, and clerical and other petty tasks, in the case of the smaller communities referred to was effected by civic staff clerks employed for just this purpose. As a result suburbs were much more efficiently managed. [...] Men in the suburbs were easily elected to office. There was not the tremendous preliminaries and initiatives prior to elections as there most certainly was in the larger cities. A candidate was selected with ease and without fuss and simply ran for election at a minimum of expense to all⁶⁹.

C'est tout le contraire dans les grandes villes, où l'on retrouve « the pernicious influences of party ties, that obstructed the work of general progress, and restricted what might otherwise be the reform activities of a candidate once elected. »⁷⁰ Comme le démontrerait le cas de Londres, le système des boroughs permet d'exclure la politique partisane du gouvernement municipal, les membres des différents conseils étant tenus directement responsables par l'électorat local de leurs succès ou de leurs échecs (Bell, Fraser et Sampson, 1928 : 13).

⁶⁹ *The Weekly Examiner*, le 5 juin 1930, p. 1.

⁷⁰ *The Weekly Examiner*, le 5 juin 1930, p. 1.

De même, ce régime permettrait d'appliquer, à la grandeur de l'île, un certain nombre de services et de normes dont peuvent déjà se vanter les banlieues étudiées. On mentionne les principes d'urbanisme moderne, ainsi que les normes de construction et le système de zonage qui permettrait de localiser de manière appropriée industries et commerces (Beaubien, 1928 : 6). Ce serait également vrai sur le plan de la santé et de l'hygiène – une organisation des services de santé publique à la grandeur de l'île permettrait de lutter contre les germes, qui ne respectent pas les frontières municipales⁷¹ – ou encore sur celui des valeurs foncières – puisque « where this form of administration is in existence realty values are established on a much sounder basis » (Bray, 1928 : 9). Un tel régime permettrait également aux arrondissements et au conseil central d'offrir aux habitants de la métropole un plus grand nombre de services de meilleure qualité, comme le souligne par exemple Lighthall, qui observe qu'à Londres, sous ce régime, il y a plus de parcs et de terrains de jeu, un meilleur approvisionnement en eau et un meilleur réseau de transports publics (Lighthall, 1928 : 31). Le secrétaire-trésorier d'Outremont, E.T. Sampson, lui fait écho

When the great advantages of co-operation of the major services of municipalities, such as water supply, main drainage, police and fire protection, are taken into consideration, it seems not only logical, but inevitable that regional government should be created in populous districts⁷².

Comme le résume un des documents produits par le *Municipal Service Bureau*, où l'on énumère les raisons pour lesquelles les hommes d'affaires de Montréal devraient supporter le régime proposé, « it provides the opportunity for every district in the city to be administered equally as well as either Westmount or Outremont » (Wright, 1928).

Ce que proposent les promoteurs du système des boroughs est donc ni plus ni moins qu'une métropolisation à la suburbaine. À travers le système des arrondissements, c'est l'idéal suburbain et l'idéologie réformatrice qu'on cherche à exporter à travers l'île de Montréal

⁷¹ Les banlieues bourgeoises servent d'ailleurs ainsi leurs intérêts, puisque « [an] ill administered borough would be a constant menace to its neighbours; it would act as a reservoir from which infection would be carried to other boroughs ». (Fleming, 1928 : 8)

⁷² *The Weekly Examiner*, le 7 avril 1931, p. 2.

et, en particulier, dans la ville centrale. On met fréquemment l'accent sur l'éveil de l'esprit civique qui résulterait de ce système, esprit qui, s'il est presque totalement disparu de la ville centrale, serait demeuré très vivant en banlieue. Bref, loin d'être d'irréductibles bastions opposés à tous liens politiques à la ville centrale, les banlieues bourgeoises, ou du moins certaines d'entre elles, tentent durant l'entre-deux-guerres de mettre sur pied une forme de gouvernement métropolitain qui concilie leurs intérêts contradictoires, qui permet un partage de pouvoir fonctionnel entre le local et le métropolitain.

Figure 6.1 – Vue aérienne de Mont-Royal en 1938



Source : Axelrad, 1987 : 27.

Conclusion

Les discours identitaires permettent de faire le pont entre la réalité objective et la réalité subjective. Les hommes qui tiennent les discours à travers lesquels se construisent les identités collectives des banlieues étudiées sont en partie des acteurs engagés dans leur gouvernement. Il n'est donc pas étonnant qu'ils accordent une place importante à l'administration municipale, mais surtout aux services qu'elle offre à la population. Ces services et les autres éléments évoqués dans ces discours ne sont toutefois pas seulement mis de l'avant de manière à vanter les mérites de l'administration municipale, mais aussi dans le but de mettre en évidence le caractère particulier de ces municipalités.

Car c'est d'abord ce que cherchent à faire les banlieues étudiées : se distinguer. Comme les pratiques que nous avons décrites dans les chapitres précédents, les discours que nous avons identifiés et les cadres identitaires qu'ils dessinent contribuent, pour reprendre la définition de communauté proposée par Cohen, à délimiter ce qu'ont en commun les bourgeois qui résident dans Westmount, Pointe-Claire ou Mont-Royal, et ce qui les différencie significativement des autres groupes qui les entourent (1995 [1985] : 12). Il s'agit de doter ces espaces suburbains d'un prestige qui confirme leur caractère bourgeois et leur confère à ceux qui y prennent résidence, même si l'entreprise n'a pas le même succès d'une municipalité à l'autre et même si, au sein de ces municipalités, différents espaces correspondent à différents statuts.

Ces discours tracent également le portrait de communautés qui cherchent à incarner l'idéal suburbain, même si cet idéal est empreint d'une certaine ambivalence. L'accent est mis sur leur caractère résidentiel, même si on y retrouve un certain nombre d'espaces commerciaux et industriels. La présence de la nature est soulignée, même s'il s'agit d'une nature aménagée, domestiquée. Et même si elles sont censées être des espaces hybrides, mêlant caractéristiques rurales et urbaines, elles sont d'abord et avant tout urbaines, ne se reconnaissant dans le monde rural que dans le cadre d'une vision nostalgique, idéalisée de la campagne.

Ces communautés ne se définissent pas seulement par leur caractère suburbain, mais s'inscrivent dans des cadres identitaires plus vastes. Par exemple, les discours étudiés ont d'indéniables accents réformistes : on y traite du bon gouvernement, d'hygiène publique ou encore de la présence de cet esprit civique dont on chante tant les vertus. De même, l'attachement à l'Empire britannique dépasse les frontières de ces banlieues, mais s'y enracine avec une plus grande profondeur qu'ailleurs sur l'île de Montréal et y persistera plus longtemps. Les communautés reproduisent les divisions genrées, la stricte séparation des rôles et des fonctions qui caractérise la plupart des sociétés occidentales de la fin du XIX^e siècle et du début du suivant, et qui est particulièrement bien intériorisée par la bourgeoisie. D'ailleurs, la classe joue un rôle déterminant dans la façon dont essaient de se définir les trois communautés étudiées. Même si la fortune est rarement évoquée directement, les références à une population éclairée, bien éduquée, qui a du goût et de l'expérience dans le milieu des affaires sont pour le moins explicites.

Cette bourgeoisie et ses banlieues demeurent inextricablement liées à la ville centrale, qui est tout à la fois leur centre de gravité et un puissant repoussoir. Elles se définissent en opposition aux pires traits de Montréal et célèbrent ses vertus de puissante métropole industrielle, commerciale et financière. Cette attitude en apparence contradictoire se reflète dans le rôle que ces banlieues jouent dans le processus de métropolisation qui s'amorce. Alors que Pointe-Claire et Mont-Royal se sentent à l'abri des ambitions annexionnistes de la ville centrale, Westmount se sent sur la ligne de feu. Des alliances se tissent entre les élites des banlieues bourgeoises de la première couronne et des acteurs du mouvement réformistes et contribuent à l'adoption d'un compromis politique – la Commission métropolitaine de Montréal – qui répond en bonne partie aux attentes des banlieues. Mais ces individus ne s'en tiennent pas à cette victoire. Ils animent, à partir de la deuxième moitié des années 1920 et au-delà de la période étudiée, un mouvement en faveur de la création d'un gouvernement métropolitain de type fédéral. Ce gouvernement contribuerait à propager à travers la région métropolitaine des éléments de cette identité suburbaine et cimenterait leur autonomie dans les champs de compétences qui leur paraissent les plus importants. Les banlieues étudiées continueraient ainsi à bénéficier de leur mode de gouvernance particulier, tout en faisant profiter, en quelque sorte, la ville centrale de leurs lumières.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et particulièrement à partir de 1880, l'industrialisation et l'urbanisation de la région montréalaise s'accélérent et cimentent la position de la ville comme métropole économique du Canada. Les effets de ces transformations ne tardent pas à se faire sentir. La densification du tissu urbain et la détérioration des conditions de vie qui s'ensuit, particulièrement dans les quartiers ouvriers, mènent à une importante décentralisation des activités et des populations. Parallèlement à ce mouvement, on observe une spécialisation croissante de l'espace urbain. C'est dans ce contexte que prennent forme les premières banlieues bourgeoises de la ville. Cette mutation de l'espace urbain se reproduit, à peu près au même moment, dans la grande majorité des centres industriels nord-américains.

L'historiographie a d'abord vu dans les banlieues bourgeoises le principal avatar du processus de suburbanisation et la source à laquelle s'est abreuver la vague suburbaine massive qui allait transformer en profondeur les villes du continent après la Deuxième Guerre mondiale. Cette centralité a éventuellement été remise en question par les tenants d'une nouvelle histoire suburbaine déterminés à démontrer que, loin d'être prédominantes, ces banlieues n'étaient qu'une des formes prises par le processus de suburbanisation, qu'elles partageaient la scène avec des localités ouvrières, industrielles ou immigrantes. Ce que cette bénéfique réinterprétation de l'histoire a été incapable de faire, c'est justement de réinscrire la banlieue bourgeoise dans cette diversité, de revoir son histoire de façon à déterminer ce qui, dans ce nouveau contexte, la distinguait vraiment de ses pairs d'autres types, se contentant trop souvent de dénoncer la large place qu'elle occupait par le passé dans l'esprit des chercheurs.

Question, hypothèses, sources et méthodologie

Interpellé par cette conjoncture historiographique, mais également par la rhétorique utilisée par les banlieues bourgeoises de Montréal pour s'opposer à la récente réforme métropolitaine proposée par le gouvernement provincial, nous nous sommes posé la question suivante : si la banlieue bourgeoise n'est pas la seule ou la principale forme prise par la suburbanisation à la fin du XIX^e siècle et au début du suivant, qu'est-ce qui la singularise?

Pour répondre à cette question de recherche, nous avons proposé deux hypothèses : ce qui distingue ces banlieues, c'est qu'elles sont le théâtre d'un effort conscient et élaboré de construction communautaire, effort qui porte à la fois sur leur milieu physique, naturel et bâti, et sur leur population. De plus, ce projet se distingue par le rôle central qu'y joue le gouvernement municipal, qui est le principal outil utilisé pour le mener à bien.

Qu'entend-on dans ce contexte par communauté? Plutôt que de définir ce concept de manière empirique et de chercher à voir s'il s'incarnait dans les banlieues étudiées, nous avons choisi d'utiliser une définition simple – une communauté est un ensemble d'individus qui ont des choses en commun et qui se distingue d'autres groupes –, de nous concentrer sur la communauté comme projet et de voir quelles actions étaient posées pour le mener à bien : d'abord, l'érection de frontières matérielles, sociales, politiques et culturelles distinguant la banlieue du milieu environnant, ensuite, des mesures rassemblant ceux qui s'y trouvent autour de comportements, de valeurs, d'intérêts et d'idées communes.

Ces valeurs, ce sont d'abord les valeurs bourgeoises. Les membres de ce groupe social recherchent l'agrégation, et cet entre-soi s'exprime ici par la création d'espaces suburbains qui leur permettent d'échapper à l'hétérogénéité et au désordre associés, par les membres de ce groupe, aux grandes agglomérations industrielles. Ces valeurs s'incarnent dans un idéal suburbain qui se construit progressivement dans ces banlieues par l'action même de leur gouvernement : un caractère résidentiel, une basse densité, la présence d'une nature domestiquée, une population homogène de propriétaires aisés et un réseau de transport qui permet de circuler facilement vers la ville centrale.

Pour vérifier ces hypothèses, nous avons choisi de nous pencher sur le gouvernement de trois banlieues bourgeoises de l'île de Montréal : Westmount, Pointe-Claire et Mont-Royal. Ce choix nous permet par la même occasion d'illustrer la diversité qui règne au sein même de cette catégorie. Alors que Westmount incarne la banlieue dans la ville, Pointe-Claire et Mont-Royal font plutôt figure de banlieues ferroviaires, la première jouant également le rôle de communauté villageoise agricole et de centre de villégiature, et la seconde constituant un ambitieux projet de développement planifié par un puissant promoteur privé.

Utilisant l'analyse critique de sources, nous nous sommes penché sur trois ensembles de documents : les archives municipales, et en particulier la réglementation; les journaux locaux et métropolitains; ainsi que les répertoires biographiques et les annuaires. Les données que nous en avons tirées ont été organisées et croisées grâce à un système de fiches électroniques. Le dernier ensemble nous a permis d'identifier les acteurs oeuvrant au sein des gouvernements étudiés. Les archives municipales et la réglementation nous ont donné l'occasion de suivre leurs actions. Enfin, les journaux nous ont offert une fenêtre par laquelle nous avons pu observer l'impact de ces actions et les réactions qu'elles ont suscitées au sein de la population.

Des gouvernements autonomes

Nous voulions d'abord savoir quels sont les acteurs à l'origine du développement des trois banlieues étudiées, quels sont leurs desseins et comment ces desseins transparaissent dans les gouvernements qui prennent forme.

Alors que les municipalités sont souvent décrites comme les créatures des provinces, nous avons démontré que, durant la période étudiée, elles bénéficient non seulement d'une grande autonomie par rapport aux paliers de gouvernement fédéral et provincial, mais qu'elles occupent des champs d'activités qui leur permettent d'agir très concrètement dans la vie de leurs habitants. Et alors que l'historiographie montréalaise décrit traditionnellement les

gouvernements municipaux suburbains comme particulièrement vulnérables à l'influence de différents acteurs économiques et spécialement des promoteurs, qui sont décrits comme les principaux acteurs du développement urbain de l'île, nous avons démontré que si cette analyse vaut largement pour les banlieues ouvrières ou industrielles, elle ne s'applique pas aussi bien aux banlieues bourgeoises.

Au contraire, à Westmount et à Pointe-Claire, les gouvernements municipaux se développent et se consolident *en réaction* à l'activité des promoteurs, pour en encadrer ou en limiter la portée. Cette réaction est surtout le fait, dans le premier cas, de banlieusards bourgeois soucieux de préserver la qualité de leur milieu et, dans le second, d'élites villageoises s'inquiétant de l'intégrité territoriale de leur municipalité. À Mont-Royal, c'est tout le contraire : un unique promoteur, la *Canadian Northern Railway*, se saisit du gouvernement municipal et y exerce une influence écrasante, le privant, du moins au départ, de toute autonomie. Mais, comme dans le cas de Westmount et de Pointe-Claire, cette entreprise n'a pas l'intention de laisser de petits promoteurs agir à leur guise sur le territoire de la municipalité dont elle a l'intention de contrôler étroitement le développement.

Les trois municipalités étudiées sont donc dotées d'une autonomie indéniable face à un gouvernement provincial encore très peu interventionniste. Même si elles dépendent des promoteurs pour leur développement, les municipalités de Pointe-Claire et de Westmount se positionnent rapidement de manière à encadrer leurs activités et à s'assurer que ce développement se fasse selon certains standards. Même si la municipalité de Mont-Royal est sous le contrôle presque total de la *Canadian Northern Railway*, il est clair que l'entreprise partage cet objectif.

Une démocratie bourgeoise

Notre attention s'est ensuite portée sur la nature des régimes politiques qui se mettent en place dans ces municipalités, sur l'identité des élus qui y œuvrent, sur les modalités de leur accession au pouvoir et sur la culture politique dont ils font la promotion.

L'historiographie a fait assez peu de cas du gouvernement des banlieues de Montréal, se concentrant surtout sur la vie politique animée de la ville centrale. Et pourtant! Des régimes politiques singuliers sont mis en place dans les banlieues étudiées, des régimes que la bourgeoisie adapte à ses valeurs et à ses objectifs.

Notre analyse du personnel politique suburbain nous a permis de constater que, s'il ne diffère pas radicalement de celui qui œuvre dans la ville centrale, il reflète bien les caractéristiques des trois localités étudiées. Alors que les élus de Westmount sont majoritairement anglo-protestants, ceux de Pointe-Claire se partagent presque également entre anglophones et francophones. De plus, l'élite villageoise canadienne-française y est bien représentée. De côté de Mont-Royal, plusieurs élus sont étroitement liés à la *Canadian Northern Railway* et on remarque qu'ils appartiennent plus fréquemment à des catégories socioprofessionnelles moins prestigieuses que dans les deux autres municipalités. Plus généralement, ces élus s'inscrivent plus clairement dans le milieu local, ayant une propension moindre à utiliser ce palier de gouvernement comme tremplin pour une carrière politique provinciale ou fédérale, et participant souvent au fonctionnement d'autres institutions locales comme les églises et les commissions scolaires.

Sur le plan électoral, nous avons mis au jour une démocratie municipale ignorée par l'historiographie et qui se distingue de façon originale de celle que l'on observe dans la ville centrale, avec ses partis et ses affrontements spectaculaires, ou dans les autres banlieues de l'île, où l'on retrouve surtout des gouvernements dominés par de petites oligarchies de propriétaires. Dans les banlieues étudiées, les propriétaires – et donc les électeurs – forment une proportion plus importante de la population que dans des banlieues populaires. Leurs gouvernements sont donc à l'image d'une plus grande part de la communauté et reflètent plus fidèlement ses intérêts et ses objectifs. C'est bien entendu surtout le cas à Pointe-Claire et à Westmount, puisqu'à Mont-Royal, pendant la plus grande partie de la période étudiée, les promoteurs et les spéculateurs forment la majorité de l'électorat. Tout de même, dans les années 1930, tout suggère que cette banlieue s'apprête à suivre l'exemple tracé par les deux autres banlieues étudiées.

Quel est cet exemple? À Pointe-Claire et à Westmount, s’inspirant des valeurs et des discours réformistes, mais également d’une volonté marquée d’entretenir la cohésion de la communauté, on évite les affrontements électoraux répétés et on favorise l’élection par acclamation de citoyens dont les compétences, dans le monde des affaires, seraient gage d’efficacité au niveau municipal. Si, à première vue, ce type d’élection se distingue peu de ce qui est observé dans la majorité des municipalités de la province – où les élections par acclamation sont la norme –, il faut ajouter à l’équation le rôle singulier joué par les associations de citoyens. Ces groupes prennent en charge la sélection des candidats, permettent d’évacuer les débats électoraux de l’espace public et de la salle du conseil municipal, puis de les transposer dans un espace mieux contrôlé et encadré, mais vivant et animé. Les associations servent, dans ce contexte, de soupapes à la communauté. Lorsque des scrutins ont lieu, c’est que ce mécanisme n’a pas fonctionné ou est contesté, comme ce sera occasionnellement le cas. Mais, clairement, à Westmount et à Pointe-Claire, ce régime fait l’unanimité, même s’il prend des formes différentes.

Dans le premier cas, l’association de citoyens tâche de rassembler la population de l’ensemble de la municipalité, de l’engager à participer à la vie collective dans un cadre harmonieux, favorable à la cohésion. Les associations qui oeuvrent à Pointe-Claire partagent ces objectifs, mais représentent des secteurs particuliers de la municipalité et, s’ils contribuent à entretenir la cohésion sociale, c’est au sein de ces sous-ensembles qui sont souvent les plus actifs pour ce qui est de construire et de réaliser l’idéal suburbain. À Mont-Royal, à mesure que les terrains sont vendus et que la population et ses besoins croissent, l’influence de la *Canadian Northern Railway* va en diminuant. Au début des années 1930, une association de citoyens prend forme et s’engage dans un mode de gouvernance similaire.

D’ailleurs, si la municipalité joue un rôle central dans les trois banlieues, elle partage la scène politique avec d’autres acteurs. Les associations de citoyens ne se contentent pas de nommer des candidats : au cours de la période étudiée, elles se font les porte-parole des besoins de la population et contribuent par là à la construction de l’idéal suburbain auquel elles aimeraient voir leur milieu se conformer. Elles contribuent également au développement de la sociabilité locale par l’entremise d’une pléiade d’activités sociales et culturelles (bals,

compétitions sportives, conférences, etc.). Les citoyens – et par là nous entendons surtout les propriétaires – n’attendent d’ailleurs pas les associations pour s’exprimer. Ils disposent d’un certain nombre de forums où ils peuvent exercer leur influence. Le conseil municipal en est un, mais ils peuvent également compter sur une presse locale qui, si elle est parfois éphémère, est extrêmement active et joue un rôle central dans la vie politique locale. Elle est à la fois forum de discussion, outil de transmission d’informations et chien de garde de ce que ses éditeurs et journalistes conçoivent comme le bien commun.

Les régimes qui se mettent en place dans les banlieues étudiées répondent donc de manière originale aux besoins de la bourgeoisie qui vient y résider. Compte tenu de l’homogénéité idéologique relative du groupe, du moins en ce qui concerne les affaires locales, ces gouvernements ne sont pas des arènes où s’affrontent points de vue et partis, mais des administrations où l’on privilégie l’efficacité, la transparence et l’accessibilité. Dans ces municipalités exemptes de plusieurs des problèmes sociaux et économiques avec lesquels doit composer la ville centrale, les membres de la bourgeoisie sont libres d’appliquer certains des principes qui avaient guidé l’action du mouvement réformiste : séparation des fonctions administratives et politiques, publication d’états de compte et de rapports annuels détaillés, adoption de mesures destinées à lutter contre le favoritisme et la corruption, etc. En d’autres mots, dans leur administration même, ces municipalités cherchent à se distinguer, à en offrir plus à un électorat qui ressemble parfois beaucoup plus à une assemblée d’actionnaires.

Agir sur le milieu

La recherche de l’agrégation, de l’entre-soi ou de la communauté, c’est tout à la fois la recherche de la ressemblance et de la différence : ressemblance des membres de la communauté, homogénéité de son milieu; et distinction par rapport aux communautés qui l’entourent. Dans le cas de la bourgeoisie, cette notion de distinction prend un double sens : distinction comme action de distinguer, de reconnaître quelque chose pour différent, mais également distinction comme marque de supériorité et de raffinement, qui place ses membres au-dessus du commun des mortels. C’est vers cette double recherche de la distinction que se

tournent les gouvernements étudiés et c'est cet aspect de son action qui a retenu notre attention.

On cherche d'abord à offrir aux citoyens des services urbains de base (aqueduc, égout, routes, trottoirs, éclairage) de la plus haute qualité. Cette volonté se traduit, à Westmount et à Pointe-Claire, par des conflits importants avec les entreprises privées qui monopolisent certains de ces services dans la région, conflits qui témoignent de l'importance qu'accordent les municipalités bourgeoises à leur autonomie dans les domaines d'activités qui leurs permettent de se distinguer. Si ces affrontements ne se concluent pas toujours par des victoires, ils contribuent, particulièrement à Westmount, au développement d'un intérêt croissant du gouvernement local pour la municipalisation des services et l'élargissement de ses champs d'activités.

Les banlieues étudiées vont également légiférer sur le cadre bâti. Si les premières normes de construction servent surtout à lutter contre les incendies et les épidémies, elles en viennent rapidement à servir d'autres fins. En imposant des normes de construction exigeantes, on s'assure non seulement de la qualité des maisons qui seront érigées sur le territoire, mais également du statut socioéconomique de ceux qui les habiteront. Ces normes de constructions se raffinent et se complexifient au cours des années à Westmount, puis, plus tardivement à Mont-Royal. D'ailleurs, ces deux municipalités finissent par mettre sur pied des commissions architecturales qui exercent un contrôle encore plus serré sur l'apparence et les caractéristiques des bâtiments érigés sur leur territoire. Ces normes de meurent forcément plus souples à Pointe-Claire, à cause de la présence de milieux très différents les uns des autres. Dans les trois cas, cette différenciation du territoire est éventuellement gérée par des plans de zonage qui permettent non seulement de s'assurer de la basse densité et du caractère résidentiel de la majeure partie du territoire, mais de contrôler étroitement la présence d'activités ne se conformant pas à ces caractéristiques (immeubles d'appartements, commerces, industries). Dans les trois cas, on en trouve tout de même la porte à ces activités, à ces nécessaires exceptions, que l'on tâche de confiner dans des zones plus urbanisées.

Ces banlieues se distinguent également par un intérêt marqué pour la qualité esthétique de leur environnement. En plus de mesures destinées plus généralement à assurer la propreté, elles adoptent des politiques plus ciblées qui favorisent la présence d'une nature apprivoisée, qu'il s'agisse de la plantation d'arbres, de l'aménagement de terre-pleins, de parcs ou de terrains de jeu.

Tout au long de la période, on observe donc une évolution des projets suburbains qui se construisent dans les trois municipalités étudiées. Dans les trois cas, il y a un raffinement progressif des normes de construction, qui demeurent beaucoup plus sévères à Westmount et à Mont-Royal qu'à Pointe-Claire, mais qui dans l'ensemble deviennent plus exigeantes et plus complexes. L'adoption de plans de zonages de plus en plus élaborés témoigne également d'une sensibilité urbanistique de plus en plus poussée, d'une vision de la banlieue qui se traduit par une plus grande homogénéité sur le plan physique et par une stricte ségrégation des fonctions sur le territoire. La présence de la nature est administrée de la même façon : on lui réserve des espaces bien définis et réglementés. Bref, sur le plan physique, l'idéal suburbain en vient à reproduire une spécialisation de l'espace que l'on retrouve, à plus grande échelle, dans la ville centrale. On s'assure également que ce milieu, dominé par des habitations unifamiliales, soit bien délimité, propre, ordonné et plaisant aux sens.

Agir sur la population

L'action de ces gouvernements suburbains se prolonge sur le plan social, où on observe un raffinement parallèle des mesures prises pour s'assurer non seulement d'une certaine homogénéité socioéconomique et culturelle, nécessaires à la cohésion sociale de la communauté, mais également de la promotion d'une certaine idée de la moralité ou du moins du comportement dans l'espace public.

Dans ce contexte, licences, taxes et permis, même s'ils sont d'abord des sources de revenus, remplissent une fonction importante de filtrage social. Ils permettent de déterminer quelles sont les activités commerciales ou ludiques qui sont acceptables et dans quelles circonstances, puis d'encadrer étroitement, lorsque cela est nécessaire, celles qui son t

permises. Si des industries comme l'abattage d'animaux et la fabrique de colle font l'objet de contrôles dans la majorité des municipalités, surtout à cause de leurs conséquences nocives sur l'environnement, les banlieues étudiées vont plus loin et sévissent contre des activités associées à une certaine dissipation morale, comme les cirques, les débits de boisson, les salons de billard, etc. De même, certaines activités pratiquées par des membres des classes populaires d'abord tolérées finissent par être interdites, par exemple la présence de chiffonniers à Westmount.

Plus tardivement, mais avec moins de subtilité, ces gouvernements définissent un nombre important de normes et de nuisances qui visent d'abord et avant tout à imposer un ordre particulier dans l'espace public. Ordre, paix et tranquillité sont les mots d'ordre à cet égard, des qualités qui sont rapidement rattachées à l'idéal suburbain. Pointe-Claire est la plus souple en la matière et prend peu de mesures qui se distinguent, mais Westmount, à l'opposé, fait preuve d'une vigilance croissante au fil des années, réglementant de plus en plus sévèrement le comportement des individus dans l'espace public, et mêlant même à cette réglementation des éléments qui complètent une morale bourgeoise enseignée et vécue dans le milieu familial ou à l'école. Mont-Royal s'inspirera d'ailleurs beaucoup plus de ce modèle et finira par imiter la majorité de ces mesures.

Dans le domaine socioculturel, les municipalités étudiées n'agissent toutefois pas seulement par la négative. Westmount, en particulier, offre des services qui contribuent non seulement à une sociabilité accrue de sa population – nous pensons ici à Victoria Hall –, mais également à un accès plus grand aux livres, à la culture, par l'entremise de sa bibliothèque publique. Ces institutions accentuent un peu plus son caractère distinct, mais également l'étendue du champ d'action associé à la municipalité. Lorsque la crise économique des années 1930 ébranle les économies occidentales, cette expérience servira Westmount. Pour ces municipalités et les projets qui les sous-tendent, la dépression constitue un défi considérable. Et alors que les effets de la crise sur la ville de Montréal et sur plusieurs de ses quartiers ouvriers ont fait l'objet d'études de grande qualité, la misère des riches, elle, a été presque complètement ignorée de l'historiographie.

Nous avons contribué à remplir ce vide en démontrant que les banlieues bourgeoises en ressentent très concrètement les effets, c'est particulièrement le cas à Pointe-Claire, mais surtout qu'au moins l'une d'entre elles, Westmount, réagit à la crise avec une vigueur et une créativité exceptionnelles. Plus globalement, ce qui est particulier dans le cas de ces banlieues cossues, c'est qu'elles doivent composer avec les répercussions sur l'idéal suburbain, sur la cohésion de la communauté de cette irruption soudaine d'une pauvreté et de problèmes sociaux desquels elles se croyaient à l'abri. C'est certainement cet ébranlement qui pousse Westmount à réagir aussi énergiquement.

Elle suit d'abord l'exemple des autres municipalités de l'île, offrant de l'assistance indirecte aux chômeurs et laissant l'assistance directe entre les mains d'organismes privés qu'elle contribue à financer. Mais à partir de 1933, à l'instar de Montréal, elle prend en charge l'entièreté de ces services, auxquels s'ajoute une batterie de mesures visant les chômeurs et ceux qui en dépendent. Ce train de mesures ne se poursuivra pas au-delà de ce contexte exceptionnel. Il témoigne néanmoins à la fois de l'empressement du gouvernement local à s'assurer de la cohésion de la communauté en y ramenant une homogénéité socioéconomique que menaçait la crise, à la fois de sa flexibilité et de sa créativité impressionnantes. À Westmount plus que dans les deux autres communautés étudiées, le conseil municipal dispose de la volonté et des moyens d'étendre considérablement son champ d'activité pour contribuer à l'édification d'une communauté distincte et se conformer à un idéal suburbain qu'il contribue à construire.

Certaines des mesures que nous avons évoquées dans cette section centrale de notre thèse étaient connues. Là où nous innovons et contribuons à l'historiographie, c'est en les mettant en rapport avec le projet global qui les sous-tend et l'idéal qu'elles contribuent à construire. Ainsi, dans les trois banlieues étudiées, élus et électeurs œuvrent à créer un milieu physique et social distinct et distingué, où se reflète une volonté de vivre ensemble, de créer et d'entretenir un entre-soi bourgeois dont le gouvernement municipal est à la fois le créateur et le garant. L'action de ce gouvernement permet de donner forme, mais aussi de contribuer à définir un idéal suburbain dont s'inspireront ou que chercheront à imiter promoteurs, politiciens et citoyens d'autres localités.

Des sociétés distinctes

À travers l'action des gouvernements suburbains bourgeois, nous avons démontré qu'un milieu particulier est créé. Quel sens donne-t-on à ce milieu? En quoi sert-il de base à un cadre identitaire distinct? Et quelle est la teneur de cette identité? Ce sont des questions auxquelles nous avons répondu en étudiant les discours émanant de ces banlieues, car ce n'est pas tout de se distinguer dans les faits, encore faut-il expliciter cette différence. Ici aussi, notre thèse innove en s'intéressant non seulement à la façon dont les discours suburbains se construisent, mais au rôle contradictoire qu'y joue la ville centrale.

L'énergie que déploie le gouvernement municipal de Westmount lui mérite une place importante dans les discours qui émanent de cette banlieue et le dépeignent comme un modèle du genre. C'est une proposition à laquelle font d'ailleurs écho certains discours observés dans d'autres banlieues de la ville, où Westmount fait souvent figure d'incarnation de l'idéal suburbain bourgeois auquel on essaie de se rattacher. Plus largement, les discours observés confirment que les trois municipalités étudiées s'abreuvent, au niveau des représentations, à des sources communes. On y met l'accent sur leur caractère résidentiel, sur les services urbains modernes et de grande qualité qu'on y retrouve, et qui sont à l'égal de ceux que l'on retrouve dans la ville centrale. La nature y apparaît, mais il s'agit d'une nature aménagée, domestiquée, qui remplit surtout un rôle esthétique. Les banlieues y apparaissent d'abord comme des espaces urbains que l'on aurait purifiés des tares de la ville industrielle, des tares que l'on associe fréquemment à la ville centrale.

Montréal joue ainsi un rôle très particulier dans les discours suburbains. Plusieurs de ces discours reprennent intégralement des critiques mille fois répétés par les membres du mouvement réformiste (qui se confondent d'ailleurs très souvent avec les banlieusards qui prennent ainsi la parole) et qui semblent utilisées ici non seulement pour attaquer la ville centrale, mais encore pour légitimer l'exode des élites vers les banlieues. Montréal est ainsi administré par des hommes incompetents ou corrompus, elle est malpropre et polluée, mais surtout, elle regarde avec envie en direction des banlieues bourgeoises.

Parallèlement, la ville centrale demeure le noyau économique, social et culturel autour duquel gravitent les banlieues. En conséquence, on retrouve presque autant de discours qui célèbrent la grandeur financière, commerciale et industrielle de la cité, son influence sur le plan national. La contradiction n'est qu'apparente comme le démontre le rôle que jouent les banlieues bourgeoises dans le processus de métropolisation de la région montréalaise.

La lutte pour l'autonomie suburbaine

Comme nous l'avons expliqué, lors de la mise en place d'une première structure de gouvernement métropolitain sur l'île de Montréal, au début des années 1920, les banlieues bourgeoises jouent un rôle qui reflète cette ambiguïté. Certes, la menace d'annexion qui pèse sur certaines d'entre elles contribue grandement à les amener à la table de négociation, comme le suggère l'attitude beaucoup plus intransigeante de Pointe-Claire et le désintérêt relatif de Mont-Royal.

Westmount, rejoignant en cela Outremont, Montréal-Ouest et Montréal-Est, participe toutefois activement aux négociations qui mènent à la création de la Commission métropolitaine de Montréal. À cette occasion, comme dans les années qui vont suivre et qui vont la voir apporter son appui financier et politique à la promotion d'un régime de type fédéral pour l'île, cette banlieue se montre ouverte à une métropolisation dont le Montréal économique dans lequel elle se reconnaît ne pourrait que bénéficier. À l'opposé, elle souhaite tenir à l'écart le Montréal politique, dont elle a constamment noirci les traits pour justifier sa propre existence. Comme nous espérons l'avoir démontré, en agissant de la sorte, Westmount et ses alliés n'ont qu'une priorité : s'assurer que les municipalités suburbaines conservent un degré d'autonomie élevé dans les champs d'activités locaux ou, en d'autres mots, s'assurer de conserver un contrôle plein et entier sur les instruments de pouvoir qui lui ont permis de se construire comme communauté suburbaine bourgeoise.

La banlieue : au passé, au présent et au futur

Dans les décennies qui suivent la Deuxième Guerre mondiale, la banlieue de l'ère de l'automobile se propage rapidement sur l'île de Montréal et au-delà. Plusieurs secteurs de Pointe-Claire vont être touchés, tandis que Mont-Royal va poursuivre un développement qui s'inscrivait déjà en partie dans cette nouvelle suburbanité. Westmount, dont la presque totalité du territoire est déjà occupée, s'en ressentira beaucoup moins. Toutes trois, elles conservent toutefois un caractère privilégié, même si la petite bourgeoisie finit par s'y confondre ça et là avec une haute classe moyenne.

Entre-temps, la société québécoise connaît d'intenses bouleversements. Dans la région de Montréal, la question linguistique va rapidement devenir la source de tensions et de conflits qui contribuent à une reconfiguration du cadre et du langage utilisés pour interpréter et décrire les relations politiques au sein de la communauté montréalaise. Lorsque le gouvernement du Parti québécois propose, à la toute fin du XX^e siècle, une nouvelle réforme des structures métropolitaines, les banlieues de l'île vont de nouveau se mobiliser. Quand il apparaît clairement que cette réforme menace leur autonomie politique, elles s'engagent dans un affrontement qui se prolongera durant plusieurs années. Une fois la réforme mise en œuvre, plusieurs d'entre elles baisseront les bras, mais la majorité des banlieues bourgeoises s'acharneront et parviendront à faire sécession de la nouvelle ville créée par la réforme à la grandeur de l'île.

Dans les débats qui ont lieu tout au long de cette période, il ne faut pas attendre longtemps pour que la carte linguistique soit jouée, les banlieues bourgeoises se présentant comme les dernières assises institutionnelles de la communauté anglo-québécoise, leurs adversaires les accusant de vouloir s'enfermer dans un ghetto linguistique. Il y en aura d'autres pour parler des raisons économiques et fiscales qui poussent ces banlieues cossues à refuser de s'engager dans un partage équitable des revenus. Ces arguments ne survivent pas très bien à l'analyse. La communauté anglo-montréalaise ne s'est jamais concentrée ailleurs que dans la ville centrale. Et même si elles ne le font pas toujours avec le sourire, les banlieues bourgeoises se sont engagées dès le milieu des années 1930 et à de nombreuses

reprises par la suite dans différents pactes fiscaux prévoyant une répartition des revenus entre la ville centrale et ses banlieues. Ce que les communautés bourgeoises étudiées veulent préserver en luttant ainsi contre la plus récente réforme métropolitaine, c'est le mode de gouvernance que nous avons mis au jour et qui leur ont permis de voir le jour. Sans porter de jugement à ce sujet, il est clair qu'elles n'accepteront jamais de s'intégrer politiquement à l'ensemble métropolitain tant et aussi longtemps que ne leur sera pas assurée l'autonomie nécessaire à la persistance de cette manière de se gouverner. Comme en témoigne néanmoins leur intérêt continu pour des régimes de gouvernement métropolitains qui respectent cette autonomie (Westmount, 1971), elles demeurent prêtes à jouer le jeu de la métropolisation, mais selon leurs règles.

Que dire du futur des études suburbaines alors? Il est clair qu'un plus grand nombre de recherches devraient être consacrées à l'étude des banlieues bourgeoises. À un moment où de nombreux chercheurs considèrent que les frontières se brouillent entre les différentes composantes des régions métropolitaines, voilà des communautés qui s'attachent à marquer la différence, à bien délimiter leur territoire. Plus largement, alors que le processus de suburbanisation continue à faire sentir ses effets, il n'a pas livré tous ses secrets. Comme l'ont récemment suggéré Ruth Mc Manus et Philip J. Ethington (2007), et comme l'ont démontré, plus près de nous, les chercheurs du Groupe interdisciplinaire de recherche sur les banlieues (Fortin, Després et Vachon, 2002), il serait probablement temps de consacrer autant d'énergie à l'étude du vieillissement, des transformations et des réinventions des banlieues, qu'à l'étude de leurs débuts. Dans ce contexte, il serait certainement pertinent de poursuivre, par exemple, l'étude de Westmount, de Pointe-Claire et de Mont-Royal au-delà de la période couverte ici. Une autre avenue prometteuse serait d'interpréter, comme nous l'avons fait, la suburbanisation bourgeoise comme mode d'insertion des élites dans l'espace urbain et de voir comment cette insertion diffère d'un pays ou d'un continent à l'autre, par exemple en comparant la banlieue nord-américaine aux quartiers chics centraux qui sont plus souvent la norme dans les villes européennes. Enfin, souhaitons que plus de chercheurs se consacrent à l'étude des gouvernements municipaux de villes autres que les grands centres. Comme nous espérons l'avoir largement démontré, le palier municipal n'est pas dénué d'autonomie ou d'intérêt.

Appendice A – Grille d’analyse des règlements municipaux

Catégories	Sous-catégories
1. Régime politique et administratif	a) système électoral b) organisation administrative c) fonctionnement du conseil Ex. : cour du recorder, mesures contre la corruption.
2. Fiscalité	a) principes de fiscalité b) taxes Ex. : taxes foncières spéciales et générales, taxes d’affaires et licences, permis.
3. Services aux terrains (travaux d’infrastructure et endettement)	a) les politiques (normes de construction, processus décisionnel, répartition des charges financières,...) b) décisions d’effectuer un projet c) règlement d’emprunt et administration de la dette Ex. : construction de rues, de trottoirs et d’égouts, ouverture et fermeture de rue.
4. Services aux personnes	a) protection publique b) aqueduc c) transport des personnes d) énergie e) collecte des ordures ménagères f) santé publique g) récréation Ex. : parc et récréation, utilités publiques.
5. Urbanisme	a) code de construction b) contrôle de l’utilisation du sol c) embellissement, aménagement du territoire Ex. : lutte aux incendies et épidémies, mesures aménagistes, toponymie, zonage.
6. Promotion industrielle et économique	
7. Activités judiciaires	a) réglementation du comportement des individus b) réglementation des activités à caractère économique c) protection de la qualité de vie d) peines pour contravention aux règlements Ex. : nuisances publiques, comportement individuels, santé publique

Source : Collin, 1982 : 125.

Appendice B – classement socioprofessionnel

Voici la liste des catégories que nous avons retenues dans la grille de traitement des données professionnelles élaborée par Gérard Bouchard en 1996. Il s'agit évidemment d'une version simplifiée d'une grille bien plus large, mais dans le cadre de cette étude, nous n'avons pas besoin d'un tel degré de précision.

1. Dirigeants de grandes entreprises. On regroupe ici toutes les fonctions de direction ou de gérance d'établissements du secteur privé dont le rayonnement est supra-municipal.

2. Hauts fonctionnaires. Administrateurs exerçant des fonctions de direction dans des organismes publics ou parapublics à vocation supra-municipale. Nous y intégrons aussi les députés, conseillers législatifs et sénateurs.

3. Semi-indéterminés. Cette catégorie résiduelle des deux précédentes est utilisée lorsqu'il est impossible de préciser le statut (public, privé) de l'unité de gestion.

4. Petits commerçants et industriels. Groupe analogue à celui de la catégorie 1. La différence réside dans le rayonnement purement local ou municipal des entreprises concernées.

5. Fonctionnaires locaux. Ce sous-ensemble fait le pendant de la catégorie 2, à l'échelle locale.

6. Semi-indéterminés. Catégorie résiduelle des deux précédentes. Le statut de l'unité de gestion est inconnu.

7. Gens d'affaires. Il s'agit d'une catégorie résiduelle – et donc semi-indéterminée – des groupes 1 et 4, utilisée lorsqu'on ignore le rayonnement de l'entreprise au sein de laquelle s'exerce la tâche.

8. Professions libérales . Sont regroupées dans cette catégorie toutes les tâches traditionnellement désignées par le vocable « professions libérales », principalement : religieux, avocats, notaires, médecins, ingénieurs, arpenteurs. Selon les termes de notre matrice, ce sont des tâches non manuelles à haut niveau de difficulté et de responsabilité, dont le rayonnement géographique est indéterminé ; elles relèvent du domaine privé et s'exercent dans le secteur des services.

9. Administrateurs publics. Comme la catégorie 7, cette catégorie est utilisée lorsqu'on ignore le rayonnement de l'administration au sein de laquelle s'exerce la tâche.

10. Semi-indéterminés. Catégorie résiduelle des trois précédentes. Le statut de l'unité de gestion est inconnu.

11. Cadres intermédiaires. Entre les hautes fonctions de direction d'une entreprise ou d'une administration et les fonctions d'exécution au sens le plus strict, s'insère le groupe des cadres intermédiaires : chefs de service, inspecteurs, Responsables de département et autres. Ces intitulés renvoient à des tâches auxquelles est associée une part de responsabilité, celle-ci s'exerçant toutefois dans une sphère limitée par la hiérarchie de l'entreprise ou de l'unité administrative.

12. Cols blancs qualifiés. Sont ici regroupées toutes les tâches non manuelles qui présentent un haut degré de difficulté technique, mais qui ne comportent pas en elles-mêmes de responsabilité de gestion. C'est le cas des actuaire, des « aides sociales », des archéologues, des conseillers en relations industrielles.

13. Semi-indéterminés. Catégorie résiduelle des nos 1 à 12. Le niveau de responsabilité de gestion est inconnu.

14. Cols blancs semi- et non qualifiés. Toutes les tâches à dominante non manuelle dont le niveau de complexité est considéré comme bas sont regroupées dans cette catégorie. On y retrouve des commis-vendeurs, des techniciens, des gardes-barrière, etc.

15. Semi-indéterminés. Catégorie résiduelle des nos 1 à 14. Le degré de difficulté technique est inconnu.

16. Cultivateurs et professions assimilées. Par cultivateurs, nous désignons des titulaires de tâches manuelles à haut niveau de complexité, fournisseurs de produits alimentaires non transformés ou semi-finis, relevant du secteur primaire.

[...]

19. Ouvriers qualifiés. La différence entre ce groupe et celui des artisans [défini comme « les professions manuelles caractérisées par un haut niveau de complexité et de responsabilité et qui s'exerce dans le secteur de la production de produits finis ou dans des activités apparentées »] réside dans le fait que les professions rassemblées ici ne comportent pas de responsabilité de gestion.

Source : Bouchard, 1996 : 55-57.

SOURCES DOCUMENTAIRES

1. Fonds institutionnels

Pointe-Claire. Archives de Pointe-Claire (APC).

Minutes du Conseil municipal du village de Saint-Joachim de la Pointe-Claire (1910-1911)

Minutes du Conseil municipal de la Ville de Pointe-Claire (1911-1939)

Règlements de la Ville de Pointe-Claire (1911-1939)

Ville de Mont-Royal. Archives de Ville de Mont-Royal (AVMR).

Minutes of the regular meetings of the Municipal Council of the Town of Mount Royal (1913-1939)

Municipal By-Laws (1913-1939)

Westmount. Archives de Westmount. (AWM)

Procès-verbaux des réunions du conseil municipal (1890-1939)

Rapports annuels (1890-1939)

Municipal By-laws (1880-1939)

2. Sources imprimées

[s.a.] 1894. *Montreal Illustrated 1894, Its Growth, Resources, Commerce, Manufacturing Interests, Financial Institutions, Educational Advantages and Prospects : Also Sketches of the Leading Business Concerns Which Contribute to the City's Progress and Prosperity : a Brief History of the City From Foundation to the Present Time* . Montréal : The Consolidated Illustrating Co, 1894, 360 p.

[s.a.]. 1914. *The Mount Royal Tunnel, Montreal, Quebec Canada, Being Built by MacKenzie, Mann & Company, Limited for The Canadian Northern Montreal Tunnel and Terminal Co. Limited as an Entry Into Montreal for The Canadian Northern Railway*. [s.l.] : [s.n.], 45 p.

[s.a.]. *Lovell's Montreal Directory* (1880-1939). En ligne :
[<http://bibnum2.bnquebec.ca/bna/lovell/index.html>]. Page consultée le 22 mars 2008.

Atherton, William H. 1914. *Montreal, 1535-1914*. Montréal : Clarke, 3 tomes.

Beaubien, Joseph. 1928 . « The Borough Principle. Traffic Con gestion Will Soon Bring Matters to a Head in Montreal » dans Frederick Wright, dir. *A Symposium of Opinion on the Borough System of Govern ment for Greater Montreal* . Montréal : Municipal Service Bureau, p. 6-7.

- Bell, Arthur F. [1927]. *The Charter of the City of Westmount*. [Westmount] : [s.n.], 268 p.
- Bell, Arthur F., Charles Fraser et E.T. Sampson. 1928. « Municipal Government Systems of England, France and New York » dans Frederick Wright, dir. *A Symposium of Opinion on the Borough System of Government for Greater Montreal*. Montréal : Municipal Service Bureau, p. 13-18.
- Benedict, Charles. 1933. *Westmount in Song & Story*. Westmount : Westmount News Company, 99 p.
- Bray, Gerald. C. 1928. « The Borough System and its Effect on Realty Values » dans Frederick Wright, dir. *A Symposium of Opinion on the Borough System of Government for Greater Montreal*. Montréal : Municipal Service Bureau, p. 9.
- Canada. Bureau fédéral de la statistique. *Recensement, 1881* (microfilm). Ottawa, 1881.
- Canada. Bureau fédéral de la statistique. *Recensement, 1901* (microfilm). Ottawa, 1901.
- Canada. Bureau fédéral de la statistique. *Recensement, 1911*. Ottawa, 1911. En ligne : <http://automatedgenealogy.com/census11/>. Page consultée le 22 mars 2008.
- Edgar, W. S. 1947. « Borough System Essential for Montreal » dans Frederick Wright, dir. *The Borough System of Government for Greater Montreal*. Montréal : Municipal Service Bureau, p. 32-33.
- Goldenberg, H. Carl. 1939. *Finances municipales au Canada. Étude préparée pour la Commission royale des relations entre le Dominion et les provinces*. Ottawa : [Commission royale des relations entre le Dominion et les provinces], 129 p.
- Groves, Hubert. 1914. *History of the City of Westmount*. Westmount : News Publishing Co., 32 p.
- Lighthall, W.D. 1903. *Valedictory of Mayor Lighthall, on Leaving the Mayoralty Chair of Westmount January 22nd, 1903*. Montréal : [s.n.], 4 p.
- , 1907. « Westmount : a municipal illustration » dans *University of Toronto Studies in History and Economics*, vol. 2. Toronto : University of Toronto Library, p. 26-34.
- , 1928. « Thoughts on Proposed Borough System for Greater Montreal » dans Frederick Wright, dir. *A Symposium of Opinion on the Borough System of Government for Greater Montreal*. Montréal : Municipal Service Bureau, p. 31.
- Nantel, Guillaume Alphonse. 1910. *La métropole de demain ou Montréal agrandi et gouverné sur le plan de Paris*. Montréal : Adjutor Ménard, 186 p.

Tellier, Robert. 1932. *Code municipal de la province de Québec. 1916*. Montréal : Wilson & Lafleur, Limitée, 674 p.

Wright, Frederick. 1926. « Le régime municipal des arrondissements ». *La Revue municipale*, 4, 11, p. 380-400.

----- . 1928. « Montreal ». *The American Political Science Review*, 22, 2, p. 381-383.

----- . 1947. *The Borough System of Government for Greater Montreal*. Montréal : Municipal Service Bureau, 40 p.

3. Journaux

Ville de Mont-Royal. *Examiner-courier*. 1933-1934.

Montréal. *The Gazette*.

Pointe-Claire. *Lakeshore Press*. 1926-1939.

Pointe-Claire. *Lakeshore Press=Record*. 1925.

Montréal. *La Patrie*.

Montréal. *Montreal Daily Star*.

Pointe-Claire. *Pointe Claire Record*. 1924-1925.

Ville de Mont-Royal. *Weekly Examiner*. 1929-1933.

Westmount. *Westmount Examiner*. 1935-1939.

Westmount. *Westmount News*. 1907-1921.

RÉFÉRENCES

- Ames, Herbert Brown. 1897. « *The City Below the Hill* ». *A sociological study of a portion of the City of Montreal, Canada*. Montréal : Bishop Engraving and Printing Company, 87 p.
- Anderson, Benedict. 1983. *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. Londres : Verso, 224 p.
- Archer, John. 1988. « Ideology and Aspiration. Individualism, the Middle Class, and the Genesis of the Anglo-American Suburb ». *Journal of Urban History*, 14, 2, p. 214-253.
- Aubin, Henry. 2004. *Who's Afraid of Demergers ? The Straight Goods on Quebec's Megacities*. Montréal : Véhicule Press, 161 p.
- Aubin des Roches, Caroline. 2004. « Représentations et pratiques de la villégiature à Montréal au tournant du XXe siècle ». Mémoire de M.A. (histoire), Montréal, Université de Montréal, 122 f.
- Axelrad, Mitchell. 1987. *Ville Mont-Royal : Livret souvenir 75e anniversaire / Town of Mount Royal : 75th Anniversary Souvenir Booklet*. Ville Mont-Royal : Comité du 75^e anniversaire de Ville Mont-Royal, 63 p.
- Baillargeon, Denyse. 2004. *Un Québec en mal d'enfants. La médicalisation de la maternité, 1910-1970*. Montréal : Éditions du remue-ménage, 373 p.
- Beauregard, Ludger. 1984. « Géographie historique des côtes de l'île de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, 73-74, p. 47-62.
- Beckert, Sven. 2001. *The Monied Metropolis. New York City and the Consolidation of the American Bourgeoisie, 1850-1896*. Cambridge : Cambridge University Press, 492 p.
- Bédard, Éric et Julien Goyette. 2006. *Parole d'historiens, Anthologie des réflexions sur l'histoire au Québec*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 481 p.
- Bell, Colin et Howard Newby. 1971. *Community Studies. An Introduction to the Sociology of the Local Community*. Londres : George Allen and Unwin Ltd., 262 p.
- Bell, Daniel. 1999. « Bourgeois ». *The Norton Dictionary of Modern Thought*. New York : W.W. Norton & Company, p. 93-94.
- Berger, Carl. 1970. *The Sense of Power. Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914*. Toronto : University of Toronto Press, 277 p.

- Bérubé, Harold. 2002a. « Commémorer la ville, une analyse comparative des célébrations du centenaire de Toronto en 1934 et du tricentenaire de Montréal en 1942 ». Mémoire de M.A. (histoire), Université de Montréal, 166 f.
- , 2002b. *Les différents visages de Montréal : bilan historiographique*. Montréal : Montréal : ville-région d'Amérique, 93 p.
- Bienvenue, Louise. 1994. « Le rôle du *Victorian Order of Nurses* dans la croisade hygiéniste montréalaise (1897-1925) ». Mémoire de M.A. (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 162 f.
- Billen, Claire. 2006. « Du projet urbanistique idéal aux réalités du terrain. Le cas exemplaire du parc de Saint-Gilles-Forest dans l'agglomération bruxelloise » dans Serge Jaumain et Paul-André Linteau, dir. *Vivre en ville. Bruxelles et Montréal (XIX^e-XX^e siècles)*. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, p. 203-216.
- Binford, Henry C. 1985. *The First Suburbs. Residential Communities on the Boston Periphery, 1815-1860*. Chicago : University of Chicago Press, 304 p.
- Blanchard, Raoul (édition préparée et présentée par Gilles Sénécal). 1992 [1947]. *Montréal, esquisse de géographie urbaine*. Montréal : VLB, 279 p.
- , 1953. *L'ouest du Canada français: Montréal et sa région*. Montréal : Librairie Beauchemin, 401 p.
- Bouchard, Gérard. 1996. *Tous les métiers du monde. Le traitement des données professionnelles en histoire sociale*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 323 p.
- Boudreau, Julie-Anne. 2003. « Questioning the Use of 'Local Democracy' as a Discursive Strategy for Political Mobilization in Los Angeles, Montreal and Toronto ». *International Journal of Urban and Regional Research*, 27, 4, p. 793-810.
- Bourassa, Guy. 1972 [1965]. « Les élites politiques de Montréal : de l'aristocratie à la démocratie » dans Richard Desrosiers, dir. *Le personnel politique québécois*. Montréal, Boréal, p. 117-142.
- Bourbeau, Catherine. 2008. « The Scots in Montreal: The Establishment and Perpetuation of the Scottish Culture, Identity and Memory in a Post-Migratory Urban Context ». Thèse de doctorat (histoire et anthropologie), Aberdeen, University of Aberdeen.
- Bourdieu, Pierre. 1986. « The Forms of Capital » dans J. G. Richardson, dir. *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*. New York : Greenwood Press, p. 241-258.

- . 1993. « Effets du lieu » dans Pierre Bourdieu, dir. *La misère du monde*. Paris : Éditions du Seuil, p. 159-167.
- Bourne, Larry S. 1996. « Reinventing City Suburbs. Old Myths and New Realities ». *Progress in Planning*, 46, p. 163-184.
- Bradbury, Bettina et Tamara Myers, dir. 2005. *Negotiating Identities in 19th- and 20th-Century Montreal*. Vancouver : UBC Press, 310 p.
- Braudel, Fernand. 1993 [1979]. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XV^e-XVIII^e siècles. Tome I. Les structures du quotidien : le possible et l'impossible*. Paris : LGF Le Livre de Poche, 736 p.
- Brueggemann, Robert. 1994. « The Twenty-Three Percent Solution ». *American Quarterly*, 46, 1, p. 31-32.
- Bryce, John Stephen. 1990. « The Making of Westmount : A Study of Landscape and Community Construction. » Mémoire de M.A. (géographie), Montréal, Université McGill, 113 f.
- Burrows, Edwin G. et Mike Wallace. 1999. *Gotham. A History of New York City to 1898* . Oxford : Oxford University Press, 1383 p.
- Caldwell, Gary. 1974. *A Demographic Profile of the English-Speaking Population of Quebec, 1921-1971*. Sainte-Foy : Centre international de recherche sur le bilinguisme, 175 p.
- . 1980. *Anglophone Quebec Outside of the Montreal Area in the Seventies : Socio-demographic Evolution*. Québec : Conseil de la langue française, 40 p.
- Caldwell, Gary et Eric Waddell, dir. 1982. *Les Anglophones du Québec : de majoritaires à minoritaires*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 478 p.
- Champagne, Patrick et Renaud Patry. 2005. « La participation électorale dans les municipalités québécoises ». *Muni-stat*, vol. 1, no 1, juin, 5 p.
- Champion, Tony. 2001. « Urbanization, Suburbanization, Counterurbanization and Reurbanization » dans Ronan Paddison, dir. *Handbook of Urban Studies*. Londres : Sage Publications, p. 143-161.
- Charle, Christophe. 1991. « Où en est l'histoire sociale des élites et de la bourgeoisie ? Essai de bilan critique de l'historiographie contemporaine ». *Francia*, 18, 3, p. 123-134.
- Choko, Marc H. 1988. *Une cité-jardin à Montréal : la Cité-jardin du tricentenaire, 1940-1947*. Montréal, Éditions du Méridien, 169 p.

- Choko, Marc H., Jean-Pierre Collin et Annick Germain. 1986. « Le logement et les enjeux de la transformation de l'espace urbain : Montréal, 1940-1960 (première partie) ». *Revue d'histoire urbaine / Urban History Review*, 15, 2, p. 127-136.
- , 1987. « Le logement et les enjeux de la transformation de l'espace urbain : Montréal 1940-1960 (deuxième partie) ». *Revue d'histoire urbaine / Urban History Review*, 15, 3, p. 243-253.
- Christie, Nancy. 2000. *Engendering the State. Family, Work, and Welfare in Canada*. Toronto : University of Toronto Press, 459 p.
- Clark, Samuel D. 1966. *The Suburban Society*. Toronto : University of Toronto Press, 233 p.
- Clavette, Suzanne. 1986. « Des bons aux chèques : aide aux chômeurs et crise des années 1930 à Verdun ». Mémoire de M.A. (histoire) : Université du Québec à Montréal, 364 f.
- Cohen, Anthony P. 1995 [1985]. *The Symbolic Construction of Community*. Londres : Routledge, 128 p.
- Coleman, James C. 1988. « Social Capital in the Creation of Human Capital ». *American Journal of Sociology*, 94, p. 95-119.
- Collin, Jean-Pierre. 1982. « Pouvoir municipal et enjeux politiques locaux dans la paroisse de Montréal, de 1871 à 1921. Étude de la formation des banlieues, de l'incorporation de nouvelles municipalités et de leur activité réglementaire. » Mémoire de M.A. (sciences politiques), Université du Québec à Montréal, 210 f.
- , 1984. « La Cité sur mesure: spécialisation sociale de l'espace et autonomie municipale dans la banlieue montréalaise, 1875-1920 ». *Revue d'histoire urbaine / Urban History Review*, 13, 1, p. 19-34.
- , 1986. *La Cité coopérative canadienne-française : Saint-Léonard-de-Port-Maurice, 1955-1963*. Montréal et Québec : Presses de l'Université du Québec, 184 p.
- , 1987. « Lo spazio urbano di Montreal dopo la Seconda Guerra mondiale: cambiamenti e permanenze ». *Storia urbana*, 37, p. 145-168.
- , 1998. « A Housing Model for Lower- and Middle-class Wage-Earners in a Montreal Suburb: Saint-Léonard, 1955-1967 ». *Journal of Urban History*, 24, 3, p. 468-490.
- Collin, Jean-Pierre et Michèle Dagenais. 1997. « Évolution des enjeux politiques locaux et des pratiques municipales dans l'île de Montréal, 1840-1950 » dans Denis Menjot et Jean-Luc Pinol. *Enjeux et expressions de la politique municipale (XII^e-XX^e siècles)*. Paris : L'Harmattan, p. 191-221.

- Collin, Jean-Pierre, Michèle Dagenais et Claire Poitras. 2003. « From City to City-Region : Historical Perspective on the Contentious Definitions of the Montréal Metropolitan Area ». *Canadian Journal of Urban Research*, 12, 1, p. 16-34.
- Collin, Jean-Pierre et Claire Poitras. 2002. « La fabrication d' un espace suburbain : la Rive-Sud de Montréal ». *Recherches sociographiques*, 43, 2, 2002, p. 275-310.
- Contosta, David R. 1992. *Suburb in the City. Chestnut Hill, Philadelphia, 1850-1990*. Columbus : Ohio State University Press, 353 p.
- Cook, Ramsay. 1985. *The Regenerators. Social Criticism in Late Victorian English-Canada*. Toronto : University of Toronto Press, 291 p.
- Cooper, John Irwin. 1969. *Montreal. A Brief History*. Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press, 217 p.
- Copp, Terry. 1979. « Montreal's Municipal Government and the Crisis of the 1930s » dans Alan J. Artibise et Gilbert A. Stelter, dir. *The Usable Urban Past : Planning and Politics in the Modern Canadian City*. Toronto : Macmillan of Canada, p. 112-129.
- Corbet, Elise A. et Lorne G. Simpson. 1994. *Calgary's Mount Royal. A Garden Suburb*. Calgary : City of Calgary, 55 p.
- Corbin Sies, Mary. 1987. « The City Transformed. Nature, Technology and the Suburban Ideal, 1877-1917 ». *Journal of Urban History*, 14, 1, p. 81-111.
- . 1997. « Paradise Retained : An Analysis of Persistence in Planned, Exclusive Suburbs, 1880-1980 ». *Planning Perspectives*, 12, p. 165-191.
- . 2001. « North American Suburbs, 1880-1950. Cultural and Social Reconsiderations ». *Journal of Urban History*, 27, 3, p. 313-346.
- Crossick, Geoffrey. 1998. « La bourgeoisie britannique au 19^e siècle. Recherches, approches, problématiques ». *Annales HSS*, 6, p. 1089-1130.
- Dagenais, Michèle. 1992. *La démocratie à Montréal*. Montréal : Ville de Montréal, 51 p.
- . 1996. « Vie culturelle et pouvoirs publics locaux. La fondation de la Bibliothèque municipale de Montréal ». *Revue d'histoire urbaine / Urban History Review*, 23, 2, p. 40-56.
- . 2000. *Des pouvoirs et des hommes. L'Administration municipale de Montréal, 1900-1950*. Montréal : McGill-Queen's University Press, 204 p.

- , 2005. « Fuir la ville : villégiature et villégiateurs dans la région de Montréal, 1890-1940 ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 58, 3 (hiver), p. 315-345.
- , 2006. *Faire et fuir la ville. Espaces publics de culture et de loisirs à Montréal et Toronto aux XIX^e et XX^e siècles*. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval, 264 p.
- , 2008. « Le territoire municipal : un produit de l'ordre libéral ? » dans Jean-François Constant et Michel Ducharme, dir. *The Liberal Order Framework in Canadian History*. Toronto : University of Toronto Press, [sous presses].
- Dagenais, Michèle et Caroline Durand. 2006. « Cleaning, Draining and Sanitizing the City : Conceptions and Uses of Water in the Montreal Region » . *The Canadian Historical Review*, 87, 4 (décembre), p. 621-651.
- Dahl, Robert A. 1998. *On Democracy*. New Haven : Yale University Press, 217 p.
- Davidoff, Leonore et Catherine Hall. 1987. *Family Fortunes. Men and Women of the English Middle Class, 1780-1850*. Chicago et Londres : University of Chicago Press, 576 p.
- Davis, Kingsley. 1965. « The Urbanization of the Human Population ». *Scientific American*, 213, p. 40-53.
- Davison, Graeme. 1995. « Australia. The First Suburban Nation? » . *Journal of Urban History*, 22, 1, p. 40-74.
- Dennis, Richard. 1998. « Apartment Housing in Canadian Cities, 1900-1940 ». *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 26, 2, p. 17-31.
- Dickinson, John A. et Brian Young. 2003 . *Brève histoire socio-économique du Québec. Nouvelle édition mise à jour*. Sillery : Septentrion, 452 p.
- Dilworth, Richardson. 2004. *The Urban Origins of Suburban Autonomy*. Cambridge : Harvard University Press, 267 p.
- Dilworth, Richardson et Kathryn Trevenen. 2004. « When Cities Get Married . Constructing Urban Space through Gender, Sexuality, and Municipal Consolidation ». *Urban Affairs Review*, 40, 2, p. 183-209.
- Divay, Gérard. 1981. « Les nouveaux espaces résidentiels de Québec : produit, producteurs, système de production ». *Recherches sociographiques*, 22, 2, p. 205-236.
- Divay, Gérard, et Marcel Gaudreau. 1984. *La formation des espaces résidentiels : le système de production de l'habitat urbain dans les années soixante-dix au Québec*. Montréal et Sainte-Foy : INRS-Urbanisation et Presses de l'Université du Québec, 262 p.
- Douglass, Harlan Paul. 1925. *The Suburban Trend*. New York : The Century Co., 340 p.

- Durflinger, Serge M. 2000. *Lest We Forget. A History of the Last Post Fund, 1909-1999*. Montréal : The Last Post Fund, 248 p.
- Dyos, Harold J. 1961. *Victorian Suburb: A Study of Camberwell*. Leicester : University of Leicester Press, 240 p.
- Ebner, Michael H. 1988. *Creating Chicago's North Shore, A Suburban History*. Chicago : University of Chicago Press, 338 p.
- Fijalkow, Yankel. 2004 [2002]. *Sociologie de la ville*. Paris : La Découverte, 123 p.
- Fishman, Robert. 1987. *Bourgeois Utopias. The Rise and Fall of Suburbia*. New York : Basic Books, 241 p.
- Fong, William. 2007. *Sir William C. Macdonald*. Montréal : McGill-Queen's University Press, 336 p.
- Forrest, Ray et Ade Kearns. 2001. « Social Cohesion, Social Capital and the Neighbourhood ». *Urban Studies*, 38, 12, p. 2125-2143.
- Fortin, Gérald. 1982. *La publicité sur le logement neuf*. Montréal : INRS – Urbanisation, 125 p.
- Fortin, Andrée, Carole Després et Geneviève Vachon, dir. 2002. *La banlieue revisitée*. Québec : Éditions Nota Bene, 302 p.
- Fougères, Dany. 2004. *L'approvisionnement en eau à Montréal : du privé au public, 1796-1865*. Sillery : Septentrion, 472 p.
- Friedan, Betty. 2001 [1963]. *The Feminine Mystique*. New York : W.W. Norton & Company, 430 p.
- Frost, Lionel. 2001. « The History of American Cities and Suburbs ». *Journal of Urban History*, 27, 3, p. 362-376.
- Furet, François. 1995. *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*. Paris : Éditions Robert Laffont, 824 p.
- Gagnon, Serge. 1978. *Le Québec et ses historiens, de 1840 à 1920*. Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 474 p.
- Gagnon, Robert. 2006. *Questions d'égouts : santé publique, infrastructures et urbanisation à Montréal au XIX^e siècle*. Montréal, Boréal, 263 p.
- Garreau, Joel. 1991. *Edge City. Life on the New Frontier*. New York : Doubleday, 546 p.

- Gauvin, Michel. 1978. « The Reformer and the Machine : Montreal Civic Politics from Raymond Préfontaine to Médéric Martin ». *Revue d'études canadiennes / Journal of Canadian Studies*, 13, 2, p. 16-26.
- Germain, Annick. 1984. *Les mouvements de réforme urbaine à Montréal au tournant du siècle. Modes de développement, modes d'urbanisation et transformations de la scène politique*. Montréal : Université de Montréal (département de sociologie, centre d'information et d'aide à la recherche), 415 p.
- Giles, Judy. 2004. *The Parlour and the Suburb. Domestic Identities, Class, Femininity and Modernity*. Oxford, Berg, 197 p.
- Gill, Aman. 2005. « Staying the course : Resisting Change in a Planned Middle-Class Neighbourhood ». Mémoire de M.A. (histoire), University of Victoria, 129 f.
- Gottdiener, Mark et Ray Hutchison. 2006. *The New Urban Sociology*. 3^e éd. Boulder : Westview Press, 409 p.
- Gubbay, Aline. 1998. *A View of Their Own. The Story of Westmount*. Montréal : Pric e-Patterson, 156 p.
- Halbwachs, Maurice. 1968 [1950]. *La mémoire collective*. 2^e éd. Paris : Presses Universitaires de France, 204 p.
- Hanna, David B. 1980. « Creation of an Early Victorian Suburb in Montreal ». *Revue d'histoire urbaine / Urban History Review*, 2, p. 38-64.
- , 1993. *Transport des personnes et développement du territoire de l'agglomération montréalaise : un essai d'interprétation historique*. Montréal : Service de la planification du territoire de la Communauté urbaine de Montréal, 81 p.
- Hanson, Elizabeth Ida. 1997. *A Jewel in a Park. Westmount Public Library, 1897- 1918*. Montréal, Véhicule Press, 153 p.
- Harbec, Marie-Ève. 2001. « 'L'éducation idéale' dans un monde 'idéal' : le Dunham Ladies' College / St. Helen's School et l'élite anglicane du diocèse de Montréal, 1870-1930 ». Mémoire de M.A. (histoire), Montréal, Université McGill, 104 p.
- Harris, Richard. 1996. *Unplanned Suburbs. Toronto's American Tragedy, 1900 to 1950*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 356 p.
- , 1999. « The Making of American Suburbs, 1900-1950s » dans Richard Harris et Peter Larkham, dir. *Changing Suburbs. Foundation, Form and Function*. Londres : Routledge, p. 91-110.

- . 2004. *Creeping Conformity. How Canada Became Suburban, 1900-1960*. Toronto : University of Toronto Press, 204 p.
- Harris, Richard et Robert Lewis. 1998. « Constructing a Fault(y) Zone : Misrepresentations of American Cities and Suburbs, 1900-1950 ». *Annals of the Association of American Geographers*, 88, p. 622-639.
- . 2001. « The Geography of North American Cities and Suburbs, 1900-1950. A New Synthesis ». *Journal of Urban History*, 27, 3, p. 262-292.
- Hennock, E.P. 1973. *Fit and Proper Persons. Ideal and Reality in Nineteenth-Century Urban Government*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 393 p.
- Hise, Greg. 1997. *Magnetic Los Angeles : Planning the Twentieth-Century Metropolis*. Baltimore : Johns Hopkins Press, 294 p.
- Hobsbawm, Eric. 1999 [1983]. « Introduction : Inventing Tradition » dans Eric Hobsbawm et Terence Ranger, dir. *The Invention of Tradition* . 2^e éd. Cambridge : Cambridge University Press, 322 p.
- Igartua, José. 2006. *The Other Quiet Revolution. National Identities in English Canada, 1945-71*. Vancouver : UBC Press, 277 p.
- Ingram, Darcy. 2005. « Saving the Union's Jack : The Montreal Sailor's Institute and the Homeless Sailor, 1862-98 » dans Bettina Bradbury et Tamara Myers, dir. *Negotiating Identities in 19th- and 20th-Century Montreal*. Vancouver : UBC Press, p. 49-76.
- Isin, Engin F. 1992. *Cities Without Citizens. The Modernity of the City as a Corporation*. Montréal : Black Rose Books, 235 p.
- Jackson, Kenneth T. 1985. *Crabgrass Frontier. The Suburbanization of the United States* . New York : Oxford University Press, 396 p.
- Jacobs, Peter. 1983. « Frederick G. Todd and the Creation of Canada's Urban Landscape ». *Bulletin of the Association for Preservation Technology*, 15, 4, p. 27-34.
- Jacobson, Matthew Fry. 1998. *Whiteness of a Different Color: European Immigrants and the Alchemy of Race*. Cambridge : Harvard University Press, 352 p.
- Joyce, Patrick. 2003. *The Rule of Freedom. Liberalism and the Modern City*. Londres : Verso, 276 p.
- Keating, Ann Durkin. 1988. *Building Chicago, Suburban Developers and the Creation of a Divided Metropolis*. Columbus : Ohio State University Press, 230 p.

- Kumar, Krishan. 1999. « Middle class ». *The Norton Dictionary of Modern Thought*. New York : W.W. Norton & Company, p. 528.
- Lambert, Phyllis. 1998. « Préface » dans Isabelle Gournay et France Vanlaethem, dir. *Montréal métropole, 1880-1930*. Montréal : Centre canadien d'architecture, p. 7-9.
- Lamonde, Yvan. 1979. *Les bibliothèques des collectivités à Montréal (17^e-19^e siècles)*. Montréal : Bibliothèque nationale du Québec, 139 p.
- Lassiter, Matthew D. 2005. « The New Suburban History II : Political Culture and Metropolitan Space ». *Journal of Planning History*, 4, 75, p. 75-88.
- Lauzon, Gilles. 1986. « Habiter un nouveau quartier ouvrier de la banlieue de Montréal : Village Saint-Augustin (municipalité de Saint-Henri) ». Mémoire de M.A. (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 209 f.
- Laverdure, Paul. 1996. *Redemption and Renewal : the Redemptorists of English Canada : 1834-1994*. Toronto : Dundurn Press, 380 p.
- Leacock, Stephen. 1948. *Montreal, Seaport and City*. Toronto : McClelland and Stewart, 340 p.
- Leitch, Gillian. 2007. « The Importance of Being English? Social Organisation and Ethnic Identity in British Montreal, 1800-1850 ». Thèse de doctorat (histoire), Montréal, Université de Montréal, 293 f.
- Levi, Margaret. 1996. « Social and Unsocial Capital : A Review Essay of Robert Putnam's *Making Democracy Work* ». *Politics & Society*, 24, 1, p. 45-55.
- Levine, Marc V. 1990. *The Reconquest of Montreal. Language Policy and Social Change in a Bilingual City*. Philadelphia : Temple University Press, 285 p.
- Lewis, Robert. 1999. « Running Rings Around the City : North American Industrial Suburbs, 1850-1950 » dans Richard Harris et Peter Larkham, dir. *Changing Suburbs. Foundation, Form and Function*. Londres : Routledge, p. 146-167.
- , 2000. *Manufacturing Montreal. The Making of an Industrial Landscape, 1850 to 1930*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 336 p.
- , 2001. « A City Transformed : Manufacturing Districts and Suburban Growth in Montreal, 1850-1929 ». *Journal of Historical Geography*, 27, p. 20-35.
- Linteau, Paul-André. 1981. *Maisonnette ou comment des promoteurs fabriquent une ville, 1883-1918*. Montréal : Boréal, 280 p.

- . 1987. « Canadian Suburbanization in a North American Context. Does the Border Make a Difference? ». *Journal of Urban History*, 13, 3, p. 252-274.
- . 1998. « Le personnel poli tique de M ontréal, 1880-1914 : évolution d'une élite municipale ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 52, 2, p. 1-27.
- . 2000. *Histoire de Montréal depuis la Confédération*. 2^e éd. Montréal : Boréal, 627 p.
- . 2001. « Groupes, identités et municipalités dans l'histoire de Montréal et de sa région. » Rapport préparé pour le ministère des Affaires municipales et de la Métropole du Québec, 53 p.
- Linteau, Paul-André, René Durocher et Jean-Claude Robert. 1989 [1979]. *Histoire du Québec contemporain. Tome I. De la Confédération à la Crise (1867-1929)*. 2^e éd. Montréal : Boréal, 758 p.
- Little, Jack. 1981. « Colonization and Municipal Reform ». *Histoire sociale / Social History*, 14, 27 (mai), p. 93-121.
- . 1997. *State and Society in Transition. The Politics of Institutional Reform in the Eastern Townships, 1838-1852*. Montréal : McGill-Queen's University Press, 320 p.
- . 2003. « In the Desert Pl aces of the W ilderness': The Frontier Thesis and the Anglican Church in t he Eastern Townships, 1799-1831 ». *Histoire sociale / Social History*, 36, p. 31-54.
- Magnusson, Warren. 2005. « Are Municipalities Creatures of the Provinc es ? ». *Revue d'études canadiennes / Journal of Canadian Studies*, 39, 2, p. 5-29.
- Maloney, William, Graham Smith et Gerry Stoker. 2000. « Social Capital and Urban Governance : Adding a More Contextu alized 'Top-Down' Perspective ». *Political Studies*, 48, p. 802-820.
- Manzagol, Claude et Gilles Sénécal. 1993. « Montréal ou la métamorphose des territoires ». *Cahiers de Géographie du Québec*, 37 (101), p. 351-370.
- Marsan, Jean-Claude. 1994 [1974]. *Montréal en évolution : historique du développement de l'architecture et de l'environnement ur bain montréalais*. 3^e éd. Laval : Éditions du Méridien, 515 p.
- Marsh, Margaret. 1990. *Suburban Lives*. New Brun swick, NJ : Rutgers University Press, 231 p.
- Matthews, Brian R. 1985. *A History of Pointe Claire*. Pointe-Claire : Brianor Ltd., 324 p.

- McCann, Larry. 1996. « Planning and Building the Corporate Suburb of Mount Royal, 1910-1925 ». *Planning Perspectives*, 11, p. 259-301.
- . 2006. « A Regional Perspective on Canadian Suburbanization : Reflections on Richard Harris's *Creeping Conformity* ». *Revue d'histoire urbaine / Urban History Review*, 35, 1, p. 32-45.
- McKay, Donald. 1987. *The Square Mile : Merchant Princes of Montreal* . Vancouver : Douglas et McIntyre, 223 p.
- McNairn, Jeffrey L. 2004. « Why We Need But Don't Have an Intellectual History of the British North American Economy » dans Damien-Claude Bélanger, Michel Ducharme et Sophie Coupal, dir. *Les idées en mouvement: perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*. Sainte-Foy : Presses de l'Université Laval, p. 143-173.
- Miller, Zane L. 1981. *Suburb, Neighborhood and Community in Park Forest, Ohio, 1935-1976*. Knoxville : University of Tennessee Press, 263 p.
- . 2001. *Visions of Place. The City, Neighborhoods, Suburbs, and Cincinnati's Clifton, 1850-2000*. Columbus : The Ohio State University Press, 217 p.
- Minville, Esdras, dir. 1943. *Montréal économique : étude préparée à l'occasion du troisième centenaire de la ville*. Montréal : Fides, 430 p.
- Mohl, Raymond A. 1998. « City and Region. The Missing Dimension in U.S. Urban History ». *Journal of Urban History*, 25, 1, p. 3-21.
- Mongrain, Guy. 1998. « Population et territoire dans un contexte de croissance urbaine : Saint-Louis-du-Mile-End, 1881-1901. » Mémoire de M.A. (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 117 p.
- . 2004. « Le développement urbain de Pointe-Claire (volet historique). Rapport préliminaire ». Montréal : Ministère de la Culture et des Communications / Ville de Montréal, 92 p.
- Morris, Robert J. 2000. « Governance : Two Centuries of Urban Growth » dans Robert J. Morris et Richard H. Trainor, dir. *Urban Governance. Britain and Beyond since 1750* . Aldershot : Ashgate, p. 1-14.
- Morton, Marian J. 2002. « The Suburban Ideal and Suburban Realities. Cleveland Heights, Ohio, 1860-2001 ». *Journal of Urban History*, 28, 6, p. 671-698.
- Muller, Edward K. 1989. « Metropolis and Region : A Framework for Enquiry Into Western Pennsylvania » dans Samuel P. Hayes, dir. *City at the Point. Essays on the Social History of Pittsburgh*. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, p. 181-211.

- Muller, Peter O. 1997. « The Suburban Transformation of the Globalizing American City ». *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 551, p. 44-58.
- Mumford, Lewis. 1961. *The City in History : Its Origins, Its Transformations, and Its Prospects*. New York : Harcourt, Brace and World, 657 p.
- Murray, Sylvie. 2004. *The Progressive Housewife : Community Activism in Suburban Queens*. Philadelphie : University of Pennsylvania Press, 264 p.
- Nadon, Mario. 1995. *Ville Mont-Royal. Patrimoine toponymique. Rues et parcs publics*. Ville Mont-Royal : Service du Greffe de Ville Mont-Royal, 103 p.
- Nicolaides, Becky M. 2006. « How Hell Moved from the City to the Suburbs. Urban Scholars and Changing Perceptions of Authentic Community » dans Kevin M. Kruse et Thomas J. Sugrue, dir. *The New Suburban History*. Chicago : University of Chicago Press, p. 80-98.
- Nicolaides, Becky M. et Andrew Wiese. 2006. « Introduction » dans Becky M. Nicolaides et Andrew Wiese, dir. *The Suburb Reader*. New York : Routledge, p. 1-12.
- Oliver, Eric J. 2001. *Democracy in Suburbia*. Princeton, NJ : Princeton University Press, 263 p.
- Paddison, Ronan. 2001. « Communities in the City » dans Ronan Paddison, dir. *Handbook of Urban Studies*. Londres : Sage Publications, p. 194-205.
- Pinçon, Michel. 1996. « Des communautés peu ordinaires : élites sociales et comités de défense dans les beaux quartiers » dans Nicole Haumont, dir. *La ville : aggrégation et ségrégation sociales*. Paris : L'Harmattan, p. 55-66.
- Pinçon, Michel et Monique Pinçon-Charlot. 2003 [2000]. *Sociologie de la bourgeoisie*. Paris : La Découverte, 120 p.
- Pineault, Stéphane. 2000. « Rapports de pouvoir et enjeux métropolitains dans l'agglomération montréalaise, 1920-1961 : les problèmes de l'organisation institutionnelle, de la planification du territoire et du transport des personnes ». Thèse de doctorat (études urbaines), INRS – Urbanisation, culture et société, 445 p.
- Poitras, Claire. 2000. *La cité au bout du fil : le téléphone à Montréal de 1879 à 1930*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 323 p.
- , 2000. « L'histoire urbaine au Québec durant les années 1990 : de nouvelles tendances? ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 54, 2, p. 219-245.
- , 2003. « L'histoire urbaine au Canada : l'espace, les citoyens et les gouvernants ». *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 32, 1, p. 42-52.

- Poitras, Claire et Harold Bérubé. 2004 . « Étude historique du développement urbain. L'axe du canal de Lachine – partie Sud-Ouest. » Montréal : Service de la mise en valeur du territoire et du patrimoine de la Ville de Montréal, 79 p.
- President and Fellows of Harvard College. 2007. « Saguaro Seminar – Civic Engagement and Social Capital in America ». En ligne :
[<http://www.hks.harvard.edu/saguaro/index.htm>] et [<http://www.bowlingalone.com>].
Pages consultées le 22 mars 2008.
- Putnam, Robert D. 1995. « Bowling Alone: America's Declining Social Capital ». *Journal of Democracy*, 6, 1, p. 65-78.
- , 2000. *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community* . New York : Simon & Schuster, 541 p.
- Putnam, Robert D., Lewis Feldstein et Don Cohen. 2003. *Better Together. Restoring the American Community*. New York, Simon & Schuster, 318 p.
- Putnam, Robert D., Robert Leonardi et Raffaella Y. Nanetti. 1993. *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton, NJ : Princeton University Press, 258 p.
- Radice, Martha. 2000. *Feeling Comfortable ? Les Anglo-Montréalais et leur ville* . Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 186 p.
- Raymond, Henri. 1996 . « Préface » dans Nicole Haumont, dir. *La ville : agrégation et ségrégation sociales*. Paris : L'Harmattan, p. 9-11.
- Reilly, Steve. 1999. « Community ». *The Norton Dictionnary of Modern Thought*. New York : W.W. Norton & Company, p. 144-145.
- Rémillard, François et Brian Merrett. 1986. *Demeures bourgeoises de Montréal le Mille carré doré, 1850-1930*. Montréal : Éditions du Méridien, 242 p.
- Riendeau, Roger E. 1979. « A Clash of Interests : Dependency and the Municipal Problem in the Great Depression ». *Revue d'études canadiennes*, 14, 1, p. 50-58.
- Robert, Jean-Claude. 1998. « Réseau routier et développement urbain dans l'île de Montréal au XIX^e siècle » dans Horacio Capel et Paul-André Linteau, dir. *Barcelona-Montréal Desarrollo Urbano Comparada / Développement urbain comparé*. Barcelone : Publications de l'Université de Barcelone, p. 99-115.
- Roquigny, Peggy. 1999. « Sainte-Cunégonde : société et territoire, dans un contexte d'industrialisation : 1876-1905 ». Mémoire de M.A. (histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 121 f.

- Roux-Pratte, Maude. 2004. « Les élites drummondvilloises et la crise des années 1930. Une étroite collaboration autour de l'assistance aux chômeurs ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 58, 2, p. 217-244.
- Roy, Fernande. 1988. *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones de Montréal au tournant du siècle*. Montréal : Boréal, 301 p.
- Rudin, Ronald. 1985. *The Forgotten Quebecers. A History of English-Speaking Quebec, 1759-1980*. Québec : Institut québécois de la recherche sur la culture, 315 p.
- , 1998. *Faire de l'histoire au Québec*. Sillery : Septentrion, 278 p.
- Rutherford, Paul. 1984. « Tomorrow's Metropolis : The Urban Reform Movement in Canada, 1880-1920 » dans Gilbert A. Stelter et Allan F.J. Artibise, dir. *The Canadian City*. Ottawa : Carleton University Press, p. 435-455.
- Sancton, Andrew. 1985. *Governing the Island of Montreal. Language Differences and Metropolitan Politics*. Berkeley : University of California Press, 213 p.
- , 2000. *Merger Mania : the Assault on Local Government*. Westmount : Price-Patterson, 205 p.
- , 2004. « Les villes anglophones au Québec. *Does it matter that they have almost disappeared ?* ». *Recherches sociographiques*, 45, 3, p. 441-456.
- Saulnier, Pierre-Yves. 1998. « Que faire du localisme? L'institutionnalisation d'une identité locale : Lyon au XIXe siècle » dans Vincent Dubois et Philippe Poirrier, dir. *Politiques locales et en jeux culturels. Les clochers d'une querelle XIXe-XXe siècles*. Paris : Maison des Sciences de l'Homme, p. 29-53.
- Seeley, John R., R. Alexander Sim et Elizabeth W. Loosley. 1956. *Crestwood Heights : a Study of the Culture of Suburban Life*. Toronto : University of Toronto Press, 505 p.
- Seligman, Amanda I. 2003. « The New Suburban History ». En ligne : [<http://www.h-net.org/~urban/teach/syllabi/seligman2003syl6.htm>]. Page consultée le 22 mars 2008.
- Sennett, Richard. 1970. *The Uses of Disorder : Personal Identity and City Life*. New York, Knopf, 198 p.
- Sharpe, William et Leonard Wallock. 1994. « Bold New City or Built-Up 'Burb? Redefining Contemporary Suburbia ». *American Quarterly*, 46, 1, p. 1-30.
- Simmel, Georg. 1987 [1900]. *Philosophie de l'argent*. Paris : Quadrige / Presses Universitaires de France, 662 p.

- , 1992 [1903]. « Métropoles et mentalités » dans Marcel Roncayolo et Thierry Paquot, dir. *Villes et civilisation urbaine, XVIII^e-XX^e siècle*. Paris : Larousse, p. 300-309.
- Société des transports de Montréal. 2008. « Quelques notes historiques sur la Commission des tramways de Montréal ». En ligne : [<http://www.stm.info/en-bref/ancetre7.htm>]. Page consultée le 22 mars 2008.
- Spain, Daphne. 2001. *How Women Saved the City*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 311 p.
- Stevenson, Garth. 1999. *The Anglophone Minority and the Politics of Quebec*. Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press, 363 p.
- Stilgoe, John R. 1988. *Borderland: Origins of the American Suburb, 1820-1939*. New Haven : Yale University Press, 353 p.
- Strong-Boag, Veronica. 1995. « 'Their Side of the Story' : Women's Voice from Ontario's Suburb » dans Joy Parr, dir. *A Diversity of Women*. Toronto : University of Toronto Press, 1995, p. 46-74.
- Tanghe, Raymond. 1943. « La population » dans Esdras Minville, dir. *Montréal économique : étude préparée à l'occasion du trois-centième anniversaire de la ville*. Montréal : Fides, p. 98-109.
- Taylor, John H. 1984. « Urban Autonomy in Canada : Its Evolution and Decline » dans Gilbert A. Stelter et Allan F.J. Artibise, dir. *The Canadian City*. Ottawa : Carleton University Press, p. 478-500.
- Teaford, Jon C. 1979. 1979. *City and Suburb. The Political Fragmentation of Metropolitan America, 1850-1970*. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 231 p.
- , 1997. *Post-Suburbia : Government and Politics in the Edge Cities*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 210 p.
- , 2006. *The Metropolitan Revolution. The Rise of Post-Urban America*. New York : Columbia University Press, 306 p.
- Tindal, C.R. et S. Nobes Tindal. 1990 [1979]. *Local Government in Canada*. 3^e éd. Toronto : McGraw-Hill Ryerson Limited, 374 p.
- Tönnies, Ferdinand. 1988 [1883]. *Community and Society*. New Brunswick, NJ : Transaction Books, 298 p.
- Vance, Jonathan F. 1997. *Death So Noble. Memory, Meaning, and the First World War*. Vancouver : UBC Press, 319 p.

- Van Nus, Walter. 1984a. «The Role of Suburban Government in the City-Building Process: the Case of Notre Dame de Grace». *Revue d'histoire urbaine / Urban History Review*, 13, p. 93-100.
- . 1984b. « The Fate of City Beautiful Thought in Canada, 1893-1930 » dans Gilbert A. Stelter et Alan F. J. Artibise, dir. *The Canadian City : Essays in Urban History* . Toronto/Ottawa : McClelland and Stewart/Institute of Canadian Studies, Carleton University, p. 162-185
- . 1998. « Une communauté de communautés » dans Isabelle Gournay et France Vanlaethem, dir. *Montréal métropole, 1880-1930*. Montréal : CCA, p. 63-75.
- Van Slyck, Abigail A. *Free to All. Carnegie Libraries & American Culture 1890-1920*. Chicago : University of Chicago Press, 276 p.
- Ville de Pointe-Claire. 2001. « Historique des conseils municipaux de Pointe-Claire ». En ligne : [<http://www.ville.pointe-claire.qc.ca/Fr/vie/historique-conseils.asp>]. Page consultée le 22 mars 2008.
- Wahrman, Dror. 1995. *Imagining the Middle Class. The Political Representation of Class in Britain, c. 1780-1840*. Cambridge : Cambridge University Press, 428 p.
- Wallerstein, Immanuel. 1988. « The Bourgeois(ie) as Concept and Reality ». *New Left Review*, 167, p. 91-106.
- Warner, Sam B. Jr. 1962. *Streetcar Suburbs. The Process of Growth in Boston, 1870-1900* . Cambridge : Harvard University Press, 208 p.
- Westley, Margaret W. 1990. *Rememberance of Grandeur. The Anglo-Protestant Elite of Montreal*. Montréal : Libre Expression, 311 p.
- Whyte, William H. 1956. *The Organization Man*. New York : Simon & Schuster, 429 p.
- Wiese, Andrew. 2004. *Places of Their Own. African American Suburbanization in the Twentieth Century*. Chicago : The University of Chicago Press, 411 p.
- Wunsch, James L. 1995. « The Suburban Cliché ». *Journal of Social History*, 8, 3, p. 643-658.
- Young, Brian. 2001. *Le McCord : l'histoire d'un musée universitaire, 1921-1996*. Montréal : Éditions Hurtubise HMH, 288 p.
- . 2003. *Respectable Burial : Montreal's Mount Royal Cemetery*. Montréal : McGill-Queen's University Press, 226 p.